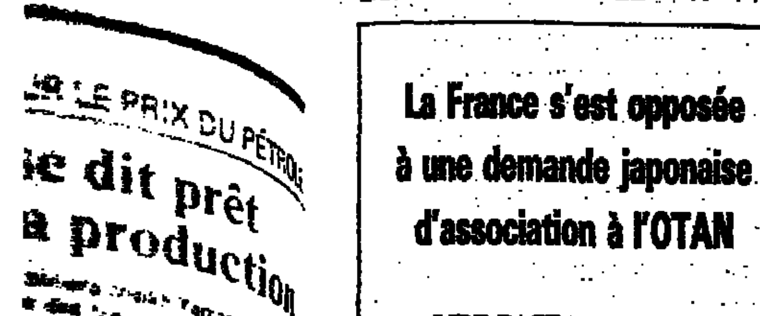
QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11855 – VENDREDI 11 MARS 1983



La France s'est opposée à une demande japonaise d'association à l'OTAN

LIRE PAGE 3 L'ARTICLE DE R.-P. PARINGAUX



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Varsovie souhaite que le voyage de Jean-Paul II « contribue à la normalisation de la vie » en Pologne

A l'issue d'une rencontre de plusieurs heures, le général Jaruzelski et le cardinal-primat de Pologne, Mgr Glemp, ont « confirmé », *mercredi 9 mars, selon l'agence officielle PAP,* « leur volonté concordante d'être les hôtes de Sa Sainteté le pape Jean-Paul II du 16 au 22 juin 1983 ». *Le communiqué ajoute que* « les autorités de l'Etat et celles de l'Eglise œuvreront (...) en faveur d'une préparation » *de cette visite* « telle qu'elle contribue à (...) la normalisation de la vie dans le pays ». *Sans faire allusion à ce voyage,* La Pravda *écrivait jeudi matin que* « l'ennemi de classe » *est toujours actif en Pologne et qu'il n'est pas temps pour le régime* d'« abandonner la lutte ».

Ce second voyage du pape dans sa patrie, qu'aucun Polonais ne croyait possible, aura donc bien lieu, et la question qui se pose maintenant est de savoir à qui, du régime ou de la société, il profitera. Est-ce la commission des affaires étrangères du Sejm, le Parlement, qui avait raison en affirmant, lundi 7 mars, que la visite de Jean-Paul II *« aurait une grande importance tant pour la situation intérieure de la Pologne que pour sa position internationale »* ? Ou bien faut-il au contraire partager les certitudes de cet ancien conseiller de M. Walesa, proche ami du pape, qui affirmait en décembre dernier, passant sur une anxiété certaine : *« Je ne voudrais pour rien au monde être à sa place, mais s'il vient, il saura trouver les mots justes, car il a toujours su les trouver »* ?

On ne pourra en juger vraiment qu'à l'heure du bilan, lorsque, le 22 juin, l'ancien archevêque de Cracovie quittera son pays pour regagner son Etat. En attendant, la seule chose sûre est que ce voyage, repoussé en août dernier, aléatoire jusqu'au bout, est la dernière et sans doute la meilleure illustration des deux limites entre lesquelles évolue, depuis son début et pour longtemps encore, la crise polonaise. Le pouvoir, d'un côté — débordé par la soudaineté et la puissance d'une révolte ouvrière ou consolidé par un coup d'Etat militaire, — ne peut ignorer le pluralisme de fait de la population et son inébranlable aspiration à la démocratisation du régime. La société, de l'autre, ne peut en aucun cas espérer que la réalité du partage de l'Europe cesse du jour au lendemain de peser sur ses possibilités d'action.

Dans le très long marchandage qui a précédé cette *« confirmation »*, mercredi 9 mars, de la *« volonté concordante »* du cardinal Glemp et du général Jaruzelski *« d'être les hôtes de Sa Sainteté le pape Jean-Paul II »*, l'Eglise a beaucoup cédé au régime. Trop même, à entendre nombre de militants de Solidarité régulièrement indignés de voir le primat appeler avec constance, depuis le 13 décembre 1981, à éviter les grèves, à se garder de toute violence, fût-ce celle de rassemblements pacifiques, et à travailler à cette augmentation de la production, dont le régime a un besoin vital pour tenter d'amorcer un redressement.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Une voix en Amérique centrale

« Il faut que les choses changent. » C'est en insistant une nouvelle fois avec force sur la nécessité d'une amélioration réelle des conditions de vie les plus humbles dans une région soumise à la misère, à la guerre, aux violences, à l'injustice et à l'exploitation la plus éhontée que Jean-Paul II a terminé, mercredi 9 mars, son voyage en Amérique centrale et en Haïti.

Voyage d'une semaine, et donc sans doute trop rapide, mais riche, spectaculaire, plus politique que d'autres et suivi avec attention en raison des risques multiples qu'il comportait.

Il convient d'attendre encore pour mesurer sereinement les *éventuelles retombées, pasto*rales et politiques, de cette tournée en Amérique centrale, alors que déjà l'intérêt se tourne vers la prochaine épreuve, celle de Pologne. Mais les hommes d'Eglise, qui se félicitent presque sans réserves de la « bonne direction » indiquée par le souverain pontife, se trouvent dès à présent en désaccord avec les politiques, qui estiment, non sans raison, que bien peu de résultats concrets sont à espérer à court terme.

A chacune de ses escales, Jean-Paul II a plaidé en faveur du dialogue, pour le respect des droits de l'homme, contre la violence. « Lorsque l'on écrase l'homme, lorsqu'on viole ses droits et son droit à la vie et qu'on le torture, on commet un crime contre Dieu. » Les foules, immenses et ferventes, qui l'ont entendu auront trouvé un réconfort, au moins provisoire, dans cette dénonciation sans équivoque des violences quotidiennes. Leur espoir têtu d'un retour de la paix s'en trouvera renforcé. Il risque d'être rapidement déçu.

Jean-Paul II a précisé lui-même, dans ce Guatemala qui est particulièrement frappé par la violence, qu'il ne pouvait apporter de « solution toute faite » à des situations complexes qui « échappent à la compétence de l'Eglise ». Pour montrer qu'il n'était pas disposé à se laisser influencer, le maître du pays, le général Rios Montt, avait fait fusiller six jeunes gens, accusés d'activités subversives, à la veille de l'arrivée du pape. S'il a annoncé de prochaines mesures de libéralisation politiques, c'est plus pour satisfaire les Etats-Unis que pour plaire à Jean-Paul II, qui n'a pas hésité à dénoncer, à son passage à Belize, le « prosélytisme des protestants ».

Au Salvador, les combats n'ont même pas cessé le jour de la visite papale. Tout indique que les armes l'emportent encore, et pour un certain temps, sur le dialogue et la concertation. Et l'annonce par le gouvernement salvadorien d'élections générales anticipées s'explique uniquement par des pressions nord-américaines. Au Nicaragua, où il a condamné l'Eglise « populaire » ralliée aux sandinistes, Jean-Paul II s'est d'abord préoccupé de l'unité de l'Eglise, mais c'est là, sans doute, que les conséquences politiques pourraient être les plus nettes.

Dès le premier jour, Jean-Paul II avait bien défini ses positions. Oui à la paix et au dialogue, *non aux extrémismes. Oui* à l'Evangile aux côtés des pauvres et des opprimés, non à l'engagement des prêtres dans des mouvements idéologiques étrangers au christianisme. Il a tenté pendant ce voyage de maintenir cet *équilibre difficile et parfois* ambigu. Car c'est aussi en chef d'Etat que Jean-Paul II a été accueilli par des dirigeants aux espoirs contradictoires, et ils vont s'efforcer de récupérer au mieux sa voix, qui se voulait seulement pastorale.

Les risques de guerre civile s'accroissent au Zimbabwe

Après s'être caché durant trois jours pour échapper aux recherches, M. Joshua Nkomo, chef de l'opposition au Zimbabwe, a quitté clandestinement son pays pour chercher un asile politique *« provisoire »* au Botswana voisin. Avant son départ, M. Nkomo avait accusé M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, de vouloir le faire assassiner.

Cette fuite, consécutive aux atrocités commises par la 5e brigade de l'armée nationale contre des civils réputés favorables à l'opposition — des « dissidents », disent les autorités de Harare, — accroît dangereusement les risques de guerre civile dans l'ancienne colonie britannique.

De notre envoyé spécial

Bulawayo. — A Pelendaba, un des *faubourgs populaires de Bulawayo, la* grande maison blanche de M. Joshua Nkomo, portes closes et rideaux tirés, restait vide depuis plusieurs jours. Elle risque de le demeurer longtemps puisque, à soixante-six ans, le vétéran du nationalisme zimbabwéen a de nouveau choisi l'exil, fût-il *« temporaire »*.

« Où est Joshua ? », se demandait-on ici depuis quarante-huit heures. La réponse est venue, mercredi 9 mars, sous la forme d'un communiqué publié par la présidence de la République du Botswana : *« Le docteur Nkomo est arrivé au Botswana hier après-midi. Il a l'intention d'y rester temporairement et d'y explorer les moyens d'aider à résoudre la situation existant dans son pays. Pendant son séjour ici, il ne s'adressera pas à la presse. »* Le chef de la ZAPU, ajoutait-on à Gaborone, capitale du Botswana, a quitté le Zimbabwe à cause des « troubles » qui y règnent.

On ignore où se trouve précisément M. Nkomo, mais, selon le ministre zimbabwéen de l'intérieur, *M. Ushewokunze, il a traversé la* frontière, déguisé en femme, à bord d'une Land-Rover, avant de se présenter aux autorités du Botswana, à Mphoengs, près de Francistown.

Le ministère zimbabwéen des affaires étrangères a confirmé que *M. Nkomo, privé de son passeport* il y a trois semaines, avait quitté le pays *« illégalement »*, mais n'avait pas demandé l'asile politique au Botswana. Le ministre de l'information, M. Shamuyarira, a accusé pour sa part M. Nkomo de vouloir *« répandre à l'étranger des mensonges sur le Zimbabwe, afin de décourager les investisseurs et les bailleurs de fonds »*.

« Je ne quitterai jamais le Zimbabwe. Je n'ai qu'un seul pays », déclarait M. Nkomo dimanche dernier lors de la conférence de presse clandestine où il annonça que le premier mninistre, M. Robert Mugabe, avait *« donné l'ordre de le tuer »*. Il n'a pas tenu parole en cachant bien son jeu. Il avait fait savoir mardi, par un émissaire aux journalistes présents à Bulawayo, qu'il les rencontrerait à nouveau le soir même. Ce stratagème fit diversion auprès des policiers en civil qui rôdent dans les grands hôtels à l'affût des nouvelles et facilita sa fuite.

La décision du vieux nationaliste marque une nette aggravation du conflit ouvert qui l'oppose depuis un an à M. Mugabe. A-t-il sincèrement cru que sa vie était en danger ? Beaucoup d'observateurs en doutent. *On imagine mal qu'un malheur* eût pu lui arriver le jour même où le premier ministre s'envolait tranquillement vers New-Delhi pour participer à la conférence des non-alignés. A cet égard, il faut noter que le petit peuple de Bulawayo, lui, a pris au sérieux les propos de M. Nkomo et les a accueillis favorablement à en juger par ses premières réactions à la nouvelle de sa fuite.

D'autres éléments ont joué. Depuis plusieurs mois, le chef de la ZAPU était un homme de plus en *plus ligoté. Sa liberté d'action était à* peu près nulle. Son parti ne pouvait plus tenir le moindre meeting, et des centaines de militants de la ZAPU étaient détenus sans jugement. Deux de ses anciens lieutenants, le général Masuku et M. Dabengwa, accusés de trahison, comparaissent en Haute Cour depuis un mois (les audiences de leur procès sont actuellement suspendues).

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 5.)

— POINT —

Loyalisme et conservatisme militaires

Le général Jean Delaunay s'est-il démis ou a-t-il été démis de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre ? Cette question, certains se la posent aujourd'hui en feignant d'ignorer que ces fonctions restent, toujours, dans un État démocratique, à la discrétion du gouvernement et qu'elles doivent être retirées au chef militaire — avec son consentement ou sans son approbation — dès lors qu'il n'est plus en harmonie de doctrine avec le pouvoir civil.

En acceptant des responsabilités de commandement, tout officier général sait qu'il doit se soumettre ou se démettre s'il est en désaccord avec le gouvernement ou s'il n'a plus sa confiance. Le général Delaunay vient de donner une preuve de son loyalisme en remettant son poste à la disposition du pouvoir politique, duquel il tenait son autorité sur ses subordonnés. Tous ceux qui connaissent sa droiture n'ont jamais imaginé qu'il ait pu continuer, sans la confiance du gouvernement, une réforme que, d'autre part, il désapprouvait.

D'un commun accord, le ministre de la défense et le général Delaunay ont donc décidé de se séparer. Et, dans ces conditions, il ne restait au chef d'état-major de l'armée de terre que la seule démission.

Le fond du débat est autre. Par tradition ou par esprit de conservatisme, l'armée de terre, immuable, boude les réorganisations qui lui sont proposées, y compris, il y a quelques années, l'accès à l'armement nucléaire tactique duquel elle tire aujourd'hui sa fierté.

En novembre dernier, le gouvernement lui a suggéré un profond aggiornamento de ses structures et de ses moyens. Cette réorganisation était jusqu'à présent passée presque inaperçue, sauf de quelques spécialistes qui ont su dépasser le simple problème de la déflation des effectifs. Le départ du général Delaunay et la loi de programmation militaire à venir pourraient être, enfin, l'occasion d'un véritable débat public sur cette nouvelle armée de terre.

La bataille électorale à Marseille

L'affrontement entre M. Defferre, ministre de l'intérieur, et M. Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, est d'autant plus âpre que la campagne électorale demeure dominée, à Marseille, par deux thèmes aux connotations inquiétantes : la sécurité et les effets de l'immigration maghrébine. Parallèlement, les premiers résultats de l'enquête sur l'explosion d'un engin, dans la nuit de lundi à mardi, non loin de la grande synagogue de Marseille, deviennent un enjeu politique. Tués sur le coup, les deux hommes qui convoyaient l'explosif, s'ils étaient issus des milieux du banditisme, pourraient avoir été en relation avec un membre de l'ex-SAC. Le préfet de police des Bouches-du-Rhône n'hésite pas à mettre en cause « les milieux de droite ». *(Lire page 34.)*

Spirale dangereuse

De notre envoyé spécial

Marseille. — Gagner, soit. Mais gagner à quel prix ? Marseille vaut-elle cette grand-messe sur l'immigration, ce reniement d'une gauche aux abois suffisamment inquiète pour s'en aller, en terrain marécageux, jouer son va-tout ? Les immigrés, la délinquance, thèmes de la droite ? Thèmes de la gauche aussi, engagée pour ce deuxième tour dans un douteux combat, dans une bataille qui n'est plus sa bataille.

Sur les camions électoraux de la gauche unie qui sillonnnent la ville, sur les panneaux et les murs, des affiches vertes et noires disent *aujourd'hui le Nouveau Marseille : « La droite, c'est vingt ans d'immigration sauvage ; la gauche, c'est l'immigration contrôlée. »*

Sur les camions électoraux de la droite unie, sur les murs des affiches rouges et noires annoncent le « Changeons Marseille ! » : *« Marseille ville sale, il faut changer ça. Marseille ville ouverte, il faut changer ça. Marseille ville de l'insécurité, il faut changer ça. Marseille ville endettée, il faut changer ça. »*

Gauche, droite ? Qui gagnera dimanche à Marseille ? On ne sait trop, dans l'impossibilité qu'il y a à opérer le tri non plus entre les marges qui décident le succès et entre les extrêmes qui feront le revers. En revanche, on sait déjà qui a perdu : les immigrés nord-africains, ces argument-émissaires d'une campagne qui sent maintenant le soufre.

Le problème maghrébin, et par amalgame celui de la délinquance, est grave à Marseille. Il est aigu, douloureux même, entre le vécu d'une population et l'imaginaire, entre la réalité quotidienne et la rumeur sans cesse entretenue par quelques habiles boutefeux. On ne saurait négliger que la liste Marseille Sécurité a réalisé son meilleur score dans les cités nord, là justement où l'électorat populaire est le plus massif et la cohabitation la plus délicate (1). Le problème est réel au point de tout occulter dans cette dernière phase de la campagne. Et la spirale devient dangereuse.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 11.)

(1) Composée de candidats « divers droite », cette liste a obtenu dans les secteurs encore indécis entre 4,38 % et 5,91 % des suffrages exprimés.

Scrutin municipal et décentralisation

L'enjeu occulté

Lire page 31 l'article de FRANÇOIS GROSRICHARD

A PROPOS D'UN CENTENAIRE

Marx survit-il au marxisme ?

Qu'a voulu Marx ? Par quelle méthode ? Que reste-t-il de son approche alors que dans tout le pays elle a été mise à l'épreuve du pouvoir ? Le centenaire de sa mort, le 14 mars 1983, est l'occasion de se poser la question, sous tous ses aspects.

« Le Monde des livres » (pages 13 à 18) ouvre notre série de réflexions, à propos des biographies d'Arthur Conte et Franz Mehring (Bertrand Poirot-Delpech), du tome IX de la *Correspondance* (Pierre Fougeyrollas), et du passage du verbe marxien à la violence marxiste-léniniste (Gilbert Comte).

Demain, dans notre numéro de vendredi (daté 12 mars), André Fontaine et Paul Fabra passeront en revue les principaux thèmes de la pensée marxiste et s'interrogeront sur la manière dont elle s'est incarnée dans la politique et dans l'économie.

Dans la page « Débat » de notre numéro de fin de semaine (daté 13-14 mars), Patrick Viveret, Didier Motchane et Jean-Paul Jouary exprimeront les différentes attitudes de la gauche française face à l'héritage marxiste.

Enfin, la semaine prochaine, « le Monde des sciences » (daté 16 mars) présentera le témoignage de plusieurs hommes de sciences (exactes ou sociales), MM. Marc Abelès, Fernand Braudel, Jean-Pierre Kahane, Jacques Ruffié, sur leur perception et leur expérience de l'œuvre de Marx.

AU JOUR LE JOUR

Affiche

La protection de l'image de la femme est l'objet — pardon, le sujet — du projet de loi présenté par Mme Roudy au conseil des ministres.

Chacun a son idée et fixe, là comme ailleurs, sa frontière entre le bien et le mal, le tolérable et l'odieux.

Ceux qui sont d'avis qu'une belle femme sans voiles vaut mieux qu'un homme laid et habillé doivent se dépêcher. Bientôt il leur sera interdit d'afficher cette opinion.

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

idées

Est-Ouest

Avec les élections allemandes, un obstacle majeur à l'exécution de la double décision de l'OTAN sur les euromissiles a été levé : la réaction très vive du Kremlin montre qu'il ne s'y est pas trompé. Le débat va donc très vite rebondir. François Puaux se félicite, à ce propos, qu'en France il existe maintenant un consensus entre MM. Mitterrand, Giscard d'Estaing et Chirac sur les dangers du découplage entre la défense de l'Europe et celle des Etats-Unis. M. Pierre Sudreau souhaite qu'un prochain sommet soviéto-américain permette de porter remède à la fois à la course aux armements et à la crise économique. Et M. Albert Ratz répond à un article du général Close, paru dans ces colonnes le 26 février, qui, sous le titre « Assez de palabres ! », mettait en cause les pacifistes.

Pour un sommet sérieux

par PIERRE SUDREAU (*)

DEPUIS longtemps, les dirigeants des grandes puissances nucléaires jouent au poker-menteur en ayant pour mise la vie de leurs populations respectives et de l'humanité.

Depuis des mois, pour ne pas dire des années, des négociations plus ou moins secrètes entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis s'enlisent à Genève dans une comptabilité macabre, additionnant fusées stratégiques, missiles tactiques, têtes nucléaires, bombes en tout genre, sous-marins, bombardiers, première et deuxième frappe, *« afin de pouvoir se donner plusieurs fois la mort » (overkilling capacity) !*

Au moment où M. Andropov se déclare prêt à rencontrer M. Reagan, et alors que Washington semble en accepter le principe, il n'est pas inutile de mettre l'accent sur certains aspects du débat, afin que le sommet ne soit pas *négatif.*

Deux immenses problèmes commandent l'avenir : la course aux armements et ce que l'on appelle communément la crise économique alors qu'il s'agit, *en réalité*, d'une véritable révolution planétaire. Quel est l'état actuel du monde ? Un seul qualificatif s'impose sans exagération : pitoyable.

La course aux armements atteint le délire. — Hiroshima a frappé l'imagination. Mais ce n'était qu'une « allumette » atomique. A l'heure des mégatonnes, des fusées porteuses de douze bombes H, il faut savoir que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ont en stock de quoi « faire » un *million* d'Hiroshima.

Autre aspect grave et méconnu : les grandes puissances ont donné le mauvais exemple. La dissuasion fait école du plus grand au plus petit. Les dépenses d'armement augmentent dangereusement à travers le monde, même dans les pays en voie de développement.

Les nécessités fondamentales de l'humanité sont totalement méconnus. — D'ici à la fin du siècle, la population des pays industrialisés restera stable et vieillira beaucoup plus vite que celle du tiers-monde qui va pratiquement doubler dans le même temps. La jeunesse du monde de demain sera innombrable, pauvre et sans emploi.

Les dirigeants des pays riches ne veulent pas voir que les graves problèmes du tiers-monde risquent de devenir de véritables boomerangs. Ils se refusent aussi d'admettre que la relance économique mondiale est incompatible avec les excès de dépenses provoqués par le surarmement.

Le peuple américain, le plus riche du monde, se trouve lui-même dans une situation paradoxale : ses dépenses militaires vont atteindre pour 1983 (après réduction) le chiffre extrême de 275 milliards de dollars. Dans le même temps, le nombre officiel des chômeurs dépasse largement les 10 %, cote d'alerte unanimement reconnue, soit douze millions de chômeurs recensés.

L'Europe s'achemine aussi, avec dix-sept millions de chômeurs, vers la situation sociale la plus grave depuis 1930. S'y ajoute la perspective peu réjouissante de devenir le champ de bataille nucléaire d'un affrontement Est-Ouest.

L'U.R.S.S. n'est pas mieux lotie : certes, le chômage n'y existe pas officiellement, mais le niveau de vie des citoyens soviétiques se ressent durement de la course aux armements.

Ces faits appellent une constatation et, bien évidemment, des propositions.

La constatation : tous les problèmes sont liés : péril nucléaire, crise économique, dépenses militaires, explosion démographique. — Les experts le reconnaissent, et pourtant, même dans les équipes dirigeantes les plus avancées, les synthèses se font mal. Les préoccupations stratégiques sont l'apanage des états-majors et des structures politico-militaires spécialisées. Les pions sont poussés toujours dans le même sens. L'armée soviétique et le complexe militaire industriel américain peuvent se donner la main. Ils négligent, l'un et l'autre, les *conséquences économiques* (et donc politiques) graves, pour leur propre pays, de leur escalade routinière.

Des experts éminents des Nations unies et des centres internationaux de prospective mettent en garde, depuis des années, les chefs d'Etat sur les conséquences dramatiques de l'évolution *démographique et économique du* monde. Mais aucune synthèse n'est faite entre leurs préoccupations et le surarmement.

Pour mieux comprendre l'*immensité de ce gaspillage, il faut* savoir que les experts médicaux mondiaux ont réussi à vaincre la variole en vingt-cinq ans, en dépensant, selon eux, une somme très importante pour *l'humanité* : soit 300 millions de dollars durant cette période.

Or, actuellement, cette somme est dépensée en moins de cinq heures pour perfectionner l'art de tuer. *« Si la course aux armements ne s'arrête pas, le monde affectera, dans dix ans, à des fins militaires, des ressources égales à l'ensemble de la production mondiale d'aujourd'hui »* (SIPRI, Institut de recherche pour la paix, de Stockholm.)

Propositions. — Cette hystérie guerrière écrase littéralement l'économie mondiale. Or 50 milliards de dollars par an suffiraient à relancer des investissements productifs dans le monde, notamment dans les pays pauvres dont la faillite est prévisible. Cette somme, importante certes, ne représente que 8 % des dépenses annuelles affectées à la préparation de la guerre et permettrait de lutter très efficacement contre l'aggravation de la crise. Un plan Marshall mondial permettant de ralentir la course aux armements : quel beau programme ! Malheureusement, nous en sommes encore loin.

Pour surmonter la complexité des situations, les principaux responsables devraient réfléchir ensemble à l'évolution planétaire. Or, malgré les nouvelles propositions de M. Andropov et les acquiescements de M. Reagan, aucun résultat sérieux ne peut être escompté d'une rencontre au sommet si les deux « champions » ne dépassent pas les procédures traditionnelles. Il faut contourner, en le relativisant, l'obstacle de la comptabilité nucléaire qui les paralyse.

Les dirigeants des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., avec ceux des principaux États industrialisés de l'hémisphère Nord, doivent prendre conscience, ensemble, de la situation du monde et de son évolution dans cinq, dix, quinze et vingt ans. Une conférence de prospective planétaire et d'information sur les principaux dossiers (économie, démographie, santé, etc.) permettrait d'élargir le débat actuel. Des études sur les grands dossiers existent aux Nations unies et dans tous les centres de prospective. Il faut en faire la synthèse. Ces documents démontreront l'absurdité de la course aux armements et les gaspillages insensés qu'elle provoque. Ils feront comprendre que l'hémisphère Nord, et notamment les principaux États industrialisés, seront, à court terme, littéralement submergés par les grands problèmes mondiaux qu'ils n'auront pas su maîtriser.

Cette démarche est urgente pour les Etats occidentaux empêtrés dans leur concurrence *commerciale*. Elle est urgente aussi pour l'U.R.S.S., dont les contradictions internes (notamment l'explosion démographique des nationalités du Sud) vont s'exacerber. Elle est absolument nécessaire pour les Européens, victimes « priviligiées » d'un conflit Est-Ouest. Tout les responsables doivent comprendre qu'une guerre ne résoudrait rien, *a fortiori* une guerre nucléaire qui provoquerait, au minimum, un recul fatal de plusieurs siècles.

Cette conférence, précédant ou associée à un sommet Est-Ouest, devait permettre d'atteindre les objectifs essentiels : ralentissement équilibré de la course aux armements ; relance de l'économie mondiale ; issue honorable et détente sur l'épineux problème des euromissiles.

***

Ces quelques suggestions ne sont pas l'expression d'un pacifisme aveugle. Il ne s'agit pas de préconiser un désarmement unilatéral, dont l'effet certain serait de provoquer une déstabilisation. Il faut regretter que dans de nombreux pays, et en France en particulier, on traite par le mépris toute proposition destinée à défendre la paix.

Un tel aveuglement étonne de la part d'hommes de gauche et n'est, d'ailleurs, pas partagé par les hauts responsables socialistes *européens et, notamment, par le* premier ministre suédois Olof Palme.

Préconiser une prise de conscience des graves problèmes planétaires qui vont inéluctablement accabler les États industrialisés, qu'ils soient capitalistes ou socialistes, proposer un freinage équilibré des *dépenses militaires, constitue une* tentative désespérée pour améliorer les rapports Est-Ouest.

Il n'est pas interdit de tout tenter pour aider les principaux responsables à perfectionner leur « intelligence » du monde.

(*) Ancien ministre.

Pacifisme et barbarie

Réplique... au général Close

M. A. Ratz, professeur d'histoire, membre de l'Union pacifiste de France, nous écrit :

Le général Close ayant insulté les pacifistes dans *le Monde* du 26 février, je suppose que nous avons un droit de réponse.

La colère du général serait simplement grotesque si, dans le même temps, ses collègues des deux blocs ne se préparaient activement à faire bénéficier les peuples de leurs compétences en matière de massacre. Il accuse les pacifistes des malheurs futurs de l'Europe et c'est nous qui sommes des « furieux ». On aimerait savoir si, pour lui, ce sont les pacifistes qui ont tué les 40 millions de victimes de la seconde guerre mondiale.

Est-ce que ce sont les pacifistes qui ont massacré le peuple indochinois, torturé en Algérie et au Tchad ? Est-ce que ce sont les pacifistes qui se sont amusés à fournir de la chair humaine aux requins du côté des îles Malouines, qui occupent l'Afghanistan, qui ont assassiné les femmes et les enfants à Chatila ? Est-ce que ce sont les pacifistes qui ont fait les 14 542 guerres dénombrées par les polémologues depuis l'Antiquité ?

Le général Close ignore peut-être que tout ce beau travail a été commandé par des gouvernements cyniques ou irresponsables et exécuté par des messieurs en uniforme qu'on appelle des militaires. Les pacifistes n'ont aucune leçon à recevoir de ces gens-là qui continuent à répéter, depuis cinq mille ans, l'adage insane *« Si vis pacem para bellum »*, perpétuellement démenti par l'histoire, mais auquel ils continuent de s'accrocher par une « furieuse » superstition.

Que le général sache que si demain nos enfants meurent brûlés et irradiés dans la troisième guerre mondiale, ce ne sera pas l'œuvre des pacifistes mais celle des militaires et de ceux qui s'obstinent à croire dans les vertus de leur art.

Il paraît que nous sommes des « bêlants », expression qui, dit-on, fut employée pour la première fois par Hitler, au moment où les objecteurs de conscience allemands étaient condamnés et décapités. Le courage de ces pacifistes — qui valait bien celui des militaires — fut soigneusement ignoré dans le reste de l'Europe car, pensez donc, ils donnaient un mauvais exemple aux jeunes gens de chez nous ! Cela continue, les pacifistes sont toujours la bête noire des Hitler et des Daladier, des Reagan et des Andropov, des faucons comme des fausses colombes.

Les pacifistes d'Europe occidentale sont solidaires des pacifistes d'U.R.S.S., de Hongrie, de Tchécoslovaquie, traqués et *emprisonnés.* Devrions-nous être assez lâches pour nous taire parce que nous prenons moins de risques, et assez hypocrites pour ne dénoncer que les armes qui sont à l'Est ? Les pacifistes ont leur logique — n'en déplaise au général, — logique sans doute incompréhensible aux laudateurs de l'institution guerrière. Pour eux, l'ennemi à combattre n'est pas l'homme quel qu'il soit, mais la guerre et sa préparation.

Quant à rester des hommes libres, notre actuelle résolution face aux *jongleurs de mégatonnes* en est la garantie. La non-violence a prouvé qu'il est possible de résister à un oppresseur sans avoir recours aux armes. Elle est, aujourd'hui, le seul espoir d'échapper à la barbarie et à l'autodestruction. Des militaires mêmes l'ont compris comme Basil Liddell Hart et Jacques de Bollardière. Alors, pourquoi pas vous, Robert Close ?

Objectif zéro ?

par FRANÇOIS PUAUX (*)

CE que M. Couve de Murville appelait en 1979 *« la vieille antenne de la défense européenne »* revient depuis quelque temps fort à la mode. Comment s'affirmer bon Européen et avoir un comportement insulaire en s'abritant égoïstement derrière la sanctuarisation du seul territoire national disent certains, oubliant la présence en République fédérale de notre Ire armée et celle d'*une garnison française* à Berlin. De bons esprits reviennent inlassablement sur le problème de l'européanisation de l'emploi de nos forces, sans trouver de solution qui ne mette en péril notre autonomie et, partant, notre dissuasion.

Il existait cependant un moyen, trop longtemps négligé, de venir en *aide au gouvernement fédéral*, confronté avec les incertitudes de l'âme allemande et harcelé par les attaques des « alternatifs », des Verts et des Églises : donner au chancelier, qui en avait grand besoin, un coup de main dans l'affaire des Pershing. Il se trouve — mieux vaut tard que jamais — que, en l'espace d'un mois, à l'approche des élections allemandes, le président de la République — dans un discours prononcé le 20 janvier dernier devant le Bundestag, — M. Giscard d'Estaing — dans *le Monde du 19 février — et* M. J. Chirac — lors de son voyage aux États-Unis — ont pris tous les trois position sur les euromissiles. M. Mitterrand avait eu le mérite *d'être le premier dirigeant français* à dénoncer le danger que font peser les SS-20 soviétiques sur la sécurité de l'Europe occidentale. Mais il avait exprimé dans certains entretiens des idées quelque peu ambiguës sur l'opportunité d'installer des Pershing-2 en Europe. Le discours de Bonn a enfin défini, en mettant l'accent sur le *risque de « découplage »*, une position française qui apporte une aide non négligeable au gouvernement allemand et qui devrait recueillir en France un soutien bi-partisan.

M. Giscard d'Estaing, dans son article du *Monde* « Une chance historique pour l'Europe », est sorti d'un long silence, sans doute pour couper court aux interprétations auxquelles pouvait donner lieu la prise de position fracassante de son ancien conseiller diplomatique (1). Il a fait à cette occasion une révélation : c'est au sommet de la Guadeloupe, en janvier 1979, qu'aurait été décidée l'option zéro par le président Carter, *« sous la pression »* du chancelier Schmidt, de M. Callaghan et de lui-*même.* La *« double décision »* de l'OTAN de décembre 1979 n'y fait cependant aucune allusion. Le communiqué n'évoque que des *« limitations convenues »*. La première formulation de l'option zéro a été avancée par le président Reagan dans son discours du 18 novembre 1981 (2). M. Helmut Schmidt laisse volontiers entendre qu'il en est l'inspirateur. M. Mitterrand, pour sa part, se targue d'avoir lancé l'idée *(« ni Pershing ni SS-20 »)* bien avant M. Reagan.

Il est curieux que l'on se dispute ainsi la paternité de l'option zéro, car c'est bien la formule qui mène le plus sûrement au découplage entre les *systèmes de défense américain et* allemand que tout le monde déclare vouloir éviter. Dans son article, M. Giscard d'Estaing dit très justement lui-même que l'option zéro *« est une situation de fort découplage »*, et qu'au contraire la présence des Pershing-2 ferait qu'*« on ne pourrait plus jouer avec l'Europe sans jouer avec sa propre vie »*. On ne comprend pas très bien, dans ces conditions, pourquoi il souhaite confirmer l'option zéro, en la remaniant pour en faire un *« objectif zéro »* à atteindre par paliers. La vérité est que, n'y aurait-il que cinquante Pershing au lieu de cent huit, ou même moins encore, ce serait préférable à l'option zéro, car ces *armes ont pris valeur de symbole* et l'affaire se joue en grande partie sur le plan psychologique. C'est d'ailleurs vers une formule intermédiaire de ce genre qu'on semble s'acheminer, car on ne voit pas que le complexe militaro-industriel soviétique renonce aux SS-20.

L'ancien président de la République *suggère d'autre part, « pour amorcer la personnalité européenne de défense »*, la création d'un *« conseil spécial sur la sécurité nucléaire de l'Europe »* au niveau des chefs de gouvernement, qui déciderait, avec la participation de la France, de l'installation des lanceurs et *« définirait une première approche des niveaux intermédiaires de déploiement, à discuter ensuite avec les États-Unis suivant les procédures normales de l'OTAN »*.

Cette suggestion laisse perplexe. De deux choses l'une. En effet, ou la France ne se joint qu'au seul conseil spécial, qui déciderait en l'absence des États-Unis du sort de leurs missiles, *mais on voit mal, dans ce cas,* que Washington puisse s'en accommoder ; ou elle participe au suivi de l'affaire au niveau du groupe de planification nucléaire de l'OTAN, qui traite de la question (on notera incidemment que les sites sont choisis depuis longtemps), et c'est le retour dans le système intégré de l'OTAN. Même dans le premier cas, une ombre serait jetée sur l'autonomie de notre propre système d'armes et accentuerait ce que M. Giscard d'Estaing appelle lui-même *« un grand risque »* : celui de voir l'U.R.S.S. *« prendre en compte les forces françaises dans le total des moyens occidentaux et proposer de les soumettre alors à une négociation commune »*.

« Rien de moins confortable pour l'esprit que les discours stratégiques », notait le général Poirier, qui démontait magistralement en 1976 *le concept de « sanctuarisation élargie »* dans un article intitulé « Le deuxième cercle », qui conserve toute son actualité (3). Bornons-nous donc à saluer l'harmonie nationale *qui s'est établie* entre les chefs de la majorité et ceux de l'opposition sur les dangers du découplage, et souhaitons qu'on en reste là. Car, à vouloir trop bien faire...

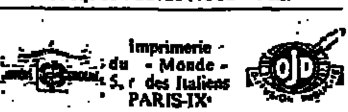
(*) Ancien directeur politique du Quai d'Orsay.

(1) Gabriel Robin, « Hors des Pershing pas de salut ? » *le Monde* du 18 janvier 1983.

(2) M. Reagan a proposé de renoncer à déployer en Europe cent huit fusées Pershing-2 et quatre cent soixante-quatre missiles de croisière en échange du démantèlement des SS-4, SS-5 et *SS-20 soviétiques.*

(3) Ce texte a été repris dans les *Essais de stratégie théorique*, de Lucien Poirier, cahier n° 22, de la Fondation pour les études de défense nationale, *premier trimestre 1982.*

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire : n° 57 460.
ISSN : 0026-9360.

DIPLOMATIE

La France s'est opposée à une demande japonaise d'association à l'OTAN

Tokyo. – La France a opposé une fin de non-recevoir à une tentative japonaise d'association à l'OTAN, apprend-on à Tokyo de sources bien informées. Par divers canaux, avec le soutien actif de leurs alliés américains, les japonais ont sondé les membres de l'alliance atlantique au début de cette année en vue d'obtenir un statut d' « associé extérieur » qui leur eût permis de participer, sous une forme ou sous une autre, aux travaux et délibérations de l'organisation régionale relatifs aux rapports économiques Est-Ouest.

Après des travaux d'approche diplomatiques nippo-américains, le ministre japonais des affaires étrangères, M. Abe, a consulté les dirigeants européens sur ce point lors de sa visite officielle dans plusieurs pays de la C.E.E., au début du mois de janvier dernier. Le gouvernement français aurait alors coupé court à cette initiative, opposant un veto de principe à toute extension, ou globalisation, de l'OTAN. Les autres gouvernements ouest-européens, partenaires, mais non alliés du Japon, se seraient montrés nettement plus favorables aux sollicitations japonaises, tout particulièrement la R.F.A.

La manœuvre, qu'un diplomate européen qualifie de *« tentative japonaise d'entrer par la petite porte économique dans une alliance militaire multilatérale »*, visait, du moins dans un premier temps, une concertation élargie sur les rapports économiques, commerciaux et technologiques entre l'OTAN et les pays du pacte de Varsovie, et une participation à des décisions susceptibles de concerner directement le Japon, compte tenu de son appartenance au système de défense américain et au club des grands pays industrialisés de l'Occident. Il n'était pas officiellement question d'une participation aux travaux militaires de l'OTAN, les clauses pacifistes de la Constitution japonaise interdisant formellement au gouvernement toute collaboration à un système de défense collectif.

On sait néanmoins que les Etats-Unis s'efforcent d'entraîner le Japon à assumer un rôle militaire accru et intégré à leur stratégie globale face à l'U.R.S.S. D'autre part, le gouvernement de M. Nakasone a pris des positions très avancées – et très controversées – sur les problèmes de défense, et le parti libéral démocrate (P.L.D.), dont il est l'émanation, fait campagne pour une révision constitutionnelle qui lèverait les interdits pesant depuis 1947 sur les moyens et sur le rôle des forces armées nippones.

De notre correspondant

La démarche entreprise par le Japon en direction de l'OTAN s'inscrit dans une logique stratégique et économique globale. Face au renforcement de la puissance militaire et des positions soviétiques, la stratégie mondiale des Etats-Unis repose, pour l'essentiel, en Europe sur l'OTAN et en Asie sur le Japon. Mais ce dispositif triangulaire est rendu fragile par l'absence d'un axe Japon-OTAN.

Les Japonais, protégés par le parapluie nucléaire de leur allié, paralysés par leur Constitution et essentiellement préoccupés par leurs intérêts économiques à court terme, ne s'étaient guère souciés jusqu'ici du renforcement de leurs relations avec l'OTAN. Plusieurs développements internationaux récents leur ont fait brutalement prendre conscience de la dimension également européenne de leurs propres intérêts.

L'effet s'est fait sentir, d'une part, des décisions économiques et commerciales prises à l'encontre des pays du camp soviétique par les pays de l'OTAN en dehors de toute participation japonaise directe, mais affectant directement Tokyo et l'obligeant à s'aligner, bon gré mal gré. D'autre part, et surtout, les Japonais se sont rendus compte tardivement, en 1982, que les négociations de Genève sur les armements nucléaires intermédiaires – négociations auxquelles ils ne participent pas – risquaient de se traduire par un redéploiement des SS-20 soviétiques vers l'Asie.

La relation et l'interaction entre les théâtres européen et asiatique est devenue brutalement aveuglante. Un vent de panique a soufflé. On s'est aperçu qu'il ne suffisait pas d'exorciser les SS-20 en les désignant systématiquement sous le vocable d' « euromissiles » pour empêcher leur déplacement vers l'Asie. Tokyo a pris conscience de son isolement dans le camp américain, de l'importance du contrepoids de l'OTAN pour sa sécurité et de la nécessité de disposer dans les organismes militaires occidentaux d'une voix lui permettant de faire valoir son point de vue sans passer obligatoirement par un porte-parole américain.

Le « comité pour une défense élargie »

Les Japonais ont donc entrepris cette offensive, qui a échoué sur le refus français. Mais ils n'ont sans doute pas épuisé tous les recours dans cette affaire : leurs alliés américains non plus. Par exemple, un *« comité pour une défense élargie »* a été opportunément mis sur pied dernièrement. Composé de quelque cent cinquante parlementaires nippons parmi les plus influents et les plus favorables à un rôle militaire accru du Japon, ce groupe de pression extrêmement lourd cherche à développer les consultations avec l'Association interparlementaire des pays de l'OTAN et, par ce biais, à consacrer *de facto* un dialogue Japon-OTAN.

Cela dit, on fait valoir, côté européen, que même s'ils ne sont pas directement associés à l'OTAN, les Japonais disposent déjà de multiples instances pour faire valoir leur point de vue dans les rapports Est-Ouest : Cocom, sommets des pays industrialisés, relations bilatérales, etc. Enfin, ajoute-t-on, si les Japonais se sont soudain découvert des démangeaisons de solidarité stratégique envers l'Europe de l'Ouest en découvrant leur propre vulnérabilité, les Européens pourraient logiquement leur demander en contrepartie de manifester les mêmes élans de solidarité en matière économique, commerciale et industrielle. Tokyo, une fois n'est pas coutume, est en position de demandeur et l'affaire reste à suivre.

R.-P. PARINGAUX.

LA PUISSANCE SOVIÉTIQUE VUE PAR WASHINGTON

Le Pentagone lance une vigoureuse campagne à l'appui du budget militaire

L'agence Tass a dénoncé, dès le jour de son lancement, comme *« la deuxième édition d'un mensonge »*, la nouvelle variante de la brochure du Pentagone sur la puissance militaire soviétique, qui a été présentée mercredi par M. Weinberger à Washington et à Bruxelles simultanément au cours d'une « conférence de presse transatlantique ». L'agence soviétique signale parmi les *« nombreuses données truquées »* que contiendrait ce texte, la diminution de 300 unités de (574 en 1979 à 241 aujourd'hui) du nombre des bombardiers B 52 en service dans l'arsenal américain. Tass a également dénoncé le *« nouveau discours provocateur »* par lequel M. Reagan avait vu dans le communisme *« la source du mal dans le monde entier »* (*le Monde* du 10 mars).

Washington. – C'est une tableau volontairement impressionnant de *« la puissance militaire soviétique »* que le Pentagone a présenté mercredi 9 mars, sous forme d'une brochure illustrée de 107 pages. Une première édition en avait été publiée en septembre 1981, révélant des détails qui étaient jusqu'alors confidentiels.

Pourquoi une réédition ? Parce que, dix-huit mois, la *« progression de tous les éléments de cette machine de guerre a été extraordinaire »*, a expliqué M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense. Depuis l'automne 1981, l'U.R.S.S. aurait testé ou déployé de nouveaux systèmes dans presque toutes les catégories d'armements. *« Ni la direction, ni l'allure »* de ce mouvement n'aurait été modifié par l'arrivée au pouvoir de M. Andropov.

Selon le chef du Pentagone, les Soviétiques ont accru sensiblement leurs *« capacités stratégiques offensives »* voulant se donner les moyens d'*« une guerre nucléaire prolongée »*. Le président Reagan lui a fait écho en ces termes : *« Les Soviétiques sont en train d'élargir de manière spectaculaire leurs forces aériennes et navales, d'entraîner et d'équiper leurs forces terrestres pour une attaque préventive. Ils utilisent leur puissance militaire pour étendre leur influence et imposer leur volonté dans chaque coin du globe. »*

Avec sa couverture rouge, ses photographies, dessins et graphiques en couleur, cette brochure vise clairement l'opinion publique. On envisage de la tirer à trois cent mille exemplaires et de la traduire en plusieurs langues. Mais son objectif essentiel est de soutenir, aux États-Unis mêmes, le budget militaire de M. Reagan. Un budget qui doit augmenter en termes réels de dix pour cent en 1984, alors que toutes les autres dépenses fédérales seraient réduites ou « gelées ».

De notre correspondant

Selon le Pentagone, les Soviétiques, tout en continuant à moderniser leurs SS-17, SS-18 et SS-19, déjà déployés, testeraient deux nouveaux missiles intercontinentaux à carburant solide. L'un, de la taille du MX américain, serait installé dans des silos. L'autre, plus petit, pourrait être mobile, comme le SS-20. Le futur bombardier stratégique, surnommé Blackjack par l'OTAN (*le Monde* du 10 mars), serait capable de transporter aussi bien des bombes que des missiles de croisière. Il a une fois un quart le volume du futur B1 américain. L'U.R.S.S. continuerait, d'autre part, à produire trente bombardiers Backfire chaque année.

Selon le Pentagone, le premier sous-marin soviétique de type Typhon (25 000 tonnes) a terminé ses essais et un autre a été lancé. Chacun d'eux porte vingt missiles à ogives multiples d'une portée de 8 300 kilomètres. Ce qui leur permet d'atteindre, à partir des eaux russes, l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie.

L'édition 1981 contenait un dessin du tank T-80, qui était alors en production expérimentale. Cette année, on a droit à la photographie de cet engin de 42 tonnes, porteur d'un canon de 125 mm. Selon M. Weinberger, les *« Soviétiques ont produit 1 900 chars et ont commencé à les déployer sur le terrain »*.

Les services de renseignements américains ont également photographié les essais du premier sous-marin russe Oscar, doté de missiles de croissière. Un second bâtiment de ce type aurait déjà été mis à l'eau. A signaler aussi qu'un troisième porte-avions Kiev (appareils à décollage et atterrissage verticaux) serait opérationnel et qu'un quatrième le suivrait bientôt. On s'attend enfin à la construction *« prochaine »* d'un grand porte-avions à propulsion nucléaire, copié sur le *Nimitz* américain.

15 % du P.N.B. à l'armement

Les Soviétiques, qui disposeraient d'une véhicule antisatellite opérationnel, lanceraient quatre fois plus d'engins spatiaux que les États-Unis, pour un poids dix fois supérieur. Des recherches avancées seraient également en cours sur les armes laser. Les États-Unis, eux, commencent à peine à étudier une arme de ce type.

Le Pentagone affirme que, malgré ses difficultés économiques, l'U.R.S.S. consacrerait 15 % de son produit national brut à l'armement, au lieu de 12 à 14 %, selon les estimations de 1981. Aux citoyens américains d'en tirer les conclusions... *« Ils ont besoin d'être informés,* a dit M. Weinberger. *Après tout, le programme de défense des États-Unis est fondé sur les menaces que nous affrontons. »*

Des menaces exagérées ? Plusieurs dirigeants démocrates dénoncent l'alarmisme du Pentagone. *« A lire ce rapport, on croirait que les Russes sont à l'horizon »*, a commenté le sénateur Gary Hart, candidat à la Maison Blanche.

Le Congrès paraît décidé à refuser au Pentagone une partie de l'accroissement budgétaire demandé. Si l'on en croit le vice-président Bush, les Soviétiques *« vaincraient alors au Congrès, après avoir perdu aux élections allemandes »*. Mais quelques milliards de dollars en moins ne suffiraient pas à altérer l'ambitieux programme stratégique de M. Reagan.

ROBERT SOLÉ.

AU SOMMET DES NON-ALIGNÉS

M. Gemayel a réaffirmé « l'appartenance arabe du Liban et le droit légitime des Palestiniens »

Dans un télégramme adressé à Mme Gandhi, nouveau président du Mouvement des non-alignés, M. François Mitterrand a déclaré que l'idéal du non-alignement rejoignait *« en ce qu'il a de plus authentique les aspirations fondamentales de la politique française : indépendance des nations, sécurité des Etats et développement de leurs ressources. (...) Qu'il s'agisse d'apaiser les confrontations, d'arrêter la course aux armements tout en préservant l'équilibre des forces, de réduire l'écart entre riches et pauvres ou de relancer l'économie mondiale, il n'est point de problème qui n'exige une solidarité accrue entre Nord et Sud de la planète »*. La France, a ajouté le président, *« participe à cet effort »*.

De notre envoyé spécial

New-Delhi. – Le conflit Irak-Iran et la situation dans l'océan Indien devaient être au centre des discussions de ce jeudi 10 mars, et sans doute de vendredi, au sommet des pays non alignés, après l'accord sur l'Afghanistan et le Cambodge (*le Monde* du 10 mars).

L'Irak a proposé que le conflit soit soumis à une commission d'arbitrage constituée par les non-alignés d'ici à la fin de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement. Le vice-président irakien, M. Maarouf, a suggéré, mercredi, que cette commission détermine quelle partie est responsable de la guerre, et laquelle de sa poursuite. Cette commission devrait être formée, après accord entre les deux pays, et placée sous la présidence de l'Inde. En cas de désaccord, l'Irak avance l'idée que la commission soit composée des sept pays où ont eu lieu jusqu'à maintenant les sommets du mouvement : Yougoslavie (1961), Egypte (1964), Zambie (1970), Algérie (1973), Sri-Lanka (1976), Cuba (1979) et Inde, ou encore de ces trois derniers pays.

M. Maarouf a indiqué que son pays refusait *« absolument »* le *« chantage »* de l'Iran et a ajouté que l'incapacité du Mouvement à contribuer à une solution aurait des *« effets négatifs »*. L'initiative irakienne est-elle de nature à sortir de l'impasse ? Les positions des deux camps étaient à ce point inconciliables qu'il se révélait difficile mercredi de trouver une formulation acceptable par chacun d'eux pour le passage de la déclaration finale concernant le conflit. Le projet de texte ne prenait pas partie, mais constituait un appel pressant au bon sens. Même une proposition de règlement faite par six pays modérés du Golfe, malgré leur influence, n'a pu enlever l'adhésion des deux parties sans doute parce qu'elle prévoyait des sanctions des Nations unies au cas où elles ne se plieraient pas à un arrangement.

Le choix du lieu du prochain sommet peut paraître secondaire auprès des efforts en vue d'un cessez-le-feu. Mais il est également au centre des discussions : les chefs d'État ou de gouvernement sont en effet seuls habilités à prendre la décision, par consensus. Or, il va de soi que l'Iran et les pays qui le soutiennent font tout pour s'opposer à ce que ce soit Bagdad. Après la défaillance, des Irakiens et le choix de New-Delhi pour le septième sommet, il avait pourtant été entendu que le huitième se tiendrait dans la capitale irakienne. Pressentant un nouveau blocage, les Indiens auraient préféré que l'Irak renonce pour le moment et que la décision soit reportée à une époque plus favorable. Mais les Irakiens sont opposés à cette suggestion.

L'accolade Assad-Arafat

La prise de position du sommet sur le Proche-Orient devrait, d'autre part, être plus *« musclée »* que ne l'était le projet initial (*le Monde* du 2 mars). Elle a été mise au point par le groupe arabe qui siège sans l'Égypte. Le président Moubarak a d'ailleurs déjà regagné Le Caire. Le texte indiquerait notamment que la situation au Proche-Orient laisse prévoir une *« nouvelle agression israélienne »*. Il dénoncerait le *« bellicisme persistant impérialo-sioniste »* et condamnerait l'*« alliance stratégique entre les États-Unis et Israël »* et les menaces sur la Syrie. Dans son intervention publique, M. Arafat, président de l'O.L.P., a suggéré la mise sur pied d'une commission présidée par Mme Gandhi, qui aurait pour mission de travailler en liaison avec toutes les autres forces militant pour le *« droit du peuple palestinien arabe sur la base de la légalité internationale »*.

L'accolade donnée mercredi, après son allocution, par le président Assad à M. Arafat a alimenté les commentaires parmi les délégations arabes. Après le congrès de l'O.L.P. à Alger, la diplomatie tranquille algérienne n'est peut-être pas étrangère à ce geste. La veille, le président Chadli avait eu un entretien de deux heures avec le chef de l'État syrien. M. Arafat, d'autre part, a rencontré M. Gemayel.

Celui-ci a réaffirmé avec force dans son discours *« l'appartenance arabe du Liban et le droit légitime des Palestiniens »*. Après avoir dit qu'un accord dans son pays devrait s'appuyeer sur trois principes (unité nationale, souveraineté nationale, appartenance à la famille arabe), il a déclaré que le Liban ne pouvait accepter la présence d'armées étrangères sur son territoire.

Le président libanais a lancé un appel pour que les participants au sommet l'aident à obtenir le retrait de toutes les forces non libanaises pour restaurer l'Etat. Ce document final de la conférence doit enregistrer cette préoccupation tout en ménageant la Syrie.

Sur les zones de tension en Afrique (Namibie, Afrique du Sud, Sahara), les non-alignés n'ont apparemment pas eu de peine à s'entendre. S'adressant à la presse, le président du Mouvement de libération du Sud-Ouest africain (SWAPO), M. Nujoma, a déclaré que le Groupe de contact occidental chargé du dossier de la Namibie était *« hypocrite »* et aidait *« le régime raciste d'Afrique du Sud à perpetué ses crimes »*. D'autre part, le président Syaad Barre, de Somalie, a accusé l'Ethiopie et pressé les non-alignés de faire appliquer la résolution de l'ONU condamnant *« l'agression contre son pays »*.

Une intervention a été particulièrement remarquée : celle du président de Madagascar. M. Ratsiraka, qui a assuré que les pays socialistes (de l'Est) étaient *« les alliés naturels des non-alignés dans le combat contre l'impérialisme »*. Il a été le seul dirigeant jusqu'à maintenant à faire une déclaration publique sur un thème aussi controversé.

Enfin, les Etats latino-américains – au sein desquels Cuba, Grenade, la Guyana et maintenant le Suriname, sont très actifs, malgré la présence de l'Argentine, de la Jamaïque et de la Colombie – ont rédigé la partie de la déclaration finale les concernant. Le document irait beaucoup plus loin que celui préparé par l'Inde. Il ferait mention du Front Farabundo Marti de libération du Salvador (El Salvador est *« observateur »* au sein du Mouvement), comporterait une sévère mise en garde du Guatemala (qui n'appartient pas au mouvement, contrairement à Belize), serait plus ferme sur les Malouines et sur la dénonciation de la politique américaine dans l'hémisphère.

Dans son intervention publique, le commadant Ortega, qui représente le Nicaragua, a accusé les Etats-Unis de vouloir *« déstabiliser et détruire les révolutions populaires en Amérique latine et dans les Caraïbes »*.

D'une façon générale, les non-alignés s'acheminent vers une prise de position politique renforçant les accusations à l'égard des Etats-Unis, mais ne faisant guère de critiques envers l'U.R.S.S., sauf au chapitre du surarmement nucléaire.

GÉRARD VIRATELLE.



LA NÉGOCIATION SUR LES EUROMISSILES

L'agence Tass dément que l'U.R.S.S soit prête à faire des concessions

Dans un commentaire diffusé mercredi 9 mars, l'agence Tass a démenti comme *« absolument sans fondement »* les informations selon lesquelles l'U.R.S.S. *« fera des concessions maintenant et modifiera sa position de principe »* aux négociations de Genève sur les armements nucléaires en Europe. *« Les espoirs que les États-Unis et l'OTAN pourront déployer de nouveaux missiles de moyenne portée en Europe occidentale et que les négociations de Genève se poursuivront comme si rien ne s'était passé sont également illusoires »*, ajoute l'agence soviétique, qui refuse d'interpréter les résultats des élections en R.F.A. comme *« une sorte de vote pour le déploiement des missiles américains »*.

Enfin, conclut l'agence *« il serait naïf de penser que l'Union soviétique ne prendra pas les mesures appropriées pour empêcher la modification de l'équilibre stratégico-militaire en Europe. L'équilibre existera alors à un niveau d'armements beaucoup plus élevé »*.

Le même avertissement a été formulé de manière plus précise par M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du P.C. soviétique, dans un entretien publié mercredi par le quotidien italien *la Republica*. *« Pour nous,* a-t-il dit, *les solutions intermédiaires* (entre les positions américaine et soviétique actuelles) *ne peuvent être valables. Si, au lieu d'installer les cent huit missiles Pershing prévus, les Américains en installaient trente, ou quelque autre nombre, le résultat serait le même. Nous devrions prendre des contre-mesures.* (...) *Si cela devait arriver, nous devrions placer à proximité des États-Unis des missiles équivalents aux Pershing-2, avec un temps de vol aussi rapide. »* M. Zagladine a admis d'ailleurs que *« la défaite social-démocrate* (en R.F.A.) *nous déplaît »*, mais qu'elle n'a *« pas été une surprise »* et qu'il *« faut attendre de voir la ligne que proposera le nouveau gouvernement avant de porter un jugement »*.

A Washington, M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche, a réaffirmé qu'aucune nouvelle proposition américaine n'est à l'étude à propos des euromissiles et que M. Reagan n'a pas changé de position, tout en restant *« ouvert au dialogue »*. M. Colombo, ministre italien des affaires étrangères, qui a rendu le même jour visite au président américain, a constaté que ce dernier *« semble prêt à relancer les négociations »*.

Auparavant, le chef de la diplomatie italienne avait invité les États-Unis, au cours d'une conférence de presse, à faire *« un nouvel effort »* afin de parvenir à une *« solution intérimaire »* sans renoncer pour autant à l'objectif fondamental de l'option zéro, c'est-à-dire à l'élimination de tous les missiles américains et soviétiques basés à terre. *« Les Européens n'accepteront aucune solution qui laisserait aux Soviétiques le monopole des armes,* a dit M. Colombo, *mais nous devrions tenter de parvenir à l'élimination de ces missiles par étapes. »* – (A.F.P., A.P.)

EUROPE

Pologne

Le voyage de Jean-Paul II

(Suite de la première page.)

Le 8 novembre dernier, deux jours avant la grève générale que les dirigeants clandestins de Solidarité avait demandé d'observer en protestation contre la mise hors la loi de leur syndicat, le primat était même allé, bravant les sentiments profonds des fidèles, jusqu'à affirmer, avec le chef de la junte et en échange de la première annonce officielle du projet de voyage pontificale, « *une préoccupation commune pour la sauvegarde et le renforcement de la paix, de l'ordre social et du travail* ».

C'était là rendre un fier service au pouvoir puisque cela revenait – alors que l'état de guerre n'était pas même encore « *suspendu* » et que M. Walesa n'était pas libéré – à condamner à la fois la grève générale et la direction clandestine du syndicat dissout. Plus profondément et plus gravement encore, le primat avait ainsi fait une brèche de taille dans le refus qu'oppose la Pologne au pouvoir militaire et lui avait concédé cette demi-légalité que confère *de facto* l'ouverture publique de pourparlers.

Venant demain en Pologne, le pape, accueilli par une population en liesse, mais aussi par le général Jaruzelski, ne pourra que consacrer cette légitimité de toute l'autorité morale dont il bénéficie à travers le monde et, bien sûr, en Pologne. On voit bien donc l'intérêt qu'ont les dirigeants de Varsovie à l'accueillir.

Cette réalité-là, pour autant, ne peut en faire oublier une autre. Le premier voyage de Jean-Paul II, moins d'un an après son intronisation, avait permis aux Polonais de se retrouver, à chaque étape de son pèlerinage, unis dans une même communion et de faire découvrir à la nation comme au monde extérieur l'isolement d'un régime que personne ne pensait même à conspuer, tant il était évident, au milieu de ces foules sereines et heureuses, qu'il ne représentait que lui-même et l'ordre d'après guerre.

Pour Jean-Paul II ce second voyage sera beaucoup moins aisé à réussir que le premier. En 1979, sans savoir qu'il serait si vite et si bien entendu, il avait pu se contenter d'exhorter à ne pas « *avoir peur* », à ne pas se réfugier dans le désespoir intérieur et à dire sans violence ce que le pays voulait. Le pouvoir – grâce aussi, bien sûr, à une formidable crise économique et à la courageuse action d'une poignée d'opposants – l'a fait. Il y eut seize mois de liberté et de fol espoir. Il y eut au bout du compte un coup d'Etat militaire et l'assassinat de libertés à peine entrevues.

Que dire aujourd'hui ? Un seul mot de trop et le pape risque d'embraser un pays qui n'est certainement pas encore résigné au retour à l'ordre. Un mot de moins et la déception risque d'être formidable et de détourner des églises un peuple dont la foi n'est aussi puissante qu'autant qu'elle lui permet de manifester son irréductibilité.

Les risques sont aussi énormes pour le pouvoir. Depuis l'instauration de l'état de guerre, presque toutes les manifestations d'opposition au régime se sont organisées à la faveur de messes que le général Jaruzelski n'est pas en situation d'interdire.

Chaque pas du pape sur la terre de sa patrie sera une messe immense et une immense manifestation de l'état d'esprit de la population. Cet état d'esprit n'a rien de mystérieux mais exprimé massivement il modifierait la situation d'aujourd'hui en infligeant un démenti cinglant aux affirmations selon lesquelles les seize mois de Solidarité n'auraient été l'œuvre que d'une poignée d'extrémistes.

D'ores et déjà, et c'est sans doute là l'essentiel, l'accord qu'a donné le pouvoir à cette visite dit à quel point l'état de guerre polonais est différent des normalisations de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. A Budapest et à Prague, il n'avait fallu que peu de temps aux chars soviétiques pour rétablir dans sa plénitude le pouvoir sans partage du parti. A Varsovie, le communisme militarisé ne peut ni se passer de l'appui d'une institution qui lui est fondamentalement opposée – l'Eglise – pour *maintenir un semblant* de calme, ni oser refuser une visite, dangereuse pour lui à tous égards, et dont la Vatican et les évêques polonais ont toujours fait comme si il était hors de question qu'elle puisse ne pas avoir lieu.

Le procès de Mme Walentynowicz

Un an et demi après l'instauration de l'état de guerre, la Pologne va *donner un tout autre spectacle que* celui qu'offrait la Tchécoslovaquie un an après avoir reçu « *l'aide fraternelle* » des pays du pacte de Varsovie. Il y a eu marchandage, sévère mais si, à sa faveur, le pouvoir a beaucoup reçu il s'apprête aussi à beaucoup donner lorsque le pape sillonnera la Pologne de Varsovie à Cracovie en passant par Czestochowa, Wroclaw – l'un des bastions de Solidatité – et Piekary-Slaskie, le haut lieu de pèlerinage des mineurs silésiens. Ces étapes sont d'ailleurs tellement symboliques que leur choix a été âprement discuté et qu'elles ne pourront être considérées comme certaines que lorsque l'invitation officielle aura été remise à Jean-Paul II, vraisemblablement vendredi prochain, par les autorités.

On n'en est pas encore là, et c'est sur une petite ville à 100 kilomètres *au sud de Gdansk, Grudziadz, que* sont fixés les regards. C'est là, parce qu'on craignait de la faire comparaître à Gdansk même, qu'est jugée mercredi matin Mme Anna Walentynowicz, conductrice de grue aux Chantiers Lénine et l'une des figures – après M. Walesa, présent à l'audience – les plus populaires de Solidarité. *Toute petite dans son duffle*-coat, coiffée d'une toque de laine, le visage vieilli par la détention, cette femme de cinquante-trois ans aussi modeste que forte a fait, en prenant place dans le box des accusés, le « V » de la victoire. « *Je ne comprends pas l'acte d'accusation*, a-t-elle déclaré après s'être entendu reprocher d'avoir incité à la grève le jour de l'instauration de l'état de guerre. « *Je ne me sens pas coupable. Je refuse de répondre aux questions sur ce que je faisais aux Chantiers les 14 et 15 décembre (1981). J'y ai pris la parole à plusieurs reprises en différents endroits.* » Un peu plus tard, elle qualifie les « *agissements du parti* » de successions « *de déboires et de déceptions* ».

● *Les Etats-Unis ont vivement critiqué*, mercredi matin 9 mars, le rapport des Nations unies sur la situation en Pologne, tout en se félicitant de la décision de la commission de l'ONU sur les droits de l'homme de demander la poursuite d'une enquête sur ce sujet. Ce rapport est « *un monument d'euphémismes et d'échappatoires fondé largement sur les déclarations officielles du gouvernement polonais. Il est une source de déception sévère* », a déclaré M. Carl Gershman, membre de la mission américaine à l'ONU. Le diplomate a ajouté que, « *tant que les Nations unies continueront à condamner sans réserve quelques parias et à fermer les yeux sur des violations massives des droits de l'homme dans d'autres pays, elles n'auront aucune crédibilité* ». – *(A.F.P.)*.

Yougoslavie

Les « Justiciers du génocide arménien » revendiquent l'attentat contre l'ambassadeur de Turquie à Belgrade

Quelques jours après l'attentat de Paris contre une agence de tourisme turque, un nouveau crime a été commis à Belgrade contre l'ambassadeur de Turquie, M. Galip Balkar, qui était, ce matin encore, en état de coma profond. Le geste a été revendiqué à la fois à Paris et à Beyrouth, auprès des bureaux de l'Agence France-Presse, par des porte-parole du mouvement des Commandos des justiciers du génocide arménien, organisation qui, depuis 1975, s'est spécialisée dans l'assassinat de diplomates turcs. Sa dernière victime, avant l'attentat de Belgrade, avait été, le 27 août 1982, le conseiller militaire turc à Ottawa.

De notre correspondant

Belgrade. – Le mercredi 9 mars dans la matinée, deux individus armés de pistolets automatiques ont grièvement blessé à la tête M. Galip Balkar, ambassadeur de Turquie à Belgrade. Son chauffeur a été plus légèrement touché. L'attentat a eu lieu non loin des bureaux de l'ambassade, alors que la voiture de M. Balkar était arrêtée à un feu rouge. Transporté immédiatement dans un hôpital, il se trouve dans un coma profond. Il a été opéré par le professeur Sekoulovitch. Une autre balle a touché M. Balkar à l'épaule et est allée se loger près de la colonne vertébrale.

Essayant de s'échapper vers un parc voisin, les auteurs de l'attentat ont tiré sur des passants qui avaient tenté de s'interposer et tué un étudiant de vingt-cinq ans, grièvement blessé un colonel à la retraite et légèrement une jeune femme. Mais un agent de sécurité yougoslave qui s'était trouvé par hasard sur les lieux s'est lancé à leur poursuite et a blessé grièvement l'un des agresseurs, alors que l'autre réussissait à prendre la fuite.

Dans la soirée, la police a annoncé *qu'elle avait identifié les deux criminels*. Le premier, qui a été gravement blessé, est détenteur d'un passeport libanais au nom de Haroutiony Krikor Levanian, né en 1960. Le second, arrêté ce jeudi matin, serait lui aussi en possession d'un passeport libanais au nom d'Alexandre Elbekian.

C'est la première fois qu'un acte d'une telle gravité se produit dans la capitale yougoslave. Informé de l'événement à la Nouvelle-Delhi, où il conduit la délégation yougoslave au sommet des non-alignés, M. Stambolitch, président de la direction collégiale de l'Etat, a adressé au chef de l'Etat turc, le général Evren, un télégramme exprimant sa profonde indignation devant cet acte de terrorisme international et l'assurant que tout serait fait pour que les coupables soient trouvés et livrés à la justice.

PAUL YANKOVITCH.

Islande

Des élections législatives anticipées auront lieu en avril

De notre correspondant

Reykjavik. – Conformément à un scénario inévitable depuis l'automne, le Parlement islandais sera dissous le 15 mars et les élections anticipées auront lieu au mois d'avril. La coalition de centre-gauche dirigée par M. Gunnar Thoroddsen n'avait plus depuis le mois d'août de majorité à la Chambre. Mais le parti conservateur et les sociaux-démocrates modérés dans l'opposition ne souhaitaient pas la chute trop rapide d'un gouvernement obligé de prendre en catastrophe les mesures d'austérité rendues nécessaires par l'accroissement du déficit extérieur.

L'actuelle coalition semblait sans grand avenir lorsqu'elle fut constituée il y a un peu plus de trois ans. Rassemblant des conservateurs dissidents, des communistes réformistes et des agrariens, elle s'appuyait sur des couches sociales les plus diverses. Cependant, la gauche de la coalition, dès son entrée au gouvernement, oublia son opposition à la base américaine. La droite de la coalition accepta, quant à elle, une politique salariale généreuse et remit à plus tard ses plans de lutte contre l'inflation. L'échange de bons procédés dura trois ans au prix d'une inflation toujours supérieure à 40 % ; jusqu'à ce que la situation se détériore en 1982. Les prises de morue diminuèrent, le marché africain *du poisson séché se ferma*, les revenus diminuèrent mais la consommation (donc les importations) restèrent très soutenues.

L'inflation devenue incontrôlable atteignit 60 % l'année dernière. Le gouvernement fut obligé de prendre des mesures brutales pour diminuer la consommation. Le pouvoir d'achat des salariés fut amputé de plus de 10 % à l'automne. Mais le gouvernement sortit affaibli de l'épreuve. Les conservateurs dissidents, qui avaient suivi M. Thoroddsen, jugèrent que le moment était venu de retourner au bercail s'ils voulaient assurer leur avenir. Le retour des enfants prodigues au sein *du parti conservateur priva la coali*tion au pouvoir des deux voix qui lui assuraient la majorité au Parlement. De nouvelles élections devenaient inévitables.

GÉRARD LEMARQUIS.

Zimbabwe

Les risques de guerre civile s'accroissent

(Suite de la première page)

Le pouvoir n'avait pas pardonné à M. Nkomo sa conférence de presse du 28 janvier, où il fut le premier à dénoncer publiquement les atrocités commises dans la province du Matabeleland par la *« cinquième brigade »* de l'armée nationale. Les ministres et la presse ont multiplié et durci leurs philippiques contre le vieux leader réclamant son arrestation et la *« liquidation »* de son parti. En outre, M. Nkomo faisait l'objet de plusieurs enquêtes, qui le menaçaient d'au moins quatre inculpations.

On lui reprochait tout à la fois d'avoir tenu des *« propos subversifs »*, contrevenu à la législation sur le commerce de pierres précieuses et tenté de violer le contrôle des changes. Tous les moyens, parfois mesquins ou inattendus, semblaient bons pour le discréditer et le neutraliser. Cette volonté acharnée de ruiner son crédit donnait parfois lieu à des déclarations ministérielles approximatives ou contradictoires. Lorsqu'on l'empêcha, à la mi-février, de se rendre à Prague participer à une réunion du Conseil mondial de la paix, après l'avoir retenu huit heures à l'aéroport de Bulawayo, le ministre de la sécurité l'accusa d'avoir voulu quitter le pays sous un faux nom. L'argument était aussi burlesque que sans fondement.

Malgré cela, les contacts entre MM. Nkomo et Mugabe n'étaient pas rompus. Les anciens alliés s'étaient rencontrés à deux reprises au cours des derniers mois. Une commission mixte ZANU-ZAPU, rassemblant trois personnalités de chaque parti, avait même été mise sur pied en janvier. De nouveaux entretiens étaient envisagés. Mais tout a changé vers la mi-janvier. Lors d'une réunion du comité central de la ZANU, le parti au pouvoir, une écrasante majorité se prononça en faveur d'une escalade de la répression. M. Mugabe avalisa ce durcissement, irrité, semble-t-il, de voir la dissidence bafouer l'autorité et la crédibilité de son régime. L'armée reçut carte blanche pour *« écraser une fois pour toutes les dissidents »*, selon l'expression du ministre d'État à la sécurité, M. Sekeramayi.

Une campagne de terreur

Dès lors la lutte contre la rébellion changea de nature. Jusqu'à la fin de 1982, la chasse aux dissidents confiée aux commandos anti-guérilla avait été entachée de *« bavures »* contre la population civile propres à ce genre d'exercice. L'entrée en scène de la 5ᵉ brigade, unité autonome formée par des instructeurs nord-coréens, donna le signal d'une campagne de terreur systématique dans le nord de la province. Les témoignages sur les exactions commises par la 5ᵉ brigade pendant au moins trois semaines, approximativement du 20 janvier au 15 février au nord de Bulawayo sont nombreux, concordants et accablants. Assassinats de sang-froid, viols, meurtres de femmes, enfants et vieillards, mutilations, noyades, incendies de villages : les soldats de la 5ᵉ brigade, *reconnaissables à leur béret rouge et* à leur fusil AK47, n'ont reculé devant aucune atrocité contre les civils désarmés pour casser le moral d'une population suspectée de sympathie envers la dissidence.

Plutôt que de rechercher le contact avec les rebelles, la 5ᵉ brigade avait pour mission de déchirer le tissu humain qui, selon le gouvernement, lui servait de protection. Tout responsable local de la ZAPU était considéré comme un suspect et assimilé à un rebelle en puissance. D'où la volonté de détruire l'infrastructure politique de la ZAPU. Un fermier nous a cité plusieurs cas précis, où la 5ᵉ brigade arrêta et exécuta aussitôt pour l'exemple des cadres de la ZAPU devant les habitants de leur village. Les soldats détenaient des listes de noms. Cette campagne de terreur ne relevait en rien de l'indiscipline ou du zèle de quelques têtes brûlées. Par exemple la 5ᵉ brigade avait pour instruction de n'inquiéter en aucun cas les fermiers blancs. Les officiers, plusieurs anecdoctes en témoignent, firent scrupuleusement respecter cette consigne. Selon les estimations des milieux religieux établies à partir des informations reçues auprès des missions de brousse, la 5ᵉ brigade a tué entre mille et trois mille personnes. Le premier chiffre est considéré comme un strict minimum.

En outre, le gouvernement mit fin à la livraison de la farine de maïs, nourriture de base, dans de vastes régions frappées pour la deuxième année consécutive par une grave sécheresse et menacées de famine bien qu'elles fussent épargnées parfois en revanche par la dissidence. Le quotidien *Herald* de Harare rapportait cette semaine que les habitants de certains villages étaient contraints de se nourrir d'herbes.

Les violences du Matabeleland ont suscité l'inquiétude et la réprobation des églises et des organismes humanitaires. L'évêque anglican de Bulawayo, Robert Mercer, a demandé à M. Mugabe que les activités de l'armée fassent l'objet d'une enquête impartiale confiée à Amnesty International ou à la Croix-Rouge. *« Je n'ai pas encore,* nous dit-il, *reçu de réponse du premier ministre. »* Pour sa part, l'évêque catholique de Bulawayo a écrit à M. Mugabe une lettre très ferme assortie de témoignages et de faits précis.

Douze organisations ont été reçues, le 2 mars, à leur demande, par M. Mugabe, et lui ont exprimé leur inquiétude. Parmi elles, figure la commission Justice et Paix qui fut naguère à la pointe du combat contre le régime de M. Smith. La commission, qui avait rédigé un premier rapport en novembre en prépare un second consacré aux récentes exactions de l'armée. *Elle rencontrera à ce sujet à* Harare, avant la fin de cette semaine, les six évêques du Zimbabwe. Dans son numéro de mars publié mardi, le magazine catholique *Moto* critique vivement et, pour la première fois, le comportement de l'armée dans le Matabeleland.

Il est encore trop tôt pour savoir comment se comportera M. Nkomo dans son *« exil temporaire »*. Tiendra-t-il sa promesse *« de ne pas parler à la presse »*, conformément au devoir de réserve ? Le président du Bostwana, M. Quett Masire, serait opposé à une approche purement militaire du conflit zimbabwéen. Mais, il tient à ménager un voisin qui le soupçonne depuis quelques semaines d'acceuillir des *« faux réfugiés »*, Ceux-ci subiraient un entraînement militaire dans certains camps proches de la frontière. Le *Herald* accusait récemment *« certaines autorités »* du Bostwana d'encourager les dissidents à utiliser *« leur pays comme un tremplin »* contre le Zimbabwe. Il est sûr que le flux des réfugiés s'est nettement accéléré ces dernières semaines, passant de quelques personnes par jour à une cinquantaine.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Les morts accusent

De notre envoyé spécial

Bulawayo. — Six corps allongés, face contre terre, près d'un arbre et dans un état de décomposition avancée. Deux des victime ont porté leurs mains à la tête en un geste de protection naturelle. Les crânes sont troués de balles. Les morts portent encore leurs vêtements civils en lambeaux. A plus d'un kilomètre de là, deux autres cadavres au pied d'un rocher. Parmi des cendres, on reconnaît quelques os, une mâchoire, une hanche.

Un petit groupe de journalistes étrangers a découvert ce spectacle macabre, mercredi 9 mars, à une demi-heure de route de Bulawayo. Les cadavres avaien été trouvés par des enfants. Selon un employé de ferme, cette exécution sommaire remonte à trois semaines. Des soldats de la 5ᵉ brigade auraient stoppé un autobus, fait descendre un certain nombre d'hommes avant de les emmener dans la brousse. Peu après, le témoin a entendu des tirs d'armes automatiques. Depuis, les habitants du lieu auraient découvert au total dix-sept cadavres.

Commentant la fuite de M. Nkomo, le ministre de l'information observait, mercredi : *« Les journalistes étrangers devraient savoir que les déclarations de M. Nkomo au sujet de tueries massives et de prétendues brutalités de la part de l'armée nationale sont le produit de son esprit frustré. Des responsables de la ZAPU ont organisé des rencontres entre des journalistes étrangers et des personnes choisies par eux et qui leur ont raconté des histoires fausses et sans fondement. Le gouvernement va agir envers ces journalistes qui répendent de fausses histoires sans les vérifier. »* L'ennuyeux pour le ministre, c'est que M. Nkomo est au Bostwana ; que ses partisans sont fort discrets, mais que les huit cadavres, eux, sont bien là.

J.-P. L.

AMÉRIQUES

A BELIZE ET EN HAITI

Le pape a dénoncé le « prosélytisme agressif » des sectes protestantes et le culte vaudou

Belize et Haïti ont été les dernières étapes, le mercredi 9 mars, du voyage du pape. Jean-Paul II a passé deux heures dans l'ancien Honduras britannique. Environ quinze mille personnes sont venues l'accueillir à l'aéroport, où a été célébrée la messe. *Il n'y a pas eu les* manifestations d'euphorie observées dans les pays d'Amérique centrale. Les non-catholiques représentent le tiers de la population chrétienne de Belize.

Le pape, dans son homélie, prononcée en anglais, a fait une allusion aux sectes évangélistes – pour la plupart d'origine américaine – et aux conversions massives qu'elles réalisent dans cette partie du monde – en dénonçant le *« prosélytisme agressif qui dérange et fait du tort, parfois même au moyen de procédés indignes »*. »Il a lancé de nouveau un appel à l'unité des Églises chrétiennes, disant qu'il s'agissait là d'une *« obligation évangélique »* pour tous les croyants. Peu avant son arrivée, la radio avait annoncé l'établissement de relations diplomatiques entre Belize et le Vatican.

Jean-Paul II a débarqué en début *d'après-midi* à *Port-au-Prince*, débarrassé au préalable de ses mendiants et de ses prostituées. D'après les habitants, le grand nettoyage avait commencé dès vendredi dernier. Quelque cinq mille marchands, installés d'habitude dans les rues où devait passer le cortège pontifical, avaient été chassés par la police. Les mendiants en haillons qui se précipitent, d'ordinaire, sur les étrangers, *avaient reçu l'interdiction* de se montrer à la porte des hôtels et des restaurants. En outre, des équipes de nettoyage avaient fait la fumigation du quartier nauséabond Bel Air, dans l'espoir qu'il mérite son nom au passage du pape. L'odeur de l'insecticide remplaçait la puanteur des égouts, des fruits et des légumes laissés à pourrir sur le marché et des ordures brûlées sur les trottoirs.

Le pape a été reçu par le président « à vie » de la République haïtienne, M. Jean-Claude Duvalier, et par une *foule endimanchée et respectueuse*. Lors de la messe solennelle qui terminait le congrès eucharistique et marial haïtien, et qui a été célébrée à l'aéroport, il a prononcé une homélie très critique à l'égard de la situation dans le pays. Reprenant la devise du congrès, *« Il faut que les choses changent »*, il a déclaré : *« Votre pays est un beau pays, riche en ressources humaines (...), mais les chrétiens ont dû constater* (ici) *les divisions, l'injustice, la dégradation de la qualité de la vie, la misère, la faim, la peur d'un grand nombre. »*

« Relevez la tête »

Le pape, qui s'exprimait en français, a poursuivi : *« Il y a un profond besoin de justice, de meilleure répartition des richesses, d'une organisation plus égalitaire de la société, avec une plus grande participation et une action plus désintéressée de la part de ceux qui ont des responsabilités ; il y a un désir légitime chez les mass media et le monde politique, d'une expression plus libre qui respecte l'opinion des autres et le bien commun ; il y a le besoin d'un accès plus facile aux biens et aux services qui ne peuvent rester l'apanage de quelques-uns : par exemple, la possibilité de manger à sa faim, d'être soigné, de se loger, d'étudier, de vaincre l'analphabétisme, de trouver un travail digne et honnête, tout ce qui fait que l'homme et la femme, les enfants et les personnes âgées, ont une vie vraiment humaine. (...) »*



(Dessin de PLANTU.)

Le pape a également mis en garde les Haïtiens contre *l'« esclavage des cultes vaudou »*, inspirés, selon lui, *« par la peur et l'anxiété face aux forces des ténèbres »*.

Dans son allocution de bienvenue, le président Duvalier avait informé le pape qu'il renonçait à son droit concordaire de nommer les évêques, décision qui devrait mettre fin à certains malentendus entre le gouvernement de Port-au-Prince et le haut clergé haïtien.

Après avoir parcouru dans sa « papamobile » les rues de la ville, Jean-Paul II s'est rendu au palais national, où il a eu un entretien d'une demi-heure avec le chef de l'Etat. A cette occasion, il a rencontré Mme Simone Duvalier, veuve de *« Papa Doc »*, et *« gardienne de la révolution duvaliériste »*.

Le pape a ensuite inauguré, en espagnol, les travaux du CELAM (Conseil de l'épiscopat latino-américain), réuni à Port-au-Prince. Il a exhorté les soixante cardinaux et évêques présents *à susciter des vocations* et à intégrer les laïcs dans l'Eglise.

Il a prononcé un dernier message avant de monter dans l'avion qui le ramenait à Rome : *« Relevez la tête*, a-t-il dit, *prenez conscience de votre dignité d'hommes créés à l'image de Dieu »*...

● *Mgr Jean Vilnet, président de la Conférence épiscopale française*, a exprimé à nouveau *« la solidarité de l'Église qui est en France avec les joies et les espoirs, les souffrances et les épreuves des peuples et des nations visitées par le Saint-Père, les plus pauvres notamment. »*

Dans un communiqué publié mercredi, alors que s'achevait la visite de Jean-Paul II en Amérique centrale, Mgr Vilnet ajoute : *« Nul n'ignorait les risques de tous ordres que comportait un tel voyage. Pèlerin de la paix et héraut de la justice, la pape a voulu faire retentir les appels de l'Évangile au cœur même des tensions et des luttes. Les chrétiens de France se réjouissent qu'il ait été si largement entendu, tout en déplorant qu'on ait, ici ou là, voulu couvrir sa voix. »*

PROCHE-ORIENT

ACCUEILLI A BETHLÉEM PAR DES MANIFESTATIONS HOSTILES

M. Carter dénonce les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. – La visite de M. Jimmy Carter dans la vieille ville de Jérusalem et à Bethléem a provoqué, le mercredi 9 mars, une série de manifestations qui ont accentué la tension qui régnait depuis plusieurs semaines en Cisjordanie, après de nombreux incidents, notamment entre des colons israéliens et des habitants du territoire, dans la région de Hébron plus particulièrement. A diverses reprises, l'armée et la police ont tiré des coups de feu de semonce et fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants palestiniens, qui jetaient des pierres sur des véhicules israéliens. Il y a eu de nombreuses arrestations.

L'ancien président américain, après un séjour en Egypte, fait une visite privée d'une semaine en Israël, à l'invitation de M. Begin, avant de se rendre en Jordanie et dans d'autres pays arabes. M. Carter a été reçu à Bethléem par le maire, *M. Elias Freij, et fait citoyen* d'honneur, ce qui a causé la colère des étudiants de l'université catholique de la ville. Celle-ci a été encerclée *par les forces de l'ordre, et* le couvre-feu a été imposé dans un camp de réfugiés situé dans les faubourgs de la localité. Là, des colons israéliens, dont les voitures avaient été touchées par des pierres, ont, eux aussi, fait usage de leurs armes et ont poursuivi des manifestants. Des habitants du camp affirment que deux jeunes gens ont été battus par les gens qui les poursuivaient.

Au cours de la réception à la mairie, M. Carter a rappelé qu'il avait été le premier président américain à parler d'une *« patrie »* (homeland) pour les Palestiniens, a dénoncé les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires occupés et a caractérisé la politique d'implantation israélienne comme étant *« illégale »* et un *« obstacle à la paix »*. Sur la place de la Nativité, les Palestiniens membres des *« ligues de village »*, organisations soutenues par les autorités israéliennes et, de ce fait, dénoncées par la plupart des autres Palestiniens comme des instruments de « collaboration », ont manifesté à l'arrivée de M. Carter pour réclamer que le gouvernement américain s'adresse à ceux qui se proclament les *« vrais représentants du peuple palestinien »*. C'est sans doute la première fois que l'armée israélienne autorisait une manifestation organisée par les habitants des territoires occupés.

Dans les milieux politiques de ces *mêmes territoires*, la *visite de* M. Carter a réveillé de vieilles querelles, comme au temps où celui-ci se trouvait à la Maison Blanche et *où des représentants du gouvernement* américain tentaient de rencontrer des personnalités palestiniennes en Cisjordanie ou dans le territoire de *Gaza. De nouveau*, les partisans du dialogue avec les Etats-Unis et ceux du boycottage sont en train de s'affronter. Dans la presse arabe diffusée dans les territoires occupés, M. Carter est sévèrement dénoncé comme le responsable des accords de Camp David et, bien que n'étant plus président, comme un représentant des Etats-Unis et de la politique de soutien à Israël.

Dans les milieux gouvernementaux israéliens, on n'est pas tout à fait mécontent des ennuis de M. Carter avec la population des *territoires occupés. Notamment* parce que l'on n'a guère apprécié à Jérusalem les récentes prises de position de l'ancien président, sa rencontre avec des représentants de l'O.L.P. au Caire et sa volonté d'avoir des entretiens avec des personnalités politiques en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza sans être accompagné par des officiels israéliens. Sans s'y opposer, les autorités israéliennes ont *désapprouvé la* rencontre que M. Carter doit avoir à la fin de la semaine avec M. Rachad Chawa, maire de Gaza destitué l'an dernier.

FRANCIS CORNU.

هكذا من الأصل

ÉTATS-UNIS

Les évêques et la bombe

II. – *On a rangé les drapeaux*

Les évêques américains ont élaboré un document intitulé *« Le défi de la paix : la promesse de Dieu et notre réponse »*, dans lequel ils affirment notamment qu'il est moralement inconcevable, pour l'alliance atlantique, de répondre par un tir nucléaire à une attaque conventionnelle. De même, les prélats américains, sans condamner expressément le principe même de la dissuasion nucléaire, expriment de sérieuses réserves à son égard (*le Monde* du 10 mars).

De notre correspondant ROBERT SOLÉ

Washington. – Il a été un peu gêné, Mgr McNicholas, en prenant connaissance du projet de lettre pastorale sur la guerre et sur la paix. Ce texte manque, selon lui, d'une dimension patriotique. *« Nous ne devrions pas avoir peur de faire claquer un peu le drapeau »*, a dit à ses collègues l'évêque d'Allenstown (Pennsylvanie). *« Pourquoi avons-nous peur de dire que nous aimons ce pays ? »*

Les évêques n'ont pas peur : simplement, ils n'ont plus besoin de dire une telle chose. Et c'est un changement fondamental. *« Les catholiques de ce pays n'ont plus besoin de se montrer superpatriotes*, dit le Père James Devereux, recteur de la communauté jésuite de Georgetown University. *Avez-vous remarqué ? Le drapeau américain a disparu de nos églises. »*

L'épiscopat américain s'était fortement opposé à la reconnaissance de la Russie soviétique, avant de se distinguer par son zèle pendant la guerre froide. En 1946, le cardinal Spellman qualifiait solennellement le communisme de *unamerican* (contraire à l'esprit américain). Et ce n'est pas tout à fait un hasard si le sénateur qui lança la chasse aux sorcières portait le nom bien irlandais de McCarthy. Les sondages de l'époque montrent que ses coreligionnaires étaient plus favorables à ses thèses que la moyenne des Américains. Jusqu'à la fin des années 50, les universités catholiques étaient considérées par la C.I.A. et le F.B.I. comme des lieux sûrs et accueillants.

Que lit-on aujourd'hui sur l'U.R.S.S. – après l'invasion de l'Afghanistan, l'étouffement de la Pologne et le renforcement spectaculaire de l'armée rouge – dans le projet de lettre pastorale ? Page 76 : *« L'enseignement catholique cherche à éviter d'exacerber l'opposition idéologique* (entre marxisme et christianisme) *et à se concentrer sur les problèmes qui requièrent des efforts communs »*, c'est-à-dire le maintien de la paix et l'aide aux déshérités.

On ne peut nier, disent les évêques, ni la menace soviétique ni les tendances impérialistes des dirigeants du Kremlin. *« Malheureusement cela a conduit, dans certains milieux, à percevoir de manière obsessionnelle la politique soviétique, comme étant conduite par des dirigeants irrationnels, s'efforçant à une conquête malsaine du monde à n'importe quel prix. »* S'il ne faut nourrir *« aucune illusion »* sur le système répressif de l'U.R.S.S. et sur ses tentatives de subversion extérieures, on ne doit pas pour autant être *« paralysé »* par une *« forme d'antisoviétisme »* qui ferait oublier le danger de l'affrontement nucléaire.

Le complexe de l'immigré

Et toujours avec le même balancement : *« Dans certains cas, l'attitude soviétique mérite l'adjectif monstrueux, mais ni le peuple soviétique ni ses leaders ne sont des monstres. Ce sont des êtres humains créés à l'image de Dieu. »* On ne peut considérer l'avenir qu'en fonction des expériences passées, ajoutent les évêques : *« Une diplomatie créative et l'action de Dieu »* ouvriront peut-être la voie à des changements qu'on a peine à imaginer aujourd'hui.

Les auteurs du document rappelent enfin l'*« absolue pauvreté »* dans laquelle vivent des millions d'hommes. N'est-on pas en train de détourner des sommes folles pour les équipements militaires ? *« Dans un monde interdépendant, la sécurité d'une nation est liée à la sécurité de tous... Les menaces à la sécurité et à la stabilité d'un monde interdépendant ne sont pas toutes contenues dans les missiles et les bombardiers. »*

Pendant longtemps, le catholicisme, minoritaire, fut perçu aux États-Unis comme *« une Église d'immigrés »*. On le jugeait incompatible avec l'esprit des institutions américaines quand on ne le soupçonnait pas d'être le cheval de Troie d'une « puissance étrangère » (le Vatican). Vers 1830, certains protestants s'étaient même persuadés qu'un *« complot monarcho-papiste »* se préparait à Rome et que Grégoire XVI voulait s'emparer de la vallée du Mississippi...

Il y eut la guerre scolaire : les catholiques défendaient les écoles paroissiales, alors que les grandes Églises protestantes jouaient la carte de l'école publique. Que voulaient *« ces Irlandais »* ? Mettre en cause la séparation de l'Église et de l'État ? Les manifestations anti-catholiques devaient resurgir en plusieurs autres occasions, avant de s'éteindre progressivement. On ne les trouve plus que dans certaines sectes, genre Ku Klux Klan.

Il est frappant de constater qu'aucune grande Église protestante n'a reproché aux évêques de s'exprimer sur la politique nucléaire. L'Église méthodiste unie les a même félicités publiquement. D'une manière générale, nul ne songerait aujourd'hui à traiter les évêques de mauvais Américains. *« On ne dit pas qu'ils sont anti-patriotes*, remarque le Père Devereux. *On dit seulement qu'ils se trompent. »*

Cette évolution est due en grande partie à l'Église catholique elle-même qui a changé, à la fois, de taille, de niveau social et d'orientations. Les États-Unis, dominés par la culture protestante anglo-saxonne, ne comptaient que trente-cinq mille « papistes » en 1789. Mais ceux-ci étaient déjà six millions un siècle plus tard et seize millions en 1910 grâce à plusieurs vagues d'immigration. Les Irlandais, les Allemands et les Canadiens de la première époque furent rejoints par les Italiens, les Polonais et les Hongrois, et plus tard par les Latino-Américains. Grâce à un fort taux de natalité, cette population catholique devait doubler entre 1940 et 1960, atteignant quarante-deux millions de personnes. On en est aujourd'hui à cinquante et un millions, soit 22 % de la population américaine. C'est la plus grande Église du pays, compte tenu de la fragmentation des Églises protestantes.

« Cette Église s'est construite sur les masses ouvrières des villes, au moment où en Europe les ouvriers quittaient massivement l'Église », explique le Père James Hennesey, professeur d'histoire du christianisme au Boston College (et auteur d'un ouvrage de base intitulé *American Catholics*). Il s'agissait, en effet, d'une communauté assez pauvre, peu cultivée, à laquelle l'Église fournissait un enseignement simple et une forme d'intégration. D'où un effort exceptionnel sur les écoles élémentaires et les organismes de bienfaisance. Les universités – et les grands intellectuels catholiques – ne devaient faire leur apparition que bien plus tard.

« Il y a trente ans encore, vous n'auriez pas trouvé de catholique à la tête d'une grande banque américaine », remarque le Père Donald Campion, jésuite de Washington. Mais cette communauté a grimpé peu à peu dans l'échelle sociale. Au début des années 70, le revenu des Américains d'origine irlandaise se situait en deuxième position, après celui des juifs. D'autres groupes ethniques – italiens, allemands et polonais – les suivaient de près.

En partie parce qu'il était catholique, Alfred Smith ne put être élu président des États-Unis ni en 1924 ni en 1928. Il fallut attendre 1960 pour qu'un événement de ce genre ait lieu. L'entrée de John Kennedy à la Maison Blanche a été un véritable tournant. Depuis cette date, la candidature d'un catholique à n'importe quel poste va de soi. On ne se pose même plus la question, alors qu'un juif, par exemple, aurait beaucoup de mal à se faire élire président.

Les catholiques constituent le groupe le plus important au Congrès, avec 17 sénateurs (sur 100) et 141 représentants (sur 435) ; deux sur trois appartiennent au parti démocrate. Ils sont suivis d'assez loin par les méthodistes et les épiscopaliens, qui ont chacun 54 élus au total. On compte même un État, le Nouveau-Mexique, qui n'est représenté que par des catholiques. Et un tiers des gouverneurs ont été baptisés dans cette Église qui n'a plus de minoritaire que le nom.

Les deux guerres mondiales ont grandement contribué à faire disparaître le « complexe de l'immigré ». A la première, les catholiques représentaient plus du quart des combattants. A la seconde, près du tiers. Et ce n'est pas parmi eux que fleurissaient les objecteurs de conscience : à peine 135 sur 12 000.

Si, au départ, l'épiscopat s'opposa à l'entrée en guerre, ce n'était pas par pacifisme, mais par manque de sympathie à l'égard des alliés. Dès le lendemain de l'attaque japonaise contre Pearl-Harbor, il était de nouveau en première ligne et offrait à Roosevelt sa *« coopération du fond du cœur »*.

Une entreprise de récupération

Plutôt silencieux après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, plutôt embarrassés pendant la guerre du Vietnam, les évêques américains évoluèrent progressivement vers le pacifisme nucléaire, précédés par des militants catholiques, religieux ou laïcs, très engagés dans la contestation. La lettre pastorale sur la guerre et la paix n'est que l'aboutissement d'une série de prises de position commencée en 1976. Les évêques défendirent notamment le traité SALT-2 sur la limitation des armements nucléaires, qui ne fut jamais ratifié par le Sénat américain.

Cette évolution correspond à celle du catholicisme mondial. Elle a été accentuée par la présence aux Etats-Unis, pendant huit ans, d'un délégué apostolique ouvert, Mgr Jean Jadot, qui a contribué à renouveler plus de la moitié du corps épiscopal. Sous son impulsion, Rome a choisi des « pasteurs » plutôt que des canonistes, davantage soucieux d'ouverture sociale et d'œcuménisme que de construction d'écoles et de sanctuaires. Ces évêques ont appliqué la collégialité voulue par le concile Vatican II. Ils travaillent ensemble, se sont donné une structure centrale efficace, et ne comptent plus – comme au temps du cardinal Spellman – une ou deux vedettes qui dominent la scène et marquent l'Eglise de leur empreinte personnelle.

On accuse volontiers la hiérarchie américaine de démagogie. *« C'est curieux comme les évêques sont devenus populaires depuis qu'ils ont déplacé leur attention de l'avortement à la guerre nucléaire »*, notait ironiquement M. Walter Berns, de l'American Enterprise Institute. N'auraient-ils pas voulu reprendre le contrôle de leurs troupes après avoir été lâchés sur la contraception et difficilement suivis sur l'avortement ?

« Nous ne sommes pas sélectifs, réplique Mgr Daniel Hoye, secrétaire général de l'épiscopat. *Nous défendons la vie en toutes circonstances, que ce soit sur la guerre, l'avortement ou la peine de mort. Grâce à la lettre pastorale, qui a enthousiasmé les jeunes catholiques, la cohérence des évêques a été perçue par de nombreux non-pratiquants. »*

Il est vrai que le pacifisme – assorti de nuances – d'un conservateur comme le cardinal Krol, archevêque de Philadelphie, donne une certaine crédibilité à la lettre pastorale. Mais, parmi les fidèles, les clivages se brouillent : des conservateurs approuvent la hiérarchie pour son enseignement de morale individuelle et rejettent ses thèses sur la guerre nucléaire, tandis que des progressistes adoptent une attitude inverse.

Cette Eglise riche, bien assise, qui compte 18 900 paroisses et 3,7 millions d'élèves dans ses écoles, n'échappe pas au bouillonnement interne de ses consœurs européennes : un baptisé sur deux ne pratique pas. Les séminaires sont trois fois moins nombreux qu'au début des années 60. Des prêtres refusent la règle du célibat, des femmes réclament le statut sacerdotal... S'y ajoute un bouleversement ethnique particulier aux Etats-Unis. Les Noirs, qui n'avaient aucun évêque diocésain jusqu'en 1977, occupent de plus en plus de place. Et si les Hispaniques ne représentent encore qu'un tiers des effectifs, ils seront bientôt le groupe majoritaire.

Une Eglise affaiblie ? ou plus forte malgré ses déchirements ? Plus ouverte, en tout cas, et beaucoup mieux intégrée : dans le catholicisme mondial comme dans la société américaine. Une Eglise qui se permet de critiquer la politique gouvernementale au Salvador, de regretter qu'on cherche aux Etats-Unis à régler les problèmes économiques *« au détriment des pauvres et des chômeurs »*. Quitte à rejoindre les conservateurs sur d'autres batailles, comme l'avortement, la « décence » dans les programmes de télévision, ou le soutien public aux écoles libres...

Il est fini le temps où un isolationnisme confortable des catholiques se combinait avec la crainte d'être mal compris ou de ne pas être assez américain. Le président de la conférence épiscopale, Mgr John Roach, faisait, en décembre, cette remarque significative : *« Nous ne permettrons jamais que la séparation de l'Eglise et de l'Etat soit utilisée pour séparer l'Eglise de la société. »*

FIN

ASIE

Indonésie

Le général Suharto (candidat unique) a été réélu président de la République

De notre envoyé spécial

Djakarta. — Le général Suharto, candidat unique, a été reconduit ce jeudi 10 mars à la présidence de la République pour un quatrième — et probablement dernier — mandat de cinq ans, par acclamation, à l'unanimité des 920 membres de l'Assemblée populaire consultative. Il devrait prêter serment vendredi. Le chef de l'État avait auparavant choisi comme vice-présidnt, à la place de M. Adam Malik, le général Umar Wirahadikusumah, président de la Cour des comptes (*le Monde du 2 mars*).

Alors qu'en 1978 le parti de l'union pour le développement (P.P.P.), islamique, avait, par ses exigences, *compliqué la recherche d'un consensus,* aucun incident, même *mineur, n'a troublé la quiétude* — voire la torpeur — de l'Assemblée *composée pour 40 % seulement de* représentants élus au suffrage universel direct. Celle-ci a entériné toutes les résolutions qui lui étaient soumises. Une caricature de démocratie ?

On fait valoir, de source officielle, que le travail de l'Assemblée avait été *« mâché »* par une commission qui, pendant quatre mois, a passé au crible 360 propositions. *« Les débats ont été plus complexes et plus durs qu'auparavant »,* assure-t-on. Pourtant, le *« groupe des 50 »*, qui rassemble des officiers supérieurs à la retraite et des dignitaires déchus, comme le général Ali Sadikin, ancien gouverneur de Djakarta, vient de confirmer, pour la forme, sa détermination de *« continuer le combat pour restaurer la légalité, la justice sociale et la souveraineté populaire. »*

Dans son compte rendu de mandat, le général Suharto a vanté les vertus d'une *« simplification »* de la vie politique. *« Nous n'avons pas l'intention de faire marche arrière et d'en revenir à la démocratie parlementaire »* a-t-il indiqué. Il a rappelé que le Pancasila — philosophie officielle fondée sur la croyance en Dieu, l'humanisme, le nationalisme, la démocratie et la justice sociale — était *« l'unique principe qui doit guider toutes les forces sociopolitiques »*. Il a souhaité que des cours intensifs, déjà suivis par 1,8 million de fonctionnaires et 150 000 militaires, aident à *« populariser »* cette idéologie d'État. M. Adam Malik, ancien « numéro 2 » du régime (et sa caution libérale), avait, en revanche, récemment regretté qu'*« aucune occasion ne s'offre pour exprimer des différences d'opinion »* ce qui, d'après lui, *« oblige la population à laisser les choses aller leur train »*.

Le président a insisté sur la nécessité de *« redoubler de vigilance dans le domaine de la sécurité nationale pour le bien du développement »*. Il compte sur l'armée pour continuer à remplir cette mission. N'a-t-il pas récemment rappelé aux cadets de l'académie de Magelang : *« Vous n'êtes pas seulement des militaires mais aussi des sociopolitiques »* ?

Comme si elle voulait placer le général Suharto sur un piédestal à l'égal de son prédécesseur, *« Sukarno, père de l'indépendance »*, l'Assemblée lui a décerné le titre de *« père du développement »*, au moment même où la crise pétrolière menace l'économie nationale, où la population est invitée à *« retrousser ses manches et à se serrer la ceinture »*.

Il reste que l'Indonésie se trouve confrontée, *de manière permanente,* à une poussée démographique d'autant plus *lourde de conséquences sociales* qu'aucune réforme agraire n'a *encore été sérieusement entreprise. « Plus de onze millions de paysans ont moins d'un demi-hectare à cultiver, six millions ont moins d'un quart d'hectare »,* a souligné le chef de l'État lui-même.

Le général Suharto s'apprête à former son quatrième « cabinet de développement », ou plutôt à remanier l'actuel gouvernement, qui aura pour tâche de mener à bien la réalisation du IVe plan quinquennal (1984-1988). Il a récemment laissé entendre que, la fin de son mandat, *« le transfert des charges nationales sera total »*. Cette relève des hommes n'annonce pas, pour autant, un changement de politique.

JACQUES DE BARRIN.



Inde

Des nationalistes assamais ont été empêchés de rencontrer à New-Delhi les dirigeants non-alignés

De notre correspondant

New-Delhi. — Souhaitant attirer l'attention des chefs d'Etat ou de gouvernement non alignés, les dirigeants de l'une des organisations qui animent la campagne destinée à obtenir l'expulsion des milliers d'immigrés *installés en Assam* ont tenté de remettre à ces derniers un mémorandum sur la situation régnant dans cet Etat du nord-est de l'Inde. Leur délégation n'a pu accéder au centre de conférences en raison du dispositif de sécurité mis en place. Le contenu de ce document, qui sera donc envoyé directement aux ambassades des pays participants, a été rendu public mardi lors d'une conférence de presse.

« Nous n'attendons pas de vous, disent ses auteurs, *que vous interveniez dans une question nationale, mais seulement que vous nous permettiez de souligner que la récente tragédie de l'Assam est le résultat direct de la volonté insensée des autorités indiennes d'imposer des élections par la force au milieu d'un déploiement massif de policiers et d'unités paramilitaires. »*

Les dirigeants du mouvement étudiant ont souhaité qu'une commission d'enquête judiciaire soit chargée de trouver les responsables des massacres. Après avoir accusé le gouvernement central d'avoir rompu les négociations et réaffirmé leur opposition à la nouvelle Assemblée et au nouveau gouvernement local, tous deux qualifiés d'« *illégitimes* », ils ont *indiqué* qu'ils élaboreraient, en temps voulu, un nouveau plan d'actions. *Dans l'immédiat,* ils entendent consacrer tous leurs efforts à aider les personnes affectées par les récentes violences. Favorables à la reprise des négociations, ils refusent toutefois qu'y soient associés des représentants des minorités ethniques et linguistiques de l'Etat, ainsi que les nouveaux élus locaux.

L'appel ainsi lancé par les chefs du mouvement aux participants du sommet met en échec la volonté du gouvernement indien d'empêcher que ses invités ne soient informés de la situation en Assam. Ainsi, les autorités ont-elles *interdit,* pendant la durée de la conférence, la diffusion des hebdomadaires américains *Time* et *Newsweek,* qui consacraient une large place aux massacres. Elles ont en outre fait en sorte que deux publications locales, *India Today* et *Sunday,* qui ont présenté des photos assez insoutenables, soient quasiment introuvables dans la capitale et bannis des hôtels où résident les délégués étrangers.

PATRICK FRANCÈS.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

- LES ETATS-UNIS ont dénoncé la *« complicité »* du régime cubain avec la guérilla argentine des Montoneros et l'Armée révolutionnaire du peuple, dans un document distribué mercredi 9 mars par l'ambassade américaine. Le texte affirme que l'ambassade cubaine de Buenos-Aires assurait un service de liaison avec la guérilla, fournissant des faux papiers et facilitant les déplacements. — *(A.F.P.)*

Colombie

- L'ENLÈVEMENT D'UN CADRE DE LA TEXAS PETROLEUM COMPANY, qui a eu lieu lundi 7 mars à Bogota, a été revendiqué mercredi 9 mars par l'Organisation révolutionnaire du peuple, qui menace d'exécuter son otage le 29 mars si la compagnie pétrolière américaine ne cède pas à ses exigences. Cette organisation avait enlevé, puis exécuté, en 1982, Mme Gloria Lara de Etcheverri, épouse d'un sénateur et directrice d'un organisme d'entraide sociale. — *(A.F.P.)*

Côte-d'Ivoire

- PROPOSITION DE LOI SUR LE TRANSFERT DE LA CAPITALE. — Une proposition de loi sur le transfert de la capitale de la Côte-d'Ivoire (*le Monde* du 2 mars) à Yamoussoukro, a été adoptée mercredi 9 mars en conseil des ministres. Cette proposition de loi, qui fixe également le statut de la ville de Yamoussoukro, village natal du président Houphouët-Boigny, situé au centre du pays, doit désormais être examinée par l'Assemblée nationale de Côte-d'Ivoire.

Maroc

- *PLUSIEURS MILLIERS DE* MAROCAINS qui attendaient pour traverser la frontière algérienne et rendre visite à des parents ont été dispersés par les forces de sécurité, rapporte, mercredi 9 mars, le journal marocain d'opposition *Al-Bayane.* Des rumeurs sur l'ouverture de la frontière avaient couru, selon le quotidien, à la suite de la rencontre du roi Hassan II et du président Chadli Bendjedid, le 26 février. Mais la frontière est restée fermée. A Rabat, cependant, des ouvriers s'affairent, à l'ambassade d'Algérie, *fermée depuis 1976* lorsque le Maroc a rompu ses relations diplomatiques parce qu'Alger avait reconnu la République arabe sahraouie démocratique. Ils remettent, apparemment, les locaux en état en vue de la réouverture de l'ambassade. Ce sont les Emirats arabes unis qui s'occupent des intérêts de l'Algérie au Maroc. — *(Reuter.)*

Perou

- L'ÉTAT D'URGENCE A ÉTÉ DÉCRÉTÉ à Lima jeudi 10 mars pour quatre jours pour parer à d'éventuelles tentatives de blocage des voies de communication au cours de la grève générale de vingt-quatre heures décrétée par les syndicats. Ceux-ci entendent protester contre la politique économique et notamment agricole du gouvernement. — *(A.F.P.)*

États-Unis

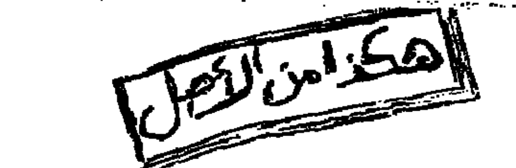
- LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT, M. KENNETH DAM, fera du 18 au 27 mars une tournée en Scandinavie, à Berlin-Ouest, en Suisse et en Hongrie, a-t-on annoncé officiellement mercredi 9 mars à Washington.

Soudan

- LES FORCES DE SÉCURITÉ SOUDANAISES ont arrêté cinquante-six personnes qui seraient impliquées dans une tentative de coup d'Etat qui devait avoir lieu avec le soutien du colonel Kadhafi le 18 février dernier, a annoncé le mercredi 9 mars, l'agence soudanaise Suna. Ces cinquante-six personnes, dont la nationalité n'est pas précisée, avaient commencé à s'infiltrer par petits groupes au Soudan entre mai 1982 et février 1983 et s'étaient dispersées dans diverses villes. Elles devaient se joindre à l'organisation clandestine des comités révolutionnaires soudanais qui allaient provoquer des troubles dans le pays, afin de conduire à une *« révolution populaire »*. — *(A.F.P.)*

Tunisie

- LA COUR CRIMINELLE DE TUNIS a condamné, mardi 8 mars, à six ans de travaux forcés M. Chedli Ayadi, trente ans, et ses deux complices, actuellement en fuite, pour avoir détourné sur Tripoli l'avion Tunis-Djerba, le 12 janvier 1979, à l'occasion du cinquième anniversaire de la signature de l'accord de fusion mort-né entre la Tunisie et la Libye. En septembre 1981, M. Ayadi s'était réfugié à l'ambassade de Tunisie à Beyrouth pour échapper, a-t-il expliqué, à deux agents libyens qui l'accusaient d'être un agent double et voulaient l'assassiner. — *(U.P.I., A.P.)*



APRÈS LA RECONQUÊTE DES MAIRIES, IL EST PLUS QUE JAMAIS INDISPENSABLE DE LIRE

CATON

Un tel livre a au moins le mérite de trancher, dans sa verve ironique et son cynisme jubilatoire, avec le lot commun d'une littérature politique encombrée de mémoires ragnagna et de prospectives raplapla. Caton inaugure un genre nouveau : la visite guidée des fantasmes politiques.
JEAN-MICHEL HELVIG Libération

Un homme de talent, à coup sûr, et rompu aux choses de l'État...
Le Nouvel Observateur

Un savoir-faire dévastateur...
SCIPION Le Quotidien de Paris

La verve n'interdit pas le sang-froid et la rigueur dans l'analyse.
JACQUES DUQUESNE Le Point

Quel meilleur professeur de volonté espérer que vous, Caton ?
MICHEL PRIGENT Le Figaro

Le pamphlet iconoclaste de Caton puise son cynisme éclectique de Baudrillard à la nouvelle droite et n'épargne que Raymond Barre dans sa critique vengeresse d'un milieu qu'il connaît bien.
HUGUES PORTELLI L'Express

La prose acérée d'un fin connaisseur des cercles du pouvoir d'hier.
PIERRE SERVENT La Croix

De tous les pamphlets, études, sommes de réflexions consacrés ces derniers mois au destin de la Maison France, voici sans doute le libelle le plus tonique, le plus persifleur, le plus dévastateur... Un ton souvent gaullien, dans la véhémence et le soufre.
PHILIPPE BERNERT VSD

Sous la signature de Caton, un ancien responsable de l'État vient de donner un éclat particulier à ce nouveau "discours de droite".
Le Matin

Qui est donc ce Caton qui met ainsi tout le Landernau politico-littéraire en émoi ?
Les Nouvelles Littéraires

La gauche aussi bien que la droite seraient bien inspirées de dépasser le stade du décryptage pour s'attacher à la signification du message lui-même.
Témoignage Chrétien

Jamais un homme de son milieu n'a publié une analyse aussi fine, aussi argumentée et d'une telle lucidité... Après lui, il sera difficile de parler comme avant.
DANIELE GRANET Le Nouvel Economiste

L'ouvrage politique à sensation de la saison.
Le Journal du Dimanche

Un homme de droite donne une leçon de démocratie à tous... Le parti socialiste aurait eu intérêt à faire distribuer ce livre à tous ses candidats...
ALFRED GROSSER L'Expansion

CATON

De la reconquête

« *Pour vaincre la gauche il faudra se débarrasser de la droite* »

Fayard

272 pages, **59 F**

FAYARD

Le Monde

politique

L'opposition observe une discrétion relative tandis que la majorité hésite entre diverses attitudes

Pour l'opposition, l'objectif prioritaire est à l'évidence de créer au deuxième tour les conditions d'une amplification des tendances de l'électorat qui se sont manifestées le 6 mars.

M. Jacques Chirac a choisi d'intervenir sur le mode tonitruant, comme s'il s'agissait de porter l'estocade. *« Incohérence, incompétence, erreurs, gabegie, voilà les caractéristiques du gouvernement »*, s'est exclamé le président du R.P.R. à Belfort.

En revanche, la relative discrétion affichée ces dernières semaines dans les rangs de l'U.D.F. reste de rigueur. Pas de triomphalisme prématuré. Sur le thème *« Rien n'est encore définitivement gagné »*, ses chefs cherchent avant tout à maintenir la mobilisation de leur électorat et évitent toute provocation qui pourrait leur aliénier les votes de ceux qu'ils appellent les *« déçus du socialisme »*.

M. Lecanuet, président de l'U.D.F., formule l'espoir que les Français *« redoublent leur avertissement »* au gouvernement et *« tirent la sonnette d'alarme encore plus fort »*. Mais il tient aussi à affirmer que le scrutin ne saurait être considéré comme *« un scrutin de revanche »*. *« Il faut montrer,* dit-il *qu'une nouvelle espérance est possible. »*

M. Léotard, secrétaire général du parti républicain, explique pour sa part que si les Français *« ont entrouvert la porte à l'opposition »*, cela ne signifie pas encore qu'ils souhaitent son retour au pouvoir. *« Ce vote est l'expression d'une lucidité amère face à la crise,* estime-t-il. *Ce n'est pas encore un vote d'espérance. L'opposition devra maîtriser sa victoire. »*

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., tient le même langage. S'il constate une *« poussée significative »* de l'opposition, il reconnaît que ce premier vote n'est pas totalement *« positif »* pour la droite qui devra continuer son effort pour paraître attrayante.

Sur le terrain, les chefs de file de l'U.D.F continuent d'être présents. Mais c'est surtout M. Jacques Chirac qui se déplace dans les villes importantes pour donner le *« coup de pouce »* nécessaire aux candidats U.D.F.

MM. Giscard d'Estaing et Barre n'ont pas prévu de participer à d'importantes réunions publiques. L'ancien président de la République manifeste qu'il se tient à l'écart du second tour : il devait se rendre, jeudi, à Rome pour prononcer une conférence devant la Confédération de l'industrie italienne, à l'invitation de M. Giovanni Agnelli, président du groupe Fiat. Vendredi, il sera l'hôte à déjeuner du président de la République italienne, M. Sandro Pertini. Tout juste ira-t-il, sans grand tapage, à Besançon, soutenir le candidat centriste, M. Bittard, vendredi après-midi.

Quant à l'ancien premier ministre, il souligne que la victoire de l'opposition doit être celle *« de l'union sans arrière-pensée, de la modération et de la tolérance. »* Ce n'est pas l'avis de l'hebdomadaire *Minute* qui proclame, sur ses affichettes publicitaires : *« Il faut les achever ! »*

La gauche paraît hésiter entre plusieurs attitudes. M. Marchais estime que le pouvoir dispose d'une *« bonne marchandise »* — son bilan — mais qu'il la vend mal. M. Louis Mermaz radicalise le discours socialiste et considère qu'il ne s'agit plus pour la gauche de *« rassurer »* la droite *« revancharde »* mais de mobiliser les siens. Mettant en cause l'attitude de la presse, le président de l'Assemblée nationale se demandait, mercredi, au micro d'Europe 1 : *« Peut-être faudra-t-il, un jour, que nous créions de petits journaux polycopiés, comme dans la résistance, pour que les centaines de milliers de gens de gauche aient un organe de presse... »*

Quant à M. Roger-Gérard Schwartzenberg, président du M.R.G., il affirme que l'heure n'est pas à la radicalisation, mais plutôt au *« recentrage »* vers *cette voie médiane seule capable, à ses yeux, de « donner son harmonie à la communauté nationale »*. Ses hésitations et ses variations dans le ton traduisent incontestablement un certain désarroi.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

L'U.D.F. compte sur ses succès du deuxième tour pour rétablir l'équilibre avec le R.P.R.

Dans le succès remporté par les listes d'*union de l'opposition dès le* premier tour de scrutin, le R.P.R. a pris la meilleure part. A cet égard, le *« triomphe »* de M. Chirac à Paris et les victoires inattendues de M. Carignon à Grenoble et de M. Chauty à Nantes prennent *valeur de symbole*.

Si l'on s'en tient aux villes de plus de *trente mille habitants*, le R.P.R. se maintient dans toutes les communes où son candidat occupait déjà la mairie alors que, de son côté, l'U.D.F. se trouve en ballotTtage — il est vrai favorable — dans des villes qu'elle gérait : c'est le cas, pour le *parti républicain à Orléans, pour le* C.D.S. à Salon-de-Provence, pour le P.D.S. à Maubeuge et Mulhouse, et enfin Ajaccio, où le maire sortant, bonapartiste, M. Ornano, sénateur, affrontait six autres listes.

Toutefois, les maires sortants appartenant à l'une ou l'autre composante de l'U.D.F. réalisent, quand *ils se maintiennent* — les ballottages restent l'exception — de très bons scores. Au P.R., le secrétaire général montre, en quelque sorte, l'exemple. Dans sa ville de Fréjus (Var), qui compte désormais plus de trente mille habitants, M. François Léo*tard obtient 69,19 % des suffrages* exprimés et progresse de 7,14 points par rapport au total des voix recueillies par les diverses listes de droite en 1977. Dans les huit autres communes de plus de trente mille habitants gardées par le P.R. — Vin*cennes, Maisons-Alfort*, Vichy, Caen, où M. Girault affrontait M. Mexandeau, ministre des P.T.T., Toulon, Auxerre, Courbevoie et Meudon — les résultats oscillent entre 67,35 % et 50,90 % des suffrages exprimés, et révèlent des progressions pouvant atteindre *11,36 points (Maisons-Alfort)*.

Le C.D.S. n'est pas en reste, que *ce soit à Lambersart*, où M. Delfosse recueille 69,69 % des suffrages, à Versailles, à Colmar, à Rouen, à Clamart ou à Metz : dans cette ville, M. Jean-Marie Rausch, qui avait été en concurrence un moment avec un jeune député R.P.R., M. Masson, obtient 64,46 % des suffrages.

Successions sans heurts

De son côté, le parti radical, qui avait peu de sortants, se maintient à Antibes, mais se félicite surtout de la victoire à Nancy de M. Rossinot, député, qui, avec 63,30 % des suffrages exprimés, *succède* à M. Coulais (P.R.) — qui ne se représentait pas. Outre Nancy, les successions à l'intérieur de l'U.D.F. se sont bien passées, que ce soit à Vannes, qui d'un U.D.F. passe à un U.D.F.-P.R., ou à Strasbourg et à Annecy, qui *restent au C.D.S. Au nombre de* ces successions sans heurt s'ajoute la ville de Toulouse, où le fils a succédé au père. La seule exception demeure Châtellerault, où M. Jean-Pierre Abelin s'efforce, face à Mme Édith Cresson, de garder le *siège qu'a occupé son père puis*, à la mort de celui-ci, sa mère.

Le R.P.R. devance l'U.D.F. pour le nombre des villes prises ou reprises à la majorité. Le R.P.R. en totalise onze et l'U.D.F. quatre. Ce sont dans l'ordre décroissant des scores obtenus : Tourcoing, où M. Stéphane Dermaux (U.D.F.-P.R.) *recueille* 51,32 % des *suf*frages exprimés (le maire sortant socialiste ne se représentait pas) ; Grasse, avec M. Fontmichel (U.D.F.-rad.), qui totalise 51,07 % des suffrages contre 38,88 & au maire sortant communiste ; Fran*conville (Val-d'Oise), où M. Delat*tre (U.D.F.-P.R.), face au maire sortant communiste, obtient 50,59 % des suffrages ; Roubaix, avec M. Diligent (U.D.F.-C.D.S.), qui atteint 50,19 % face à M. Prouvost, député (P.S.) et maire de la ville.

Sur les soixante-huit villes qui comptaient plus de trente mille *habitants en 1977* et où l'opposition est en ballottage, l'U.D.F. mène le combat dans trente-deux communes, le R.P.R. dans trente et une, le *CNIP et les divers modérés dans* cinq.

L'U.D.F. devrait l'emporter dans dix-sept villes : dans les quatre villes déjà *citées, où le maire sortant est* U.D.F. mais n'a pas obtenu le renouvellement de son mandat dès le premier tour. Soit Orléans, Salon-de-Provence, Maubeuge et Mulhouse, où *M. Kienzler* (U.D.F.) — 22,65 % — se retire au profit de M. Klifa (U.D.F.-P.S.D.), maire sortant (38,74 %).

Dans treize autres villes, le P.R. a préservé ses chances à Besançon (M. Bittard), à Cherbourg (M. Vaur) et à Meaux, où M. Héraud (P.R.), qui a obtenu 15,08 % des suffrages, *se retire* et laisse M. Larché, sénateur (R.I.), mener la bataille du second tour face à M. Lion, maire sortant socialiste (47,65 %). M. Larché avait obtenu 37,50 % des suffrages.

Pour sa part, le C.D.S. devrait *confirmer* son avance du *premier* tour à Charleville-Mézières (M. Pilard), à Albi (M. Nespoulos), à Amiens (M. Broutin), à Saint-Etienne (M. Dubanchet) et à Châtellerault. Dans cette dernière commune, un accord a été signé entre M. Jean-Pierre Abelin et M. Dominique Jamet, tête d'une liste « divers droite », qui, bien qu'il n'ait recueilli que 10,28 % des suffrages, obtient *onze places sur les trente-neuf de la* liste du candidat centriste.

Sur un axe nord-sud

Quant au parti radical, il devrait l'emporter à Aix-en-Provence, où M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca (U.D.F.-rad.) s'est engagé à prendre sur sa liste dix des colistiers de M. Charles de Peretti (R.P.R.).

Au nombre de ces dix-sept communes en ballottage favorable, l'U.D.F. compte aussi Béziers (Hérault), Hyères (Var) et Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

Le ballottage est incertain dans dix communes : à Nevers — où M. Hervé de Charette (P.R.), qui affrontait deux ministres au premier tour, MM. Benoist et Bérégovoy, a réalisé 33,89 % des suffrages, — à Montpellier (M. Delmas, P.R.), à la Seyne-sur-Mer (M. Scaglia, P.R.), à Arras (M. Truffier, C.D.S.), à Sète (C.D.S.) et à Tarbes (rad.).

Si, comme elle l'espère, l'Union pour la démocratie française l'emporte dans une vingtaine des villes où elle est en ballottage, l'équilibre avec le R.P.R. serait dans une certaine mesure rétabli : le parti de M. Jacques Chirac, qui a davantage *gagné au premier tour*, se trouve en effet, au deuxième tour, le plus souvent en ballottage difficile. C'est le cas dans une dizaine des trente et une villes où il conduit des listes.

Ce rééquilibrage de l'U.D.F. pourrait, d'autre part, s'appuyer sur les victoires des listes U.D.F. de M. Francisque Collomb à Lyon et de M. Jean-Claude Gaudin à Marseille.

Ainsi sur un axe nord-sud, de Lille à Marseille, les différents courants de l'opposition auraient chacun leurs points forts : le C.D.S. et le P.R., avec Roubaix et Tourcoing, prennent la communauté urbaine de Lille le R.P.R. domine à Paris ; le C.D.S. se renforce à Lyon et le P.R. pourrait arracher Marseille.

Là ou l'union n'a pas été réalisée au premier tour, le R.P.R. a pris l'avantage dans le cadre des pri*maires officielles, à Dreux, Saumur* et La Ciotat. A Dreux, sur la liste de M. Fontanille (R.P.R.) figureront quinze des candidats de la liste (U.D.F.) de M. Allibert. M. Yves Cauchon et trois des adjoints de l'ancien maire C.D.S., M. Jean Cau*chon, ont cependant refusé de figu*rer parmi ces quinze candidats en raison de la présence de sept militants du Front national aux côtés de M. Fontanille.

A Saumur, dont le maire sortant U.D.F. ne se représentait pas, un accord a été rapidement conclu entre M. Hugot (R.P.R.) et M. Constantin (U.D.F.), qui obtient quatorze places sur trente-neuf.

Enfin, à La Ciotat, M. Bonan, que soutenaient les centristes et les radicaux, se retire et laisse seul en place M. Giraud (R.P.R.), qui bénéficiait de l'appui du P.R.

Dans le cas des primaires plus ou moins sauvages, l'U.D.F. a devancé son allié à Calais, Montluçon, Boulogne et Saint-Malo.

C. F.-M.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Chirac : gabegie

M. Chirac, mercredi 9 mars, à Belfort : *« Incohérences, incompétence, erreurs, gabegie, voilà les caractéristiques du gouvernement. Le gouvernement socialo-communiste représente l'insécurité sociale parce qu'il n'a pas la compétence voulue pour créer des richesses à distribuer. Avant de les répartir dans la solidarité, il faut d'abord les produire. »*

M. Lecanuet : une nouvelle espérance

M. Lecanuet, président de l'U.D.F., mercredi 9 mars : *« Il faut montrer qu'une nouvelle espérance est possible (...). Le lendemain socialiste des municipales ne chantera pas. Il nous annonce davantage de rigueur et d'austérité, un nouveau tour de vis, des vignettes sur les tabacs et les alcools, des augmentations des tarifs publics, des budgets diminués (...). Le gouvernement Mauroy est à la dérive. Personne ne sait où il ira s'il survit. »*

M. Marchais : bonne marchandise mal vendue

« La gauche doit beaucoup mieux expliquer sa politique », a déclaré M. Georges Marchais, mercredi 9 mars, sur Europe 1. *« Nous avons une bonne marchandise, mais nous la vendons mal »*, a-t-il ajouté. Le secrétaire général du P.C.F. a accusé M. Jacques Chirac d'avoir *« organisé »* la manifestation des agriculteurs, qui ont chahuté M. Mauroy, mardi 8 mars, au Salon de l'agriculture.

M. Krasucki : la droite anti-ouvrière

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., mercredi 9 mars, à R.M.C. : *« Les travailleurs n'ont rien de bon à espérer ni du retour ni du renforcement des positions de la droite revancharde et anti-ouvrière. La gauche unie, qui gouverne dans les conditions qu'ont voulues majoritairement les électeurs en mai-juin 1981, a permis des conquêtes réelles qu'aucun tapage mensonger ou aucun silence de la désinformation organisée ne peut faire oublier. »*

M. Mermaz : mobiliser les nôtres

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, mercredi 9 mars, à Belfort : *« Notre problème, ce n'est pas de rassurer la droite. C'est, au contraire, de mobiliser et d'entraîner les nôtres pour faire reculer la droite revancharde. »* M. Mermaz a accusé la droite d'utiliser *« les techniques les plus dangereuses, voire les plus subversives »*. *« On retrouve, a-t-il dit, les tristes résonances de la xénophobie, du racisme, du mensonge et de la manipulation de l'opinion, ainsi que de l'intoxication. »*

LE P.C.I. : RECONNAITRE LES ASPIRATIONS EXPRIMÉES EN 1981

Le comité central du parti communiste internationaliste (P.C.I.), formation trotskiste qui présentait cent quarante-deux listes aux élections municipales, estime que la *« politique d'entente avec les capitalistes »* menée par le gouvernement *« a abouti à ce que la bourgeoisie tout entière, derrière le R.P.R. et l'U.D.F., inflige (...) un échec au P.S. et au P.C.F. »*.

« Qui a fait le jeu de la droite dans ces élections ?, demande le P.C.I. *Qui, sinon Edmond Maire, revendiquant une politique d'austérité renforcée contre les travailleurs ? Qui, sinon Michel Rocard, qui exige que les salaires soient abaissés ? Qui, sinon Jacques Delors, qui dès avant les élections, en octobre, déclarait que le gouvernement ne devait pas craindre l'« impopularité » en prenant des mesures de rigueur renforcée, visant à abaisser le pouvoir d'achat pour une nouvelle période de dix-huit mois ? »* Le P.C.I. estime nécessaire de *« chasser les Delors, Rocard et autres du gouvernement »* et de *« reconnaître les aspirations qui se sont exprimées en 1981 »*.

DANS LE XIIIe ARRONDISSEMENT DE PARIS

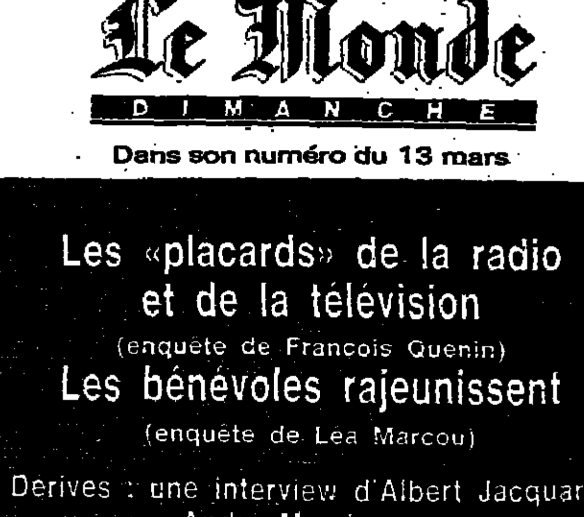
M. Quilès : des marchés et encore des marchés...

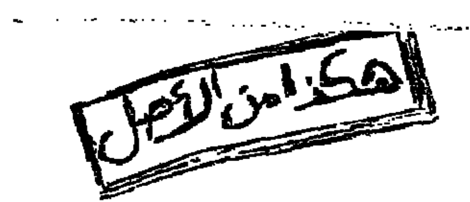
« Des marchés et encore des marchés, des commerçants et encore des commerçants, des appartements et encore des appartements » : telles sont les visites auxquelles M. Paul Quilès compte se consacrer exclusivement, dans le treizième arrondissement, avant le second tour. Le député socialiste veut ainsi rattraper sur le terrain le retard qu'il a pris, avant le premier tour. Mercredi matin, sur le marché du boulevard Vincent-Auriol, indifférent aux slogans criés par des distributeurs de tracts de M. Toubon, son adversaire R.P.R., M. Quilès s'est donc livré à cet exercice qui n'est pas de ceux qu'il préfère : serrer les mains des ménagères et leur demander de voter pour lui. Au hasard des rencontres, il a reçu des encouragements de sympathisants et aussi enregistré les reproches de ceux qui estiment que les réalisations positives du gouvernement ne sont pas assez mises en valeur.

Certains ont aussi critiqué la télévision pour avoir diffusé avec complaisance, selon eux, les manifestations de travailleurs immigrés dans l'industrie automobile. Beaucoup ont exprimé leur surprise de voir le candidat socialiste mis en ballottage dans cet arrondissement aux fortes traditions de gauche.

Devant un groupe de journalistes, M. Quilès a estimé : *« Mis à part* le Monde, *qui est un grand journal objectif, les autres journaux et les médias n'ont pas donné de ma campagne une image convenable. »* Mais, surtout, le député socialiste du treizième arrondissement s'en est pris à la campagne conduite par ses adversaires, qui, a-t-il reconnu, *« nous a fait du mal »*. Il a précisé : *« M. Toubon a récupéré sans pudeur toutes les propositions faites ici par les élus de gauche et que la municipalité Chirac avait bloquées pour dire qu'avec lui elles aboutiraient. »* Il a ajouté qu'avec ces méthodes *« M. Toubon est un danger pour la démocratie »*. M. Quilès a poursuivi : *« En exploitant le thème de l'insécurité, M. Toubon a organisé une campagne de peur. »* Il a ajouté : *« En nous crachant leur haine au visage, les gens de la droite ont monté les électeurs contre nous. »* Toutefois, selon le candidat de la gauche, le ballottage a provoqué un *« électrochoc »* et *« la gauche se reprend »* : *« Les forces électorales de réserve vont se retrouver pour le second tour, malgré l'effondrement des écologistes et la baisse de l'extrême gauche au premier tour »*, dit-il avant de conclure : *« Nos militants de gauche ont vraiment envie d'en découdre. »*

ANDRÉ PASSERON.





A Marseille : spirale dangereuse

(Suite de la première page.)

Deux saynettes de campagne. M. Gaston Defferre se trouve un après-midi sur les hauteurs du treizième arrondissement. Il est venu soutenir Marius Masse, candidat de la gauche dans le premier secteur. Il y a urgence. Perdre ce secteur revient assurément à perdre Marseille. Alors M. le maire est là. Spectacle assez réjouissant : voir un ministre d'Etat faire la sortie des écoles, câliner les mères de famille, embrasser comme bon pain une jeune femme qui lui promet que les abstentionnistes ne le feront plus. Oui, c'est réjouissant ces traminots qui lui crient : *« Eh té ! Bonjour patron, il faut gagner »*. Et ce maire tout sourire qui répond : *« Bonjour, amis, on va gagner »*. Puis, au sortir d'un supermarché, sur la ZUP, M. Gaston Defferre qui serre les mains de toutes et de tous se trouve en face d'un groupe de Maghrébins. Ces hommes, visages fermés, ont en main les tracts qu'un militant socialiste étourdi leur a remis : *« La droite, c'est vingt ans... »* M. Gaston Defferre détourne la tête, change discrètement de direction et passe sans serrer les mains. Si jamais un photographe...

Deuxième mouvement. M. Jean-Claude Gaudin, le lendemain matin, est en pleine terre defferriste dans ce quartier du Panier, juste au-dessus du vieux port et de la mairie. Le Marseille pittoresque, avec plus d'accent encore, plus d'odeur et plus de linge aux fenêtres. Il est à son aise Jean-Claude Gaudin. *« Aidez-moi, nous allons gagner »*. Il embrasse lui aussi et il serre des mains, toutes les mains, bistrot par bistrot, commerce après commerce. M. Joseph Comiti en est tout frétillant : *« Tout de même, notre Jacqueline Grand, elle est plus jolie que Defferre ! »* Puis vient une épicerie, et à ses vendeurs on voit bien qu'ici on n'a pas l'accent. M. Jean-Claude Gaudin file, brusquement pressé. Si jamais un caméraman...

C'est ainsi qu'il faut gagner. Et donc mettre ses principes en poche et ses espoirs par dessus. On s'y est efforcé. A droite comma à gauche. D'abord dans une furieuse chasse à la liste Marseille Sécurité, dont l'appellation vaut programme. Le patron de cette liste, M. Bernard Manovelli, avocat de combat et dissident exclu du R.P.R., a laissé venir à lui les émissaires. Avec *une moyenne supérieure* à 5 % des voix le 6 mars sur les trois secteurs en ballottage, M. Manovelli avait un dossier plaidable et un charme vénéneux. A droite comma à gauche, on négocia donc ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler en langage électoral — seulement électoral ? — la fusion. La gauche marseillaise a proposé la fusion à l'extrême droite locale. Peut-être avec la conviction, pour partie fondée, qu'un certain nombre d'électeurs *s'étaient égarés* dans un vote de colère. Peut-être, et ce serait plus grave dans un moment de désarroi, par la recherche désespérée d'une bouée, n'importe quelle bouée.

« Defferre est cerné »

On n'en doute pas : cela sera démenti. Et pourtant ! Mardi 8 mars, dans son bureau, recevant les journalistes, M. Defferre interrogé à ce propos, et bien embarassén, *s'était refusé à toute déclaration*. Certes, puisque des négociations bel et bien engagées étaient conduites à ce moment-là par un proche du premier secrétaire de la fédération sociliste, M. Michel Pezet, et qu'elles provoquèrent un certain émoi chez les militants socialistes. Il semble d'ailleurs que plusieurs d'entre eux en auraient directement référé à l'Elysée. Ces négociations échouèrent. Recul d'une gauche revenue à plus de raison ? Où refus de Mᵉ Manovelli et de ses amis ?

Dans l'après-midi du mardi 8 mars, Marseille Sécurité passait un accord avec la liste d'opposition. Officiellement, elle obtenait deux postes de conseillers municipaux réservés à Mᵉ Manovelli et à un de ces colistiers. M. Gasperi, radical. Et l'engagement, en cas de succès, de recevor la somme de 200 000 F pour frais de campagne. Interrogé sur le point de savoir si ces deux postes de conseillers pourraient être des postes d'adjoints, M. Gaudin, assez sèchement, répondra : *« Nous ne promettons rien que nous ne pouvons tenir. On verra en temps utile. »*

Deux sortes d'abstentionnistes

Il faut gagner. Et donc nécessairement pour la gauche chercher son salut ailleurs que dans les décomptes mathématiquement défavorables du premier tour. Les abstentionnistes bien sûr, *« ces abstentionnistes,* qui selon l'appel de M. Defferre, *détiennent les clés de la mairie »*. Des abstentionnistes de gauche se sont, si l'on ose dire, manifestés de deux façons. D'abord une forme de fausse abstention, le vote volontairement nul. Le phénomène est fréquent. Une comptabilité officieuse effectuée après le premier tour a permis de constater que sur l'ensemble de Marseille environ sept mille bulletins de vote pour la gauche avaient été volontairement rayés. Les électeurs avaient barré soit le nom de M. Gaston Defferre, soit les noms des candidats communistes. Soit, les plus coléreux, l'ensemble. Ce mouvement de mécontentement, trop uniforme pour être fortuit, doit-il être mis au compte d'un refus de l'union P.S.-P.C. sensible chez de nombreux militants ? Doit-il être interprété plutôt comme le signe manifeste du fort malaise qui a secoué le syndicat Force ouvrière, un des piliers essentiels de l'édifice defferriste ?

Cela se murmure à Marseille où l'on parle devant ces similitudes d'une consigne de vote nul. En tout cas , ces electeurs ont voté coontre la majorité, pas pour l'opposition. La nuance vaut d'être prise en compte. Que feront-ils au second tour ? Gauche, droite, récidive ? Première inconnue.

Seconde inconnue : les vrais abstentionnistes, près d'un tiers des électeurs sur les trois secteurs. Il est toujours délicat, et dangereux, d'interpréter dans un sens ou dans l'autre, les votes putatifs. Il est plus délicat encore de « chasser » sous peine d'ulcérer l'abstentionniste qui se croit protégé par le secret électoral.

A gauche, comme à droite, on a beaucoup « travaillé » les registres en début de semaine. A l'ordinateur, informatique et liberté, ou à la main. Et, à gauche, que d'amères découvertes ! Des abstentionnistes parmi les sympathisants, passe encore. Mais parmi les militants... Bref, on se rend beaucoup visite ces jours-ci à Marseille.

Au-delà, la gauche par l'étude attentive des résultats secteur par secteur est fondée à parler d'une « réserve ». Cette réserve existe, c'est indéniable, mais est-elle décidée à monter au feu pour barrer *« le retour de la droite haineuse »*, autre thème defferriste ? Est-elle aujourd'hui plus inquiétée par l'arrivée au pouvoir marseillais de certains hommes, *« des représentants de la droite la plus dure cachés derrière l'affable M. Gaudin »* selon le mot d'un interlocuteur ?

« Un vieux lion blessé... »

Comment savoir, quand précisément une campagne électorale en cours sert à faire bouger ces choses-là, à rameuter les troupes ? Car si les situations ne sont pas comparables, l'hémorragie est considérable. Au deuxième tour de *l'élection présidentielle, en mai* 1981, 220 079 Marseillais avaient voté pour M. Mitterrand, 173 600 pour M. Giscard d'Estaing. Au premier tour des municipales, 150 281 voix se sont portées sur la gauche unie, 175 480 en y incluant un peu abusivement Marseille sécurité, sur la droite.

De multiples inconnues, on le voit. Et au-delà, par-dessus tout, une interrogation essentielle. Marseille osera-t-elle tuer papa ? L'a-t-elle déjà blessé à mort par les résultats de ce premier tour ?

« Oui », répond sans hésiter l'opposition qui, plus optimiste que triomphaliste, ne doute plus maintenant de l'issue : *« Defferre est cerné. Il ne récupère pas notre campagne, il la suit »*, affirme M. Bertrand, conseiller de M. Gaudin. Avant d'ajouter : *« Il a raté sa campagne. On ne peut pas tirer dans les deux sens à la fois. Ils savent, il sait qu'ils ne pourront pas gagner. Alors ils s'affolent, ils essaient tout. »* Et, venant d'un giscardien, ce cruel parallèle : *« Cela me rappelle chez nous l'entre-deux-tours de la présidentielle. Tout nous échappait, tout ratait, et nous n'y pouvions rien. Gaston Defferre gagnera sans doute son secteur et perdra les deux autres. C'est fini. Trop de gens ici ont trop de raisons de lui en vouloir. Dans ce cas-là vous savez le bulletin de vote c'est un peu l'arme des lâches. »*

« Non, répondent ses amis, ceux qui ne l'ont pas trahi. Car, déjà, la trahison rôde, l'abandon tente. *« Il a de la ressource, et il n'est jamais aussi bon que lorsqu'on le croit en danger »*, dira l'un d'eux. Là revient en mémoire une déclaration, avant le premier tour, d'un vieux defferriste, M. Marc Borgna, « l'ami Borgna » : *« C'est un lion, un vieux lion peut-être, mais un lion d'autant plus dangereux qu'il est blessé. »*

M. Gaston Defferre, le vieux lion, était dans son bureau mardi, le visage tiré, souriant malgré tout, pour un aveu surprenant : *« Je ne suis pas près d'oublier cette soirée de dimanche dernier. »* Ce jour-là, c'était un homme meurtri, désemparé moins par l'échec que par l'ampleur de cet échec. A un moment, le maire de Marseille, pas l'homme politique ni le ministre, a parlé comme pour lui : *« Vous savez pendant cette campagne, j'ai beaucoup roulé dans Marseille. J'ai regardé la ville et je me suis dit : il n'était pas possible de faire plus et de gérer mieux. »*

M. Defferre, l'homme du « pessimisme noir », oscillait visiblement ce jour-là. L'espoir : *« Est-ce qu'il y aura un sursaut national, un sursaut local. Le sursaut local, j'y crois. Ce sont nos électeurs qui ne se sont pas déplacés. Nous allons les convaincre. Ce sera dur, mais en 1965 cela l'était autant. »* Un silence : *« En 1965, j'étais jugé sur ce qui était fait. »* Puis la résignation morose : *« Oui ce serait une défaite importante. Pendant longtemps on a cru, parce que j'en étais le maire, Marseille ville socialiste. C'était faux et les scrutins nationaux prouvaient bien la puissance de la droite et du parti communiste. J'étais inquiet depuis des semaines car je savais qu'il nous manquerait ces 5 % sur les résultats habituels de la gauche. »*

Un nouveau silence. *« Si je suis battu je n'aurai pas été le seul et des hommes d'une autre taille que moi ont perdu des élections. Jaurès, Churchill, de Gaulle. »*

Cela c'était mardi. Et puis M. Defferre s'est remis à l'ouvrage, la campagne, le porte-à-porte. Vendredi un débat télévisé l'opposera à son adversaire sur FR 3 Marseille. Un débat jusque-là refusé : *« Au premier tour,* dira-t-il en riant, *je ne voulais pas valoriser mon adversaire. Les conditions, évidemment, ont changé... »*

M. Defferre s'est remis à l'ouvrage. Ce jeudi soir, son service de presse faisait l'appel des journalistes pour annoncer que *« le maire demain visiterait un secteur à 11 heures »*. Avec en amical sous-entendu, il faudrait voir à voir.

Attendons de voir, en effet.

PIERRE GEORGES.

RECTIFICATIF. — Dans le tableau des villes de plus de trente mille habitants en ballottage, publié dans *le Monde* du 9 mars, le total des voix de gauche et des voix de droite doit être corrigé à Houilles (Yvelines). M. Dubernard, classé div. droite (4,37 %), appelle à voter pour le maire sortant communiste. Si bien que la gauche totalise 49,12 % des suffrages, la droite 43,22 %, les divers 7,63 %.

TALENCE : M. Deschamps réintègre le P.S.

M. Henri Deschamps, ancien député, maire sortant de Talence (Gironde), a réintégré le parti socialiste, qu'il avait quitté après avoir contesté le choix des militants locaux, qui s'étaient prononcés en faveur de M. Saraben (P.S.) pour conduire la liste d'union de la gauche au premier tour. Avec 36,30 % des suffrages, la liste de M. Saraben a été devancée par celle de l'opposition (41,27 %), mais est arrivée avant celle de M. Deschamps (22,41 %). M. Saraben ne figure plus, toutefois, sur la liste de fusion du second tour, qui est conduite par M. Yves Buffet (P.S.), conseiller général de Talence, et sur laquelle figure en deuxième position M. Deschamps.

Les écologistes entre la neutralité et le soutien à la gauche

Les écologistes n'ont pas adopté partout la même démarche pour le second tour. La règle qui consistait à se maintenir là où ce serait possible, et, sinon, à se retirer sans donner de consigne de vote *est fréquemment appliquée*, mais son respect n'a pas partout la même signification. La neutralité des écologistes est favorable à la gauche à Montpellier (où ils avaient obtenu 5,09 % des voix au premier tour), défavorable à Belfort (8,03 %).

Dans certaines villes, les écologistes, sans prendre position pour le second tour, ont soumis aux listes de la *majorité et de l'opposition un* questionnaire sur des problèmes généraux ou locaux. C'est le cas dans le treizième arrondissement de Paris, où les « verts », qui avaient obtenu 4,30 % des voix, ont agi de cette manière vis-à-vis de MM. *Paul Quilès* (P.S.) et Jacques Toubon (R.P.R.).

A Saint-Étienne, les « verts » (5,40 % des voix) ont décidé, à la majorité les membres de leur liste, de refuser la proposition que leur avaient faite tant M. Joseph Sanguedolce (P.C.F.) que M. François Dubanchet (U.D.F.). Les écologistes se voyaient offrir, s'ils acceptaient de fusionner avec l'une ou l'autre liste, un poste d'adjoint et quatre sièges dans le futur *conseil municipal*.

Ils ont préféré soumettre aux deux listes un *questionnaire, portant, notamment, sur* le référendum à initiative populaire (à la demande de 10 % des électeurs) et sur l'ouverture des moyens d'information municipaux. M. Christian Brodhag, leur chef de file, souligne que les réponses de M. Sanguedolce *sont satisfaisantes et que celles* de M. Dubanchet ne le sont pas.

***D'autres listes écologistes ont choisi de* négocier, le plus souvent avec la majorité. A Rennes, où les « verts » avaient obtenu 6,18 % des voix, le maire sortant, M. Edmond Hervé, ministre de l'énergie, a jugé leurs conditions excessives et les a rejetées. Le chef de file de l'opposition, M. Claude Champaud, s'était déclaré prêt à offrir aux « Verts » *les quatre sièges qu'ils demandaient* à M. Hervé, mais ils ont repoussé cette proposition et préconisent l'abstention.**

Les écologistes ont fusionné avec les listes de gauche conduites par le P.S. à Bron (9,47 %), à Saint Égrève (9,47 %), à Chambéry (9,37 %) et à Orléans (5,26 %), ou par le P.C.F. à Épinay-sous-Sénart (9,99 %), à Antony (9,35 %), à Fontenay-sous-Bois (7,04 %) et à Béziers (6,82 %). A Saint-Chamond (9,41 %), leur chef de file se présente sur la liste de l'opposition.

Dans la Manche, où ils avaient obtenu 10,04 % *des voix à Cherbourg*, 17,89 % à Equeurdreville-Hainneville et 14,54 % à Octeville, les écologistes ont décidé de se *maintenir au second tour*. A Cherbourg, s'ils retrouvaient leurs voix du premier tour, les écologistes provoqueraient la victoire de M. Jean Vaur (U.D.F.) contre le maire sortant, M. Jean-Pierre Godefroy (P.S.).

A Châtenay-Malabry, les *écologistes, qui* avaient recueilli 12,58 % des voix au total, mais qui étaient divisés entre deux listes, se sont retirés sans donner de consigne de vote. Pas de consigne non plus à Arras (9,92 %), à Sélestat (9,41 %), à Besançon (9 %), à Yerres (8,55 %), à Houilles (7,63 %), à Mulhouse (7,22 %), à Villeneuve-Saint-Georges (6,89 %), à Créteil (6,49 %), à Maubeuge (6,10 %), à Saint-Nazaire (5,77 %), à Lille (5,41 %), à Villeurbanne (4,27 %), dans le *vingtième arrondissement* de Paris (4,27 %) à Charleville-Mézières (4,02 %) et dans le deuxième arrondissement de Lyon (3,79 %).

PATRICK JARREAU.

A BELFORT : M. Chevènement et le quatrième siège

Belfort. – A trois jours du deuxième tour, la campagne connaît à Belfort una poussée de fièvre pour l'ultime confrontation entre la liste d'« *opposition nationale* » conduite par M. Pierre Bonnef, arrivée en tête le 6 mars avec 43,10 % des suffrages, et celle de « *Belfort démocratie* », dirigée par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, qui a ressenti comme une blessure les 40,70 % de voix accordées par un électorat qui jusque-là lui avait été plus favorable.

Pourtant il ne faut pas parler d'échec à M. Chevènement. « *Simplement*, dit-il *une mauvaise passe, et j'entands bien gagner dimanche prochain.* » Il pense en effet que « *la droite a su mobiliser au maximum les couches qui lui sont acquises, su réveiller aussi des gens qui l'avaient un peu délaissée précédemment* ». Et il ajoute : « *En ma qualité de membre au gouvernement, j'étais pour elle l'homme à abattre et je dois dire que l'extrême gauche a elle aussi tapé très fort. Or à gauche on a cru chez les nôtres que c'était gagné d'avance. On n'a vu que l'enjeu municipal. C'est que notre électorat est plus friable, plus sentimental aussi que celui de nos adversaires. Il a suffi que les uns ou les autres aient éprouvé quelques petits mécontentements pour qu'ils s'abstiennent ou même emettent des votes négatifs.* »

De notre envoyé spécial

En tout cas voilà les deux camps mobilisés. Dès mercredi M. Bonnef voyait arriver en météore, comme à son ordinaire, M. Jacques Chirac, *que suit, ce jeudi*, Mme Simone Veil, tandis que M. Chevènement recevait pour le soutien de sa cause M. Louis Mermaz, president de l'Assemblée nationale, en attendant la venue de MM. Michel Rocard jeudi et Haroun Tazieff vendredi. En réalité, d'un côté comme de l'autre on sait bien la relativité *de ces concours extérieurs*.

Tout va dépendre en effet des 1 577 électeurs (8,03 %) qui ont donné leurs voix à la liste écologiste de M. Roger Heyer, qui, avec ses colistiers, *a finalement refusé* au lendemain du premier tour de pactiser avec l'un ou l'autre des prétendants demeurés en présence. Car, bien sûr, dès lundi des offres avaient été faites.

« *A droite*, dit M. Heyer, *on nous offrait quatre places en bonne position. A gauche aussi avec, en cas de succès, la promesse d'un poste d'adjoint à l'environnement pour moi-même. Evidemment, nous aurions pu à partir de là nous amuser à faire monter les enchères. C'était même, je l'avoue, très alléchant. On nous donnait la possibilité d'entrer au conseil municipal et d'y travailler concrètement pour nos idées. Mais, précisément en raison de nos idées, de notre philosophie propre d'écologistes, nous avons refusé d'être malhonnêtes avec nous-mêmes.* »

C'est ainsi que les quarante-cinq membres *de la liste écologiste*, à l'issue d'un « vote démocratique », ont décidé mardi soir, par vingt et une voix contre treize et onze abstentions, de laisser leurs électeurs du *premier* tour libres pour leur vote du 13 mars. C'était aussi une façon de couper court aux équivoques et de ne pas laisser s'accréditer l'idée que l'écologie peut virer à gauche ou à droite.

Des réserves

La question est évidemment de savoir maintenant à qui cette liberté de vote va bénéficier. Favorisera-t-elle davantage M. Bonnef que M. Chevènement ? Ce dernier sait bien qu'il y aura partage et qu'en raison *de son handicap l'apport des* écologistes risque de ne pas lui suffire. La preuve en est apportée par la tactique qu'a décidé d'adopter la gauche. Elle consiste moins à séduire les écologistes qu'a appeler à la rescousse les abstentionnistes du premier tour (30,22 % contre 25,38 % en 1977).

« *C'est là que sont nos réserves* », dit M. Chevènement et avec lui M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur. « *Pour les faire monter en ligne on a décidé de recourir aux grands moyens, de dire partout que « votre intérêt, c'est la gauche »*, de proclamer par une débauche d'affiches dont les murs ont été soudain recouverts : « *Stop à la droite* », « *Bonnef = danger* », et, plus encore, on a lancé les militants sur le terrain, fait donner les syndicats ainsi que les dirigeants d'associations locales. Bref, selon une formule de M. Dreyfus-Schmidt, on a fait « *intervenir les spécialistes du second tour, qui savent toujours être là dans les grandes occasions* ». Aussi bien travaille-t-on de la sorte dans les deux grandes usines de la ville, Alsthom et Honeywell-Bull. Pour mieux s'assurer encore de cette levée en masse, M. Chevènement a décrété Belfort en état de siège : « *La droite assiège Belfort, il faut qu'elle s'y casse les dents.* »

Voilà qui est bel et bon, mais voilà aussi qui, par un effet contraire, pourrait servir M. Bonnef. Ce n'est *pas certes que ceux qui le soutiennent*, et particulièrement le R.P.R., restent inactifs. Mais, paradoxalement, M. Bonnef, qui, lui, se présente sur sa liste en non-inscrit, *refuse de s'émouvoir et serait tenté* d'évoquer à son profit une certaine « *force tranquille* » qui fit recette il y aura bientôt deux ans. S'il croit assurément que « *les électeurs confirmeront le naufrage du ministre qui voulait devenir maire* », il le croit *prudemment*.

Les abstentionnistes ? « *S'ils viennent voter, il y en aura aussi pour nous.* » Les écologistes ? M. Bonnef compte parmi ses colistiers M. Pierre Michaillard, vétérinaire de trente-neuf ans qui fut président de l'Association belfortaine de la protection de la nature et qui a gardé de solides amitiés dans le milieu des « verts ». Et puis, dit encore M. Bonnef avec un petit sourire, « *cet affichage sauvage auquel se livre depuis quelques jours le parti socialiste n'est peut-être pas fait pour séduire particulièrement des défenseurs de l'environnement* ».

Quant à ce nouvel « *état de siège* » qui voudrait faire de lui en quelque sorte un chef de guerre prussien, il s'en amuse et affecte même de s'en irriter : « *Cela fait partie d'une campagne aussi calomnieuse que méchante. Nos adversaires s'affolent. Moi faisant le siège de Belfort alors que j'y suis né, que j'y vis, que ma femme y est née et avant elle ses parents et ses grands-parents... M. Chevènement a beau dire qu'il y est né lui aussi, qu'il y a fait son service militaire, laissez-moi rire.* »

Sur la touche

Mais, à Belfort, il y a un autre élément à prendre en compte dans *l'analyse du mauvais résultat de* M. Chevènement le 6 mars dernier. C'est la façon dont fut mis sur la touche M. Emile Gehant, le maire sortant socialiste. Sans doute M. Gehant se comporte-t-il aujourd'hui en allié loyal et inconditionnel du ministre de la recherche et de l'industrie. *Mais au début, lorsque* le parti a imposé M. Chevènement comme tête de liste, M. Gehant, « Milo » comme l'appellent les Belfortains, prit la chose assez mal. Et pour le vieil électorat de gauche cela a pu compter. Même si M. Gehant rejoint le CERES, il reste, pour les anciens, un S.F.I.O. qui ne méritait pas d'avoir à « *avaler les couleuvres qu'on lui fit avaler* ». Est-ce à dire que M. Chevènement ait pu pâtir de cette affaire interne et délicate ? Il *refuse de le croire*, « *mais*, dit-il, *évidemment, si j'étais définitivement battu, on ne manquerait pas de le dire* ».

Conscient de n'avoir pas partie gagnée, M. Chevènement espère tout de même, mais avec la certitude que le résultat sera de toute façon *très serré*.

En dehors de ces considérations générales, les questions proprement belfortaines apparaissent un peu secondaires. M. Bonnef s'est entendu et s'entend encore rappeler un rapport de la Cour des comptes critiquant le financement de la construction *d'une patinoire* à l'époque où il était maire, avant 1977.

« *D'abord*, répond-il, *il y avait une autorité de tutelle qui était le préfet de l'époque, M. Pinel, aujourd'hui préfet de la région de Bourgogne. Il a entériné le dossier. Il ne l'aurait pas fait s'il y avait eu des irrégularités. Et puis, cette patinoire, toute le monde depuis l'a utilisée, à commencer par les socialistes, qui sont venus y fêter la victoire du 10 mai 1981. Non, vraiment, c'est une bien mauvaise querelle.* » Il renvoie la balle : « *Aujourd'hui, tout est entre les mains des socialistes, la mairie comme le conseil général. On retrouve partout les mêmes personnes, elles interviennent dans tout, elles font de tous les conflits sociaux des affaires politiques. Ce n'est pas comme cela que l'on pourra attirer les petites et moyennes entreprises nécessaires à la création d'emplois nouveaux.* »

Cette omniprésence socialiste *dans un département de dimension* restreinte a pu, elle aussi, jouer son rôle dans les résultats du 6 mars.

Cependant, en dehors d'une agitation militante, Belfort, au pied de ses bastions colossaux et de son lion, vit sans émoi sur les deux rives de la Savoureuse aux eaux tranquilles ce nouvel et quatrième état de siege proclamé par M. Jean-Pierre Chevènement, *héritier inattendu de* Denfert-Rochereau.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

M.M. QUILÈS ET TOUBON RÉPONDENT AUX VERTS

Les Verts pour Paris du treizième arrondissement ont reçu la réponse de M.M. Toubon et Quilès aux quatre questions qu'ils leur avaient posées (*le Monde* du 10 mars). A propos d'une *télévision locale*, M. Quilès appuiera « *le moment venu* » *cette proposition* auprès du ministre de la communication. M. Toubon est également prêt à intervenir : il indique que le câblage annoncé par le maire de Paris traitera en priorité le treizième.

Une *maison des associations* ? M. Quilès s'y montre favorable. M. Toubon annonce qu'un local sera mis à la disposition des associations dans l'ancien hopital Marie-Lanelongue et que cinq ou six maisons de quartier seront ouvertes dans *le treizième*. A *propos* de l'institution du *référendum local* les deux candidats ne souhaitent pas un recours trop fréquent à ce mode de consultation dont ils approuvent toutefois le principe. M. Toubon précise qu'il déposera une proposition de loi à ce sujet.

Enfin, en ce qui concerne la « *centrale nucléaire de Nogent* », les deux candidats sont hostiles à un arrêt des travaux.

RHONE

BRON. – Les Verts pour Bron ont *enregistré un score flatteur* au premier tour. Avec 9,47 % des suffrages, la liste écologiste, conduite par Mme Marguerite Marquet, sera l'arbitre du duel du second tour entre MM. André Sousi (P.S.), maire sortant (43,02 % des suffrages), et Vincent Guittard (U.D.F.-C.D.S.), *qui a totalisé 47,50 % des voix*. Les négociations entre les partis de gauche et les écologistes ont abouti à la constitution d'une liste – « La gauche unie et les Verts », – dont l'intitulé montre clairement que les candidats de la troisième voie entre la gauche et la droite conservent leur *autonomie*.

Les concessions socialistes sont importantes. En cas de victoire, les écologistes auraient quatre élus, dont un adjoint chargé de l'environnement. Les Verts ont également obtenu des engagements précis pour la consultation de la population sur la croissance urbaine et la garantie d'une expression autonome dans le bulletin municipal. Mme Marquet commente : « *Nous avons tenu compte dans notre choix, démocratiquement approuvé par nos militants, de la situation particulière de Bron, où, en cas de victoire de M. Guittard, la démocratie serait en danger.* » – (*Corresp. rég.*)

A CHERBOURG : le front du refus

Cherbourg. – Du « cinéma » toute cette agitation. Suicidaire ! Occuper les grues du port pour empêcher la ville de gagner son pain, mais qu'est-ce que *qui leur prend* ? Un baroud d'honneur avant la dispersion ? L'énergie du désespoir ? Voilà ce qu'on disait à Cherbourg en janvier dernier, lorsque les « écolos », en liaison avec le mouvement Greenpeace, avaient tenté d'empêcher le débarquement de *nouveaux combustibles* irradiés destinés à l'usine de retraitement de la Hague.

Dimanche 6 mars au soir, les chiffres sont tombés : 10 % à Cherbourg, 14 % à Octeville, 15 % à Tourlaville (avec deux élus) et même 18 % à Equeurdreville-Hainneville, le faubourg *ouvrier* du port, où la gauche, constamment reconduite depuis 1902, est pour la première fois mise en ballottage. Voilà-t-il pas que les « zozos » de la lutte anti-nucléaire se muent en empêcheurs de voter en rond ! On n'en revient pas dans la rade.

Ici, à Cherbourg, les « coupables » sont identifiables : ce sont ces écolos d'où émane cette agitation intempestive, entretenue comme à plaisir pour décourager le redéploiement *industriel et donner un* coup d'arrêt aux grands travaux qui transforment tout le nord Cotentin.

M. Jean Vaur, qui a recueilli 46 % des suffrages avec sa liste d'union de l'opposition, (contre 43 % au maire sortant) les soupçonne d'avoir retardé son élection d'un tour. « *Mais moi, je ne leur ai jamais fait de promesses* », dit-il, en soulignant ces états de service : atomiste dans la marine, dix-huit ans à la chambre de commerce et présentement pharmacien, comme le député socialiste, M. Louis Darinot, qui avait démissionné, il y a trois ans, de son mandat de maire : « *pour se consacrer à son travail parlementaire* ». Quant au maire sortant, M. Jean-Pierre Godefroy, ancien ouvrier de l'arsenal, passé par la C.G.T., le P.C. (« *pendant un an et demi* ») et le P.S. depuis 1974 (tendance CERES), il fait contre mauvaise *fortune bon cœur* : « *Je préfère qu'ils aient eu 10 % pour se maintenir*, dit-il, *comme ça on saura où ils sont dimanche soir.* » Sous-entendu : savoir s'ils sont à gauche ou à droite.

« Les tripes à gauche »

Non contents de fausser le jeu électoral au premier tour, en effet, les écologistes de Cherbourg et de la *communauté urbaine ont* décidé de se maintenir au deuxième, même à Cherbourg, au risque de « faire passer la droite ». Car, pour les militants anti-nucléaires, pour les partisans des énergies douces et les pacifistes, indignés que « *les héritiers de Jaurès vantent les sous-marins nucléaires* », on ne fait plus, aujourd'hui, la différence entre partis de gauche ou partis de droite. « *Ils sont tous d'accord pour vendre la ville à COGEMA* » (1), constatent avec aigreur les « alternatifs » d'Equeurdreville et le noyau dur de la liste Cherbourg-Ecologie conduite *par une jeune animatrice* de M.J.C., Mme Dominique Gavory, ancienne militante du P.C. et « *toujours syndiquée à la C.G.T.* ».

Pour elle, qui a « *les tripes à gauche* », la décision de maintenir sa liste n'a pas été facile à prendre. Il a fallu dix heures de discussions dans la nuit du 7 au 8 mars. Mais c'est une question d'honneur : « *Nous qui avons tant reproché aux partis de gauche de s'être reniés, nous ne pouvons pas trahir notre serment de refuser toute récupération* », dit-elle avec son désarmant sourire.

A la C.F.D.T., qui a toujours soutenu localement le mouvement contre l'importation des déchets nucléaires étrangers, on est très embarrassé. « *La C.F.D.T. avait réussi ce tour de force d'unir dans l'action les écologistes et les travailleurs* », observe le secrétaire de l'union de secteur, M. Bernard Cauvin. Mais maintenant ? Le syndicat a donc diffusé un communiqué, le 9 mars, dans lequel, tout en reconnaissant « *les insuffisances et les incohérences de la politique du gouvernement* », il rappelle que « *le retour de la droite au pouvoir serait une très mauvaise opération pour les travailleurs* » et juge donc « *inacceptable* » le maintien d'une liste écologiste au deuxième tour à Cherbourg.

De notre envoyé spécial

Même les élus les plus proches du mouvement réprouvent l'attitude des écologistes. Ainsi M. Gabriel Soria, tête de liste à Octeville et pratiquement assuré d'être élu : « *Ils sont anti-nucléaires, ils l'ont prouvé. Mais ils ne sont pas vraiment écologistes. L'autogestion suppose la discussion et la participation. Or ils les refusent.* » Pour ce professeur de dessin technique syndiqué au SGEN-C.F.D.T., qui a longtemps milité au P.S.U. « *avec Rocard* » et qui se bat surtout pour la défense des droits de l'homme, « *le lobby nucléaire existe, il est même très puissant* ». Mais, ajoute-t-il, « *le socialisme ne peut pas s'arrêter au nucléaire* ». Tout en restant hostile à l'extension de l'usine de la Hague et en s'affirmant vigoureusement écologique (« *au vrai sens du terme* »), il n'admet pas l'attitude « *gauche-droite, bonnet blanc-blanc bonnet* », adoptée par les écologistes cherbourgeois. De leur côté, les écolos se défendent d'en rester au nucléaire. « *C'est par le nucléaire que nous avons pris conscience des autres nuisances* » : « *c'est en luttant contre l'extension de la Hague que nous avons compris qu'il fallait nous organiser* », constate M. Daniel Bosquet, tête de liste à Equeurdreville.

« *En partant du nucléaire*, dit un colistier, *on arrive aux ressources énergétiques, au gaspillage et aux emballages perdus. C'est la pédagogie de l'écologie vécue.* »

Une écologie vécue tellement près du terrain que la lutte électorale dans ce contexte devient presque accessoire. « *On ne peut pas entrer dans le jeu de la politique et refuser de le jouer* », conclut M. Soria, qui avec le maire de Cherbourg, a dû chaque fois *intervenir pour sortir* les militants des commissariats de police. A quoi les écolos, excédés par les « *trahisons politiques* », répondent qu'ils veulent en effet briser le jeu, délibérément. « *On est prêt à une rupture idéologique* », explique un des théoriciens de Cherbourg-Ecologie, qui se veut à la recherche d'une « *autre gauche* », *ni mitterrandiste, ni chevènementiste, ni communiste* ». Mais cette position, qui sent son « rocardisme », ne fait pas l'unanimité des militants. La marginalité gouvernementale a son charme, mais la marginalité tout court demeure le point de ralliement.

ROGER CANS.

(1) Compagnie générale des matières atomiques, qui a la gestion de l'usine de la Hague.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 9 mars, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Le communiqué déclare notamment :

● CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant l'approbation de la convention franco-algérienne du 17 mai 1982 et de la convention du Conseil de l'Europe du 24 novembre 1977.

● LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR LE SEXE

Mme le ministre délégué chargé des droits de la femme a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe (voir *le Monde* du 10 mars).

S'inspirant de ce qui existe en matière de lutte contre le racisme, ce texte modifie le code pénal et complète la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse. Il fixe le régime des incriminations en matière de délit de presse, de provocation à la discrimination, à la haine et à la violence, d'injure et de diffamation en fonction du sexe.

Il autorise les associations qui, de par leurs statuts, ont pour objet depuis au moins cinq ans de combattre les discriminations fondées sur le sexe à exercer les droits reconnus à la partie civile, notamment en cas de refus d'embauche et d'offre d'emploi discriminatoires.

Par ailleurs, le ministre a présenté un bilan des principales actions entreprises pour assurer l'égalité effective des droits et des chances entre les femmes et les hommes : le dépôt au Parlement du projet de loi relatif à l'égalité professionnelle ; l'organisation de stages pilotes de formation dans les secteurs créateurs d'emploi ; la définition de droits sociaux nouveaux pour les conjoints d'artisans et de commerçants ; l'amélioration de la situation des femmes seules et des femmes les plus défavorisées, qui bénéficient désormais du versement de l'allocation d'orphelin en cas de non-paiement des pensions alimentaires ; la réalisation de l'égalité fiscale entre les époux ; l'allégement de la fiscalité pesant sur les parents qui travaillent et qui ont des enfants en bas âge ; l'information du public grâce notamment à la diffusion du « guide sur les droits des femmes ». *(Lire page 19.)*

● LES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur le développement des enseignements artistiques, préparée en liaison avec le ministre de la culture. Les mesures prises ont pour but de promouvoir une éducation artistique diversifiée dans ses disciplines, élargie dans ses techniques et fondée sur une large coopération entre le secteur éducatif et le secteur culturel.

Elles concernent :

– L'organisation de l'enseignement : le gouvernement a décidé d'accorder en priorité les moyens nécessaires pour que puissent être progressivement assurées toutes les heures d'enseignement qui ne l'étaient pas jusqu'ici ; des professionnels des différentes disciplines artistiques seront invités à participer à ces enseignements ;

– La formation initiale et continue des maîtres, pour laquelle un effort prioritaire sera entrepris par les universités en liaison avec les établissements culturels : la place des disciplines artistiques sera accrue dans les programmes des écoles normales, dans les concours de recrutement et dans les centres de formation de personnels enseignants ;

– La diversification des enseignements artistiques : à côté des arts plastiques et de la musique, des initiations à l'expression dramatique, à la photographie, au cinéma et à la vidéo seront développées sous forme optionnelle ;

– L'encouragement des pratiques artistiques permettant de développer la sensibilité et la créativité des élèves : les institutions culturelles seront plus largement ouvertes aux écoliers, aux collégiens et aux lycéens.

Ces actions seront menées conjointement par les ministères de l'éducation nationale et de la culture. Elles feront l'objet d'une large concertation aux niveaux local, départemental et régional ; des conventions de développement culturel, conclues entre l'État et les collectivités territoriales, constitueront un moyen privilégié pour assurer leur mise en œuvre.

● LA POLITIQUE DE MAITRISE DE L'ÉNERGIE

Le ministre délégué chargé de l'énergie a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de maîtrise de l'énergie (voir *le Monde* du 10 mars).

NOMINATIONS

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

M. *Jean Berthier*, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé directeur des routes.

M. René Rossi, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé chef du service régional de l'équipement de la région d'Ile-de-France, avec rang et prérogatives de préfet.

Sont nommés à la commission des sondages, en qualité de membres suppléants : MM. Frédéric Tiberghien, et Jean-Eric Schoettl, auditeurs au Conseil d'État.



KARL MARX, CENT ANS APRÈS

Marx est mort le 14 mars 1883. Plusieurs livres sont publiés à l'occasion de cet anniversaire : notamment les biographies d'Arthur Conte et de Franz Mehring, et le tome de la *Correspondance*. Cent ans après, que pouvons-nous dire encore de Marx ? Une fois de plus, il va susciter sûrement les commentaires les plus discordants. Certains l'accuseront d'avoir engendré le pire. D'autres, qui feront son éloge, se laisseront aller aux excès de la dévotion. Ici même, la figure de Marx *provoque des jugements* contradictoires. Étrange destin de ce penseur qui se défendait d'être marxiste et qui, sans doute, ne l'était pas plus que Descartes n'était cartésien.

A travers ses lettres, les tourments et les combats

LE tome IX de la *Correspondance de Marx et d'Engels* (juillet 1867 – décembre 1868) vient à point, en cette année de célébration du centenaire de la mort de Marx, pour donner une *image in vivo* de ces Castor et Pollux du mouvement ouvrier international.

La publication du Livre premier du *Capital*, l'activité de Marx au conseil général de l'Association internationale des travailleurs, ses combats contre les proudhoniens, contre les lassalliens et, déjà, contre Bakounine, constituent la trame des divers échanges épistolaires. Sur le plan de la vie quotidienne, les ennuis de santé et d'argent de Marx dont la famille ne doit de subsister qu'à la générosité fraternelle d'Engels, son amour pour ses filles en proie à la scarlatine et, en ce qui concerne Laura, en situation de mariage avec Paul Lafargue, sont remarquablement présents. Sur le plan historique, les questions irlandaise et polonaise et le problème de savoir s'il existe un danger de guerre entre la France de Napoléon III et la Prusse de Bismarck constituent la toile de fond.

Rien ne manque à ce tableau, même pas la tendre sollicitude de l'épouse, Jenny, qui écrit à Kugelmann, à propos du *Capital* : « *Rarement livre aura été écrit au milieu de plus de difficultés, et je pourrais, sur ce chapitre, écrire une histoire secrète qui révèlerait un grand nombre, un nombre infini, de soucis, d'angoisses et de tourments. Si les ouvriers avaient la moindre idée des sacrifices qu'il a fallu faire pour mener à bien cette œuvre, ce livre qui n'a été écrit que pour eux et dans leur intérêt, ils manifesteraient peut-être plus d'intérêt.* » Voilà qui est très loin de l'image de « *Marx bougeois allemand* », malencontreusement proposée au public il y a quelques années.

Le printemps du mouvement ouvrier

D'autre part; diverses lettres montrent que Marx était énergiquement hostile à tout « culte de la personnalité ». Il a en effet refusé le titre de président du conseil général de l'Internationale que certains lui proposaient, et il a même empêché que soit instituée une telle présidence. Il entendait demeurer, dans le conseil général, le secrétaire pour l'Allemagne.

Il est extrêmement stimulant, pour l'historien, d'enregistrer les nombreuses concordances qui existent entre la correspondance de Marx et les procès-verbaux des séances du conseil général. A travers elles, on peut noter le souci de Marx, d'Engels et de leurs amis d'éviter toute personnification bureaucratique des rôles assumés par les dirigeants du mouvement – en quoi ils se distinguent des lassalliens, des bakouninistes et de Bakounine lui-même.

Une certaine simplicité du style et du ton des lettres échangées, qui n'exclut ni la franche amitié entre Marx et Engels ni la rudesse salubre à l'égard de leurs adversaires, révèlent des mœurs profondément honnêtes, allant souvent de soi à cette époque et devenues plus exceptionnelles de nos jours. Au conseil général de la I[re] Internationale, on s'appelait citoyens et non pas camarades. Mais la camaraderie était sans doute plus fréquente et plus forte qu'elle ne le sera dans les temps ultérieurs. C'est un peu du printemps du mouvement ouvrier révolutionnaire qui nous est offert au fil de la *Correspondance* de 1867-1868.

(Dessin de CAGNAT.)

Répondant à une demande de l'économiste Danielson de Saint-Pétersbourg, Marx déclare : « *Je ne possède pas moi-même de collection de mes écrits rédigés en diverses langues et imprimés en divers lieux. La plupart ne sont pas disponibles en librairie.* » Il rédige ensuite une « *brève notice* » sur son « *activité politico-littéraire* ». Eléments précieux pour comprendre la vision qu'il avait de cette activité.

En effet, il énumère ses principaux ouvrages en les rapportant brièvement aux différents moments de sa vie de militant révolutionnaire.

Il y a donc lieu, à notre avis, pour comprendre Marx, de ne pas le traiter seulement en auteur d'un certain nombre de livres, comme on a tendance à le faire dans nos universités. Car Marx a choisi, après le passage de son doctorat de philosophie, une autre voie que celle de la carrière professorale à laquelle il pouvait prétendre. Du comité central de la Ligue des communistes au conseil général de la I[re] Internationale, cette voie fut celle de la construction du parti ouvrier dans la perspective de la révolution prolétarienne. Aussi les ouvrages que Marx appelle modestement ses « écrits », n'ont-ils eu, pour lui, de portée qu'en relation avec les luttes qu'il cherchait à exprimer, à éclairer et à organiser.

Le tome IX de la *Correspondance* met en évidence ce rapport étroit de la pensée et de l'action qui a donné au marxisme sa puissance révolutionnaire et qui lui a permis de survivre à diverses déformations et perversions.

PIERRE FOUGEYROLLAS.

• CORRESPONDANCE DE MARX ET D'ENGELS, tome IX. Messidor, Editions sociales, 479 P., 100 F. Traduit de l'allemand par Paul Laveau et Jean Wetzler.

Les éditions Le Sycomore vont publier prochainement un essai d'Henri Nadel : *Marx et le salariat* (224 p., 79 F).

De la force du verbe à la victoire des armes

LORSQU'IL prononça l'éloge funèbre de Karl Marx au cimetière londonien d'Highate, le 17 mars 1883, Friedrich Engels termina curieusement sa péroraison par quelques mots dont l'éclatant triomphalisme contrastait fort avec la modeste assistance assemblée ce jour-là au bord de la tombe : « *Karl Marx... est mort honoré, aimé et révéré par des millions de collaborateurs révolutionnaires, des mines de Sibérie jusqu'en Californie, en passant par l'Europe et l'Amérique... Son nom vivra dans la suite des siècles : son œuvre aussi.* »

Derrière les quelques fidèles et parents venus rendre les derniers devoirs au maître – le syndicaliste Wilhelm Liebknecht, ses gendres français Paul Lafargue et Charles Longuet, – un observateur perspicace n'aurait entrevu, en imagination, qu'avec beaucoup de peine les puissantes multitudes évoquées par le discours qu'ils venaient d'entendre. Le matérialisme historique, en effet, n'exerçait pas encore son influence sur de très nombreux disciples. Fondée d'après ses principes, la Première Internationale s'épuisait à combattre l'ascendant de Bakounine, dans les convulsions d'une interminable agonie. Or, cent ans plus tard, l'anarchisme flamboyant du grand rebelle russe ne survit qu'au fond des bibliothèques, dans quelques têtes rêveuses, lorsque son célèbre rival domine doctrinalement une moitié de la terre.

Religion d'État

De Moscou à Pékin, de Prague à Luanda, de La Havane aux anciens palais impériaux d'Addis-Abeba, de nombreux pays s'organisent suivant ses principes. Même si leurs gouvernements divergent sur l'interprétation qu'ils en donnent, comme les Chinois et les Soviétiques, même si les peuples en subissent impatiemment les contraintes, comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, le Sud-Vietnam, le système annoncé par le *Manifeste du parti communiste* s'impose à tous à l'égal d'une religion d'Etat. Là où il ne règne pas sur la société comme un dogme absolu, des Parlements démocratiques acceptent son arbitrage, comme en France ou en Italie. Dans la lointaine Amérique latine enfin, dans les maquis de Thaïlande ou de Malaisie, l'ordre impitoyable qu'il instaure ailleurs se change en subversions libertaires.

GILBERT COMTE.

(Lire la suite page 18.)

DEUX BIOGRAPHIES PAR ARTHUR CONTE ET PAR F. MEHRING

Le Taureau et son ascendant

COCTEAU en racontait une bien bonne, sur les alibis de la pédagogie. En sortant d'une pièce débile, des parents se seraient écriés : *«Si nous avions su que c'était si bête, nous aurions envoyé les gosses !»*

Les éditions Nathan se sont fait la spécialité inverse de respecter le jeune public pour ce qu'il est, c'est-à-dire le plus malin qui soit, en même temps que, par force, neuf devant les choses inconnues, confiant, et appelant le maximum de scrupule. Leur *Marx* n'honore pas cette réputation. Non parce que l'auteur, Arthur Conte, s'avoue non marxiste (après tout, Marx, aussi, refusait cette étiquette), mais parce que l'essentiel dans une telle vie, à savoir la genèse des idées, est sacrifié à l'anecdotique, au psychologique, voire à... l'astrologique. Au lieu d'expliquer quel cheminement de pensée a pu conduire de l'idéalisme hégélien au matérialisme historique, Arthur Conte suggère sans rire que l'auteur du *Capital* n'aurait pas été ce qu'il fut, ni pensé ce qu'il a pensé, s'il n'était né sous le signe du Taureau, comme Balzac et Kant, et, qui plus est, *«jupitérien»* !

LES vraies révolutions du dix-neuvième siècle, les illustrations du livre le proclament, furent la vapeur, la locomotive, l'électricité. Le vrai géant fut l'industriel Krupp, qui a *«dominé les hommes et les choses»*; Marx, lui, n'a régné que sur des rames de papier. Il n'a été qu'un *«fauve»*, *«génial»* certes, mais détestable, fat, obtus, besogneux, méfiant, irrésolu, refoulé, brouillon, comme son écriture. Les idées-forces, c'est Engels qui les a eues, lui qui connaissait directement le monde du travail, et non par ouï-dire. Contrairement à Proudhon, prolétaire et autodidacte, Marx n'est qu'un bourgeois imbu de sa valeur et soucieux de bien marier ses filles. Il lui est fait insidieusement grief de n'avoir passé qu'une nuit en prison, d'avoir pioché dans la caisse de l'Internationale, d'avoir cédé, lui juif, à l'antisémitisme – sans expliquer ce que ses propos signifiaient dans le contexte de l'époque, – d'avoir méprisé la terre entière, dont les Français, en incorrigible Allemand !

par Bertrand Poirot-Delpech

Les astres et la psychologie de magazine sont formels : si Marx a *rêvé de grandes revanches sociales*, et les a souvent annoncées à contretemps, c'est qu'il souffrait d'une sale nature, qui transformait sa peur profonde en ambition, et son insuffisance en arrogance. Sexiste, amant sournois de sa bonne, il était avant tout mal dans sa peau, couverte de furoncles. Il n'y aurait eu ni Marx ni marxisme sans certaines diarrhées, causes évidentes de hargne et d'incontinence conceptuelle. M[me] Soleil est enfoncée !

SI on estime, même en ennemi du personnage et de ses idées, que l'origine de la pensée de Marx est à chercher ailleurs que dans ses coliques et anthrax, on préférera l'essai biographique de Franz Mehring, traduit pour la première fois en français par Jean Mortier.

Avec Liebknecht et Rosa Luxemburg, Mehring (1848-1919) est un des ténors de la gauche social-démocrate allemande d'avant la première guerre mondiale. Dès 1918, il tentait de ressusciter le véritable Marx contre les hommes d'appareil, prompts à changer en dogmes ce qui se voulait exclusivement une théorie et une pratique sujettes à révisions. Il n'hésitait pas à contester certaines affirmations du *Manifeste*, à entrer dans les raisons de Lassalle et de Bakounine, ce qui lui valut d'être taxé d'antimarxisme par Kautsky.

Qu'il fût taureau ou pas, gastralgique ou non, l'important est de savoir comment Marx en est arrivé à exercer un tel ascendant sur plusieurs générations de théoriciens et de praticiens de la chose politique. Mehring montre par quel mélange de contingences et de volonté propre se forge un destin de cette ampleur. Il rappelle les origines juives, l'abjuration du père en faveur du christianisme et son ouverture à la culture humaniste, sans omettre certaines anecdotes qui auraient avantageusement trouvé place dans la vulgarisation de chez Nathan : prié, au baccalauréat, d'imaginer les réflexions d'un jeune homme au moment de choisir sa profession, l'élève Marx remarque (déjà) : *«Notre position dans la société est, dans une certaine mesure, engagée avant que nous soyons en état de la déterminer.»*

CETTE sensibilité instinctive aux injustices sociales va trouver à se théoriser en réaction contre une autre théorie, l'idéalisme hégélien, pour laquelle l'Etat concrétise l'idée morale, réalise le rationnel absolu. A propos de Hegel, comme de Démocrite et d'Epicure, Marx pose un principe que la stricte fidélité à son enseignement aurait dû conduire à lui opposer, à lui aussi : que les disciples d'une philosophie qui a commis une erreur de jugement ne doivent pas s'en prendre au maître mais chercher l'insuffisance du principe sur lequel elle se fonde. Pour Marx, il n'y a esprit et savoir que là où il y a mouvement, les fondateurs d'Église auraient gagné à s'en souvenir.

(Lire la suite page 18.)

billet

« Ton rêve est une Égypte »

LA lecture se compare aux plus troublants des voyages. Ainsi, dans cette Anthologie de la poésie française du XX[e] siècle, *le lecteur se promène comme s'il explorait la Toscane ou l'Ethiopie. Certains paysages qu'il pensait familiers prennent une apparence mystérieuse ; d'autres qu'il croyait ne pas connaître ont le charme des lieux désirés et retrouvés. Le hasard ou le caprice gouvernant les flâneries nous ont mené d'abord dans le domaine de Jean Cocteau :*

Rien ne m'effraye plus que la [fausse accalmie
D'un visage qui dort
Ton rêve est une Égypte et toi [c'est la momie
Avec son masque d'or.

« Ton rêve est une Égypte... » *En quelques mots, Jean Cocteau suggère l'infini que recèlent les traits d'une femme abandonnée au sommeil.*

Ensuite, nous avons découvert le fleuve de Paul-Jean Toulet :

Voici que j'ai touché les [confins de mon âge
Tandis que mes désirs [sèchent sous le ciel nu,
Le temps passe et m'emporte [à l'abime inconnu,
Comme un grand fleuve noir, [où s'engourdit la nage.

J'aime particulièrement cette « nage qui s'engourdit ». *Elle résume, d'une manière aussi poignante que discrète, l'infortune de vieillir. Assurément,* « les poèmes, *comme le dit René* Char, sont des bouts d'existence incorruptibles que nous lançons à la gueule répugnante de la mort ».

Le voyage comportait une halte chez Jean Pellerin, que notre époque a impoliment oublié :

Je peindrai l'eau, le ciel, le [port
Et le désert « immense »
A l'heure grise où l'on [commence
A crier *Paris-sport*.

Cette simplicité, cette modestie sont parmi les meilleurs alliés de la rêverie.

Après des visites chez Paul Valéry, André Breton, Henri Michaux, Pierre Reverdy, Guillaume Apollinaire et beaucoup d'autres, il fallait suivre, à la fin, le séduisant Cortège *de Jacques Prévert :*

Un vieillard en or avec une [montre en deuil
Une reine de peine avec un [homme d'Angleterre
Et des travailleurs de la paix [avec des gardiens de la mer.

Cela s'appelle changer la vie.

FRANÇOIS BOTT.

★ ANTHOLOGIE DE LA POÉSIE FRANÇAISE DU XX[e] SIÈCLE. Des années 1890 au début de la seconde guerre mondiale. Préface de Claude Roy. Edition de Michel Decaudin. 490 pages. Poésie Gallimard (35 F).

la vie littéraire

Mazeppa, héros de la steppe

Un homme nu, attaché dos sur dos à un cheval sauvage, traverse dans une course ef*frénée* la steppe immense... C'est le comte Yvan Mazeppa (1644-1709), un noble ukrainien, victime de la vengeance du seigneur polonais Talibeski, dont il avait séduit l'épouse.

Sous la plume de lord Byron, la folle équipée de Mazeppa entre dans la légende ; ce drame inspirera également des poètes comme Victor Hugo *(il lui consacre une de ses plus belles Orientales)* et des peintres comme Géricault, Horace Vernet ou Louis Boulanger.

Dans *Amazone*, la revue du mystère animal que dirige Jean-Jacques Barloy et qui paraît trimestriellement aux éditions du Suran (abonnements : rue Georges-Clemenceau, 39160 Saint-Amour), les origines du mythe d'Yvan Mazeppa sont racontées par Pierre Civet. Dans *le même numéro (janvier 1983, 66 p. 20 F), on* découvrira des études sur les poulpes géants, la cruauté chez l'homme et chez l'animal, ainsi que la fabuleuse histoire d'un mammifère marin, la Rhytine de Steller. – R.J.

Des « Journées mondiales de l'écrivain » à Nice

La Ville de Nice a donné son accord pour des « Journées mondiales de l'écrivain » qui succéderont, en octobre prochain, au « Festival du livre de Nice » créé il y a quatorze ans.

*Marcel Jullian, qui avait créé l'année der*nière le Festival international d'adaptation au *cinéma (FIDAC), est à nouveau au centre de* cette initiative, avec cette fois Jacques Chancel. Se joignent à eux Lionel Chouchan, animateur des festivals d'Avoriaz et de Deauville, le publicitaire Jacques Seguela et le réalisateur de télévision Jacques Samyn.

Pendant cinq jours, du 6 au 10 octobre, les « Journées de l'écrivain » traiteront et illustreront toutes les activités nées de l'écriture, qu'il s'agisse de l'audiovisuel, de livres, de théâtre, *de journalisme.*

L'Energumène gastronome

Une nouvelle revue semestrielle, *les Cahiers de l'Energumène*, vient de paraître, destinée à tous les goûts des lecteurs de goût.

Plutôt luxueux, remarquablement mis en pages sur papier ivoire, grand format, cet *Energumène*, dirigé par Gérard-Julien Salvy, se propose de présenter chaque *semestre une réu*nion très subjective de textes littéraires, de photographies, de dossiers d'architecture et de peinture. Une constante : chaque numéro s'ouvrira sur une recette de cuisine.

Au sommaire de cette première livraison, un « Risotto à la milanaise » de Carlo Emilio Gadda, qui nous dévoile, dans ce texte de 1960, des qualités de fin gourmet organisé : *« La casserole, qu'on tiendra de la main gauche au-dessus du feu à l'aide du manche et d'une poignée de feutre, recevra les quartiers, ou les infimes morceaux, d'oignon tendre, ainsi qu'un quart de louche de bouillon, bouillon mijoté de préférence, et du beurre de Lodi, du supérieur* (...). »

Du même auteur, une nouvelle plus ironique, sinon plus littéraire : « L'incendie de la via Keplero » et des textes de René de Ceccaty, de *James Joyce (sur Daniel Defoe), Christopher* Isherwood, de Sigmund Freud « Personnages psychopatiques sur une scène, 1906 », de Witold Gombrowicz (Souvenirs polonais 1960-61), de Patrick Mauriès, de Jean-Noël Vuarnet, des « Bris-signes » du peintre Jean Degottex, etc. De très belles photos d'Helmut Newton, de David Seymour, d'Alice Springs, de Gisèle Freund, complètent ce substantiel numéro. *(Cahiers de l'Energumène,* 31, rue Victor-Duruy, 75015 Paris. Diffusion Distique. 60 francs.) – N.Z.

Adieu Milou...

J'en ai gros sur le cœur : mon petit copain d'enfance est mort. Si je ne me contenais, je hurlerais à la lune ! Waoû ! Waoû ! Milou est mort...

Je n'oublierai pas son allure de fox au carré, ses oreilles en angle et le bout de queue que Hergé lui avait piqué dans le postérieur pour signaler qu'il s'agissait bien d'un chien. Tintin, lui, pour se distinguer, s'était planté un pinceau sur la tête. En ai-je fait des parties avec Milou ! *Vécu des situations périlleuses qu'aucune* bête au monde n'aurait supportées ! J'ai fureté avec lui dans les poubelles, *me suis damné maintes* et maintes fois pour des os que je déterrais comme des pépites, me suis ensanglanté la truffe aux bords affûtés de je ne sais combien de conserves. La curiosité tout intellectuelle de Milou ne connaissait pas de limites.

Il était attaché – l'amour est aveugle – à ce nigaud de Tintin, ce cabot, qui lui ravissait toujours le premier rôle. Il devait toujours le tirer du pétrin : jamais Tintin ne l'écoutait. Et pourtant, Milou n'était-il pas le sage du duo ? *Ses bulles enveloppaient de profondes* pensées que l'autre, trop imbu de sa personne et décidément trop bête, *ne pouvait saisir*. Ils ont, les premiers, illustré les mystères de l'incommunicabilité (Waf !)... Des deux, le véritable héros c'était Milou.

*Adieu Milou, je t'aimais bien. Je regrette tel*lement que tu n'aies réservé un chien à ma chienne. C'est un fox-papillon. Elle veille sur moi aussi, bien que mon crâne soit dépourvu de brosse, et que je ne sois plus un petit garçon. – B. A.

vient de paraître

Récits

HENRY BONNIER : *le Moko.* – A *quinze ans, René Etienne* se retrouve en prison. La prison d'alors, dans les années 30, c'est Mettray, véritable bagne pour enfants que connut aussi Jean Genet. Après un reportage d'Alexis Danan, pendant le Front populaire, *Léon Blum* ordonna une enquête qui conclut à l'abolition de ce régime de détention. Devenu « le Moko », dans ce bagne, René Etienne sera libéré à l'âge de dix-huit ans, après les peurs, les souffrances, les sévices, imposés à des *adolescents par la société*, au nom du droit. Des blessures inguérissables. (Albin Michel, 380 p., 79 F.)

GÉRARD GUÉGAN : *La vie est un voyage.* – Du milicien qui fuit par les toits à mai 68, du premier camion de Coca-Cola entrant dans Marseille à l'adolescence « Diabolo-menthe », de Paris à *Gdansk*, d'Aragon à Walesa, tout se mêle et se démêle pour Gérard Guégan dans ce voyage de la vie. (Christian Bourgois, 317 p., 75 F.)

Poésie

STÉPHANE MALLARMÉ : *Poésies.* – Le premier des trois volumes des *Œuvres complètes* de Mallarmé. Edition critique établie par le professeur Carl Paul Barbier de l'université d'Edimbourg – mort en 1978 – et l'un de ses élèves, Gordon C. Millan, actuellement professeur à l'université de Glasgow. (Flammarion, 794 p., 170 F.)

P.-A. QUARANTOTTI-GAMBINI : *Soleil et vent.* – Un grand romancier et poète, Friestin – mort à cinquante-cinq ans en 1955, – révélé par son dernier recueil. Traduction de l'italien par Laïla Taba-Hussein. Préface d'André Pieyre de Mandiargues. (L'Age d'Homme. Coll. Unesco d'œuvres représentatives, 136 p., 58 F.)

Lettres étrangères

PAUL THÉROUX : *le Royaume des moustiques.* – L'Odyssée d'une famille qui dit adieu à la civilisation de la technologie, du crime et de la consommation pour fuir sur une côte du Honduras, et y trouve son enfer. Traduit de l'américain par Françoise et Guy Casaril. (Calmann-Lévy, 432 p., 80 F.)

BENJAMIN TAMMUZ : *le Minotaure.* – Un agent secret poursuit une femme mystérieuse dans le labyrinthe des passions et de la trahison. Traduit par Françoise Vernan. *(Buchet-Chastel,* 220 p., 70 F.)

SUSAN SONTAG : *Moi, etcetera.* – Huit nouvelles écrites entre 1963 et 1977, qui jalonnent une recherche sur l'ego américain. Traduites de l'américain par Marie-France de Palomera. (Seuil, coll. « Fiction et Cie », 286 p., 75 F.)

NATALIA GINZBURG : *La route qui mène à la ville.* – Quatre longues nouvelles – quatre brefs romans – publiées en 1964 par l'auteur de *Bourgeoisies* et précédées d'un « petit précis autobiographique » sarcastique. Traduit de l'italien par Georges Piroué. (Denoël, 332 p., 88 F.)

DINO BUZZATI : *Mystères à l'italienne.* – Série de reportages sur l'Italie insolite écrits pendant l'année 1965. Traduit de l'italien par Susi et Michel Breitman. (Robert Laffont, 176 p., 59 F.)

Souvenirs

GRAHAM GREENE : *les Chemins de l'évasion.* – « Mes voyages furent, autant que l'acte d'écrire, des chemins d'évasion », dit l'auteur, qui conte cinquante années de ses souvenirs. Traduit de l'anglais par Robert Louit. (Robert Laffont, 310 p., 78 F.)

NINO FRANK : *10.7.2 et autres portraits.* – Evocation par un traducteur remarquable de quelques-uns des grands artistes de notre époque : James Joyce, Léon-Paul Fargue, Cendrars, Malraux, les Fitzgerald, Hemingway, Pirandello, Babel, Pierre Mac Orlan, etc. (Maurice Nadeau/Papyrus, 360 p., 89 F.)

Témoignage

GILBERT BOVAY : *l'Effraction* – Un réalisateur de la télévision suisse, victime d'une grave erreur médicale, raconte avec un humour poignant son voyage à travers le continent médical. (Ed. Zoé., Diff. pour la France : « Alternative », 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, 92 p., 49 F.)

Essais

ALAIN FINKIELKRAUT : *la Réprobation d'Israël.* – Il faut rendre possible une approche rationnelle du sionisme et d'Israël, estime l'auteur. Il faut réagir aux accusations qui, lors de la guerre du Liban, ont mis Israël au ban de l'humanité et placé le sionisme parmi les grandes idéologies maléfiques de ce siècle. (Denoël, 181 p., 29 F.)

RÉGINE MIHAL FRIEDMAN : *l'Image et son juif.* – Une étude *sur l'image du juif dans le cinéma* nazi par un professeur de l'université de Tel-Aviv. L'auteur démontre que ce cinéma s'est appuyé sur une longue tradition littéraire et iconographique où la représentation avait graduellement animalisé le juif, l'avait démonisé, déshumanisé en l'assimilant à la matière-chair ou argent, donc au mal. (Payot, 261 p., 99 F.)

MILOVAN DJILAS : *Ecrits politiques.* – Sous ce titre, l'ancien collaborateur de Tito, emprisonné après un conflit avec lui en 1953 – il est encore aujourd'hui en résidence surveillée, – présente l'évolution de sa pensée depuis 1969. Ce livre a été publié en 1982 à Vienne. Traduit de l'allemand par Elisabeth Joël. (Belfond, 205 p., 79 F.)

Dictionnaire

JEAN-JACQUES SCHMIDT : *Dictionnaire français-arabe, arabe-français. Mots utiles de la vie courante.* – Un instrument précieux pour les hommes d'affaires, les touristes, les coopérants et les étudiants, même s'ils sont peu familiers de la langue arabe, grâce à une innovation : la transcription en caractères latins des mots arabes pour en faciliter la lecture. (Éditions du Dauphin, 43, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris, 388 p., 80 F.)

Musicologie

CATHERINE KINTZLER : *Jean-Philippe Rameau.* – Splendeur et naufrage de l'esthétique du plaisir à l'âge classique. Les vérités et les illusions de Rameau, figure exemplaire *du rationalisme et du sensualisme* de l'âge classique, qui rêvait de réunir l'homme de science et l'homme de l'art pour les plaisirs de l'homme de goût. (Le Sycomore, 278 p., 86 F.)

Psychanalyse

EUGÈNE ENRIQUEZ : *De la horde à l'État.* – A partir d'une lecture sociologique de l'œuvre de Freud, une analyse des formes du pouvoir dans les sociétés modernes. (Coll. « Connaissance de l'inconscient », Gallimard, 460 p., 150 F.)

GEORGES DEVEREUX : *Baubo, la vulve mythique.* – Développant toutes les implications du mythe grec de Baubo exhibant sa vulve, Georges Devereux dénonce certains aspects du *féminisme contemporain.* (Ed. Jean-Cyrille Godefroy, 199 p., 79 F.)

Biographie

DOMINIQUE GRIMAULT ET PATRICK MAHÉ : *Piaf-Cerdan, un hymne à l'amour, 1946-1949.* – La chanteuse des rues et le boxeur le plus populaire... Deux héros dans la France de l'après-guerre et l'histoire d'un fol amour, qui s'est achevée dans la chute de l'avion Paris-New-York. (Robert Laffont, 279 p., 65 F.)

Histoire

CLAUDE CAHEN : *Orient et Occident au temps des croisades.* – Un ouvrage de synthèse, par un spécialiste, membre de l'Institut, qui analyse l'« *interaction réciproque* » du monde méditerranéen et de l'Orient dit « latin », et qui traite de l'évolution politique, culturelle, commerciale, comme de l'histoire propre des croisades et de l'Orient latin, non en chapitres séparés *mais en interconnexions permanentes.* (Aubier, 302 p., 98 F.)

HENRI FRENAY : *La nuit finira : Mémoires de résistance 1940-1945.* – *La réédition du récit du créateur* du premier mouvement de résistance, prix littéraire de la Résistance en 1974. (Robert Laffont, 607 p., 95 F.)

GUILLAIN DE BÉNOUVILLE : *le Sacrifice du matin.* – La réédition d'un ouvrage de 1946 dont François Mauriac disait : « *Ce livre héroïque est la symphonie de la Résistance.* » (Robert Laffont, 407 p., 89 F.)

ÉGÉRIE : *Journal de voyage.* – Célèbres dans l'Antiquité chrétienne, les pérégrinations en Orient méditerranéen d'une *Gauloise* du quatrième siècle, Égérie, avaient fait l'objet d'une relation attribuée à la voyageuse. Redécouvert en 1884, ce texte unique en son genre par son ton et son contenu est réédité cette fois avec une riche introduction de *Pierre Maraval. (Texte bilingue* français-latin, Éditions du Cerf, 390 p., 297 F.)

ÉMILE DERMENGHEM : *Vie des saints musulmans.* – Réédition revue et commentée de ce classique, jadis publié en Algérie, du meilleur orientaliste européen, sur la vie et la légende de personnages importants du panthéon populaire de l'Islam. (Éditions d'aujourd'hui, 83120 Plan-de-la-Tour, 410 p., 110 F.)

HENRI BRUNSCHWIG : *Noirs et Blancs dans l'Afrique noire française.* – La participation noire au processus colonial. (Flammarion, 250 p., 75 F.)

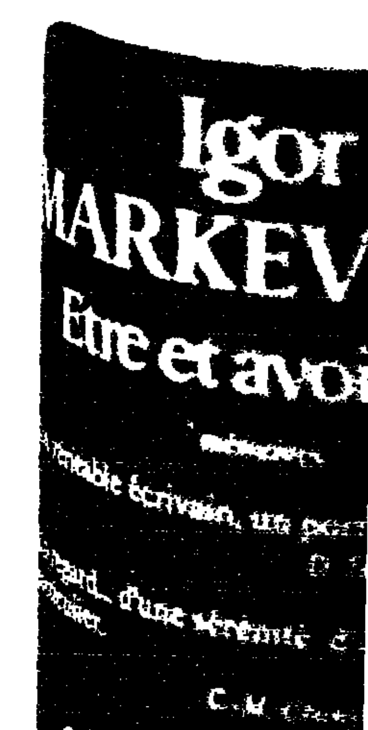
en bref

● *LES* « ŒUVRES » DE JEAN JAURÈS EN VINGT VOLUMES, comprenant des textes inédits ou longtemps introuvables, vont être publiées par les Éditions Privat de Toulouse, dès la fin de l'année. Éditée sur l'initiative de la Société d'études jaurésiennes, présidée par Mme Madeleine Rebérioux, directrice du Musée d'Orsay, cette série retracera un panorama complet de l'activité politique, journalistique et philosophique de Jaurès et sera inaugurée par deux volumes réservés aux écrits de jeunesse.

● LE PREMIER SALON DU *LIVRE DE LYON aura lieu du 19 au* 28 mars à l'occasion de la Foire internationale de Lyon. Selon son organisateur, le Syndicat national de l'édition (S.N.E.), « *cette manifestation mettra particulièrement en avant le dynamisme de l'édition et de la diffusion régionales. De nombreux éditeurs, dont trente régionaux, nous ont déjà assurés de leur présence ; ils s'attacheront à mettre leur fonds à la disposition des visiteurs. Les libraires locaux participeront à la gestion des stands, créant ainsi pendant dix jours la plus grande librairie de la région* ».

● UN COLLOQUE STENDHAL est organisé le samedi 26 mars à Caen par le centre de recherches sur la modernité que dirige Pierre Barbéris. *Le thème en sera* « Stendhal et la modernité », avec des communications sur « Stendhal et la Grèce », « Stendhal et la renaissance italienne », « Lectures « réactionnaires » de Stendhal », « *La naussée de Henry Brulard* » « Stendhal et l'horizon Rousseau, » « La classe pensante et les intellectuels : quel avenir ? » « Stendhal et l'opéra ». *(Amphi 003, à partir de 9 heures).*

● *AU MANS (SARTHE)*, 1983 EST « L'ANNÉE POÉSIE », conçue et réalisée par le collectif Poésie et la revue *Parole* avec le soutien de la municipalité. Outre une manifestation mensuelle, Le Mans propose, toute l'année, un « *téléphone poétique* », avec un poème nouveau chaque semaine au (43). 82-47-91. (S'adresser à Bernard Gueit, 59, rue de Saint-Aubin 72000 Le Mans).



au fil des lectures

Romans

BREFS REFLETS

Deux cents pages, quatre-vingt-quatorze chapitres, ou plus exactement quatre-vingt-quatorze *instantanés. Un souvenir d'enfance*, les brumes d'un rêve, un fait divers, et clic-clac ! Giton, journaliste au *Soleil*, prend la photo, soit une trentaine de lignes ; puis l'on passe à autre chose. Hubert-Hubert Bove, son patron n'en demande pas davantage : des croquis qui comblent un trou. Giton *fait flash* de tout et il faut lui reconnaître le don de bien diriger son objectif sur ce que les grands hommes ou les sans grade ont de plus ridicule. Le don aussi d'un certain rythme syncopé et du mot qui permet aux clichés d'échapper au stéréotype.

Ces récits-variations reprennent parfois le même thème et les mêmes images situés sous la ceinture avec *un tantinet d'insistance qui* amoindrit les effets. Mais ne boudons pas le plaisir, ce *curriculum* a des bons moments, brefs reflets de notre société.

P.-R. LECLERCQ.

★ **CURRICULUM VITAE BIEN TEMPÉRÉ, de Maurice Kherroubi, Balland, 200 p., 59 F.**

LE TRAITRE DE L'ILE BOURBON

Un enfant de pionniers qui rêvait de flibuste, d'aventures au long cours. C'est Guillaume Brancher, colon, fils de colon, habitant à Saint-Paul, en l'île Bourbon où il est *né* en 1715. Nous sommes en l'an de grâce 1737 et Guillaume écrit fébrilement, dans sa cellule de condamné à mort, le récit-testament que nous lisons. Tandis que le jeune Guillaume court dans les montagnes avec ses cousins, la colonie s'enrichit rapidement, les bateaux négriers multiplient leurs escales. Parce que seule l'aventure, la chasse, la course dans les Hauts l'intéressent, Guillaume Brancher devient chasseur de Noirs. Ou plutôt de « marrons », comme on appelle ceux qui s'évadent, pour échapper aux mauvais traitements, ou par goût de la liberté. La colonie lance à leurs trousses des détachements de volontaires, de tueurs, qui massacrent, et rapportent la main droite de chaque homme abattu. On cloue le trophée sur la porte de l'église.

Ces détails ne sont pas le fruit de l'imagination de l'auteur Daniel Vaxelaire. Tout est vrai dans ce roman aux airs cruels et naïfs. Vrai comme la mort de Guillaume Brancher, relatée dans les registres du Conseil supérieur de Bourbon. Accusé *« du crime de haute trahison, d'assassinat et de complot contre les Blancs de la colonie »*. Il sera fouetté, pendu et étranglé, sa main droite coupée et clouée à l'emplacement prévu à cet effet, avec celles des « marrons ».

Guillaume Brancher a trahi. Pour une histoire d'embuscade ratée, il s'est retrouvé parmi des « marrons ». Il s'est senti bien avec ces insoumis, l'aventure, elle était plutôt là. Ça n'a pas duré longtemps, l'histoire l'a rattrapé.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ **CHASSEUR DE NOIRS, de Daniel Vaxelaire. Editions Lieu commun, 306 pages, 71 F.**

Essai

JEAN ROSTAND, BIOLOGISTE ET MORALISTE

Andrée Tétry, qu'une amitié quadragénaire lia à Jean Rostand, *« l'homme des grenouilles »*, nous présente tour à tour le biologiste expérimentateur, l'historien des sciences, le vulgarisateur populaire, le moraliste percutant, le polémiste redoutable et l'accusateur lucide des *inégalités sociales*.

Elle n'oublie pas l'écrivain qu'il fut dans sa jeunesse : de 1919 à 1931, il publia plus de douze volumes qui révèlent, note Étienne Wolff dans sa préface, *« une âme d'idéaliste révolutionnaire »*. On y recueille déjà des aphorismes acérés comme Rostand les cultivera par la suite ; sur le mariage, par exemple : *« On est mal fait pour le mariage quand on n'a l'étoffe ni d'un despote ni d'un esclave. »* Ou sur la propriété : *« Si la propriété n'est certainement pas le vol, le superflu est à coup sûr l'assassinat. »*

Andrée Tétry nous apprend enfin que Jean Rostand, d'une curiosité toujours en éveil, avait été initié à la psychanalyse par son ami le docteur René Laforgue. Pendant deux ans, il s'étendit même sur le divan du docteur Parcheminey ; il y perdit, dit-il, sa timidité et gagna une solide connaissance des théories freudiennes, dont il n'admettait pas qu'elles fussent assimilées à ces fausses sciences, comme l'astrologie ou la radiesthésie par exemple, qu'il ne cessa de combattre.

ROLAND JACCARD.

★ **JEAN ROSTAND, PROPHÈTE CLAIRVOYANT ET FRATERNEL, d'Andrée Tétry. Préface d'Étienne Wolff. Fondation Singer-Polignac. Ed. Gallimard. 387 p., 120 F.**

romans policiers

Éternelle angoisse...

● **GABRIEL VERALDI**, le romancier d' *A la mémoire d'un ange* et de *la Machine humaine*, publie un excellent petit livre sur le roman d'espionnage : *« Tout roman où les diverses activités clandestines des services spéciaux, des organisations secrètes, des groupes de pouvoir, etc., jouent un rôle essentiel. »* De l'entrée furtive de l'espion dans la littérature, avec Fenimore Cooper et Balzac, son triomphe anglo-saxon avec William Le Queux, Kipling et John Buchan, Veraldi suit le progrès de l'espionnite comme arme de propagande. Il passe en revue les ténors, Eric Amber, Ian Fleming, Len Deighton, Pierre Nord ou Gérard de Villiers, en les jugeant. *(Le Roman d'espionnage*, de Gabriel Veraldi, Coll. « Que sais-je ? », PUF, 128 pages, 18,50 F.)

● **AVEC *UNE PETITE VILLE EN ALLEMAGNE* DE JOHN *LE CARRÉ*** *et la Boucle* de Robert Littell, *la série « Domaine étranger »* de 10/18 s'ouvre au roman d'espionnage. Littell, oublié par Veraldi, aborde, après Deighton, la parano des services secrets. Il introduit chez les Soviétiques un transfuge, J.A. Lewinter, spécialiste des missiles, et écologiste déçu. Ensuite, une partie d'échecs, mortelle et dérisoire, s'engage entre les deux camps. Dans ce livre, des hommes se déplacent sans but, sans fin, comme s'ils voulaient déjouer leur éternelle angoisse de vivre. *(la Boucle*, de Robert Littell, traduit de l'américain par Jean-Patrick et Melissa Manchette, « Domaine *étranger »* 10/18, 283 *pages*, 29 F.)

● **DEPUIS *LE FLÉAU* ET *CUJO***, les Français ont découvert le talent de Stephen King, un rejeton bizarre de Lovecraft et de Poe. Dans *l'Accident*, King raconte le calvaire d'un Américain ordinaire, John Smith, doué d'un pouvoir encombrant : il devine l'avenir. Au terme d'un coma de quatre ans, dû à un accident, il traque, presque malgré lui, un sadique qui tue des femmes et, surtout, un fou, adorateur de Hitler, Greg Stillson, qui veut devenir président des États-Unis. Comme les jeunes cinéastes Spielberg ou Landis, King, en visionnaire primitif, tire des effets saisissants de la non-culture diffusée par la télévision et les B.D. Une bande dessinée par Berni Wrightson, inspirée du film que King a écrit pour George A. Romero, *Creepshow*, prouve aussi comment, avec trois fois rien, il entraîne au fond de l'horreur, sans rémission. *(L'Accident*, de Stephen King, traduit de l'américain par Richard Matas, Ed. J.-C. Lattès, 376 pages, 92 F. *Creepshow*, L'Écho des Savanes-Albin Michel, 45 F.)

● ***APRÈS COMA ET VERTIGES***, *Robin Cook, qui est* chirurgien, introduit encore la médecine dans le policier. Le héros de *Fièvre*, un cancérologue, découvre que sa fille est atteinte d'un cancer causé par la pollution. Près de chez lui, une entreprise de recyclage de caoutchouc crache du benzène et souille les eaux. En justicier solitaire, pour sauver son enfant et faire fermer l'usine, le chercheur se bat contre ses collègues et les industriels, tous complices. Naïf et lourdaud, Cook tire sur de grosses ficelles mais, puisqu'il défend une cause juste, il gagne la sympathie du lecteur, aux points. *(Fièvre*, de Robin Cook, traduit de l'américain par Jehanne Augustins, *Mazarine*, *401 pages*, 69 F.)

RAPHAEL SORIN.

Lettres étrangères

LES VAGABONDS DE MAXIMOV

S'il est un mythe, russe sans doute mais peut-être universel, qui ait trouvé à notre époque une exacte incarnation, c'est bien celui de l'orphelin vagabond, malfaiteur au grand cœur et, bientôt, à la belle intelligence dont camps et prisons constituèrent les universités. Sur ce thème, Vladimir Maximov, chef de file de la dissidence soviétique et directeur de la *revue Continent*, a donné la mesure de son talent épique dans ses romans : *Sept jours de la création, la Quarantaine, Adieu de nulle part*. Les récits composant le volume qui paraît maintenant sont antérieurs, écrits et publiés en U.R.S.S. avant que Maximov soit contraint d'émigrer. Ils préfigurent l'œuvre et révèlent ses sources.

Essentiel autant pour le récit et sa forme que pour les personnages et leur psychologie, on découvre un paysage : taïga et toundra sibériennes. L'homme, quand il y surgit, constitue déjà par sa seule présence une aventure. Ainsi de l'ermite Kirill que Savva, fuyant le camp où il a été interné pour complicité dans un meurtre, rencontre conversant avec une fourmi. *Ce* paysage choisit ses hommes. On ne s'aventure dans ses espaces que poussé par le besoin d'échapper aux pressions politiques et sociales des autorités : Kirill, abandonné par sa famille, pour chercher Dieu ; Sachka, tatar, meurtrier d'un délateur, compagnon de fuite de Savva, pour trouver la liberté.

Dans ces solitudes glacées qui constituent aussi une parabole de la solitude morale, le vagabond s'avance et lutte pour survivre, alourdi par un passé qu'il cache de son mieux, mais que, par bribes ou lambeaux, il finit par révéler à ses complices et aux lecteurs.

C'est contre cette solitude spirituelle, source de tous les maux, que Maximov lâche ses saints, ses illuminés, ses ermites qui, à travers récits et romans, toundra ou faubourgs désolés des villes, vont poursuivre les mauvais garçons et leurs compagnes douloureuses, afin de les sauver du désespoir matérialiste ou soviétique et de les conduire vers Dieu.

JEAN BLOT.

★ **LA BALLADE DE SAVVA, ET AUTRES NOUVELLES de Vladimir Maximov. Traduit du russe par Vladimir Berelowitch. Préface de Natalya Gorbanievskaïa. Gallimard, « Du monde entier », 320 pages, 98 F.**

● **PRIX LITTÉRAIRES. Le premier prix Georges Bernanos, créé par le syndicat des libraires du nord de la France et destiné à récompenser un romancier âgé de moins de quarante ans a été attribué à Brigitte Lozerc'h pour son roman « L'intérimaire » (Juillard). Le premier prix Louis Guilloux décerné par un jury présidé par Charles Josselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord d'où était originaire l'auteur du « Sang noir » a été attribué à Jean-Claude Bourles pour « Chroniques du bel été » (Editions Jean Picollec). Le prix Scarron a été attribué à Philippe Ragueneau pour « Sacrées vacances » (Albin Michel).**

lettres étrangères

DU BRÉSIL AU MEXIQUE

Le soupçon d'adultère

• *Un chef-d'œuvre brésilien : « Dom Casmurro »*

VOULEZ-VOUS un roman séduisant, de courts chapitres, des phrases fulgurantes ? Un humour fin, qui vous prend à partie et vous questionne, pour ne plus vous laisser en paix quand la lecture s'achève sur des conclusions précaires ? Voulez-vous un chef-d'œuvre ? Sans perdre un instant, plongez-vous dans la lecture de *Dom Casmurro*, de Machado de Assis.

Il peut paraître surprenant qu'un tel ouvrage, publié il y a quatre-vingts ans, soit aujourd'hui méconnu en France (1), mais *« l'éternité a ses pendules »*, comme l'affirme le narrateur Dom Casmurro, et la fortune d'une œuvre subit des aléas qu'ignorent nos panthéons littéraires. Pourtant, depuis le recueil de contes chez Garnier, en 1910, les tentatives se succédèrent pour révéler Machado de Assis au public français : efforts méritoires mais maladroits, appliquées, qui ne furent pas en mesure de le placer à sa juste valeur.

Né et mort à Rio-de-Janeiro (1839-1908), Machado y mena une vie normale de haut fonctionnaire, dont la seule aventure fut l'immense célébrité qui en fit, de son vivant, un des classiques des littératures en langue portugaise. L'existence bourgeoise de ce premier président de l'Académie brésilienne des lettres laissait pourtant entrevoir quelques éléments « troubles » : naissance modeste, peau un peu trop foncée, crises d'épilepsie, que les biographes se sont plu à dramatiser et que le personnage lui-même cachait sous un comportement des plus réservés, une extrême neutralité politique qui confinait au doute absolu. Dans son œuvre, en tout cas, aucune place pour l'inspiration incontrôlée. Plutôt mille nuances qui s'éclairent de leurs reflets, spectacle de la lucidité qui joue avec ses frontières et met au jour, comme sans y paraître, les ressorts les plus obscurs de l'âme humaine.

La maturité littéraire de Machado est atteinte avec la trilogie *Memorias postumas de Bras Cubas*, *Quincas Borba* et *Dom Casmurro* (2). Il publiera ensuite, à la fin de sa vie, *Esau e Jaco* et *Memorial de Aires*, merveilleuses et secrètes méditations de la vieillesse, qu'un éditeur éclairé pourrait avoir la bonne grâce de nous offrir enfin en français.

La justesse diabolique des mots

Quel plaisir, aujourd'hui, de découvrir une traduction digne de l'écrivain brésilien. Style précis, entraînant, qui restitue à merveille la justesse diabolique des mots, les jeux pervers de leurs ambiguïtés. *Dom Casmurro* est certainement la meilleure introduction possible à Machado, son livre central. Le roman réussit le tour de force de transfigurer une critique banale en la plus puissante entreprise de doute. Les manuels d'histoire littéraire ne nous aideraient pas à le situer – sauf s'ils dirigeaient notre regard vers l'Angleterre du tournant du siècle, Henry James et Thomas Hardy (voyez *Une femme imaginative*, pour une autre version de soupçon d'adultère). Rien de ce souffle lyrique, qui peut circuler à l'aise entre les repères solides du naturalisme, ni de ces effluves suaves qui se tissent en écheveau de symboles pour mieux serpenter. Voici un récit sobre, et de 1899, s'il vous plaît, tout d'une élégance digne du meilleur dix-huitième siècle.

Passe-temps légitime d'une sage vieillesse, Dom Casmurro, M. du Bourru, entreprend d'écrire sa vie. Adolescence et amour, amitié et vie conjugale : le récit s'attarde avec grâce entre les détails attendris. Le temps se fait obéissant, il se dilate, complaisant. Puis un regard, un seul. Tout le bel édifice est détruit par la certitude de la trahison. Le temps s'accélère. Il devient logique, destin. Dom Casmurro achève les personnages, nettoie la scène et tire sa révérence.

Le narrateur ne quittera jamais, jusqu'à la dernière page, cet humour exquis, libre et poli, qui riait déjà de lui-même dans le *Tristram Shandy* de Laurence Sterne. Art de l'ellipse, courtoisie envers le lecteur. L'humour n'a pas les grimaces de l'ironie, les poses du cynisme ; il ne semble qu'assurance souriante du sceptique.

Et pourtant, le style même, si limpide et allègre, ne tarde pas à provoquer un doute croissant chez le lecteur. Trop d'indices lui sont offerts pour ne pas créer le *soupçon – et le* soupçon du soupçon. Question sur le narrateur, sur le crime : cette manière de roman policier est saturée de traces. Car Dom Casmurro n'analyse pas, il ne pose pas de questions, il n'accepte pas de réponse. Quant à la coupable – ou la victime, – elle accepte sa condamnation avec l'impassibilité qui la rend si énigmatique dans tout le roman. Difficile d'oublier les yeux, les bras, les cheveux de Capitou, l'épouse de Dom Casmurro, qui décomposent un *corps puissamment* érotique tout en la rendant plus mystérieuse.

Que de voix résonnent dans cette œuvre intimiste ! La vie est opéra-livret de Dieu, musique de Satan. Un décor de théâtre, comme cette demeure que le narrateur a fait construire à l'image de la maison de son enfance : trompe-l'âme de la mémoire. Le récit brille des clartés et vertiges d'un monde fini (dans tous les sens du terme). Monde des regards, ou d'un regard ; le narrateur ne lâche pas ses proies, les yeux fuient ou se trahissent. Monde de jugement, sans plaintes, reproches, ni pardon. Aucune issue, aucune transcendance ; ni père ni Dieu, dans cet espace formel – Rio-de-Janeiro – qui se laisse à peine décrire. Mais l'on perçoit toute la violence de l'amour et de la haine, purs – sous les charmes un tantinet désuets des bienséances.

Dom Casmurro, de Machado de Assis. Un très grand auteur à découvrir – dans un continent que notre soif de mythes a voué trop vite au baroque et à l'exubérance. Un sommet de la maîtrise littéraire – qui grave peu à peu ses doutes légers, irrévocables – en une question bien plus troublante que toutes les certitudes de l'exotisme.

JORGE COLI
ET ANTOINE SEEL.

(1) Bien qu'une première traduction française de *Dom Casmurro* par Francis de Miomandre ait paru en 1956.

(2) Publié chez Nagel (1955), trouvable actuellement chez les soldeurs.

★ DOM CASMURRO, de Machado de Assis, traduit du brésilien par Anne-Marie Quint. Éd. A.-M. Metaillé. 335 pages, 69 francs.

La statuette qui rit

• *Octavio Paz et le rire de Baudelaire...*

LE Mexicain Octavio Paz est sans conteste l'un des plus grands poètes contemporains de langue espagnole et aussi l'un des plus pénétrants analystes de notre époque. Sa notoriété n'atteint pas pourtant celle d'autres écrivains latino-américains de moindre envergure. C'est fâcheux. La publication de certains de ses essais, rédigés entre 1965 et 1979, mais encore inédits en France, permettra, nous l'espérons, de réparer partiellement cette injustice.

Avec *le Labyrinthe de la solitude*, consacré à l'histoire et à l'âme mexicaine, Octavio Paz avait, pour son premier essai, réussi un coup d'éclat. Cette sombre et subtile méditation sur les complexes tortueux du Mexicain confronté à un passé déchirant n'a pas pris une ride plus de trois décennies après sa publication. L'angoisse, la mort, la violence et le trouble de l'identité sont toujours au premier rang, et les Mexicains continuent de se pencher avec perplexité sur leurs origines.

Dans *Rire et pénitence*, Octavio Paz aborde avec un égal bonheur les beaux arts, la linguistique, l'anthropologie, la science, l'histoire ou la politique. Intelligence et lucidité sont les deux qualités qui dominent ces pages à l'écriture brillante et claire. Qu'il analyse la responsabilité morale de l'écrivain ou les différentes attitudes culturelles devant l'érotisme et la gastronomie, les relations entre le nord et le sud de la planète, le dialogue ambigu et difficile entre les Etats-Unis et le Mexique, ou qu'il disserte sur des expériences aussi extrêmes que l'art tantrique ou l'œuvre d'Henri Michaux, Octavio Paz garde cet œil attentif, perspicace et chaleureux d'un penseur qui revient toujours aux questions essentielles. Que faisons-nous ? Pourquoi et pour quoi vivons-nous ?

Dans sa maison de Mexico, éclairée par le soleil levant, la petite tête en argile d'une statuette de Veracruz rit depuis des siècles « *les yeux mi-clos et la bouche entrouverte, montrant à peine la langue* ». Fasciné par Baudelaire, qui disait « *la joie est « une » alors que le rire est l'expression d'un sentiment double ou contradictoire* », et par les civilisations précolombiennes. (« *Ces sculptures en terre cuite nous disent que tout est animé et que toutes choses forment un ensemble* »), il juge que le rire de Baudelaire « *est inséparable de la tristesse* ». « *Ce n'est pas le rire puéril... C'est le rire moderne, le rire humain par excellence. Celui-ci a donné à l'art occidental Goya et Daumier, Brueghel et Bosch, Picabia et Picasso, et, chez nous, Posada, et parfois le meilleur Orozco et le Tamayo le plus direct et le plus féroce.* »

La relation complexe avec le grand voisin du nord a toujours passionné Octavio Paz tout comme elle a irrité les Mexicains. L'ancien ambassadeur du Mexique en Inde, qui avait démissionné en 1968 pour protester contre le massacre de la place des Trois-Cultures à Mexico, ne nie pas les phénomènes de dépendance et de sous-développement. Cependant, il se refuse à découvrir une réponse unique à la question lancinante du « pourquoi » des décalages flagrants entre le nord et le sud des Amériques au XXe siècle. Cela n'a *pas toujours été le cas*. Au XVIIe siècle, « *la société mexicaine était plus riche et prospère que la société nord-américaine* ». Il suffit pour s'en rendre compte « *de jeter un coup d'œil sur les monuments et sur les édifices des villes d'alors : Mexico et Boston, Puebla et Philadelphie* ». Mais la crise est aussi au nord. « *La crise que traversent les États-Unis affecte les principes mêmes qui fondèrent cette nation.* »

Depuis vingt ans, Octavio Paz tourne autour des tableaux de Tamayo, perplexe et incertain, comme il se penche sur le destin des civilisations. Il a vécu à Paris au lendemain de la seconde guerre mondiale, et il a connu Sartre. Brièvement sans doute. Mais l'homme Sartre l'a au moins autant fasciné, et irrité, que ses statuettes silencieuses et vivantes. Ses réflexions sur les prises de positions politiques, les erreurs et la sincérité de Sartre sont parmi les pages les plus attachantes de ce livre.

MARCEL NIEDERGANG.

★ RIRE ET PÉNITENCE, d'Octavio Paz. Gallimard. Traduit de l'espagnol par Claude Esteban et Jean-Claude Masson, 250 pages, 85 F.

Un retour aux sources de Carlos Fuentes

EN 1959, le premier roman de Carlos Fuentes empruntait son titre à une interrogation du maître à penser mexicain Alfonso Reyes : « *Est-ce là la plus limpide région de l'air ? Qu'avez-vous donc fait de mon haut plateau métaphysique ?* » Il s'agissait, bien entendu, du haut plateau de l'Anahuac et de la *métropole* tentaculaire de *40 kilo*mètres du nord au sud et de l'est à l'ouest qu'il abrite aujourd'hui : Mexico. *Les Eaux brûlées* renvoient à un poème d'Octavio Paz, mais se réfèrent à Mexico, encore, et à *l'ancienne capitale, celle des* Aztèques, bâtie sur une lagune dont les eaux flambèrent lors de l'assaut lancé par Cortes le conquistador.

Avec les quatre nouvelles qui constituent *les Eaux brûlées*, Carlos Fuentes, après des recherches narratives parfois complexes, revient aux sources de son inspiration, en retrouvant dans l'écriture une simplicité réaliste pleine d'insinuations suggestives. Pour exprimer à nouveau le mal de Mexico, la détresse de ses milliers d'épaves et l'élégant cynisme ou la monstrueuse indifférence de ses privilégiés, Fuentes mêle en doses savantes l'amour et le déchirement, la compréhension et la dénonciation qui faisaient le sortilège des contes de *Chant des aveugles*. L'humour et la froideur expérimentale alternent pour donner des dimensions hallucinantes à la violence de ceux qui ne sont en fait que des victimes conscientes ou inconscientes de forces aveugles et anonymes, et pour lesquels cette violence souvent gratuite représente une échappatoire. Un exorcisme facile pour oublier la misère, le désarroi et l'abandon.

La parenté avec Luis Bunuel

Dans un terrain vague des « vilains quartiers », des hommes en salopette et maillot rayé s'amusent à mutiler lentement au couteau un chien errant, sous les regards complices de quelques maçons qui construisent un mur. Dans l'obscurité et les puanteurs d'essence d'une fabrique désaffectée, des pompistes assouvissent leur sexualité brutale sur de pauvres filles venues là, *croient-elles*, librement, pour « *leur seul plaisir* » et non plus pour celui de leurs patrons habitués à abuser d'elles.

Parce qu'il injurie, à la mexicaine, la mère des voleurs qui visitent sa maison, Federico Silva a la gorge tranchée au rasoir par l'un d'entre eux. Mais valait-il mieux que ses agresseurs, cet aristocrate, nostalgique du passé, qui a vu l'architecture moderne dégrader sa ville et entourer son oasis coloniale de tours de verre et de béton, et qui a compris que ses planchers s'affaissaient sous le poids des gratte-ciel le soir où, ayant laissé tomber de sa poche une pièce de monnaie, celle-ci a roulé jusqu'au mur ? Non, sans doute. Car pourquoi, alors, aimait-il tant effrayer l'impressionnable Maria de los Angeles en lui ressassant à la moindre occasion la description des guillotinés dont le corps continue à bouger, les bras à s'agiter, les mains à implorer, la tête coupée à mordre férocement la corbeille, les yeux exorbités à regarder le bourreau ?

Les vieux démons de l'homme mexicain, ses errements ou ses contradictions à tous les niveaux d'une complexe échelle sociale, sont ici démasqués sans complaisance. Et si *les Eaux brûlées* n'ont pas la nouveauté séduisante de *la Plus Limpide Région* ou de *la Mort d'Artemio Cruz*, nous ne devons pas bouder pour autant notre plaisir. Carlos Fuentes a travaillé autrefois pour le cinéma avec Luis Bunuel. Certaines scènes, telle l'irruption des chiens des rues dans la cathédrale de Mexico, sur les talons de leur bienfaitrice venue demander au Seigneur de leur donner la parole, nous le rappellent en leur fascinante beauté.

CLAUDE COUFFON.

★ LES EAUX BRULÉES, de Carlos Fuentes. Traduit de l'espagnol par Céline Zins. Gallimard, coll. « Du monde entier ». 167 pages, 55 F.

étude

Écrire, mais dans quelle langue ?

LA Maison des cultures du monde (1), association patronnée par le ministère de la culture, a organisé récemment un colloque réunissant une trentaine d'écrivains étrangers d'expression française, nés pour la plupart en Afrique, mais aussi en Iran, au Liban, en Grèce, en Roumanie, en Grande-Bretagne. *Peu de Français ont écrit dans une langue étrangère.* En revanche, les étrangers écrivant en français sont si nombreux qu'on peut légitimement considérer cette langue comme un *« lieu d'identités multiples »*, selon les mots du poète haïtien René Depestre. Georges-Emmanuel Clancier constatait, de son côté, que notre poésie, qui souffre d'un *« épuisement très distingué »*, est très souvent sauvée, vivifiée par des étrangers francophones. *« Je voudrais inséminer le français »*, dit le poète mauricien Edouard Maunick.

« Nous n'avons pas choisi le français, il nous a choisis », soulignait Albert Memmi. L'écrivain congolais Tchicaya U'Tamsi a donné cette jolie définition du bilinguisme : *« C'est la conquête de soi-même par l'autre. »* Wadi Bouzar, professeur à l'université d'Alger, notait que, si certains auteurs maghrébins assument sereinement leur francophonie, d'autres ont fini par rejeter le français. Il a cité Kateb Yacine : *« Aucune langue n'est étrangère, à condition de pratiquer d'abord sa propre langue. »* Hélas ! on ne peut pas toujours s'exprimer librement dans la langue de son pays.

Bien des écrivains utilisent le français sans complexes ni drames intérieurs. C'est le cas de l'Iranien Fereydoun Hoveyda, qui se définit comme un nomade de la culture, de l'Israélien Shlomo Reich, qui pratique couramment quatre langues, d'Andrée Chedid, qui, d'origine libanaise, refuse de se laisser enfermer quelque part. *« Mon lieu est le déracinement »*, dit-elle. Elle considère qu'*« on peut être fidèle à sa terre natale tout en s'exprimant en français »*. C'est peut-être possible, ce n'est sûrement pas facile. Georges-Emmanuel Clancier rappelait que les mots les plus simples — arbre, soleil, maison — changent de signification d'un pays à l'autre.

Trois écrivains — un Ecossais, Kenneth White, un Marocain, Tahar Ben Jelloun, et un Grec, Vassilis Alexakis — s'expliquent dans cette page sur leurs relations avec les deux langues qu'ils emploient.

(1) 101, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 544-72-30.

Éloge de l'exil

VOILA donc vingt ans que je vis en France : un premier séjour (1959-1963), partagé entre Paris et l'Ardèche, et un deuxième séjour, datant de 1967, partagé entre Paris et les Pyrénées.

Si j'ai quitté la Grande-Bretagne, et en particulier l'Ecosse, ce fut d'abord par un besoin de distanciation, afin de briser les cadres d'une identité trop étroite. Ensuite, et ce fut cela qui dicta mon deuxième départ, je sentais que je n'allais pas trouver en Grande-Bretagne un espace intellectuel et culturel qui conviendrait tant soit peu au travail que j'avais entrepris. Je cessai pratiquement d'être un écrivain « britannique » ou « écossais » (pendant des années je n'ai presque rien publié là-bas) sans pour autant essayer de me transformer en écrivain « français ». Où me situerais-je donc ? Peut-être pas tout à fait « nulle part », mais en tout cas hors des cadres nationaux. Quand on se place ainsi « en dehors » (sans crier à l'exil, sans se poser en poète maudit), on se fait moins vite connaître (car, si chaque nation a besoin de représentants culturels, qu'elle recrute sur place, aucune nation n'a besoin de poètes-penseurs radicaux), mais on risque, peut-être, de faire un travail plus essentiel et d'œuvrer en vue d'une culture autre que nationale.

Un renouvellement perpétuel de l'identité

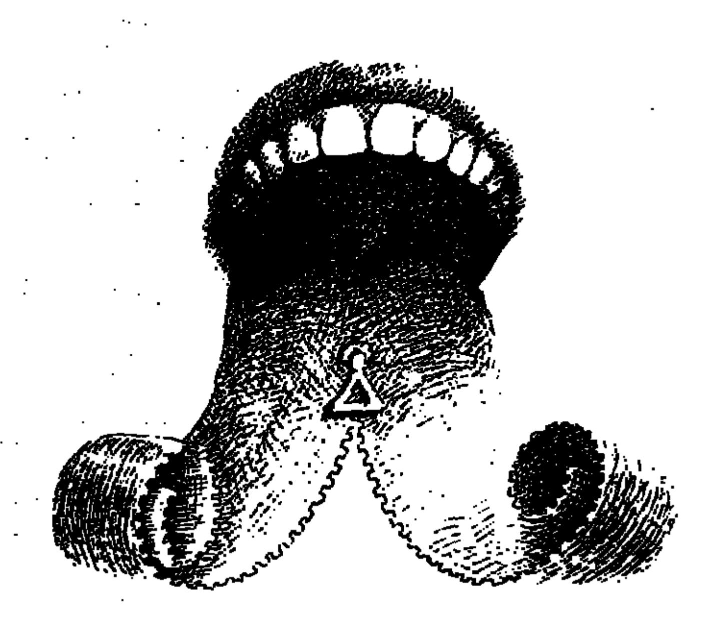
Il y a quelques années (ce fut une des rares références à mon travail en Grande-Bretagne), on pouvait lire à mon propos, dans un livre sur la littérature écossaise contemporaine, ceci : *« Il est resté la plupart du temps hors de l'Ecosse et il a peu exploité sa « scoticité ». (...) Ses textes ont un peu l'air d'avoir été écrits avec un accent étranger, américain peut-être, et quelquefois français. »* C'est sans doute à cause de cet aspect cosmopolite de mon travail qu'une réunion de « scoticistes » de l'Université française a décidé que je n'étais pas un poète « écossais » mais un poète « californien »... Pour moi, un esprit vraiment créateur ne travaille pas en se référant à un centre (hypothétique), mais dans un champ de tensions et de contradictions, producteur d'idées nouvelles et qui provoque un renouvellement perpétuel de l'identité.

A quelques exceptions près, j'écris en anglais. Pourquoi ? Parce que j'y suis plus à l'aise, libre d'y intégrer des éléments venus des quatre coins du monde, libre d'y aller à ma guise — alors que, si j'écrivais en français, je serais obligé d'être plus « correct », et que je risquerais de passer à côté de certains éléments concrets et d'une certaine *physique* de l'écriture que j'aime et dont j'ai presque biologiquement besoin, sans parler de toute une expressivité extravagante, qui me vient plus facilement en anglais qu'en français.

Sur le plan linguistique, je suis à la fois très exigeant et très libre. L'essentiel, c'est que le courant passe. Le poète (au sens large !), pour moi, c'est l'homme du vent et de l'éclair, et non le maniaque du détail. Cela froisse beaucoup de « classicistes » un peu frileux. Barthes disait que la littérature française était *irrémédiablement* « classiciste ». Je suis loin de croire que la situation soit irrémédiable, et la littérature française a, aussi, ses « figures du dehors ».

Mon anglais, ma langue de base et mon outil d'exploration, risque-t-il, du fait que je vis « à l'étranger », dans un autre bain linguistique, de se détériorer ? Je ne le pense pas ; au contraire. Le fait de me mouvoir entre deux langues me conduit à leur prêter plus d'attention. Etre (un peu) étranger aiguise la vue, comme cela affine l'ouïe. Et c'est dans la distance, extérieure et intérieure, que l'on arrive, petit à petit, à élaborer un style et une vision à soi, qui font voir le monde d'une façon nouvelle.

KENNETH WHITE.



(Dessin de Bérénice Cleeve.)

La maison des autres

ON ne sait jamais pourquoi on aime un être. On croit savoir pourquoi on aime une langue. C'est une illusion.

Ne me dites pas pourquoi j'écris en français, mais comment j'habite cette langue. Certes, c'est encore une histoire d'amour, une histoire où les conflits sont violents et fréquents. Rien n'est acquis. La séduction est un travail quotidien, une exigence plus qu'une esthétique.

Qui n'a fait un jour l'expérience d'habiter quelque temps dans une maison qui n'est pas la sienne, une maison laissée avec ses objets, ses meubles, les affaires des propriétaires, avec leur odeur, les traces de leur présence et l'usure qui marque le temps de leur passage ? C'est une expérience étrange, où la volupté d'être dans les draps et lieux d'autres pensées, d'autres imaginaires, est grande. Elle est mêlée souvent d'un sentiment de fragilité et de fébrilité. On prend possession de l'espace des autres et l'on se surprend en train de violer leur intimité, alors qu'ils ont cru l'avoir effacée, ou du moins rangée ou voilée avant leur départ. On se sent coupable. Pas pour longtemps. La jouissance du voyeur qui ne voit pas mais imagine l'emporte en subtilité sur la gêne ou même le sentiment de honte.

Écrire dans une autre langue que celle de la mère, c'est comme habiter un lieu par effraction. Il y a là un privilège, mais rien n'est évident : on ne peut cesser l'entreprise de séduction. Quand on abuse de cette langue, c'est qu'on tente de réduire la marge de l'étrangeté. On se permet donc de la maltraiter comme si elle nous appartenait de manière naturelle. En fait, ce qui arrive le plus souvent, c'est que la langue n'est pas prise par le seul individu qui la parle et l'écrit, mais par toutes les ombres de sa tribu, c'est-à-dire de sa culture, de son pays et de ses légendes. Alors elle devient l'invitée, la nouvelle fiancée, la future seconde épouse. Manifestement, il n'y a qu'avec les langues qu'on peut encore pratiquer avec bonheur la polygamie sans que la morale (féministe ou autre) ou la rumeur publique viennent vous intimer l'ordre de renoncement.

A présent, je pense écrire modestement en arabe classique (un article, une étude, mais pas de poésie). C'est une langue où l'on ne peut absolument pas s'improviser écrivain, c'est-à-dire créateur. Ce n'est pas une langue difficile (cela ne veut pas dire grand-chose), mais elle exige un séjour long, profond en ses racines et labyrinthes. Voilà pourquoi il m'est aujourd'hui plus aisé d'écrire en français. Peut-être par paresse, par impatience (l'impatience donjuanesque !). Mon séjour en langue arabe a manqué de rigueur et d'assiduité. Et pourtant je me sens écrivain arabe à part (presque) entière.

Ce « presque » résume toute l'ambiguïté de la situation. Adonis, poète libanais, écrivait en 1971, dans une introduction à la poésie arabe, ceci : *« Je ne parlerai pas ici de la poésie écrite dans les langues française et anglaise. Je pense qu'il s'agit là d'une manifestation particulière, qui a pris naissance dans des conditions singulières. A ce titre, c'est une manifestation passagère que je ne peux considérer qu'en voie de disparition (...). Il est impossible que soit arabe, au sens plein et profond du terme, toute poésie qui n'est pas écrite en langue mère* (oumm). » (1) Je ne pense pas qu'Adonis ait tort ; et, pourtant, ce que j'écris, traduit ou non, je le sens profondément arabe !

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Cité par Zaghloul Morsy dans *la Mémoire future*, anthologie de la nouvelle poésie du Maroc. Maspero, 1976.

La rose des vents

JE suis venu en France à dix-huit ans pour suivre les cours de l'Ecole de journalisme de Lille. Je connaissais assez bien le français. Je l'avais appris un peu au lycée, un peu à l'Institut français d'Athènes. Je me souviens d'une fête de l'Institut où, déguisé en perroquet, j'avais récité un texte intitulé *Je suis Coco le bavard*. Je devais avoir une dizaine d'années.

A dix-huit ans donc, je connaissais suffisamment le français pour lire *la Cantatrice chauve*, mais pas assez pour lire *les Faux-Monnayeurs*. J'étais incapable de prendre des notes pendant les cours de droit et d'économie. Pour passer le temps je dessinais mes camarades.

Petit à petit j'ai fait des progrès. Je travaillais beaucoup et j'étais bien malheureux. La Grèce me manquait. J'écrivais deux fois par semaine à mes parents. J'écrivais aussi pour moi-même, en grec bien sûr. Je n'aimais pas beaucoup la France : c'était un peu une prison. Je ne me sentais pas concerné par les événements d'Algérie. Je lisais Dostoïevski et Faulkner, mais guère d'auteurs français.

Proust et Brassens dans mes bagages

A la fin de l'école j'ai eu la possibilité de prolonger de deux ans mon sursis militaire, ce *que j'ai fait*. Je voulais rester un peu plus en France. D'abord parce que j'étais amoureux de Claudie, qui habitait Rennes, ensuite parce que je voulais connaître Paris. Je suis donc venu à Paris, Claudie a préféré rester à Rennes. Le dépit amoureux m'a inspiré une soixantaine de pages rédigées directement en français.

J'ai réussi à placer quelques textes et quelques dessins dans des journaux. Cela m'a fait énormément plaisir. J'ai quitté Paris un peu à regret. J'y laissais des amis. J'avais lu le *Voyage au bout de la nuit* et *Oh ! les beaux jours*. J'emportais Proust et Brassens dans mes bagages.

Une fois rentré dans mon pays, je me suis remis à écrire en grec. Je le faisais avec plus de plaisir et de facilité que lorsque j'écrivais en français. Mais au fil des mois je m'apercevais que mon français, que j'utilisais rarement, se rouillait.

Je serais peut-être resté en Grèce si les colonels n'avaient pris le pouvoir et s'ils n'avaient muselé la presse. Aussitôt après avoir accompli mon service militaire, je suis revenu à Paris. C'était en 1968. Je ratais de justesse les événements de mai.

La presse parisienne m'a semblé plus accueillante que par le passé. Je n'ai pas eu trop de mal à trouver du travail. Le fait que j'étais grec n'a pas entravé mes recherches. Il a joué plutôt en ma faveur : plusieurs directeurs de journaux ont fait du grec dans leur jeunesse. Je regrettais simplement de ne pas porter un prénom plus classique : Ulysse, Achille ou Socrate par exemple.

Imperceptiblement je perdais la mémoire. Travaillant pour des journaux français, j'étais forcément conduit à aborder les sujets qui préoccupaient les Français. Mon métier m'a permis d'approcher beaucoup de gens, de visiter plusieurs régions, de connaître bien *mieux la France que je ne connaissais* la Grèce. J'hésitais de plus en plus à porter des jugements d'ensemble sur les Français. Je parlais et écrivais le plus souvent en français, j'en arrivais à penser la plupart du temps dans cette langue. Lorsque j'écrivais pour moi-même, c'était pour évoquer la vie des gens d'ici qui était aussi la mienne. Je le faisais naturellement en français.

Je sais que bien des Français se sentent étrangers à ce qu'est devenue la vie dans leur propre pays. Peut-être me sentais-je un peu plus étranger qu'eux, du fait que j'étais né ailleurs. Mais je n'en suis pas sûr.

J'oubliais quelquefois que le français n'était pas ma langue maternelle. C'est un fait pourtant. Encore maintenant je commets des fautes. Je ne connais pas les noms des arbres, des fleurs, des oiseaux, tous ces mots qu'on apprend quand on est enfant. *Je viens juste d'apprendre* par mon fils, qui a onze ans, ce qu'est la rose des vents. Je suis incapable de faire une multiplication en français. Ecrire en français me demande plus de travail qu'à un Français.

« Mais tu es français ! »

Je n'allais en Grèce qu'au mois d'août, comme les touristes. J'avais besoin de quelques jours d'adaptation pour me remettre à penser en grec. Il m'arrivait de chercher vainement un mot, d'accentuer un autre de travers. Le génitif pluriel me posait parfois de sérieux problèmes.

Quand j'avais le cafard, je pensais (*en français probablement*) que je n'avais plus de langue maternelle. Je commençais à me sentir coupable de m'être si bien intégré à la société française, comme si du même coup j'avais trahi une partie de moi-même. J'avais l'horrible sensation de porter en moi un bébé mort.

Un jour je faisais écouter à ma mère l'enregistrement d'une émission de la radio belge à laquelle j'avais participé. Elle ne pouvait pas croire que c'était moi qui parlais. « *Mais tu es français !* », m'a-t-elle dit. J'ai ressenti une sorte de vertige.

Alors, j'ai commencé à réagir. A lire livres et journaux grecs. A ne plus écouter que de la musique grecque. Je sortais lentement d'un long sommeil. J'ai été bien malheureux d'être loin de la Grèce lors de la chute de la dictature et du rétablissement de la démocratie. Je savais bien pourtant que je n'avais nullement mérité de participer à la fête, qui a suivi. C'était en 1974. Décidément, en vivant à cheval sur deux pays, j'ai réussi à rater tout ce qui s'est passé d'important dans l'un comme dans l'autre.

Depuis je vais beaucoup plus souvent en Grèce, comme pour me faire pardonner mon absence passée. Je voyage à l'intérieur du pays, j'essaie de me renseigner sur son évolution. Si j'ai accepté d'écrire un livre sur la Grèce actuelle pour un éditeur français, ce n'est pas parce que je considère que je la connais mieux qu'un autre, mais parce que j'avais envie — plus qu'un autre peut-être — de mieux la connaître.

Je questionne mes amis sur l'évolution de la langue, j'ai noté une bonne cinquantaine de mots nouveaux, dont certains d'origine française. L'onomatopée bla-bla-bla connaît depuis peu un succès fou en Grèce.

Le résultat de tout cela est que, sans abandonner le français, je me suis remis à écrire en grec. J'ai d'abord écrit en grec, puis réécrit en français, *Talgo* (1). Ce roman raconte justement l'histoire d'un immigré qui éprouve le besoin de renouer le dialogue avec son enfance et devient amoureux de toutes les Grecques qu'il rencontre. J'ai tendance à faire des phrases plus longues qu'en français, je retrouve des rythmes oubliés. J'ai l'impression de *remonter* à la *surface de moi-même*. L'impression d'avoir conquis une sorte de paix, pour la première fois il me semble depuis l'âge de dix-huit ans — et j'en ai maintenant trente-neuf.

VASSILIS ALEXAKIS.

(1) Le Seuil. Voir *le Monde des livres* du 25 février.

Ce que nous apportent les « francographes »

PEUT-ON parler d'un « enrichissement », d'un « infléchissement » du français par les œuvres de ceux dont il n'est pas la langue maternelle ? C'était l'un des thèmes du colloque qui s'est tenu à la Maison des cultures du monde.

Réponse décevante : nous n'en savons rien. Il faudra plusieurs décennies de recul pour en juger ; et encore ne s'agirait-il que de la langue littéraire. La prudence conseille donc de ne pas faire des « francographes », si l'on peut se permettre de baptiser ainsi les écrivains d'expression française non hexagonaux, *une catégorie à part*.

En fait, le français qu'ils écrivent paraît épouser assez sagement les voies métropolitaines. De deux romans récents à faire entrer en ligne de compte, *le Rival invincible*, de Carol Bernstein (New-Yorkaise), et *Disparition*, de Valéry Afanassiev (Russe, né à Moscou), tous deux édités au Seuil, le premier pourrait avoir été écrit par Françoise Sagan *et le second par Philippe Sollers* ; toutes choses égales d'ailleurs, bien sûr.

On en dira autant des romans algériens, par exemple, qui s'inscrivent tantôt dans un registre du français littéraire (le sobre, Rachid Mimouni), tantôt dans un autre (le surchargé, Abdellatif Laabi). Ce *n'est pas affaire* d'imitation ou de mode, mais simplement que la même cause (écrire en français) produit le même effet (du français).

Les participants au colloque allaient dans une meilleure direction en soulignant que les difficultés qu'ils (et elles) avaient à surmonter pour écrire dans une langue qui ne leur était pas « donnée », mais en quelque sorte « vendue » par l'histoire, les préservaient des tentations du laisser-aller, de la négligence et de l'improvisation.

Il est remarquable, en effet, que des soucis dits « de forme » ! — actuellement balayés avec un rien de mépris par bien des écrivains hexagonaux (la construction de la phrase, l'orthographe, la pertinence du vocabulaire) au profit *d'ambitions dites esthétiques* — sont encore de vrais soucis pour ces écrivains du dehors, ces « horsains » plus respectueux de la maison commune que ne le sont les héritiers tapageurs et gribouilleurs de vingt générations d'écrivains français.

Conclusion : moins nombreux évidemment, dispersés, isolés le plus souvent, à la fois anxieux et heureux de ce qu'ils ont choisi d'être — des écrivains en français, — nos « horsains » représentent certainement l'un des titres les plus sérieux du français à se dire encore une langue internationale. Et même s'ils n'apportent rien d'immédiatement discernable à la langue qu'ils ont choisie, c'est par eux aussi que notre culture dé*passe largement nos petites fron*tières.

JACQUES CELLARD.

KARL MARX, CENT ANS APRÈS

De la force du verbe à la victoire des armes

(Suite de la page 13.)

Géographiquement, il ne recule encore nulle part. Mais par un mystérieux dynamisme, il continue d'avancer, malgré ses échecs pratiques dans sa prétention à rendre les hommes heureux.

Le Christ, Mahomet et Luther

Cette conquête des Etats, précédée par une inexplicable fascination des esprits, rappelle étonnamment les grandes conquêtes morales du christianisme, de l'islam et de la Réforme. Dans ces trois cas, déjà, un prophète solitaire donna une loi nouvelle au monde, et la force du Verbe entraîna la victoire des armes. Rapprocher le Christ, Mahomet et Luther de Karl Marx, précipite habituellement leurs disciples respectifs dans une indignation commune. Ils n'admettent, ni les uns ni les autres, qu'une Parole venue de Dieu, ou établie sur l'autorité du Livre, se compare au matérialisme athée. D'ailleurs, Marx lui-même ne traita-t-il pas la religion d'« *opium du peuple* », dans un texte illustre, pour prôner aussitôt sa suppression ?

Dans ce cas, la Lettre et l'Esprit s'accordent donc absolument pour estimer la voix de Dieu incompatible avec la dialectique de l'histoire. Hélas ! les choses de ce monde ne marchent pas toujours selon les règles simples de la logique. La négation de Dieu n'exclut pas forcément la foi en d'autres forces. Une idée s'organise religieusement lorsqu'elle assigne à la vie un principe directeur souverain puis offre aux hommes la ressource de le servir ou de le refuser dans les symboles clairement identifiables du Bien et du Mal, avec assez d'absolu dans la démonstration pour que cette idée prétende se confondre avec la vérité totale. Elle propose ainsi à ses adeptes d'atteindre leur salut dans la chaleur d'une communion, l'ivresse des certitudes d'où naissent ensemble le sacrifice de soi et l'extermination des autres. Dès ce moment, ses adversaires s'identifient aux puissances ténébreuses qu'il suffit d'abattre pour atteindre le bonheur universel plus vite et plus sûrement. Ainsi naissent les grandes disciplines spirituelles, où chacun trouve, avec un sens à sa vie, l'interprétation du destin social.

Texte rarement lu dans son ensemble, mais souvent évoqué pour la brève citation sur l'« *opium du peuple* », la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, écrite par Marx durant les années où sa doctrine se cristallisa définitivement, réunit dans des arguments raisonnés ces parcelles constitutives de n'importe quel millénarisme conquérant. « *L'histoire* », selon lui, a pour mission d'« *établir la vérité de la vie présente* » et « *la première tâche de la philosophie, qui est au service de l'histoire, consiste, une fois démasquée l'image sainte qui représentait la renonciation de l'homme à lui-même* » dans son aliénation religieuse, « *à démasquer cette renonciation sous ses formes profanes* ».

Un combat entre le Bien et le Mal

Cette prétention de l'« *histoire* » à connaître la « *vérité* » ne s'accomplit pas sans introduire dans celle-là la divinisation de celle-ci, par un détournement d'héritage qu'une pure politesse de vocabulaire attribuera à la seule dialectique. La contamination de la philosophie par la mystique puis la dégénérescence de la mystique en politique s'accentuent quand Marx ajoute, dans un langage d'ailleurs superbe : « *La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique.* »

La bourgeoisie, bouc émissaire

Sous prétexte de livrer l'idéalisme à l'examen rationnel, Marx introduit l'absolu de la vérité dans la vie des hommes, et sa transformation de la théologie en politique aboutit à faire de la politique même une nouvelle théologie. La confusion ne se dissipe certainement pas lorsqu'il assigne au communisme la mission proprement messianique de mettre fin « *à la querelle entre l'homme et la nature et entre l'homme et l'homme* », d'être « *la véritable fin de la querelle entre l'existence et l'essence, entre l'objectivation et l'affirmation de soi, entre la liberté et la nécessité, entre l'individu et l'espèce* ». A la veille du vingt-deuxième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., le projet de programme élaboré sous Nikita Khrouchtchev se situait encore dans cette filiation, malgré les forfaits et déconvenues du stalinisme, lorsque ce document désignait dans le communisme « *l'avenir radieux de l'humanité tout entière* ».

Par sa théorie propre de la lutte des classes, Marx lui-même ajoute à son rêve millénariste la consécration *d'un combat métaphysique* entre le Bien et le Mal, où l'ignominie du second prépare son châtiment sacrificiel par la révolution prolétarienne devenue la communion des croyants. Pour que le prolétariat étende son hégémonie sur l'ensemble social, « *il faut (...) que tous les vices de la société soient concentrés dans une autre classe, qu'une classe déterminée soit la classe du scandale général. (...) Il faut qu'une sphère sociale particulière passe pour le crime notoire de toute la société* », et assume par là même l'agréable fonction du bouc émissaire réservée à la bourgeoisie.

Les discussions d'érudits sur les responsabilités personnelles encourues par l'auteur du *Capital* dans les hécatombes entreprises en son nom négligent ordinairement la justification qu'il leur donna par avance, dans ce texte au sens peu contestable. Comme d'autres fondateurs de religion, il voulut certainement le bonheur de l'espèce. Lorsqu'il évoquait les millions de disciples à venir, Engels distinguait moins clairement les miradors du Goulag, eux aussi cependant tout à fait prévisibles.

GILBERT COMTE.

★ *Signalons aussi la réédition de deux textes importants*, dans la collection de poche des Editions sociales/Messidor : *le Manifeste du parti communiste*, de Karl Marx et Friedrich Engels (introduction de Jean Bruhat, la traduction de Laura Lafargue a été revue par Michèle Tailleur, 158 p., 15 francs) ; et *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, de Friedrich Engels (présentation et notes de Pierre Bonte et Claude Mainfray, traduction de Jeanne Stern revue par Claude Mainfray, 322 p., 50 francs).

Le Taureau et son ascendant

(Suite de la page 13.)

L'autre principe émis très tôt *est de rester le plus possible à ras* de terre, de soumettre constamment les intuitions à l'épreuve des faits. Ainsi, les contradictions entre l'Etat prussien et l'Etat idéal, selon Hegel, n'apparaissent *jamais aussi bien qu'au travers des* filouteries des propriétaires forestiers amis du pouvoir, ou de la révolte des tisserands silésiens.

C'est par cette attention maniaque au concret que Marx se distingue des utopistes humanitaires à la française. Il ne prétend pas pour autant avoir isolé, comme l'en ont crédité absurdement certains dévots, les notions de classes sociales et de luttes, trouvées chez Guizot, Thierry, Ricardo, Helvetius, D'Holbach. Mehring éclaire parfaitement ce qui revient à Engels et ce qui revient à Marx dans la maturation lente du *Manifeste* de 1948 et des autres textes à venir. Les accidents biographiques, exil à Paris, puis à Londres, la vie misérable, les quatre enfants morts, les intrigues propres à la vie d'émigré et de révolutionnaire, sont indiqués pour autant qu'ils contribuent aux prises de conscience, à l'élaboration des écrits, non à titre de pittoresque psychologisant.

D'EMPRUNTS en rejets par rapport à Bauer, Feuerbach, Weitling, Proudhon, *le matérialisme affirme* son ambition d'être aux sciences historiques une réplique de ce que le darwinisme est aux sciences naturelles. Simplifiés à l'extrême, les fondements *du marxisme se ramènent à ceci : l'histoire entière n'a été* qu'un rapport de forces entre exploiteurs et exploités. Le prolétariat ne pourra désormais se libérer de la bourgeoisie sans extirper à *jamais l'exploitation de toute société. Ce sont les relations économiques* qui déterminent les relations juridiques, politiques, les institutions, les cultures, les mentalités qui suscitent les gouvernants, inspirent les religions, et non l'inverse.

Contrairement à une légende entretenue par les Églises qui s'en réclamaient, Marx n'a cessé de corriger, chemin faisant, ses affirmations et ses prophéties. Le dogme de l'infaillibilité est rigoureusement contraire à sa façon de penser, même s'il met parfois à s'exprimer une véhémence ne laissant guère de place au doute. Si Marx se trompe tant, alors même qu'il a pris la mesure du temps long en histoire, c'est par impatience.

L'ami Engels, aussi, prend ses désirs pour des réalités. Il combat cette tentation, quant à lui, par des recherches apparemment éloignées de son propos : langues vivantes, art militaire, *sciences naturelles. Marx lui avoue, en mars 1868 : « Si les gens savaient à quel point je sais peu de chose en économie politique ! »* Engels, c'est certain, connaît plus de choses, plus exactement. Mais Marx a une plus grande puissance de raisonnement, le don de dégager des lois, de les réviser. Les deux esprits se complètent. Mehring restitue le climat de complicité et de complémentarité intellectuelles, d'amitié profonde, qui se dégage des quatre tomes de leur *Correspondance.*

AU fil des événements, des congrès de l'Internationale, et de la rédaction des œuvres, Mehring fait voir un Marx autoritaire, en effet, souvent dans l'erreur, injuste envers ses interlocuteurs, sévère avec les militants français, dont le proudhonisme aboutit, selon lui, à idéaliser le « pseudo-indivi- dualisme-antitotalitaire » des systèmes bourgeois. Mais ces débats, ces polémiques et ces procès d'intention font partie des contradictions dans lesquelles se forge toute pensée. La manière dont s'échafaude la théorie de la plus-value, dont les délégués français au congrès de Bâle s'opposent aux nationalisations, dont Marx affronte Bakounine sur la propriété collective ou le droit à l'héritage, dont il analyse la *guerre de 1870 et la Commune, tout ce foisonnement de pensées* inégalement pénétrantes ou franchement démenties par les faits constitue, dans l'histoire intellectuelle et sociale, dans la mémoire *ouvrière, une sorte d'épopée, de roman d'aventures, aussi captivants* que l'affaire Netchaïev ou les fausses couches de Mme Marx.

Le livre de Mehring est le contraire d'une hagiographie. Il aide simplement à suivre une des prises de conscience les plus simples et les plus durables, au-delà des dénonciations et des dévotions excessives. Comme Engels le rappelait sur la tombe de Marx, le mérite principal de ce dernier est d'avoir mis en évidence un fait élémentaire voilé jusque-là *« sous un fatras idéologique »*, à savoir que *« les hommes, avant de pouvoir s'occuper de politique, de science, d'art, de religion, etc., doivent tout d'abord manger, boire, se loger et se vêtir ; que, par suite, la production des moyens matériels élémentaires d'existence et, partant, chaque degré de développement économique d'un peuple ou d'une époque forment la base d'où se sont développés les institutions d'État, les conceptions juridiques, l'art, et même les idées religieuses des hommes en question et que, par conséquent, c'est en partant de cette base qu'il faut les expliquer et non inversement comme on le faisait jusqu'à présent »*.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ **KARL MARX ET SON EPOQUE**, *d'Arthur Coste, Nathan*, 192 p., 119 F.

★ **KARL MARX, HISTOIRE DE SA VIE**, de Franz Mehring, texte français de Jean Mortier, éditions Sociales, 602 p., 180 F.



Le Monde

société

LE SEXE, LA MORALE ET LA REINE VICTORIA

Mme Françoise Giroud, qui, en qualité de secrétaire d'Etat à la condition féminine, fit voter en 1975 la première loi dite « anti-sexiste », disait alors que la femme serait *« vraiment l'égale de l'homme le jour où, à un poste important, on désignerait une femme incompétente »*. Cruel pour l'homme, bien sûr, l'aphorisme n'est pas sans portée.

Le propos impliquait aussi que le recours à la loi pour amener les hommes (ainsi que plus d'une femme) à penser autrement avait ses limites. Il a aussi ses dangers.

Il n'est pas contestable que l'image féminine véhiculée par certaines affiches, entre autres moyens publicitaires, est contraire à la dignité de l'homme, ce mot étant pris pour désigner l'espèce, naturellement. Il est encore moins contestable qu'on voit mal la nécessité de recourir à une femme dénudée pour vendre des fers à repasser, des biscuits pur beurre ou des maisons de campagne, – aussi savantes que fussent les études démontrant le contraire.

Si la loi, sous réserve de ses obscurités de rédaction, en vient à mettre fin à ces pratiques, elle aura atteint son but. Le risque existe qu'elle en atteigne un autre.

Ce qui sera bientôt (probablement) la loi Roudy se propose de restaurer une certaine morale, au bénéfice de la femme. La distance n'est pas grande, alors, avec la morale tout court, celle qui s'orne d'une majuscule.

Sur la fin de sa vie, l'austérité lui étant venue avec l'âge, la reine Victoria faisait mettre des volants de dentelles aux meubles afin qu'on ne voit pas leurs pieds (la langue anglaise parlant de *legs*, jambes).

Telle ne saurait être, on l'imagine, l'intention du ministre des droits de la femme. Mais ce ne serait pas la première fois qu'une loi, pavée de bonnes intentions, produirait un effet différent de celui qui était attendu.

Ph. B.

● *Les féministes et le deuxième tour.* – Les organisatrices de la manifestation féministe du 8 mars à Paris – Coordination des groupes femmes, Mouvement d'information et d'expression lesbien, et Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), – *(le Monde* du 10 mars) : *« démentent formellement, dans un communiqué, avoir donné une consigne d'abstention pour le deuxième tour des élections municipales. Le sens de la manifestation était clair : il s'agissait de réaffirmer les exigences des femmes face à un gouvernement de gauche en soulignant ses insuffisances tout en proclamant haut et fort le refus d'un retour de la droite au pouvoir et la nécessité de tout faire pour s'y opposer. Le soi-disant M.L.F. (M.L.F. déposé d'Antoinette Fouque), qui a appelé à l'abstention n'engage qu'un courant limité du mouvement des femmes et en aucun cas l'ensemble de celui-ci ne peut être amalgamé à ce courant »*.

DÉFENSE

L'opposition voit dans le départ du général Delaunay un désaveu de la politique de défense nationale

Dans un message adressé à ses subordonnés, mercredi matin 9 mars, peu avant que le conseil des ministres ne le décharge de ses fonctions, le général Jean Delaunay, qui vient d'être remplacé au poste de chef d'état-major de l'armée de terre par le général René Imbot, explique qu'il aurait préféré, *« par souci d'apolitisme »*, différer jusqu'au lendemain des élections municipales l'annonce de sa démission. Il justifie son départ par *« le caractère insatisfaisant »*, à ses yeux, *« des projets de programmation 1984-1988 »* concernant l'armée de terre.

Le départ du général Delaunay est commenté par l'opposition, qui y voit l'indice d'un affaiblissement de l'actuelle politique de défense dans la mesure où, pour l'U.D.F., *« le gouvernement socialo-communiste renonce, de plus en plus, à maintenir le minimum de puissance nécessaire à la défense nationale »* et où, pour le R.P.R., il s'agit de la manifestation par *« un haut responsable militaire »* de *« son désaccord avec les incohérences et les inconséquences de la politique militaire nationale »*.

Entre le ministre de la défense, M. Charles Hernu, et son chef d'état-major de l'armée de terre, le divorce couvait, en réalité, depuis l'été dernier, lorsque le gouvernement a jeté les bases d'une loi de programmation militaire 1984-1988, qui donnait la priorité à l'effort nucléaire au détriment d'une politique reposant sur le maintien de nombreux effectifs sous les drapeaux, et, donc, d'une réorganisation en profondeur de l'armée de terre, qui doit s'articuler, désormais, autour de l'arme nucléaire tactique et de forces plus polyvalentes et mobiles.

Confirmation était donnée, en novembre dernier, au général Delaunay que le gouvernement entendait voir l'armée de terre préparer un nouveau « format » d'organisation opérationnelle de ses forces dans un contexte d'austérité budgétaire qui frappait toutes les administrations de l'Etat, y compris l'institution de défense.

Ce projet de nouvelle armée de terre tend à mieux l'intégrer dans le dispositif national de la dissuasion nucléaire, et il suppose un redéploiement du corps de bataille et son organisation en deux composantes distinctes dès le temps de paix : un commandement des forces d'action et d'assistance rapide (F.A.A.R.), subordonné au chef d'état-major des armées, et un corps de bataille blindé et mécanisé comprenant six divisions blindées et deux d'infanterie.

Au début de cette année, confirmation était encore donnée que le gouvernement souhaitait une « déflation » progressive des effectifs de l'armée de terre, pouvant cumuler jusqu'à 35 000 hommes par rapport au total actuel de 311 200 hommes. Cette diminution des effectifs, qui ne peut porter que sur les cadres de métier, ne devrait commencer qu'après l'année prochaine.

Malgré la réunion de plusieurs conseils de défense, la loi de programmation militaire 1984-1988, qui doit définir et préciser tous ces objectifs dans le détail, n'a pas encore été totalement arrêtée à ce jour, et on attend, dans les milieux militaires, les derniers arbitrages pour la fin du mois de mars ou le début d'avril.

Réforme en profondeur

Durant le travail préparatoire d'état-major, le général Delaunay a, comme c'est son rôle de conseiller militaire du gouvernement, mis en garde le ministre de la défense et son chef d'état-major des armées sur les conséquences que ne manquerait pas d'avoir, tant sur le moral des cadres que sur l'équipement des forces, le fait que, à son avis, le pouvoir politique ne donnait pas *« des moyens suffisants »* à l'armée de terre. En ce sens, le chef d'état-major a traduit une réalité : il existe, chez de nombreux cadres supérieurs, la crainte que l'armée de terre française ne sorte *« diminuée, affaiblie et vieillie »* de cette réorganisation.

Ce n'est pas la première réorganisation en profondeur que subit l'armée de terre sous la Ve République. La dernière en date, celle du général Jean Lagarde, prédécesseur du général Delaunay à l'état-major, a laissé encore quelques cicatrices dans l'armée de terre, d'autant que toute perspective de « déflation » des effectifs irrite un corps d'officiers et de sous-officiers mis à rude épreuve depuis 1945.

Au fil des jours, les rapports entre le général Delaunay et M. Hernu se sont tendus, tout en restant courtois, et le ministre de la défense en a peu à peu tiré la conclusion que le chef d'état-major n'était pas l'homme de la situation capable de mener à son terme une difficile réforme en profondeur de l'armée de terre. Le nom de son successeur, le général René Imbot, a alors surgi, en février, à l'occasion d'un projet de mouvement, plus vaste, d'officiers généraux désignés pour occuper de nouvelles fonctions dans le haut commandement.

Directeur du personnel militaire de l'armée de terre, le général Imbot est, en effet, en mesure de conduire une réduction progressive, étalée sur dix ans, des effectifs sans faire appel à une loi éventuelle de dégagement des cadres, dont la dernière en date – en *1965* – a laissé de mauvais souvenirs dans les armées. Le projet en cours d'examen consiste à prévoir la limitation du recrutement, des pécules de départ plus attractifs et des possibilités de reclassement dans le civil des cadres qui acceptent, volontairement, de mettre un terme à leur contrat d'engagement.

Mardi 1er mars, M. Hernu a convoqué le général Delaunay pour lui signifier l'intention du gouvernement d'avancer son départ du poste de chef d'état-major de l'armée de terre. Cette anticipation, initialement prévue pour juin-juillet (au lieu du terme normal de la carrière du général en janvier 1984), a été ramenée au mois d'avril à la condition – imposée par le statut des militaires – que le chef d'état-major exprime, dans une lettre au ministre de la défense, son souhait d'être placé en deuxième section. Le général Delaunay, dans une lettre du lundi 7 mars, a donc remis son poste à la disposition de M. Hernu et exprimé, à l'occasion de ce qui peut apparaître comme un « testament », les raisons qui l'incitent à penser que le gouvernement prépare *« de graves décisions »* engageant l'avenir de la défense par la *« déflation »* des effectifs et *« l'insuffisance des ressources »* budgétaires allouées à l'armée de terre.

« Sérénité » et « inquiétude »

Dans un ordre du jour aux unités, le chef d'état-major, qui quitte, donc, ses fonctions avec près de dix mois d'avance sur le calendrier normal, considère qu'il se retire *« avec sérénité »* et qu'il le fait, s'adressant à ses subordonnés de l'armée de terre, *« non pas pour vous abandonner mais pour vous protéger »*. Il conclut en répétant deux consignes qu'il leur avait déjà données : *« Soyez compétents, soyez rigoureux ! »*

Le départ du général Delaunay, aussitôt officialisé par le conseil des ministres du mercredi 9 mars, a provoqué de vives réactions de l'U.D.F. et du R.P.R. Président de l'U.D.F., M. Jean Lecanuet, qui préside au Sénat la commission de la défense et des forces armées, a manifesté sa *« très vive inquiétude »* devant cette démission, donnée, selon lui, *« en raison de l'insuffisance alarmante des mesures prises par le gouvernement pour l'avenir de l'armée de terre, ses effectifs et les moyens qui resteront à sa disposition »*. Il y voit *« un désaveu cinglant de la politique d'abandon de notre défense »*. Au nom du P.R., M. Arthur Paecht, ancien député, estime que *« cette démission constitue un coup de semonce pour le gouvernement. On peut légitimement se demander si la sécurité de la France est encore assurée et si notre participation à l'alliance atlantique est encore crédible aux yeux de nos alliés »*.

Dans *la Lettre de la nation*, M. Michel Dumont, pour le R.P.R., considère que *« ce désaccord de fond, et non de forme, n'est pas le seul fait du général Delaunay, mais d'une part grandissante des chefs militaires »*.

La mort du général Augustin Guillaume

Le général Augustin Guillaume, qui fut le chef des tabors marocains lors de la campagne d'Italie, résident général de France au Maroc et chef d'état-major général des forces armées, est mort à l'âge de quatre-vingt-sept ans, le mercredi 9 mars, à Guillestre (Hautes-Alpes), dont il fut le maire.

Un fonceur

Augustin Guillaume avait quelque chose du sanglier, dans la carrure, l'allure et le caractère. Ce montagnard du Queyras était un fonceur, à la guerre et aux grands postes de la paix. Un soldat qui avait lui-même créé ses soldats, ces tabors qu'il avait recrutés et entraînés au Maroc, à l'insu des commissions d'armistice allemandes, et qu'il conduisit en Italie, en France et en Allemagne. Comme eux en djellabah rayée, deux marques bleues tatouées sur les pommettes, il marcha avec eux et leurs « brêles » (mulets) *sur les crêtes les plus inabordables.* *« Je le connais*, disait de Gaulle. *Un chef de guerre incomparable. Quant à en faire un chef d'état-major de l'armée, c'est un violent. Jamais ! »* Guillaume, de son côté, supportait mal l'autorité froide de de Gaulle. C'était un homme qui « marchait au sentiment ». Juin, vieil ami, en usa en Italie, avant d'en abuser quelque peu à Fontainebleau et surtout au Maroc, en le poussant, bon gré mal gré, à sa « succession ». De Lattre usa de son autorité fantasque pour charger « son » Guillaume et ses hommes des missions les plus rudes : défendre Strasbourg à peine reconquise et déjà menacée. S'emparer de Stuttgart, dévolue en principe aux Américains, avec des troupes peu faites pour une occupation, et qui le montrèrent.

Ce fut pourtant de Gaulle qui, après la guerre, envoya cet homme rude dans un pays rude, l'U.R.S.S., comme attaché militaire ; *« prisonnier pendant deux ans »*, assurait Guillaume. Vint le jeu de bascule avec Juin. Commandant en chef en Allemagne, puis commandant en chef des forces alliées Centre-Europe, lorsque Juin rechigna à s'arracher à Rabat. Résident général de France au Maroc, lorsque le maréchal consent à venir s'ennuyer à Fontainebleau. *« Depuis quand les officiers généraux imposent-ils leur successeur ? »*, s'étonne vainement Vincent Auriol.

Très vite, Guillaume est prisonnier de son entourage et de ceux qui, à Paris, veulent maintenir le Maroc sous dépendance. Il tonne publiquement contre les Etats-Unis, qui, dit-il, *« nous trahissent tous les jours »*, arrête les chefs de l'Istiqlal et entretient avec le sultan des rapports, résolument hostiles, d'occupant militaire à occupé. Pendant qu'il se soigne à Vichy, son entourage règle la question. Sidi Mohamed Ben Youssef est exilé à Madagascar. « On » avait mis Guillaume à Rabat pour jouer les gendarmes et, plus ou moins malgré lui, les paravents. Il n'a plus qu'à rentrer en France, grognard désabusé.

On le « récompense » en le nommant chef d'état-major général des forces armées. Pas pour longtemps. Cette fois, c'est l'Algérie qui s'éloigne. Les politiques militaires oscillent entre la défense à l'Est et le conflit outre-Méditerranée.

Guillaume ne veut plus osciller. Il démissionne en plein comité de défense nationale, en février 1956, et il s'en va. A Guillestre, dans ses montagnes natales.

JEAN PLANCHAIS.

Le père des tabors marocains

Né le 30 juillet 1895 à Guillestre (Hautes-Alpes), le général Augustin Guillaume a appartenu à la promotion de Saint-Cyr « Croix du drapeau » qui reçut le baptême du feu en 1914.

Capitaine en 1918, il est envoyé à l'armée d'Orient, puis muté aux affaires indigènes au Maroc, où il organise les « goums ». Attaché militaire à Belgrade, puis breveté d'état-major, il est affecté au commandement supérieur des troupes du Maroc.

Sous-chef d'état-major du théâtre d'opérations d'Afrique du Nord en 1940, il est nommé directeur des affaires politiques à Rabat en 1941. Il est promu général de brigade en 1943 et commande le groupe des tabors marocains en Italie.

En 1944, à la tête de la troisième division d'infanterie algérienne, il participe à la campagne d'Alsace, défend Strasbourg contre les contre-attaques allemandes et, l'année suivante, traverse le Rhin et occupe Stuttgart. De 1945 à 1947, il est attaché militaire à Moscou.

Général de corps d'armée en 1950, il devient l'adjoint du général de Lattre de Tassigny à l'inspection générale de l'armée de terre. Il reçoit peu après le commandement supérieur des troupes françaises d'occupation en Allemagne. Pendant six mois, le général Guillaume assure dans les débuts du SHAPE l'intérim du maréchal Juin au commandement en chef des forces terrestres alliées Centre-Europe à Fontainebleau, avant de lui succéder à Rabat comme résident général en novembre 1951. Il est, en même temps, inspecteur des forces terrestres, maritimes et aériennes de l'Afrique du Nord.

Il y continue avec une vigueur moins nuancée la politique de son prédécesseur, soutient les Berbères et poursuit l'Istiqlal. Pendant un de ses séjours en France, en août 1953, son entourage destitue le sultan.

En juin 1954, le général Guillaume succède au général Ely, nommé en Indochine, comme chef d'état-major général des forces armées. Mais il donne sa démission en février 1956 au lendemain de l'investiture du cabinet Guy Mollet. Il laisse entendre que les fluctuations trop fréquentes de la politique militaire des gouvernements successifs ne lui permettent pas d'assurer avec efficacité des fonctions vitales pour le pays.

Le 1er juillet 1956, il est placé sur sa demande et par anticipation dans le cadre de réserve. Jusqu'en 1960, il préside l'Association Rhin et Danube, dont il devient ensuite président d'honneur. Il n'avait pas caché sa sympathie pour le mouvement du 13 mai 1958 et, avec modération, pour les partisans de l'Algérie française. Il s'était retiré à Guillestre, dont il avait été élu maire en 1959.

Auteur de quatre ouvrages, parmi lesquels on retiendra notamment : la Pacification de l'Atlas central et les Berbères marocains, Pourquoi l'armée rouge a vaincu *et* l'Homme de guerre, *le général Guillaume était grand-croix de la Légion d'honneur, titulaire de la médaille militaire, de la croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945), et de plusieurs décorations étrangères.*

● *Nouvelle demande de révision du procès Pétain.* – Me Jacques Isorni, ancien défenseur du maréchal Pétain, a adressé une nouvelle requête à M. Robert Badinter, ministre de la justice, demandant la révision du procès de l'ancien chef de l'État français. C'est la neuvième fois que Me Isorni entreprend une telle démarche. Sa dernière requête, déposée le 21 juillet 1981, avait été d'abord estimée recevable par le garde des sceaux *(le Monde* du 15 septembre 1981), puis rejetée après examen plus approfondi *(le Monde* du 7 octobre 1981). A l'appui de sa nouvelle demande, Me Isorni produit le témoignage d'un diplomate, selon lequel Pétain aurait facilité le passage aux États-Unis de renseignements secrets concernant la marine française.

M. Hernu : La définition des grands commandements doit tenir compte de la priorité à l'arme nucléaire

A l'issue du conseil des ministres, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a fait la déclaration suivante :

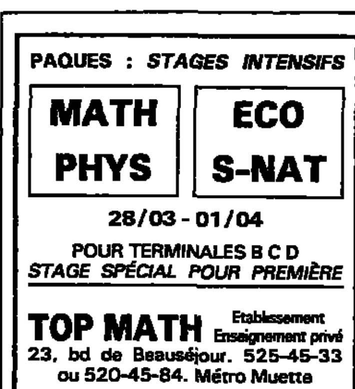
« Toute politique est un choix. Pour sa défense, la France a fait depuis longtemps le choix de la dissuasion nucléaire. Les moyens de cette dissuasion ont été renforcés par le président de la République. Il l'a annoncé dès octobre 1981 en rendant publiques les décisions prises en conseil de défense sur les principaux programmes nucléaires. Ces décisions se sont traduites, en termes financiers, dans le budget 1983, qui accorde aux forces nucléaires des autorisations de programme en croissance de près de 25 %.

» Mais la dissuasion est globale, ce qui signifie que les moyens militaires classiques concourent à la dissuasion nucléaire. Pour cela, certaines structures archaïques de l'armée de terre doivent évoluer. La définition des grands commandements doit tenir compte de cette priorité accordée à l'arme nucléaire et de l'autorité absolue qu'exercent sur son emploi les responsables politiques.

» Cette réforme des structures ne peut être séparée d'une réforme du format qui accroîtra la mobilité et la puissance de feu de l'armée de terre.

» Le gouvernement entend donner au pays les moyens de sa défense. En 1982, le budget militaire exécuté, exprimé en termes réels, a vu son pouvoir d'achat s'accroître de plus de quatre points. En 1983, il continuera de progresser et ne souffrira d'aucune annulation de crédits.

» Voilà la vérité. L'esprit de défense se maintient, les moyens de la défense augmentent, les structures de la défense évoluent. Ce matin, le conseil des ministres a nommé comme chef d'état-major de l'armée de terre le général René Imbot, en remplacement du général Jean Delaunay. »







MÉDECINE

Une solution européenne pour la Compagnie générale de radiologie ?

La direction de la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.), filiale déficitaire du groupe public Thomson, spécialisé dans le matériel bio-médical, a organisé récemment une « rencontre privée » avec une centaine de médecins hospitaliers dans le but de leur faire connaître les grandes lignes de l'accord qu'elle projette avec la société américaine Technicare (groupe Johnson and Johnson) (*le Monde* du 4 mars).

Le lendemain de cette réunion, un groupe de vingt-six professeurs chefs de service hospitalo-universitaire faisait parvenir une lettre ouverte à M. François Mitterrand, afin d' « *exprimer leur inquiétude* » sur l'avenir de l'entreprise, « *seule firme de technologie biomédicale française de dimension internationale* ».

Le projet d'accord avec Technicare présente selon les signataires de ce texte des « *aspects séduisants* », mais aussi « *plusieurs points très inquiétants* », parmi lesquels l'abandon par la C.G.R. de son réseau commercial américain et la maîtrise qui serait laissée à Technicare de la technique de la résonance magnétique nucléaire (R.M.N.) (1). Pour ces spécialistes hospitaliers, des possibilités de coopération à l'échelon européen existent et devraient être approfondies.

C'est la seconde fois qu'un groupe de médecins fait connaître publiquement son opposition à l'accord projeté avec la firme américaine (*le Monde* du 22 janvier). Coïncidence ou non, des contacts ont déjà été pris avec d'éventuels partenaires européens. C'est en particulier le cas avec la firme allemande Brucker, de Wissembourg. Le responsable d'Odam Brucker, filiale française de cette société, avait fait récemment savoir (2) qu'il était intéressé par la production en France d'ensembles d'imagerie R.M.N. Cette nouvelle technique est, en effet, l'une des principales activités du groupe, spécialisé aussi la fabrication de matériel thérapeutique.

Un ancien accord passé entre Brucker et la C.G.R. interdit aujourd'hui à la firme allemande la fabrication de l'ensemble du matériel sur le territoire français. L'avance de cette firme en matière de R.M.N. (*certains prototypes fonctionnent déjà*) et la qualité du réseau commercial — de la dimension internationale — de la C.G.R. pourraient constituer la trame d'un intéressant accord européen.

D'autre part, une délégation du ministère de la recherche et de l'industrie aurait récemment pris contact avec la société allemande Siemens. Il s'agirait dans ce cas d'une tentative de définition d'un protocole d'accord portant notamment sur la création d'une filiale commune spécialisée dans les techniques nouvelles de la R.M.N. et du scanographe.

Au ministère de la recherche et de l'industrie, on confirme qu'une exploration est en cours, en liaison avec le ministère de la santé, des solutions européennes. L'abandon du réseau commercial américain de la C.G.R. apparaît en effet comme une clause difficilement acceptable.

Dans quelques jours, on devrait connaître la position du gouvernement sur le projet d'accord avec la firme américaine. En cas de refus, on demanderait à M. Jacques Fournier, directeur délégué de Thomson, chargé des activités médicales, de négocier une solution européenne, voire « mixte », associant alors Technicare, une firme allemande et la C.G.R.

J.-Y. N.

(1) La R.M.N. est une technique nouvelle et prometteuse d'investigation diagnostique atraumatique. Ses performances devraient dépasser celles déjà obtenues avec les scanographes.

(2) *Electronique Actualités* daté du 4 février 1983.

Après plusieurs accidents

UN ANALGÉSIQUE EST RETIRÉ DU MARCHÉ DANS PLUSIEURS PAYS

Un médicament (1) destiné à lutter contre la douleur (analgésique) vient d'être retiré du commerce et interdit à la vente dans plusieurs pays, dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique et le Brésil. Commercialisé par la firme américaine Johnson and Johnson, ce produit est tenu pour responsable de plusieurs accidents graves de nature allergique. On craint aussi qu'il ait causé la mort de cinq personnes aux États-Unis.

C'est le fabricant qui, directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, a interrompu la vente de cette spécialité. En France, ce médicament avait obtenu une autorisation de mise sur le marché, mais n'avait cependant pas encore été commercialisé. La société américaine Johnson and Johnson est aussi le fabricant d'un autre produit analgésique — le Tylenol — objet il y a quelques mois d'une véritable psychose aux États-Unis après que plusieurs lots de cette substance eurent été volontairement contaminés avec du cyanure.

(1) Il s'agit d'un anti-inflammatoire non stéroïdien connu sous le nom de Zomax ou Zomepirac.

SPORTS

FOOTBALL

NANTES SOLIDE LEADER DU CHAMPIONNAT DE FRANCE

Aucune équipe n'a pu s'imposer à l'extérieur le 9 mars, à l'occasion de la vingt-septième journée du championnat de France de première division. Nantes, qui a passé trois buts à Toulouse, a renforcé sa position de leader, mais la lutte pour les places qualificatives aux Coupes d'Europe est de plus en plus serrée. Le second, Bordeaux, qui a fait match nul sur son terrain avec Brest (0-0), est toujours talonné par Paris-Saint-Germain, qui est allé prendre un point à Bastia (1-1). Facile vainqueur de Lyon (3-0), Monaco a pour sa part pris la quatrième place au détriment de Lens, qui a battu néanmoins Laval (2-0). En queue du classement, Saint-Étienne s'est écarté de la zone dangereuse en battant Lille (0-0).

RÉSULTATS

*Nantes b. Toulouse	3-0
*Bordeaux et Brest	0-0
*Bastia et Paris-St-Germain	1-1
*Lens b. Laval	2-0
*Monaco b. Lyon	3-0
*Tours et Sochaux	1-1
*Rouen et Auxerre	1-1
*Nancy b. Metz	4-0
*Mulhouse b. Strasbourg	2-0
*Saint-Étienne b. Lille	1-0

Classement : 1. Nantes, 41 pts ; 2. Bordeaux, 33 ; 3. Paris-Saint-Germain, 32 ; 4. Monaco, 31 ; 5. Lens, 31 ; 6. Laval, 30 ; 7. Brest, 29 ; 8. Sochaux, 28 ; 9. Nancy, 27 ; 10. Auxerre, 27 ; 11. Strasbourg, 25 ; 12. Metz, 24 ; 13. Rouen, 24 ; 14. Saint-Étienne, 24 ;

SKI ALPIN. — *L'Américaine Tamara McKinney, qui a renoué avec la victoire en remportant, le 9 mars, le slalom géant de Waterville-Valley (New-Hampshire), devant l'Allemande de l'Ouest Maria Epple et la Française Fabienne Serrat, a, du même coup, pris la tête du classement de la Coupe du monde.*

BASKET-BALL

Finale de la Coupe des coupes

VILLEURBANNE DOMINÉE PAR PESARO

Vingt-quatre heures après la victoire de Limoges en Coupe Korac, les Villeurbannais n'ont pas connu la même fortune. En finale de la Coupe d'Europe des coupes, les Français se sont inclinés, le 9 mars, à Palma-de-Majorque face aux Italiens de Pesaro (111-90), au terme d'un match où ils subirent la pression physique et technique de leurs adversaires.

Après avoir résisté jusqu'à la mi-temps (52-50) les coéquipiers d'Alain Gilles, qui ne fut pas très inspiré, furent bousculés notamment par le Yougoslave Kicanovic (31 points) et l'Américain Silveter (24 points). Le meilleur réalisateur de Villeurbanne à été Philippe Szanyiel (26 points).

PATINAGE ARTISTIQUE. — *Après une performance technique (triple boucle) et artistique, les Soviétiques Elena Valova et Oleg Vasiliev, respectivement âgés de vingt et vingt-trois ans, sont devenus champions du monde de patinage artistique par couple le 9 mars à Helsinki en devançant les Allemands de l'Est Sabine Baess et Tassilo Thierbach, tenants du titre, dont ils étaient les dauphins aux championnats d'Europe à Dortmund, il y a un mois.*

RUGBY. — *Philippe Dintrans au talonnage, Gérald Martinez à la mêlée et Didier Camberabero à l'ouverture : pour le dernier match du Tournoi des cinq nations, qui opposera, le 19 mars, la France au Pays de Galles, les sélectionneurs sont revenus à la solution qui avait permis au « quinze » tricolore de s'imposer en Angleterre.*

JUSTICE

Faits et jugements

Les Irlandais de Vincennes plaident l'annulation de la procédure

Les avocats des trois Irlandais arrêtés, le 28 août, à Vincennes, par les gendarmes du G.I.G.N. ont plaidé, mercredi 9 mars, à huis clos devant la chambre d'accusation de la cour de Paris, l'annulation de la procédure. Contestant les conditions de l'arrestation de leurs clients et de la perquisition de leur appartement (*le Monde* du 1er février), ils estiment qu'il y eut violation des articles 53, 54, 56 et 57 du code de procédure pénale. Les conditions légales permettant le recours au flagrant délit n'auraient pas été réunies, aucun officier de police judiciaire compétent n'aurait été présent sur les lieux lors de l'arrestation, et les formalités exigées durant une perquisition n'auraient pas été respectées.

La chambre d'accusation statuera le 23 mars sur cette demande de nullité transmise par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Alain Verleene. Geste qui avait été remarqué, dans la mesure où, selon l'article 171 du code de procédure pénale, il n'y est pas tenu à moins qu'il ne lui paraisse « *qu'un acte de l'information est frappé de nullité* ».

La Chambre d'accusation, par ailleurs, avait rejeté, le 23 février, une demande de mise en liberté des trois Irlandais. Depuis, l'un d'eux, Michael Plunkett, incarcéré à la Santé, a annoncé qu'il entamait « *une période de jeûne* » afin d'exiger pour lui et ses coïnculpés « *le statut politique qui est notre droit en tant que prisonniers politiques irlandais* ».

Une carambouille à Rungis : neuf condamnés.

La carambouille de 6 millions de francs de la Sicofi (Société internationale de courtage en opérations financières et immobilières) commise de mai à août 1977 sur des produits surgelés achetés à Rungis et revendus à vil prix en Corse, a conduit, mercredi 9 mars, à l'arrestation, à l'audience de la 13e chambre correctionnelle de Paris, de Mme Nicole de Wild, quarante-six ans, condamnée à quatre ans d'emprisonnement et 10 000 F d'amende (*le Monde* du 3 mars 1979).

Le dirigeant de la Sicofi, M. Eugène Vinciguerra, dit Mimi la France, quarante-neuf ans, ne s'est pas présenté devant le tribunal. Il est condamné aux mêmes peines que Mme de Wild, et un mandat d'arrêt a été délivré à son encontre. Les autres prévenus sont aussi condamnés : M. Henri-Napoléon Pietri, boucher, à vingt-quatre mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, et 10 000 F d'amende ; Mme Evelyne Bonneton, MM. Roland Colonna, dit Roland la Bécasse, Christian Vatoux, Toussaint Casarolli et Francis Dujardin, à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende ; M. Henri Bourdiec à 400 000 F d'amende. Une douzaine de fournisseurs ont obtenu des dommages-intérêts.

L'employeur violent et le médecin du travail

Rouen. — Le tribunal de grande instance de Rouen a condamné, mercredi 9 mars, le gérant d'un restaurant rouennais à deux mois de prison avec sursis et 800 francs d'amende. M. Patrick Jary, restaurateur, avait pris à partie, en juin 1981, un médecin du travail, le docteur Jacques Adler, dans son cabinet, alors que celui-ci recevait une patiente. M. Jary reprochait au médecin de retenir trop longtemps l'une de ses employées à la consultation. Pour manifester son désaccord, il avait pénétré dans le cabinet du docteur Adler, l'avait bousculé et insulté.

L'affaire aurait pu en rester là si M. Jary, à l'instigation de M. Roger Duboc, président du service médical inter-entreprises de la chambre syndicale du commerce et des P.M.E., n'avait proféré, par lettre, des accusations. Dans cette missive, M. Duboc indiquait notamment que « *le docteur Adler aborde plus les questions politiques et sociales qu'il ne s'occupe de la santé des patients* ».

Trois mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende avaient été requis lors de l'audience, en février, à l'encontre de M. Jary par le premier substitut, M. Bardy. Pour leur part, les avocats de M. Adler, Mes Jean-Pierre Mignard et Jean Martin, avaient rappelé les difficiles conditions d'exercice de la médecine du travail lorsque celle-ci a affaire à des entreprises à caractère artisanal.

M. Jary devra verser, en dommages et intérêts, 5 000 francs au docteur Adler et 2 000 francs au Syndicat de la médecine du travail, d'une part, et au Syndicat national professionnel des médecins du travail, d'autre part, devant le préjudice subi par la profession. Il devra également verser 1 500 francs à chacun des syndicats pour frais de justice. — (*Corresp.*)

CARNET

Adoptions

— Hélène et Hubert JOUVE laissent à Xavier la joie d'annoncer l'arrivée dans leur foyer de

Florence,

à l'âge de quatre mois.
8, domaine des Plantées,
38330 Riviers.

Décès

— *Le colonel Fernand Albouy,*
Le docteur
et Mme Georges Schlesinger,
M. et Mme Jean-Pol Simond et leurs enfants,
Mlle Chantal Simond,
Les familles Alby, Glaizes et *Boussus,*
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Fernand ALBOUY,
née Simone Pagnoud,

leur épouse, sœur, belle-sœur, tante, grand-tante et cousine,
survenu le 8 mars 1983.
La cérémonie religieuse aura lieu le 11 mars 1983, à 9 heures, en l'église de Rambouillet (Yvelines).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nice. Toulouse. Fort-de-France. Paris. Casablanca.
Mme Estelle Benazeraf,
M. et Mme Francis Benazeraf et leurs enfants,
M. et Mme Turenne et leurs enfants,
Les familles Jacob, Albert, David et Salomon Benazeraf,
MM. Isaac et Moses Benazeraf,
M. René Lemaire,
Leurs familles, parents et alliés,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Elie BENAZERAF,

survenu à Nice, le 12 février 1983,
leur époux, père, grand-père et frère chéri, oncle et cousin.

— Mme Maurice Buisson, son épouse,
Jean-François Buisson, son fils,
Laurent Buisson, son petit-fils,
font part du décès de

Maurice BUISSON,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

François CASTEL,
pasteur de l'Eglise réformée
du Cognaçais,
est décédé le 8 mars 1983, dans sa quarante et unième année.
Il ne souhaitait ni fleurs ni couronnes.
Ceux qui le désirent peuvent adresser leurs dons à la Cimade pour les réfugiés du Nigéria. (C.C.P. Paris 4088-87 Y.)
176, rue de Grenelle, 75007 Paris.

— *Mme Emilie Haggiag,*
M. et Mme Raymond Cohen,
M. et Mme David Cohen,
M. Gilles Cohen,
M. Youri Cohen,

Les familles Cohen, Haggiag, Sotto, *parentes et alliées,*

ont l'immense douleur d'annoncer le décès subit, à l'âge de trente-deux ans, de leur petit-fils, frère, oncle adoré,

Jean-Claude COHEN,

ancien élève
de l'Ecole *nationale* supérieure
des Arts et Métiers.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montparnasse-sud, vendredi 11 mars, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille ne reçoit pas.

— M. et Mme René Peyre,
M. et Mme Jean Deshayes,
M. et Mme Henri Couvreur,
M. et Mme Stanislas Ronssin,
M. et Mme Pierre Biquet,
M. et Mme Denis Couvreur,
M. et Mme Dominique Couvreur,
M. et Mme Alain Jacqmin,
ses enfants,
Ses vingt-sept petits-enfants,
Ses dix-sept arrière-petits-enfants,
Et les familles Piketty, Etienne, Couvreur, Duthoit,
font part du décès de

Mme Victor COUVREUR,
née Jacqueline Piketty,

rappelée à Dieu le 8 mars, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, en son domicile.
Ses obsèques seront célébrées en l'église Saint-Louis-en-l'Ile, le vendredi 11 mars, à 8 h 30.
Ils invitent à partager leur peine, leur *prière et leur espérance dans la foi.*
Ni fleurs ni couronnes.
32, quai de Béthune,
7504 Paris.

— Mme Armande Cresto,
M. Jean Michel Cresto,
Mme Micheline Rodriguez,
Toute la famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert CRESTO,

survenu le 3 mars 1983, à Paris-14e, dans sa *soixante-septième année.*
L'incinération a eu lieu dans la plus *stricte intimité.*
Les cendres seront déposées au cimetière de Monaco (Principauté de Monaco) dans le caveau de famille.

38, rue d'Enghien, *75010* Paris.
31, quai de l'Ourcq, 93500 Pantin.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel
DUPLESSIS-KERGONARD,
le 6 mars 1983 à Caumont-sur-Durance.
De la part de ses enfants et petits-enfants.

— M. et Mme Walid Hrayssi, ses parents,
Frédéric-Majid et Maxime-Tarek, *ses frères,*
M. Nabil Hrayssi, son oncle,
Toute sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nadia HRAYSSI,

survenu le jeudi 3 mars 1983, à l'âge de vingt-cinq ans.
L'inhumation a eu lieu jeudi 10 mars 1983 à Villemoutiers (Loiret) dans la *stricte intimité.*
Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Raynouard,
75016 Paris.

— M. et Mme Paul-Marie Janet,
Sergio et Florentin,
Mlle Nicole Janet,
Mme Marc Aureau,
M. Dominique Aureau,
M. et Mme François Aureau,
Matthieu et Damien,
M. et Mme Christian Strohl,
Thierry et Olivier Strohl,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petit-fils,
Mme Charles Dumas, sa sœur,
Les familles Morillot, Duvernoy, Dumas, Maurice Janet, Henri Janet, Margaillan, Piveteau, Monbeig,
ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
ont la douleur de faire part de la mort de

Mme André JANET,
née Hélène Morillot,

dans sa quatre-vingt-treizième année, le 9 mars 1983.
La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'église de Forges-les-Bains (Essonne) par le pasteur Sahágian et le Père Delmonte, le lundi 14 mars, à 11 heures.
« *Heureux les miséricordieux, car ils obtiendront miséricorde.* »
8, rue du Four, 75006 Paris.

— M. Joseph Lafarge, son époux,
Le docteur et Mme Pierre Lafarge,
M. et Mme Claude Lafarge,
ses enfants,
Fabienne et Jacques, Anne, Bertrand, Philippe, Lucrèce, Géraud,
ses petits-enfants,
M. et Mme Maxime Old et leur fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Joseph LAFARGE,
née Jeanne Old,

survenu le 8 mars 1983, à Paris.
La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, aura lieu le 12 mars, à 10 h 30, à Saint-Vincent (Cantal).
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.
26, rue des Bluets, 75011 Paris,
Colture - Saint-Vincent,
15380 Anglards.

— *Mme Jean-François Morin,*
Mlles Françoise et Isabelle Morin,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-François
MORIN,

leur époux, père et parent,
survenu le 9 mars 1983, dans sa cinquante-sixième année, en son domicile à Croissy-sur-Seine (Yvelines).
Les obsèques seront *célébrées* le vendredi 11 mars 1983, à 16 h 15, au cimetière de *Croissy-sur-Seine où l'on se réunira.*
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Montpellier.
Mme Jean de Richemond,
M. et Mme Philippe Bonneville,
Arnaud, Charlotte, Lucile,
M. et Mme Pierre Roman,
Frédéric, Henri,
Jean-Philippe, Estelle,
M. et Mme Max de Richemond,
Nancy, Gilles,
M. et Mme Francis de Richemond,
Laurent, Nelly,
M. et Mme Jean-Luc de Falloise,
Sabine, Jérôme, Emilie,
M. et Mme Georges de Richemond,
Mlle Soline de Richemond,
Mme Lucien Peyrot,
Les familles de Richemond, Delord, *Peyrot,* Leenhardt, Chatel, Schulz, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean de RICHEMOND,
architecte D.P.L.G.,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu après une douloureuse maladie, *le 27 février 1983, à l'âge de soixante-*dix-huit ans.
Les obsèques ont eu lieu le 2 mars 1983, *en l'église réformée,* à Montpellier.

« Jésus leur répondit : ...les boiteux marchent, les morts ressuscitent et la bonne nouvelle est annoncée aux petits. »
Matthieu 11, v. 5.

7, rue Marceau,
34000 Montpellier.

Remerciements

— Mme Jean Artus et ses enfants,
Mme André Artus
Et toute la famille,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

docteur Jean ARTUS,

exprimeat leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Le 12 mars 1981,

Renaud HERLIN

décédait accidentellement.
Il reste vivant dans le souvenir fidèle de ceux qui l'ont connu et aimé.
Une pensée affectueuse leur est demandée en union avec les messes qui seront célébrées à son intention.

— Il y a quatre ans mourait le

docteur RENET,
dit
Jacques DESTRÉE.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Avis de messes

— François de Menthon et ses enfants vous prient d'assister à la messe qui sera célébrée le mardi 15 mars, à 18 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis,* Raymond-Poincaré, à Paris-16e, à *l'intention de*

Mme François de MENTHON,
née Nicole de Saint-Seine,

rappelée à Dieu le 4 février 1983.

Messes anniversaires

— En *mémoire du sacrifice* de
Jean BASTIEN-THIRY,
fusillé le 11 mars 1963,
une messe anniversaire sera dite en l'église Notre-Dame des Victoires (Paris-9e), le *vendredi* 11 mars 1983, à 18 h 45.
Une cérémonie du souvenir aura lieu sur sa tombe, au cimetière de Bourg-la-Reine (92), le samedi 12 mars 1983, à 15 h 30.

— *En ce jour anniversaire du rappel à* Dieu de
M. Georges DUCELLIER,
une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le troisième anniversaire de la mort de
Jean LAMBERT,
avocat général honoraire
à la Cour de cassation,
une messe sera célébrée le samedi 12 mars, à *18 h 30, en l'église* Saint-François-de-Sales.
Il est demandé à tous ceux qui l'ont connu et aimé de s'y associer par une pieuse pensée.

Communications diverses

— Conférence-débat. — La lettre des évêques sur la conjoncture économique et sociale « *Pour des nouveaux modes de vie* », par Mgr Coloni, évêque auxiliaire de Paris, mercredi *16* mars, à 12 h 30, paroisse Saint-Augustin, 7, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

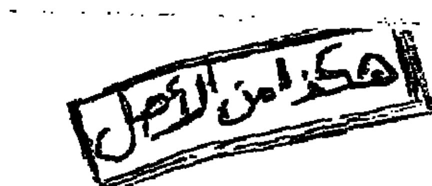
Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





Le Monde

culture

DANSE

FESTIVAL AU THÉATRE PRÉSENT

Michel Hallet... « Retour en avant »

Michel Hallet a ouvert le Festival de danse du Théâtre Présent avec *Retour en avant*, où se concrétisent une fois encore les recherches particulières de ce chorégraphe lyonnais pour acclimater une danse contemporaine, libre et belle, mais puisant aux sources de notre patrimoine gestuel. Chacun de ses ballets, quel qu'en soit le style, est une œuvre mûrie, vécue par une équipe et dont on peut suivre le travail d'élaboration à la trace.

Retour en avant, composé de huit sections avec soli et ensembles, s'appuie inhabituellement sur les structures musicales de Bach. L'ouverture est une prise de possession, un quadrillage du plateau dénudé, la présentation en quelque sorte d'un vocabulaire de base avec des pas battus, des étirements du corps, tout en jeu de pieds complexe et plaisant, que l'on retrouvera ensuite au gré du parcours, tantôt vif, tantôt nonchalant.

Le spectacle a d'abord du mal à prendre son rythme, en raison peut-être d'une longue séquence dans le silence où l'on ne perçoit pas la respiration de la chorégraphie. Cette séquence a le désavantage de montrer les manques de la troupe qui ne possède pas toute la perfection technique requise pour une exécution aussi complexe. Le climat naît avec l'intervention de la musique. Les danseurs entrent, sortent, se rencontrent, se regroupent. Ils se transmettent l'énergie comme des billes, s'abordent dans un balancement tranquille, s'offrent quelques fugues. Téméraire, Michel Hallet flirte avec les stéréotypes (« *Jésus que ma joie demeure* »), et les casse d'un geste insolite, un frôlement de main, une fausse amorce de porté, ou encore par un solo de Pascal Gouey à l'équilibre bouleversant. Et puis soudain tout bascule avec le *Concerto por violon en la mineur*. C'est un fabuleux tissage d'énergies, un feu d'artifice de traversées en tous sens, des envolées en triangles d'oiseaux migrateurs, et des enchaînements si sensibles qu'ils amènent le public à une totale récipiscence.

C'est la danse à l'état pur ; on voudrait s'y plonger. Sans doute faut-il voir *Retour en avant* plusieurs fois pour en déceler toutes les richesses d'écriture. Et là, on s'interroge : aujourd'hui on parle de crise, de manque de chorégraphes. Alors comment se fait-il que le groupe de recherches de l'Opéra de Paris ou le Ballet Théâtre de Nancy, ou tant d'autres troupes en quête de créateurs ignorent une telle évidence ?

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre présent : 20 h 30.

L'ÉCOLE DE L'OPÉRA AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

Les petits rats jouent aux grands

C'est maintenant une tradition : chaque année, l'École de danse de l'Opéra donne un spectacle chorégraphique où les « rats » jouent aux grands, leurs aînés du corps de ballet. Le Théâtre des Champs-Élysées a affiché complet pour les cinq soirées et matinées, dont la « première » a eu lieu samedi 5 mars devant le public conquis d'avance des parents et des amis.

Depuis qu'elle a pris la direction de l'École en 1972, Claude Bessy a non seulement transformé la plastique de ses jeunes élèves mais elle leur a donné une présence précoce en scène. Fini les visions d'échappée de bocal, roulant des yeux comme des boules de loto ou de freluquets se mordant la langue entre deux équilibres. Les garçons sont maintenant de beaux types costauds, les filles toutes jolies de visage et dotées de longues jambes qui leur font darder l'arabesque aux frises, à l'image de leur directrice quand nous l'admirions dansant elle-même en étoile.

En dehors de leur enseignement technique dans les cinq divisions du palais Garnier, ces quatre-vingt-quatorze élèves reçoivent aujourd'hui une formation scénique qui leur permet de se produire en dehors de leur base et parfois fort loin comme au cours de leur tournée au Japon en juillet 1981. En six saisons de représentations annuelles, l'École s'est constitué un répertoire, où le plus adapté à la jeunesse est *les Deux Pigeons, Jeux d'enfants, le Bal des cadets* et *les Animaux modèles*.

Pour cette toute dernière production, Claude Bessy a voulu faire elle-même œuvre de chorégraphe : *Boîte à musique*, une dizaine de numéros d'après un montage musical, et *Mouvements*, sur la Symphonie classique de Prokofiev interprétée par l'orchestre de Créteil, en composaient le pot-pourri. Un juste hommage au regretté Georges Skibine aura permis d'épingler en morceau de choix le si joli pas de deux de *Daphnis et Chloé*, de Ravel dansé par Sandrine Henault et Guillaume Graffin, les deux espoirs maison.

OLIVIER MERLIN.

VARIÉTÉS

GOTAINER A L'OLYMPIA

Les plaisirs du rock burlesque

Les chansons burlesques de Richard Gotainer se sont frayé un chemin depuis cinq ans. *Le Forgeur de tempos, Primitif, Polochon blues, Maman flashe et papa flippe, Capitaine hard-rock*, c'est toute une série de titres bouffons imaginés avec Claude Engel, son complice-musicien rencontré à l'époque où le chanteur était concepteur de « jingles » publicitaires destinés à la radio. Sur scène, Gotainer a fait ses débuts il y a quelques années en première partie de Coluche, au Café de la Gare, puis d'Eddy Mitchell à l'Olympia. Dans ce même music-hall du boulevard des Capucines, le voici aujourd'hui dans un spectacle qu'il a lui-même conçu et qu'il anime avec une solide équipe de techniciens, de choristes, de danseuses et de musiciens menés par Claude Engel et Christian Padovan.

Ce show, bien construit autour des chansons mises en situation, développe une sorte de comédie parodique, une fantaisie et un humour débridés mais toujours légers, un comique un peu anarchisant nourri des thèmes de la vie et présenté avec une grande innocence apparente, une énergie, enfin, continuellement en ébullition.

Richard Gotainer est une vraie nature, qui a élaboré patiemment et méthodiquement son jeu d'acteur, qui a mis au point un personnage proche parfois d'un Walter Mitty inspiré et un peu rocker, à la fois dynamique et débonnaire, à la démarche chaloupée et dont la voix joue avec les intonations.

Toute l'équipe de Richard Gotainer participe pleinement et avec bonheur à un spectacle constamment drôle, traversé de moments de délire mais aussi de quelques flashes d'émotions (*les Quatre Saisons* où Gotainer, mine de rien, élargit sa palette).

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 20 h 45.

MUSIQUE

GUERRE DE TRANCHÉES A L'OPÉRA

Des syndicalistes attaquent la future saison de M. Bogianckino

L'Opéra de Paris est décidément une drôle de maison. On sait le rôle joué par le personnel dans le départ, un an avant l'heure, de M. Bernard Lefort. Cette fois, certains de ses représentants demandent le départ de M. Massimo Bogianckino avant même qu'il soit arrivé jusqu'à son fauteuil d'administrateur. En compensation, ils célèbrent le « quadrige » actuel, composé de MM. Paul Puaux, Jean-Pierre Leclerc, Alain Lombard et Georges Hirsch, au milieu d'une saison honorable, mais assez pâle, dont ils semblent prétexter qu'elle est en grande partie l'œuvre posthume de Bernard Lefort...

Telle est la substance des déclarations faites aux *Nouvelles littéraires* de ce 10 mars par M. Louis Dilliès, ex-délégué de l'Orchestre de l'Opéra et secrétaire général du Syndicat des artistes du spectacle (majoritaire au comité d'entreprise de l'Opéra) et Mme Thérèse Cochet, membre du conseil d'administration au titre du personnel et représentante C.F.D.T.

Ces syndicalistes vantent l'action de M. Alain Lombard et son esprit de dialogue, s'inquiètent de la lenteur des négociations sur les conventions collectives, craignent que l'Opéra de la Bastille n'entraîne la fermeture de la salle Favart, et surtout accusent M. Bogianckino d'« *impréparation* » et à la limite d'incompétence. « *On pourrait le nommer plutôt bibliothécaire* », dit M. Dilliès.

Leurs griefs portent sur le manque de concertation, une planification artistique qui leur paraît en retard, un rejet ou un « *engagement sans discernement* » des artistes français, voire les émoluments du nouvel administrateur..., mais essentiellement sur la programmation de la saison prochaine (ce qui peut paraître une curieuse conception de la responsabilité syndicale dans les entreprises) : « *Neuf ouvrages au palais Garnier, dont cinq dépassent les quatre heures et qui, surtout, ne doivent pas nécessairement attirer un nombreux public* », leur attrait étant surtout historique ou musicologique (1). Ils vont jusqu'à envisager le maintien de la direction collégiale et le départ de M. Bogianckino : « *Pour nous, ce qui doit arriver est pire que tout, et il nous semble qu'il vaut mieux une solution peut-être difficile qu'une situation assurément catastrophique.* »

Dans le même numéro des *Nouvelles littéraires*, M. Bogianckino répond avec la même vigueur, point par point ; pour être fine et florentine, son épée n'en est pas moins bien trempée. Il effleure Alain Lombard, « *qui s'est attribué pour cette saison la direction de six opéras et de je ne sais combien de concerts* », épingle plus durement Mme Cochet à plusieurs reprises, juge l'actuelle saison « *ni excellente ni médiocre* », constate « *une baisse sensible des abonnements au palais Garnier* » défend le programme qu'il a conçu : « *Le public est beaucoup plus perspicace que ne le prétendent les bas-bleus. Il ne faut pas s'enfermer dans le déjà dit, le déjà vu. La mission du directeur d'un théâtre subventionné, donc service public, est celle de la diffusion de la culture et non, de façon prioritaire, la billetterie.* »

Le climat malsain qui se développe à nouveau autour de l'Opéra de Paris appelle assurément une mise au point de l'autorité de tutelle (le ministère de la culture), qui s'était pourtant bien juré de ne plus intervenir dans les problèmes intérieurs, renvoyés au conseil d'administration. Mais de la guerre de tranchées on passe une fois de plus à la guerre de mouvement, sur la place publique.

Pour sa part, M. Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la culture, déplore « *cette politique inutile et stérile* ». Pour lui, nous a-t-il déclaré, « *si le personnel à lieu d'être satisfait de la direction collégiale actuelle, il ne peut porter de jugement sur la saison à venir* ». M. Maurice Fleuret souhaite « *qu'on laise faire son travail à M. Bogianckino* ». Il indique enfin, que les organisations syndicales de l'Opéra de Paris, où la C.F.D.T. est majoritaire, n'ont jamais demandé à le rencontrer.

J. L.

(1) Il s'agit de *Moïse*, de Rossini, *Saint François d'Assise*, de Messiaen, *Iphigénie en Tauride*, de Gluck, et de la première version de *Madame Butterfly* (qui sera donnée parallèlement à celle qu'on connaît).

Lu

« L'HOMME NEURONAL », de Jean-Pierre Changeux

La mécanique cérébrale

Le chapitre central de *l'Homme neuronal*, l'ouvrage que Jean-Pierre Changeux, professeur au Collège de France et à l'Institut Pasteur, consacre au cerveau humain, commence par ces lignes : « *Bergson, dans* Matière et mémoire, *écrivait que le système nerveux n'a rien d'un appareil qui servirait à fabriquer ou même à préparer des représentations. La thèse développée dans ce chapitre est l'exact contrepied de celle de Bergson* ».

Le livre de Jean-Pierre Changeux n'est pourtant pas une machine de guerre conte des philosophies plus ou moins honorables. C'est un exposéo m - plet et lucide de nos connaissances actuelles sur le cerveau, des théories qu'on peut fonder sur elles, et de quelques implications qui en résultent.

Les « objets mentaux » sont répartis par l'auteur en trois classes : les percepts, qui résultent de l'interprétation par les neurones cervicaux des informations transmises par les images des sens; les images mentales, « *visions intérieures* » qui ne sont pas liées à une perception mais sont « *évoquées* » pour des motifs variés, par exemple la lecture du mot « Joconde » : enfin les concepts, images « *squelettiques* » qui résultent « *d'une schématisation, voire d'une abstraction* ». Jean-Pierre Changeux insiste sur l'unité profonde de ces trois catégories d'objets mentaux, qui ne se distinguent que par une plus ou moins grande composante sensorielle, et sur leur incontestable matérialité. Les objets mentaux sont des « *graphes de neurones* », des assemblées comportant peut-être plusieurs millions de cellules nerveuses interconnectées. Même si l'on ignore encore les mécanismes qui stabilisent ces assemblées, leur existence est certaine, et des techniques récentes de radiograpies permettent de les voir.

Ayant ainsi « *détruit les barrières qui séparent le neural du mental* », Jean-Pierre Changeux décrit ensuite la genèse du système. Sans entrer dans l'éternel faux débat entre l'inné et l'acquis, il indique comment les gènes peuvent orienter les divisions cellulaires qui engendreront, bien avant la naissance, au moins trente milliards de neurones. Ceux-ci constitueront, sa vie durant, le cerveau humain, mais les connexions entre ces neurones mettront des années à s'établir et à se stabiliser. Là encore le mécanisme de cet assemblage n'est pas certain, mais plusieurs découvertes récentes viennent confirmer le processus de « stabilisation sélective » que l'auteur et d'autres chercheurs ont proposé il y a dix ans.

L'approche est clairement réductionnistes et mécaniste, comme en témoignent les références à Diderot ou à La Mettrie. Changeux isole des éléments, étudie le cerveau à l'échelle du neurone. Il est de bon ton de critiquer le réductionnisme, mais on doit bien constater qu'il est à l'origine de l'immense majorité des progrès scientifiques.

On pourrait contester la vision mécaniste du neurobiologiste Changeux en arguant qu'il retarde, que les physiciens actuels ont dû, bon gré mal gré, y renoncer, que la mécanique quantique impose un indéterminisme foncier et une globalité (non-séparabilité) du monde qui interdit tout découpage en éléments trop bien isolés. Ce serait un mauvais procès. Les synapses neuronales ont beau avoir des dimensions d'une incroyable petitesse, les quantités de neurotransmetteurs être inférieures au milliardième de microgramme, on est encore dans le domaine du macroscopique au sens que la physique actuelle donne à ce mot. Aucune opposition sérieuse ne peut venir de ce côté.

Il faut en prendre son parti, la science avance et sonne constamment le glas des conceptions anciennes. Élève de Jacques Monod, Changeux le cite à quelques reprises. C'est parfois pour indiquer que sont devenues intenables des positions prises, il n'y a pas vingt ans, par ce biologiste de tout premier plan. Quelle autorité accorder alors aux arguments des grands penseurs du passé ? Libre à chacun de ne pas lire les dernières pages de ce livre, où Changeux demande : « *Désormais, à quoi bon parler d'esprit ?* » Cela n'empêchera pas la question d'être posée.

MAURICE ARVONNY.

★ Editions Fayard, 419 pages, 120 francs.

CINÉMA

« LA BARQUE EST PLEINE », de Markus Imhoof

Suisse, terre d'asile ?

A la fin de la deuxième guerre mondiale, *la Dernière Chance*, film tourné en 1944 par Léopold Lindtberg, autrichien émigré en suisse depuis 1933, connut un immense succès pour avoir montré l'odyssée d'un groupe de prisonniers évadés et de civils menacés par les nazis, réussissant, à force de solidarité, à trouver un refuge sur le territoire helvétique. Les autorités de Berne avaient pourtant opposé quelques obstacles à la réalisation de ce film qui remettait discrètement en cause la réputation d'une Suisse, terre d'asile.

Aujourd'hui, Markus Imhoof n'y va pas par quatre chemins pour dire et filmer, une réalité déplaisante. La Suisse, territoire neutre, avait instauré des règlements rigoureux limitant l'entrée des réfugiés, étrangers, juifs promis aux persécutions, à la mort. Il y en avait huit mille trois cents en 1942 lorsqu'on décréta, au Parlement, « *la barque est pleine* ».

le film de Markus Imhoof qui porte ce titre ne cherche pas à rouvrir une polémique mais à expliquer un mécanisme administratif qui, en toute « bonne conscience », refoula, à un certain moment, des indésirables. Débarqués clandestinement d'un train, au moment où l'on mure le tunnel de la voie ferrée, à la frontière, une femme juive, Judith, dont le mari est déjà passé, son frère, Olaf, un vieux juif et sa petite-fille, un déserteur allemand et un petit français orphelin, ont réusi à atteindre un village suisse bien tranquille. Une femme les recueille chez elle, mais le mari refuse, il faut prévenir la gendarmerie. Ce groupe, soudé par le hasard, cherche alors, avec de faux papiers et de fausses déclarations, à se faire passer pour une famille (le déserteur allemand ne risque que le camp d'internement) satisfaisant aux règlements du pays.

Dans ce village, à côté d'un peu d'entraide, ces réfugiés vont trouver beaucoup d'indifférence et quelque hostilité. Personne n'est méchant, mais on n'aime pas les étrangers et la loi est la loi. Par une mise en scène sèche, précise, frôlant l'indignation plus que l'émotion, Markus Imhoof raconte l'élimination « ordinaire » des proscrits. Le gendarme fait son métier de gendarme. Il découvre les duperies, le statut de réfugiés politiques ne peut être accordé à ces gens.

Une scène dramatique – la brève entrevue, en prison, de Judith (une admirable comédienne, Tina Engel, dont la dignité symbolise celle de tout le groupe refusé) avec son mari – est traitée avec sobriété mais laisse voir la gravité historique du problème. A l'entrée du pont qui conduit à la frontière mortelle, un soldat presse le petit garçon de manger tout le chocolat qu'un villageois lui avait donné, car le règlement – lui, toujours – interdit l'exportation de cette marchandise. Détail absurde qui fait monter en nous la colère et l'horreur du racisme, de la bureaucratie, de l'égoïsme, d'une petite nation, vue du côté de ses fonctionnaires zélés. L'auteur-réalisateur de ce film a beaucoup de talent et de force pour exprimer l'intolérable.

JACQUES SICLIER.

★ Voir films nouveaux.

« Le confort et l'indifférence » de Denys Arcand

Réalisateur éclectique, n'hésitant pas à œuvrer tour à tour dans le documentaire (*On est au coton*, le film le plus fort peut-être tourné à ce jour sur la réalité sociale en Amérique du Nord) et la fiction (*la Grosse Galette, Réjane Padovani, Gina*), Denys Arcand présentait pour la première fois en France, mercredi 2 mars, le film qu'il a tourné en 1980 sur le référendum perdu de René Lévesque. Invitant les électeurs à lui confier le mandat d'introduire auprès du pouvoir fédéral une demande de négociation de l'indépendance du Québec dans le cadre d'une loi souveraineté-association, le premier ministre vit sa demande rejetée par plus de 59 % des suffrages exprimés contre 40 % de voix favorables. Denys Arcand cherche à comprendre les raisons de ce refus.

Un personnage en costume Renaissance lit à plusieurs reprises des extraits du *Prince*, de Machiavel, qui sert d'articulation, de manière un peu artificielle, au récit. Ce qui demeure, ce sont d'extraordinaires documents sur les élections elles-mêmes, le déchaînement d'une démagogie dans laquelle le simple bon sens de René Lévesque est englouti. Plusieurs cinéastes, dont Gilles Groulx, Jacques Godbout et Pierre Perrault, ont tourné chacun un bout de séquence, intégré au film de Denys Arcand, où ils commentent à leur facon ce référendum. Simple esquisse, et pourtant témoignage pour les temps à venir, *le Confort et l'Indifférence* dit naïvement, mais vertement, qu'une révolution, ça se paie par des sacrifices. La fable acquiert pour nous, Français, une étrange résonance.

LOUIS MARCORELLES.

■ **L'Eldorado-Club, animé par Albert Koski, s'ouvre ce jeudi 10 mars et présente au 4, boulevard de Sébastopol tous les jeudis, vendredis et samedis le nouveau visage du rock et du jazz français. Premiers musiciens à l'affiche : Denis Van Hecke, Didier Malherbe et Muriel Laude.**

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

NO ESCAPE, Centre canadien (555-35-73), 20 h 30.
KLEBER ET MARIE-LOUISE, Cartoucherie de la Tempête (328-36-36), 21 h.
L'OPÉRA BLANC, Centre du Marais (272-73-52), 20 h 30.
LA PLUS FORTE, PREMIER AVERTISSEMENT, Centre suédois *(271-82-20), 20 h 30.*
PEINES DE CŒUR D'UNE CHATTE ANGLAISE, Th. de Paris (280-09-30), 20 h 30.
LE PARADIS SUR TERRE, Th. 18 (226-47-47), 22 h.
LA MÉNAGERIE DE VERRE, Th. de la Plaine (250-15-65), 20 h 30.
L'ÉMOI D'AMOUR, Th. 13 (588-16-30), 20 h 30.
L'ORDINAIRE, Gemier (727-81-13), 20 h 30.
LES EMIGRÉS, Déchargeurs (236-00-02), 20 h30.
JEAN-PAUL FARRÉ, Créteil, Maison des Arts (899-94-50), 20 h 30.
MARIONNETTES TCHÈQUES, Th. de Paris, petite salle (280-09-30), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : la *Chauve-Souris.*
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Intermezzo.
CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer, 18 h 30 : Palerme ou Jérusalem.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Triptyque.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Partage.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : le Pip Simmons : Snuff le Silencieux.
PETIT TEP (797-96-06), 20 h 30 : Feuilleton théâtre (2e épisode).
BEAUBOURG (277-12-35), *Débats* et rencontres musées : 18 h 30 : Rétrospective de l'histoire des femmes par les femmes ; 18 h 30 : Yves Klein et la vision européenne ; – Cinéma-Vidéo : 19 h : Nam June Paik ; 16 h, 19 h : nouveaux films B.P.I. ; – Concerts-Animation : 18 h 30 : une heure de musique de chambre du vingtième siècle par les solistes de l'E.I.C. ; à 20 h : Culture *et politique.*
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 h 30 : Yvon Deschamps.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Chaud et Froid.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la *Leçon ; 21 h 30 :* le Cirque *(dern.).*

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Tristan et Yseult.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de soleil.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu.
ATELIER (606-49-24) 21 h : L'amour tue ; 18 h 30 : Chant du cygne.
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : les Corps étrangers.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Krehler.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine, les sardines.
CARTOUCHERIE, Théâtre de la Tempête (328-36-36), I, 20 h 30 : Lamentu di l'omu persu tra mare e surgente. – Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : Histoires de famille. – Epée de bois (808-39-74), 20 h 30 : la Mort travestie.
CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 30 : Superdupont ze show.
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16), 20 h 45 : Équi-Libre.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : la Mort d'Elsa.

Jeudi 10 mars

CIRQUE MORENO (782-02-82), 20h30 : Djebel Amour.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : les Dix Petits Nègres. – Resserre, 20 h 30 : le Bon Dieu ; le Marchand d'anchois. – Galerie, 20 h 30 : l'Étranger dans la maison.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), *21 h : Reviens dormir à l'Elysée.*
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Comédie passion.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Hôtel Jawat et de la plage.
CONSTANCE (258-97-62), 20 h 45 : Distorsion.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Argent mon bel amour.
DEUX PORTES (361-49-92), 20 h 30 : Les Fourmidiables.
ÉDOUARD VII (742-57-49), 21 h : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Azaïs.
ÉPICERIE (272-23-41), 18 h 30 : Orlamonde ; 20 h 30 : les Chants de Maldoror.
ESPACE CARDIN (266-17-30), 20 h 30 : les Contes d'Andersen.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 22 h : Kadoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
ESSAION (278-46-42), 20 h 30 : la Manekine.
FONDATION *DEUTSCHE* DE LA MEURTHE (258-67-55), 20 h 30 : Tambours de la nuit.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes ; II, 22 h : *S. Joly.*
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : la Chienne dactylographe.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : A Separate Peace – After Magritte.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Gilles X ; Maréchal de Rais.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; *21 h 30 : le Cirque.*
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34), I, 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II, 18 h 30 : Yes peut-être ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule ; Petite salle, 18 h 30 : OM-SAAD.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : L'avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Vison voyageur.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse, 21 h : Trois fois rien.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : *le Charimari.*
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 21 h : le Fauteuil à bascule.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I, 20 h 30 : Freud ; II, 20 h 30 : Huis clos.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Agir, je viens.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 22 h 30 : la Croisade ou du sang pour l'éternité.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), *20 h 15 : les Babas cadres ;* 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : Intimité.
THÉATRE DE PARIS (280-09-30), II, 18 h 30 : Silvia Malagugini.
THÉATRE 347 (874-44-30), 20 h 30 : la Surprise de l'amour.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Dylan. – Petite salle, 20 h 30 : l'Ambassade.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : Femmes d'un homme.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : l'Étiquette.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la Courte-Paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... fisc.

Le music-hall

ALLIANCE (544-41-42), 20 h 30 : Les sœurs Tortelli et Casciane.
BOBINO (322-74-84), 20 h *45 : J. Beaucarne.*
MARIGNY (256-04-41), 21 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : R. Gotainer.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Dimitri.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 21 h : Holiday on Ice.
PORTE DE LA MUETTE (288-46-10). *20 h 45 : Les nuits du cirque.*
PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (245-88-11), 20 h 30 : J. Clerc.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Josefina.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75), 20 h 30 : le Vagabond tzigane.

La danse

AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : Molissa Fenley Eureka.
ATHANOR (859-28-86), 20 h 30 : Le Regard aquarelle.
PALAIS DES CONGRES (758-13-03), 20 h 30 : la Belle au bois dormant.
THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h : Et si elle a chaud, elle !
THEATRE PRESENT (203-02-55), 20 h 30 : les lauréats du Concours international de Bagnolet 1983. Cie M. Hallet Eghayan.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : E.-P. Manceau, J.-L. Soyer, P. Douillez (Schubert, Poulenc, Rossini...).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboïm (Brahms).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30, V. Bellas (Beethoven).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Orchestre du Conservatoire de Paris, dir. Ph. Cambreling (Haydn, Dukas, Brahms).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), 20 h 30 : Steckar Tubapack.
BATACLAN (700-30-12), 19 h : Gun Club ; 22 h : Carnaval brésilien.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Gérard Badini, Swing Machine.
CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28), 20 h 30 : Solo et Namana.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Carnaval Combo.
CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), 23 h : Los Salseros.
DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 300 : J. Nucache, Big Band.
ELDORADO (208-45-42), le 13 : 20 h : *Léo Kottke.*
FNAC FORUM (261-81-18), 17 h 30 : Femmes du jazz.
FORUM (297-53-39), 21 h : Ph. Guillaume, M. Sadanowski, R. Dyens Trio.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : Monty Alexander.
PATIO (758-12-30), 22 h : Moustache.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Watergate Seven + One.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : *F. Faure, Ph. Lacarrière, E. Dervieu.*
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter, Les Barbecues.
SUNSET (261-46-60), 23 h : J.-M. Kadjan.
VIEILLE HERBE (321-33-01), 20 h : Hootenanny.

En région parisienne

ANTONY, Centre technique (666-02-74), 20 h 30 : l'Opéra de Smyrne.
AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (833-16-16), 20 h 30 : Noce.
BAGNEUX, Th. V.-Hugo (663-10-54), 20 h 30 : Lady Macbeth au village.
BAGNOLET, ATEM (364-77-18), 20 h 30 : Si télé m'était contée.
BOULOGNE-BILLANCOURT, T.T.B. (603-60-44), 20 h 30 : la Fleur au fusil.
CHELLES, C.A.C. (421-20-36), 20 h 45 : la Colère d'Achille.
LA COURNEUVE, C.C. J.-Houdremont (838-92-60), 20 h 30 : Gilles Vigneault.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h : la Tragédie de Coriolan.
IVRY, Théâtre (672-37-43), 20 h 30 : Homme pour homme.
MONTREUIL-SOUS-BOIS, Studio Berthelot (859-17-32), 21 h : Premières rencontres.
SAINT-DENIS (243-00-59), 20 h 30 : la Légende d'Agamemnon.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : les Marches ténébreuses.

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, Demain il sera trop tard, de *L. Moguy*; *20 h, Hommage à S.-S. Saless*: Utopia.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, le Ring, de A. Hitchcock; 17 h, le Grand Inquisiteur, de M. Reeves; 19 h, Denys Arcand : Québec, Duplessis et après...

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e *(575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06)* ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

ALL BY MYSELF (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54)

ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Trois Parnassiens, 14e (320-30-19).

L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33)

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85)

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 13e (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA BOUM N° 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE CAMION DE LA MORT (A., v.f.) : Gaîté-Boulevard, 9e (233-67-06).

CAP CANAILLE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

CAPITAINE MALABAR DIT « LA BOMBE » (It-A., v.f) : Paramount-City, 6e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

COBRA (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Cujas, 5e (354-89-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Miramar, 14e (320-89-52).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.). (V. ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'EMPRISE (A., v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'IMPOSTEUR (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LA MORT AUX ENCHÈRES (**) (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18) ; La Pagode, 7e (705-12-15).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Opéra, 2e (261-50-32).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A, v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PARTNERS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PHOBIA (A., v.o.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

POUR QUI VOTE L'OXYGENE (Holl., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44).

RAMBO (A., v.o.) (*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-50) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE RUFFIAN (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-63-68) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

T'ES HEUREUSE, MOI TOUJOURS (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TOUT L'OR DU CIEL (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Kinoparama, 15e (306-50-50) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

YOL *(Turc, v.f.) : Capri, 2e (508-11-69)* ; v.o. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES FILMS NOUVEAUX

LA BARQUE EST PLEINE, film suisse-allemand de Markus Imhoof, v.o. : Forum, 15e (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

LE CHAT NOIR (*) film italien de Lucio Fulci, v.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

L'ECRAN MAGIQUE, film italien de Gianfranco Mingozzi, v.o. : Denfert, *14e (321-41-01)*.

FANNY ET ALEXANDRE, film suédois d'Ingmar Bergman, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

HALLOWEEN III, LE SANG DU SORCIER (*) film américain de Tommy Lee Wallace, v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

HORREUR DANS LA VILLE (*), film américain de Michael Miller, v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

MORTELLE RANDONNÉE, film français de Claude Miller, Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SANS RETOUR (*), film américain de Walter Hill, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? film yougoslave d'Emir Kusturica, v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

ADIEU MA JOLIE (A., vo.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A., vo.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

ALPHAVILLE (Fr.) : Logos, 5e (354-26-42).

LES ARISTOCHATS (A., vf.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42)

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

BAKO L'AUTRE RIVE (Mali) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LA BÊTE (Fr.) (**) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

DEEP END (Ang., vo.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

DÉLIVRANCE (A., vf.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

LA DÉROBADE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

ELVIS SHOW (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FAMILY LIFE (Ang., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE FASCISME ORDINAIRE (Sov.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

LA FEMME A ABATTRE (A., vo.) : Rialto, 19e (607-87-61).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).

FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47 ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

JE REMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It., 1re partie, 2e partie) (v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE LAURÉAT (A.,v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

MAD MAX I (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL *(Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e* (354-20-12).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Épée-de-Bois, 5e (337-57-47).

PARSIFAL (Al., vo.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

PORTIER DE NUIT (It.,vo.) (**) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; (vf.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

SI DISNEY M'ÉTAIT CONTÉ (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).

LA STRADA (It., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

SOUPÇONS (A., vo.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

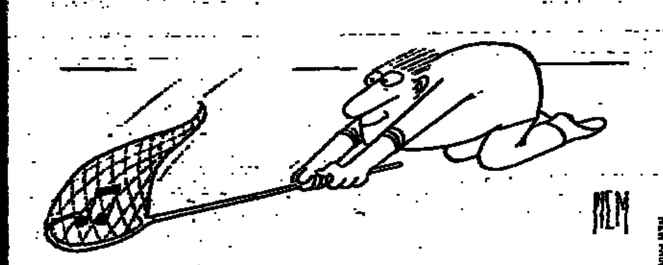
TÉMOIN A CHARGE (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LA VEUVE MONTIEL (Mex-Cub., v.o.) : 3-Parnassiens, 14e (320-30-19).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., vf.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

WOMEN (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).





COMMUNICATION

Quatre villes et leur presse

III. — Toulouse ou le pastel radical

Dans deux articles précédents (*le Monde* du 9 et du 10 mars), Dominique Pouchin a examiné les situations différentes de Bordeaux, où *Sud-Ouest* jouit d'un solide monopole, et de Saint-Etienne, où la *Tribune* et *Loire-Matin* se font une concurrence de bon aloi.

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

Toulouse. — *Impossible gageure...* Allez donc imprégner de doux parfums rétros ces murs aseptisés par des froideurs design ! Nourrir des nostalgies de lustrine dans ces bureaux qu'on dit « paysagers ». Honorer les ancêtres dans ce journal arraché à sa vieille ville et désormais planté, un brin de standing en prime, dans un anonymat de banlieue...

La tradition ? Elle fait tapisserie, accrochée en antichambre au-dessus des canapés : glorieuse *Dépêche*, en affiche « art déco », des temps bénis de la République militante. Rien n'est jamais de trop ici, pour sacrifier au culte de grandeurs passées. Le patron, tout le premier, s'entoure de leurs reliques comme pour jurer fidélité. Jaurès, Clemenceau, Poincaré, Herriot... ou bien encore Painlevé, Caillaux... sans compter Paul Langevin, Jules Romains... C'est bien plus qu'il n'en faut pour une image de marque !

La Dépêche, « journal de la démocratie » (290 000 exemplaires), a plus que tout autre le sens de ses racines. La saga-maison se raconte avec des accents d'épopée : « *Notre histoire pourrait se composer comme un conte, celui d'une « Cendrillon » issue du peuple le plus authentique et devenue par lui — pour lui, — en un siècle, une grande dame de la presse nationale et internationale* », claironne ainsi, d'entrée, le *Mémento* publié en 1970 pour le centenaire du journal.

Et d'égrener la longue liste des combats menés, des engagements sans cesse renouvelés, au nom d'une vigilance républicaine jamais démentie, au prix de sacrifices si noblement consentis : « *Le refus du poujadisme nous a fait perdre vingt mille lecteurs,* assure M. Jean-Michel Baylet, héritier d'une prestigieuse lignée de grands patrons. *La lutte contre de Gaulle, le coup de 1958 et le pouvoir personnel nous ont coûté plus cher encore. Mais c'est notre fierté... Nous sommes nés du radicalisme. Nous l'avons servi, nourri, diffusé. Nous sommes restés fidèles. Oui,* la Dépêche *est un journal d'opinion. Elle est radicale, sans fard ni gêne...* »

Pourquoi tant d'insistance ? L'emphase frise l'excès de zèle. Comme s'il fallait flatter l'aïeul pour éviter que, du haut de son piédestal, il ne jette un œil sévère sur sa progéniture... Car, l'âge aidant, la « *jeune centenaire* », comme aiment *à dire ses maîtres, a réfréné ses* belles ardeurs d'antan. Grandeur et décadence du radicalisme, victime d'une République qui, un peu volage, a vogué de droite et de gauche... et pris deux numéros d'avance sur les émules de M. Queuille ? A s'agripper aux basques de ses géniteurs, *la Dépêche*, il est vrai, risquait de ne plus fleurer, comme eux, que l'encaustique de musées. La fidélité a aussi des bornes : le radicalisme avait là un sanctuaire, mais à se sacrifier pour ses derniers rejetons il aurait pris des airs de chapelle...

Au diable l'épopée ! Il faut bien épouser son temps... Les grandes plumes du bureau parisien faisaient peut-être jadis frémir les gouvernants de feu la III[e] République. Leurs héritiers collent des dépêches ; c'est plus sûr et moins cher. Anti-gaullisme oblige, M. Alexandre Sanguinetti, alors député de Toulouse, n'eut jamais droit de cité dans le « *journal de la démocratie* », mais, un an après la mort du général, c'est... M. Jacques Chaban-Delmas qui présida les grandes fêtes du centenaire.

Changement de cap ? Certes non. On continue, à *la Dépêche*, de se revendiquer « *journal d'opinion* », mais est-ce faire procès que de constater, ici aussi, une dépolitisation à laquelle aucun grand régional n'a échappé, une fois fânées les « *cent fleurs* » de la Libération ? Se refusant à entretenir davantage une rédaction parisienne — contrairement à *Sud-Ouest*, le frère ennemi de Bordeaux, — *la Dépêche* ne s'engage plus guère — sans ostentation — qu'à l'heure des grands scrutins. Et repliée sur ses terres, elle gère maintenant son monopole en bonne rentière, trop sage pour céder aux foucades, même si les vieux amis ont encore droit, sans abuser, à ses faveurs aimables...

Atmosphère de sereine armistice, entre M. le Maire et la vieille *Dépêche*. Il est de bon ton de ne pas chercher l'embûche. Toulouse — « *berceau séculaire de toutes les contestations* », dixit le *Mémento* du centenaire — a faussé compagnie à la gauche, voilà déjà douze ans. La capitale en sécession au cœur de sa contrée, d'un rose très uniforme, cela vaut-il donc une guerre ? En 1971, le journal n'avait pas ménagé ses efforts pour soutenir M. Louis Bazerque, le socialiste. La ville, elle, l'a boudé. Qu'importe ! Quelques années plus tard, *la Dépêche* imprimera le journal du vainqueur, M. Pierre Baudis. Et n'a pas fait grise mine quand son fils, Dominique, s'en vint toucher l'héritage...

On peut pencher à gauche... et piloter au centre. Circonspect, le journal a enterré les vieilles querelles et joué, comme il se doit, de subtils dosages. Les mauvaises langues prétendent même que, suprême habileté, il a placé « *un œuf dans chaque panier* » : la sœur du patron, M[me] Mallet, sur la liste de M. Dominique Baudis et le directeur commercial de la maison représentant le M.R.G. sur celle de M. Gérard Bapt, candidat de la gauche ? « *Ridicule,* rétorque M. Baylet, dans un haussement d'épaule. *Chacun fait ce qu'il veut. Ma sœur est majeure depuis longtemps. Cela n'empêche pas le journal de dire ce qu'il pense.* »

M. Dominique Baudis ne semble guère s'en être aperçu. Ou, à tout le moins, ne pas en prendre ombrage : « *Je n'ai pas à me plaindre,* assure-t-il, la Dépêche *est correcte. Quand mon père était député, il était* persona non grata, *mais c'est maintenant un passé révolu.* » Est-ce donc seulement qu'il sait y faire, « *Monsieur fils* », qui ne manque jamais, dans son nouveau rôle, de continuer à jouer les bons confrères ? « *La communication est le gros déficit d'une équipe dont j'assume néanmoins l'héritage,* explique-t-il ; *c'est un point sur lequel il faudra changer les habitudes sans plus tarder.* »

Mais les sourires aimables du journaliste devenu maire n'expliquent pas à eux seuls la prudente équité à laquelle *la Dépêche* a voulu s'en tenir. Elle a en fait, aussi — et surtout, — dû, quatre mois durant, se garder des assauts d'un « intrus ». Étonnante aventure que celle de *Toulouse-Matin*, amorcée dans un brouillard soigneusement entretenu, vécue cahin-caha sous le signe louable et promoteur de la saine concurrence, et soudain enterrée dans un final tragi-comique.

L'audace fit sursauter l'empire des Baylet. Trente ans bientôt que nul ne s'était avisé de venir chasser sur leurs terres ! Les communistes, bons derniers, avaient renoncé, en 1956, à une trop inégale bataille. Faute d'ennemis à gauche, l'offensive ne pouvait venir que de droite. Encore un peu, on aurait invoqué ces temps lointains où « *la réaction et son mur d'argent* » s'en étaient pris — sans succès — au *Journal de la République* ; ces jours de 1924 où le baron Maurice de Rothschild achetait à prix d'or les actions des petits porteurs...

Mais point tant n'en fallait. A peine éclaircis, les faux mystères entourant les bailleurs de fonds, l'affaire parut bien vite assez mal emmanchée. *Toulouse-Matin*, brandissant l'étendard contre les perversions du monopole, se voulait pluraliste en diable : il ne le fut que dans le désordre et l'improvisation.

Un rédacteur en chef sorti des antichambres giscardiennes après avoir fait ses classes à *l'Aurore*, une brochette d'éditorialistes consacrés, prêts à vendre une mouture *ad hoc* de leur papier quotidien, une cohorte de journalistes débutants, ravis de l'aubaine et souvent de cœur plutôt à gauche, le tout coiffé par un gérant agité et versatile qui avait fait ses armes à... *Podium*, l'album de chevet des fans de Claude François : c'était sûrement un peu brouillon pour prétendre tailler des croupières à la vénérable *Dépêche*. Mais juste assez sérieux... pour la sortir de ses douces torpeurs.

Sous l'aiguillon de cette toute nouvelle concurrence, on vit ainsi *la Dépêche* épousseter ses colonnes et rénover la présentation — sinon le contenu — de ses informations locales. « *Cela nous a donné comme un coup de fouet,* admet M. Fernand Cousteaux, rédacteur en chef. *Et c'était fort bienvenu : la rédaction a retrouvé de l'enthousiasme. Nous avons même pris quelques risques anticonformistes...* » Joint vraisemblablement à quelques pressions, plus discrètes, du côté des diffuseurs, tout cela a rapidement permis de conjurer le danger.

L'adversaire, il est vrai, n'avait pas les reins solides. Mais s'il devait très vite manquer de crédit, au propre comme au figuré, c'est aussi que ses promoteurs n'ont sans doute pas choisi le « bon créneau ». « *La plus grande crainte, ici,* confie un rédateur de *la Dépêche, était que* Toulouse-Matin *se situe habilement mais clairement à droite. Il y a sans doute près de vingt mille lecteurs à prendre dans la ville, des gens qui se sont lassés de* la Dépêche. *Mais ils n'ont pas trouvé ce qu'ils cherchent dans le nouveau venu...* »

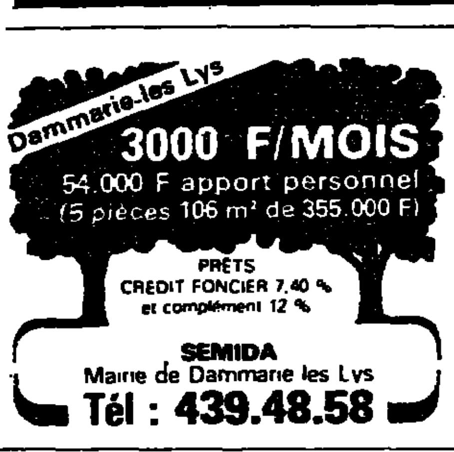
M. Bernardini, gérant de *Toulouse-Matin*, finit par reconnaître l'erreur de cap initiale : « *Quatre mois nous ont beaucoup appris* », expliquait-il alors que, de toutes parts, l'on commençait à parler de l'« *agonie* » de son journal. « *Il est bien difficile de rester pluraliste, de se tenir à une ligne médiane. Nous aurions aimé continuer dans le même sens... Mais c'est une mauvaise voie...* » Il n'eut pas le temps de rectifier le tir. A peine celui de désigner le coupable de ses malheurs : la gauche, et plus précisément l'entourage de M. Gérard Bapt. Une façon comme une autre de pointer, dans son esprit, les « *vilenies* » de *la Dépêche*...

Est-ce donc si clair ? N'est-ce pas M. Pierre Baudis lui-même qui, lorsque fut annoncée la venue d'un nouveau quotidien, murmura en privé : « *Un projet grotesque ?* » Quant aux socialistes, ils n'ont pas trop de tendresse pour cette *Dépêche*, qui, bien souvent, reflète à sa manière les multiples chicanes qui les opposent localement à leurs frères ennemis radicaux de gauche. « *Les socialistes se plaignent tout le temps* », maugrée M. Jean-Michel Baylet.

Toujours liée, la vieille *Dépêche*, à son radicalisme militant ? Sans doute, mais à l'exacte mesure de ce qu'il en reste : quand il faisait la République, le journal lui donnait ses éditoriaux. Replié sur ses cantons, il lui accorde la faveur des locales. Et puisque, décidément, Toulouse a quitté le bercail, *la Dépêche*, fidèle reflet, se souvient que la ville rose fut d'abord... capitale du pastel !

Prochain article :

MARSEILLE : les bons comptes font les bons ennemis





COMMUNICATION

TÉLÉVISION-PARTICIPATION

Quand des journalistes se soumettent à la critique

Rennes. — s'exposer volontairement et ouvertement au feu de la critique, ce n'est pas une démarche courante de la part des professionnels de la télévision, souvent taxés, à tord ou à raison, de vanité. courageuse et louable a donc été l'initiative d'Alins Denvers, rédacteur en chef des magazines d'information à TF1, du journaliste Gérard Morin, du cadreur Gérard Bernard et de toute l'équipe technique, auteurs du reportage *« la chaîne Citroën »* dans le cadre des *Mercredis de l'information* : ils sont venus regarder l'émission, mercredi soir 9 mars, avec ceux-là mêmes qu'ils ont filmés — la direction et le personnel de l'usine de Rennes-La Janais — et se sont ensuite soumis aux réactions et questions d'une salle d'envirpon deux cents personnes.

De notre envoyé spécial

Même si l'équipe de TF1 a pu tourner librement, pendant trois semaines, dans cet établisement de Citroën — à aulnay, récent théâtre de graves troubles sociaux, l'autorisation a été refusée —, témoignant en cela d'un certain esprit d'ouverture de la part de la direction, même si l'usine rennaise (15 000 salariés), où il n'y a pas eu de grève depuis 1966, est la plus « sage » du groupe *(le mOnde* du 23 février), ce n'était pas évident : l'intelligent reportage de Gérard Morin et Gérard Bernard était sans complaisance (*le Monde* du 9 mars). Il démontait bien le « système Citroën » avec, notamment, son syndicat maison (la Confédération des syndicats libres, C.S.L., ex-C.F.T.). Les débats pouvaient ête houleux.

Alain Denvers et ses collaborateurs *s'y attendaient*, d'autant *plus* que c'est la direction de Rennes—La Janais qui en assurait l'organisation matérielle, dans la salle même où elle distribue ses récompenses annuelles, et que l'assistance était très majoritairement composée d'adhérents de la C.S.L. (50 % aux élextions professionnelles contre 25 % à la C.G.T. et 20 % à la C.F.D.T.). Les responsables de TF 1 avaient même dû intevenir avant la diffusion de l'émission pour que quatre délégués de la C.G.T. soient admis dans la salle au lieu de deux...

A quelques invectives près, assénées sans argumentation — *« Ce n'est pas clair votre bazar, c'est du magouillage, je n'en dirai pas plus »*, a assuré un membre de la direction du personnel en parlant de l'émission ; *« c'est très superficiel, c'est une caricature des travailleurs »*, a renchéri le principal délégué de la C.S.L., — ces débats ont été ternes, décevants.

Est-ce parce que le directeur de l'usine rennaise, M. Auguste Genovèse, s'est constamment tenu debout aux côtés d'Alain Denvers et de Gérard Morin, face à la salle qu'il a ainsi paru « contrôler » ? Est-ce parce que les ouvriers et ouvrières, peu habitués à s'exprimer en public, ont semblé intimidés ou craintifs à la fois devant leur direction et devant des hommes de télévision, prompts à la réplique, et qui, contrairement à leur vœu, ont encore trop accaparé la parole mercredi soir ? Est-ce parce que la mentalité bretonne s'accomode des envolées de tribun ?

Un reproche majeur a cependant *été* adressé aux auteurs de l'émis*sion* : avoir trop *insisté sur* les aspects négatifs des conditions de travail (cadences, bruit, petits chefs, etc.) et pas assez sur les facteurs positifs comme la compétitivité de l'usine rennaise où est fabriqué le dernier modèle, la BX, et surtout, comme l'a dit une femme cadre, sur *« l'attachement »* que les travailleurs pouvaient éprouver pour le plus gros employeur de la région, le meilleur payeur aussi dans le secteur industriel.

En particulier, certains ont été vivement choqués que ce reportage s'insère dans une série intitulée « Derrière les murs » et qu'elle ait été dénommée « la Chaîne », quand on doit dire maintenant la ligne...

Alain Denvers a convenu que le titre de la série n'était pas approprié à l'établissement de Rennes (les prochains reportages sont consacrés à un hôpital psychiatrique et à une prison), mais que la démarche de TF 1 consistait à faire saisir une réalité, mal connue comme la vie en usine, par l'ensemble du public français.

La première chaîne doit renouveler cette expérience de contact avec le public, dès le 30 mars, avec un sujet sur le monde rural, intitulé « la Vie à crédit ». Il a été tourné à Saint-Georges-d'Aunay (Calvados), dans un village de six cents habitants. Le débat qui suivra sera cette fois télévisé et animé essentiellement par les villageois eux-mêmes. Les « décideurs » — la présence du ministre de l'agriculture, Mme Edith Cresson, est attendue — seront eux « noyés » dans l'assistance. Pour Alain Denvers, il s'agit à la fois de faire participer davantage les citoyens aux moyens modernes de la communication audiovisuelle et de faire sortir la télévision de sa *« forteresse parisienne, tout en se remettant en question »*.

MICHEL CASTAING.

Vu

Se suicider à treize ans

Adolescence, seconde naissance, obscur cheminement, lente éclosion, excitantes, terrifiantes mouvances, *no man's land* où le pointillé entre l'enfant d'hier et l'adulte de demain dessine chaque jour de nouvelles frontières. Cet âge entre deux âges, cet âge qu'on dit ingrat l'est parfois. L'acné, les bras maigres, les gros genoux, les règles, le nez de Cyrano, les seins en dures bosses soudain, les poils, la voix sourdement altérée, l'éveil tumultueux des sens et de la pensée, les élans, les déprimes, les enthousiasmes, les générosités, les angoisses, tout ça est ressenti, vécu différemment selon les circonstances et les tempéraments. Côté enfant.

Côté parents aussi. Ils sont nombreux, ça on ne le dit pas assez, à redouter, à vouloir ignorer — moins pour l'aîné, souvent, que pour le dernier — cette inéluctable métamorphose, ce moment étiré sur des mois, des années, au cours duquel le petit d'homme, cet objet d'émerveillement, ce fabuleux joujou reniflé, manipulé, dévoré, totalement à vous, se dégage, s'arrache à ce qu'il était pour devenir autre, un autre, une personne. Et s'éloigne. Et vous jauge. Et vous juge. Et vous affronte avec la force vive, tranchante d'un être neuf, encore entier.

Un conflit d'autorité, une scène un peu violente, une réprimande ou un geste déplacé, et c'est le drame. Songez donc : quarante mille adolescents tentent de se suicider, et réussissent souvent, hélas en France chaque année. A Bicêtre, dans le seul service hospitalier consacré à la médecine des dix à dix-neuf ans, il en arrive plusieurs par semaine. Ceux que nous avons croisés mercredi soir (A 2) nous ont raconté en gros la même histoire : l'affrontement avec le père, la mère, ou les deux, l'impasse. Et le désir — pas profond, non, mais éperdu — d'en finir et de se définir en tant qu'être indépendant, de mesurer son pouvoir sur le cours de sa propre vie. Une *porte qu'on claque. Une porte* qu'on ouvre, celle de l'armoire à pharmacie et là, dans la salle de bain familiale, seul face à son reflet enfin fixé dans le glace, la rupture. Définitive.

Plus bouleversant encore, peut-être, le petit malade qui devient grand, le passage d'un état à un autre grippé, bloqué. Le corps, cette belle machine miraculeusement programmée, est détraqué. Il ne suit pas, il n'obéit pas, il impose sa loi. Et c'est la révolte. Ou l'acceptation exprimée avec une sagesse résignée, une cruelle douceur — *« j'essaye de ne pas y penser »* — qui vous fend le cœur. Comment accepter de voir ainsi contrariée la nature, escamotée cette expérience essentielle, l'adolescence ?

CLAUDE SARRAUTE.

A VOIR

Le dieu dollar

M. Paul Volcker voit sortir *« les premiers crocus dans son jardin »*. C'est sur cette métaphore fleurie que s'achève l'intéressant reportage d'une heure consacré à l'économie américaine par le magazine « Vendredi » (1). Si le président de la Fed, l'équivalent américain de la Banque de France, discerne les signes avant-coureurs du printemps, c'est que la reprise économique est déjà là...

Le magazine d'André Campana a les défauts de ses qualités. Incisif et didactique, il pèche parfois par excès de simplification. Les séquences sont rapides ; les plans se succèdent allègrement. On voit M. Volcker, un géant de 2 mètres, conservateur monétariste, affronter en séance publique le sénateur Ted Kennedy, démocrate libéral, défenseur des pauvres et des chômeurs. L'impression d'ensemble est que M. Volcker, qui a accordé à FR 3 une longue interview découpée en tranches pour les besoins du magazine, est un « dur de dur », prêt à tout (et même au pire) pour faire triompher le dieu dollar. M. Mitterrand lui donne la réplique, de Kinshasa, en prenant la défense du tiers-monde et de l'Europe, face au méchant dollar. Il y a les bons et il y a les méchants.

Cela dit, on ne s'ennuie pas une seconde. Les chômeurs américains interogés se livrent à d'instructifs plaidoyers en faveur de la libre entreprise. Christine Mital pose les bonnes questions aux uns et aux autres, avec parfois un rien d'agressivité, comme si elle était agacée par cet indécrottable attachement des Américains, depuis l'ouvrier licencié jusqu'à M. Volcker, au système capitaliste. Un excellent documentaire... un peu orienté... dont on verra le second volet le 18 mars.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Vendredi 11 mars, FR 3, 20 h 35.

● *M. Gérard Quittard* vient d'être nommé directeur général du groupe Fleurus-presse *(Perlin, Fripounet, Triolo, Christiane, Turbule,* etc.).

● *Une trentaine d'employés licenciés de* « Toulouse-Matin » (journalistes et administratifs) — F.O. et non-syndiqués — ont occupé, mercredi matin 9 mars, le bureau toulousain d'un inspecteur du travail, M. Chicotte, pour protester contre la lettre qu'il a adressée à la SPEGI, société éditrice du quotidien qui a déposé son bilan le 22 février. Après quatre heures de discussion, M. Chicotte a consenti à signer un texte disant que *« l'administration n'a pas le pouvoir d'obliger l'employeur à procéder au recrutement de telle ou telle personne déterminée »* et qu'elle ne prendra *« aucune initiative qui puisse compromettre la reprise d'activité »*.

● *Les artistes-interprètes C.G.T. (S.F.A.), C.F.D.T. (SYDAS)*, ainsi que les musiciens C.G.T et les chefs d'orchestre C.G.C. ont décidé en intersyndicale une nouvelle grève, pour le 17 mars cette fois plus spécialement dans l'audiovisuel. Certaines catégories de travailleurs intermittents (techniciens, réalisateurs) participeront au mouvement. Les thèmes sont les mêmes que lors de la grève du 20 janvier : indemnisation du chômage, droits sur la reproduction des œuvres, emploi.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 10 MARS

— *M. Chirac*, maire de Paris, président du R.P.R., est invité à l'émission « Face à la rédaction » sur Europe 1, à 19 h 15.

— *MM. Gaston Defferre*, ministre de l'intérieur et *Jean-Claude Gaudin*, député des Bouches-du-Rhône et président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, participent à un « Dossier spécial élections municipales » sur France Inter à 19 h 20.

— *M. Alain Juppé*, membre du conseil du bureau politique du R.P.R., est reçu à l'émission « Rencontre avec la presse » sur Radio-Express, à 19 h 30 (Paris, 100,85 MHz).

— *MM. Didier Bariani*, président du parti radical, et *Michel Charzat*, député socialiste, candidats dans le vingtième arrondissement de Paris, participent au débat organisé par Radio-J à 21 h 30 (Paris, 91,7 MHz).

VENDREDI 11 MARS

— *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du P.S., est invité à l'émission « Face à la rédaction » sur Europe 1 à 19 h 15.

Jeudi 10 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : La chambre.
de R.-M. Arland, réal. Y. Butler avec Y. Beneyton, L. Mikael, M. Cassagne...
Marc, jeune chercheur est enfermé dans une chambre d'isolement, car il est atteint d'un virus inconnu et terriblement contagieux, suite à une expérience scientifique qui a tourné à la catastrophe. Tiré d'un fait divers, ce remarquable téléfilm suisse est superbement mis en scène, nous tient en haleine jusqu'au bout. Ce film a obtenu le Prix de la critique internationale au XXIIIe Festival de télévision à Monte-Carlo.

22 h 15 Série : les Pique-Talosse.
Réal. H. Knapp.
No 3 : La Battère. Les manières ancestrales de faire une meule de pain, de forger le fer, de vivre au pays de Chalosse dans les Landes. Un documentaire vivant, un peu bavard et désordonné.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Championnat du monde de patinage artistique en direct d'Helsinki (et à 22 h 40).

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Avec Ultravox, Yazoo, Week-end, Fashion, The Passions, Soft Cell, The Human League...

23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Ciné-passion, de M.-C. Barrault.

20 h 40 Film : les Demoiselles de Wilko.
Film polonais d'A. Wajda (1978), avec D. Olbrychski, A. Seniuk, C. Pascal, M. Komorowska, K. Zachwatowicz.
En 1929, un homme cherche à retrouver les heures heureuses qu'il vécut, des années auparavant, dans un domaine campagnard où vivaient six sœurs. Or tout a beaucoup changé. Admirable adaptation — dans l'inspiration « intimiste » de Wajda — d'une nouvelle d'un grand écrivain polonais, Jaroslav Iwaszkiewicz. Nostalgie, mélancolie, relation des humains à la nature et à la mort.

22 h 40 Journal.

22 h 45 Parole donnée : Seul... impossible.
De D. Karlin et C. Otzenberger, réal. G. Bastid, avec les scouts de Vandœuvre.
La parole est donnée cette fois aux scouts de Vandœuvre. Le résultat est catastrophique et pourtant la séquence a été refaite deux fois de suite.

23 h 42 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

23 h 45 Prélude à la nuit.
« Tambour chinois » *et* « Caprices viennois », *de F. Kreisler, par J.-J. Kantorow, violon et J. Rouvier, piano.*

FRANCE-CULTURE

20 h, **Nouveau répertoire dramatique** : « le Mariage du père » de B. Cuau ; « Escalier B, 5e étage », de D. Tarride et D. Feret.

22 h 30, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h, **Concert** (en direct de Munich) : « Don Juan », de R. Strauss ; « Quatrième concerto en ut mineur op. 44 pour piano et orchestre », de C. Saint-Saëns ; « Huitième symphonie en sol majeur, op. 88 », d'A. Dvorak, par le Nouvel Orchestre philharmonique, sous la direction de M. Janowski, sol. F.-J. Thiollier, piano.

22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : Musique de nuit ; à 0 h 5 : Nocturnes.

Vendredi 11 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 50 Portes ouvertes : les loisirs de la neige.
14 h 5 De vigne en vin.
Emission du C.N.D.P.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.

20 h 35 Variétés : L'âme des poètes, autour de Jean Le Poulain.
Réalisation J.-M. Coldefy.
Musset, Hugo, Apollinaire, Verlaine, Desnos, lus ou chantés par M.-C. Barrault, A. Dussolier, Y. Duteil ou M. Fugain... Une nouvelle formule de variétés autour de la poésie avec une mise en scène constante, une grande distribution, des pirouettes.

21 h 40 Série : Quelques hommes de bonne volonté.
D'après l'œuvre de J. Romains ; adapt. Marcel Jullian ; réal. F. Villiers
14 juillet 1919. La guerre est finie. Défilé de la victoire sur les Champs-Elysées. On retrouve Jerphanion, Clanricard, Jallez, Quinette... Chassé-croisé de vies individuelles, de destins pris dans le grand champ collectif de l'histoire en mouvement. Cet épisode n'est pas des plus réussis.

22 h 45 Championnats du monde de patinage artistique.
Figures libres dames à Helsinki.

23 h 30 Journal et Cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Série : La poupée sanglante.
16 h Reprise : les jours de notre vie.
L'adolescent et l'hôpital (diff. merc. 9 mars, à 22 h 10).

16 h 55 Itinéraires.
De S. Richard.
Afghanistan : un peuple oublié ; Salvador : les camps d'accueil du Honduras.

17 h 30 Cyclisme : Paris-Nice.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.

20 h 35 Série : Médecins de nuit.
Réal. B. Gridaine. Avec C. Allégret, R. Charpentier, F. Lax, etc.
La nuit en Espagne, premier numéro de la quatrième série en sept épisodes des aventures de Jean-François, médecin qui n'a que quelques heures pour rapatrier un enfant victime d'un virus inconnu. Sans surprise.

21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : le cerveau et l'âme : sont invités M. Cazenave (La science et l'âme du monde), J.-P. Changeux (L'homme neuronal), J.-E. Charon (J'ai vécu 15 milliards d'années), D. Goossens (Pour la vie d'Einstein).

22 h 55 Journal.

23 h 5 Ciné-club (cycle Jean Rouch) : Cocorico, M. Poulet.
Film franco-nigérien de J. Rouch (D. Zika, L.I. Dia (1974) avec D. Zika, L.I. Dia, T. Mouzourane, Claudine, B. Nore.
Un marchand ambulant part de Niamey dans une vieille fourgonnette pour aller se ravitailler en poulets dans les villages de brousse. Il emmène son « apprenti » et un copain traîne-savate.
L'un des films de Rouch, à la fois inventé et vécu par les protagonistes où l'imaginaire l'emporte le plus sur le réalisme documentaire. Un savoureux récit picaresque.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Scènes de la vie de province.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord
Fruits et légumes : l'affichage.
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.

20 h 35 Vendredi : La grande crise est-elle pour hier.
Magazine d'information d'A. Campana.
Le premier volet d'une série de deux émissions de C. Mital, A. Taieb et M. Le Bayon est consacré à la crise et aux rapports entre l'Amérique et l'Europe. Avec la participation de P. Volcker, président de la Banque fédérale américaine.

21 h 35 Magazine de la photo : Flash 3.
De J. Bardin, P. Dhostel et J. Eguer.
Revue de presse ; Flash-back : évolution de la photo dans la presse. Portrait du photographe Jean-Loup Sieff ; Flash pratique : la photo rapprochée.

22 h 20 Journal.

22 h 38 Une minute pour une image. D'Agnès Varda.

22 h 40 Prélude à la nuit.
« Concerto en la mineur pour violoncelle » de R. Schumann par l'Orchestre philharmonique de Lyon sous la dir. de Serge Baudo ; sol. P. Tortelier.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Le Bangladesh.
8 h, Les chemins de la connaissance : le Sahara des autres ; 8 h 32 Ulysse parmi nous.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge : « Mystères à l'italienne » de Dino Buzzati.
11 h 2, Musique : Suite sans esprit de suite (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons : l'atelier désincarné.
14 h 5, Un livre, des voix : « les Belles de Tunis », de N. Moati.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (Jean Allemane).
18 h 30, Feuilleton : Mémoires d'un défunt.
19 h, Actualités magazine.
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne.
20 h, Relecture : Louis Aragon. Avec J. Piatier, F. Nourissier, L. Ray...
21 h 30, Black and blue : Saxophone à quatre.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Vivaldi, Dufay, Paganini, Haydn, Dukas, Brahms, Mercadante.
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, D'une oreille à l'autre : œuvres de Vivaldi, Zimmermann, J.-S. Bach, Beethoven, Webern, Schumann.
12 h, Equivalences : Fauré.
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
13 h, Jeunes solistes : (en direct du Studio 119) : œuvres de Beethoven, Smetana, par l'Ensemble Arpeggione.
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Émissions d'auteurs : les peintres et leurs musiciens ; œuvres de Rachmaninov, Constant, Nigg, Dutilleux, Dufourt.
17 h 5, L'histoire de la musique : éclosion du madrigal en Italie.
18 h 30, Studio concert (en direct du Théâtre du Ranelagh) : Ecole anglaise du Moyen Age par l'Hilliard Ensemble.
19 h 38, Jazz : le clavier bien rythmé.
20 h, Musique contemporaine.
20 h 20, Concert (cycle d'échanges franco-allemands, émis de Baden) : « Wesendonck lieder » de Wagner ; « Symphonie no 3 en ré mineur », de Bruckner, par l'orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. W. Nelsson ; sol. O. Wenkel.
22 h 15 La nuit sur France-Musique : les mots de F. Xenakis : à 23 h 5, Écrans (Eggisto Macchi) ; à 0 h 5, Musiques traditionnelles.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Canapés et lumière

Des boutiques de décoration associent deux éléments de *confort complémentaires comme les canapés et les luminaires.*

Chez Ready made, de nouveaux canapés italiens de lignes très dépouillées sont *décollés du sol par quatre pieds.* L'un deux a ses montants latéraux en oblique : convertible en lit à deux places, il vaut 12 000 francs environ selon le tissu. *Un autre modèle a des accoudoirs à multiples positions qui en changent la silhouette :* à la verticale (en position basse ou haute) ou à l'horizontale, vers l'intérieur ou l'extérieur. Transformable en lit d'appoint *pour une personne, il est* recouvert d'un tissu gris à fines rayures jaunes et coûte 9 500 francs environ.

Un guéridon-lampe, à disposer près d'un canapé, à deux plateaux en verre opalisé de deux tons de gris ; *de celui du dessus* part une lampe de lecture très linéaire. Dans la boutique jumelle, consacrée aux luminaires, les lampadaires à halogène sont en vedette. Le modèle « Bi-bop » a un long bras *à contrepoids ; mis à la verticale* ou en oblique, le lampadaire éclaire la pièce en indirect ; bras incliné et réflecteur retourné, il éclaire un coin de lecture (2 510 francs).

Quittant les Halles, où ils étaient installés depuis plusieurs années, Jean-Marc Jannin et *Didier Gomez viennent de* transférer leur boutique « First time » rive gauche. Aménagée sur deux niveaux – murs blancs et parquets blond – elle donne une impression de rigueur et de raffinement. *« Cet espace volontairement dépouillé,* expliquent les deux décorateurs-créateurs, *nous l'avons conçu comme une galerie où l'on peut circuler à l'aise. »*

S'inspirant des années 30, Didier Gomez a créé un canapé *dont les accoudoirs de tissu,* très hauts et droits, sont incrustés d'un bandeau d'érable moucheté. Ce modèle « Class first » est présenté recouvert d'une bourrette de soie beige soutenu (11 250 F). Dans le *même style, un lampadaire à* halogène a un fût à cannelures et une coupole opalisée. Garni d'un tissu gris clair, le canapé « Top » a son assise recouverte d'un long *plaid rectangulaire (entièrement* piqué et bordé d'un galon blanc) qui s'étale sur les gros accoudoirs arrondis ; trois coussins-oreillers s'appuient au dossier. Dans le coin dévolu aux luminaires, un original *lampadaire à halogène a un* montant imitant un gros bambou et une vasque cônique noir mat ou blanc brillant (1 950 F).

Dans la boutique d'Henri Béchard, les canapés et luminaires reflètent le style contemporain bien tempéré de ce décorateur. Un confortable canapé de formes douces a deux gros coussins de dos en duvet ; il est habillé d'une perse à dominante rose (6 900 francs, plus 14 mètres de tissu). Un *autre modèle, tout en rondeur,* a son dossier fait d'un épais bourrelet, très enveloppant, terminé par deux crosses soulignées d'un passepoil ; son tissu rouge est à dessins cachemire.

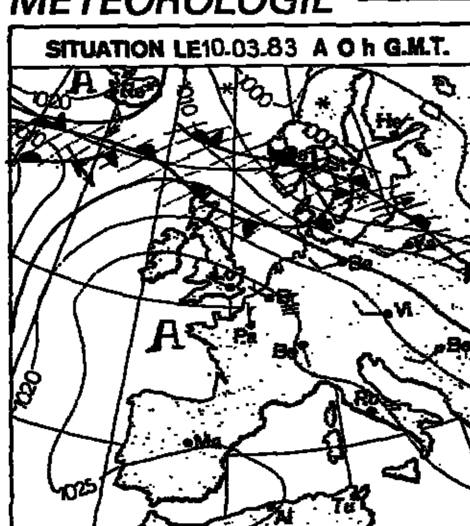
A placer près d'un canapé, un lampadaire de lecture à bras *coudé est en bois teinté rose.* Un luminaire en métal doré a une tige télescopique et un bras articulé, terminé par un réflecteur orientable : il éclaire en lumière indirecte ou directe (2 900 francs). Très raffiné, un *lampadaire, également à* halogène, a une tige en métal laqué blanc et une coupole torsadée en céramique d'un blanc nacré.

JANY AUJAME.

★ Ready made, 40, rue Jacob, 75006 Paris. First time, 27, rue Mazarine, 75006 Paris. Henri Béchard, 17, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10.03.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 11 – 3 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Évolution probable du temps en France entre le jeudi 10 mars à 0 heure et le vendredi 11 mars à minuit.

Le gradient barométrique restera faible sur le pays avec une tendance anticyclonique. *Toutefois, le champ de pression* commencera à baisser sur le nord du pays, permettant au courant perturbé de s'approcher de nos régions septentrionales.

Vendredi, de l'instabilité persistera la matin sur le pourtour méditerranéen et la Corse, puis le temps y redeviendra ensoleillé. Ailleurs, le temps sera encore très nuageux et brumeux le matin, avec des brouillards assez denses surtout de la Bretagne au Centre et au Bassin aquitain. Puis sur la moitié sud se développeront *de belles éclaircies tandis qu'au* Nord le ciel restera très nuageux avec des pluies intermittentes faibles près des frontières du nord et du nord-est.

Le vent restera faible. Il s'orientera à l'Ouest sur le nord du pays.

Les températures maximales seront de 12 degrés à 14 degrés sur la moitié nord, de l'ordre de 16 degrés au Sud. Les minimales de 2 à 3 degrés dans le *Nord-Est atteindront 4 à 6 degrés* ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 10 mars à 7 heures, de 1027 millibars, *soit 770,3 millimètres* de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 mars ; le second le minimum de la nuit du 9 mars au *10 mars*) :

Ajaccio, 14 et 8 degrés ; Biarritz, 17 et 11 ; Bordeaux, 19 et 8 ; Bourges, 18 et 3 ; Brest, 8 et 3 ; Caen, 6 et 4 ; Cherbourg, 5 et 2 ; Clermont-Ferrand, 20 et 2 ; Dijon, 17 et 2 ; Grenoble, 17 et 1 ; Lille, 6 et 2 ; Lyon, 17 et 3 ; Marseille-Marignane, 14 et 5 ; Nancy, 17 et 0 ; Nantes, 17 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 15 et 3 ; Pau, 20 et 9 ; Perpignan, 14 et 4 ; Rennes, 14 et 5 ; Strasbourg, 18 et 2 ; Tours, 15 et 5 ; Toulouse, 19 et 5 ; *Pointe-à-Pitre, 28 et 22.*

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 7 degrés ; Amsterdam, 8 et 2 ; Athènes, 18 et 9 ; Berlin, 8 et 7 ; Bonn, 10 et 5 ; Bruxelles, 7 et 4 ; Le Caire, 18 et 10 ; îles Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 10 et 7 ; Dakar, 29 et 20 ; Djerba, 20 et 9 ; Genève, 17 et 1 ; Jérusalem, 13 et 2 ; Lisbonne, 18 et 10 ; Londres, 9 et 0 ; Luxembourg, 14 et 0 ; Madrid, 21 et 6 ; Moscou, – 6 et – 12 ; Nairobi, 29 et 16 ; New-York, 6 et 4 ; Palma-de-Majorque, 17 et 5 ; Rome, 15 et 7 ; Stockholm, 3 et -2 ; Tozeur, 21 et 11 ; Tunis, 17 et 6.

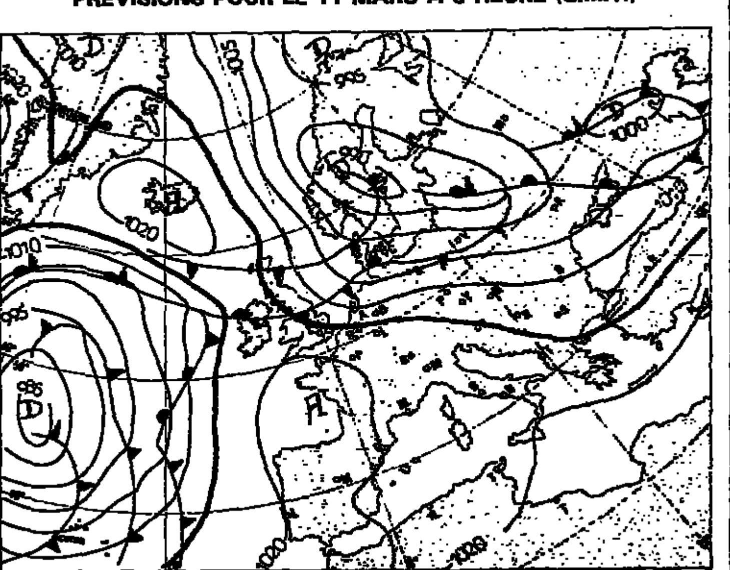
L'ENNEIGEMENT EN FRANCE

Au cours des derniers jours, le temps très doux a favorisé une fonte nivale marquée au-dessous de 2 000 mètres et un tassement de la neige récente sur les Alpes du Nord et les Pyrénées occidentales et centrales, d'où stabilisation des couches.

Par ailleurs, la douceur a provoqué la transformation de la neige de surface en neige de printemps jusqu'à environ 3 000 mètres en versant sud, 2 200 mètres en versant nord, où elle est donc croutée le matin, molle ensuite, Au-dessus, la neige est froide et tassée.

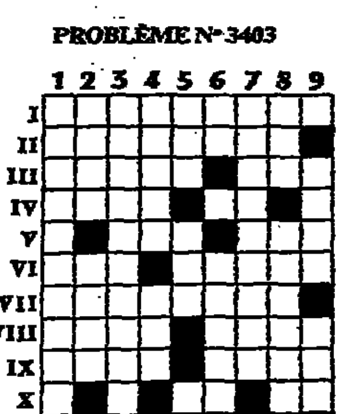
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3403



HORIZONTALEMENT

I. Réunissent bons et méchants, riches ou pauvres, gros et maigres. – II. Coupe-circuit. – III. *Fis prendre un teint terreux.* Rend l'animal agressif. – IV. Un grand général y conquit ses galons de Petit Caporal. Pronom. – V. Saint-Louis au sein de la capitale. Champ d'honneur. – VI. Musical ou non, on peut le tirer d'une musette. Pomme constituant le premier fruit du bébé. – VII. Pleurniche plus qu'il ne sanglote. – VIII. *Se perdit en mer à la* suite d'une erreur de signalisation. Les femmes aisées la suivent, les modestes la poursuivent. – IX. Unité d'une attaque difficile à contenir. Beauté castillane qui finit horriblement. – X. Copulative. Possessif. – XI. On trouve dans cette cité des vestiges d'Orléans. Le coût de la réparation.

VERTICALEMENT

1. Lorsque l'enfant disparaît. – 2. Important volume, ici très réduit. Se dégerme bien après avoir germé. – 3. La belle au terreau. – 4. Protecteur de la couronne attaché au palais. Où résonnent les échos du canon. – 5. *Démonstratif. Fin laissant* sur la faim. Participe passé. – 6. Evoque à l'oreille un plaisir de bouche. Saint homme qui ne court pas les rues. – 7. Entrée en force et dans le désordre des forces de l'ordre. – 8. Son coup réchauffe ou refroidit. Valent deux blanches ou sont complètement noires. – 9. Possessif. *Affamé, il satisfit les appétits* de son frère.

SOLUTION DU N° 3402

Horizontalement

I. Boulanger. – II. Ordinaire. – III. Uni. Silo. – IV. Ring. Ses. – V. Réer. St. – VI. Er. Amasse. – *VII. Lésion.* Ou. – VIII. Is. Suceur. – IX. Osier. – X. Raies. Gré. – XI. Salée. Sur.

Verticalement

1. Bourreliers. – 2. Ornières. Aa. – 3. *Udine.* Oïl. – 4. Li. Graissée. – 5. Ans. Monise. – 6. Naissance. – 7. Gilets. Ergs. – 8. Eros. Sou. Ru. – 9. Ré. Leurrer.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 11 MARS

« Le Lorrain », 15 h 15, Grand Palais (Approche de l'art).

« Claude Monet », 14 heures, hall du *musée Marmottan, D. Bouchard.*

« Palais de justice », 14 heures, métro Cité, M. Czarny.

« Ateliers de fabrication de la monnaie », 14 h 15, 11, quai Conti, Mme Courrat (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel d'Aumont », 15 heures, 1, rue de Sully, Mme Hager.

« Jardins, abbaye de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, porche de l'église (Arts et curiosités de Paris).

« *Hôtel de Lauzun* », *15 heures*, 17, quai d'Anjou (Paris et son histoire).

« Grand Châtelet, tour Saint-Jacques », 14 h 30, 65, rue de Rivoli (Paris autrefois).

« Du canal Saint-Martin à l'hôpital Saint-Louis », 14 h 30, métro Jacques-*Bonsergent (Paris pittoresque et insolite).*

« *Hôtels, jardins du Marais, place des* Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Vieux Marais inconnu, abbaye de Maubuisson », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, M. Cazenave : « Découverte du Soi » (*Université populaire de Paris*).

20 h 15, 11 *bis*, rue Keppler, « La magie de la prière » (Loge unie des théosophes).

20 h 30, 19, rue Frédérick-Lemaître : « Le Karma » (GRACE).

20 h 30, 199 *bis*, rue Saint-Martin : « Les Amazones, orchestre féminin de Guinée » (AMORC).

CONFÉRENCES

10 heures, 2, place Jussieu : « La Salafiya ou le réformisme islamique » (U.E.R. d'ethnologie, Paris-7).

14 h 30 et 16 h 45, Musée des arts décoratifs, R. Percheron : « La conquête et l'art des Mongols, Gengiskhanides » (projections).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 10 mars :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 5 septembre 1973 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils régionaux.

● Modifiant le décret du 25 avril 1978 portant définition du régime des congés administratifs et des passages applicable à certaines catégories d'agents de coopération.

● Modifiant l'article R. 112-2 du code des ports maritimes relatif à la composition des conseils d'administration des ports autonomes maritimes.

UNE DÉCISION

● Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers.

loterie nationale — LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES VIOLETTES

TIRAGE N° 16 DU 9 MARS 1983

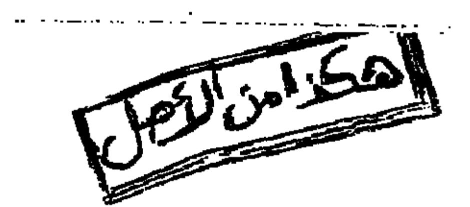
TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER (F.)	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER (F.)
1	391 7 391 45 351 143 901	500 2 000 10 000 1 000 000	6	76 206 2 046 9 286 60 786	200 500 2 000 2 000 10 000
2	212 412	500 500	7	97 497 527 567 87 817	200 700 500 500 10 000
3	3 313 403 933 68 963 79 813	100 600 600 600 10 100 10 100	8	8 288 308 378	100 600 600 600
4	24 394 454 6 654 9 084	200 500 500 2 000 2 000	9	719 6 249 03 499 23 459 90 299	500 2 000 10 000 10 000 10 000
5	05 75 455 635 0 925 8 895 11 775	200 200 500 600 2 000 2 000 10 200	0	580 900 5 490 6 500 86 910 031 340	500 500 2 000 2 000 10 000 4 000 000

PROCHAINS TIRAGES LE 16 MARS 1983
TRANCHE DES JONQUILLES À MALAKOFF (Hauts-de-Seine)
L'ARLEQUIN À PARIS

LOTO TIRAGE N° 10 — 12 22 23 24 28 38 — NUMERO COMPLEMENTAIRE 5

PROCHAIN TIRAGE LE 16 MARS VALIDATION JUSQU'AU 15 MARS APRES-MIDI

LOTERIE NATIONALE – TRANCHE DES VIOLETTES – N° 16





ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Méthodes-en-charolais ordonnancement-petites séries

Bien sûr que ces deux postes de chefs de service sont à pourvoir dans la même société. Et vite si possible. Tous deux doivent être des ingénieurs de grandes écoles et surtout des professionnels avertis ayant déjà dirigé qui un important service méthodes, qui un grand service ordonnancement lancement, planning. Outre leur expérience, ils devront nous apporter également leur capacité à réussir un challenge et à manager le progrès.

Nous produisons de belles mécaniques qui requièrent des usinages et des montages de qualité. L'outillage est déterminant. Les outils de gestion et l'informatique sont bons, peut-être un peu lourds. Dans un poste comme dans l'autre, il y a beaucoup à faire pour simplifier, normaliser, standardiser. Vos succès d'industrialisation ne passeront pas inaperçus. L'encadrement d'atelier comme la trentaine de collaborateurs de chaque service souhaitent votre arrivée... et les progrès que vous leur ferez faire.

Avec vous deux, entre autres, nous allons rationaliser notre outil de travail pour le mettre à la hauteur des capacités du BE et des exigences d'un marché mondial très concurrentiel. Les deux postes conviennent à des «mécaniciens» qui ont déjà fait leur preuves mais qui ne se contenteront plus longtemps d'être de très grands chefs de service. Votre compétence et vos aptitudes de gagneur doivent nous permettre de vous rémunérer très convenablement. Voulez-vous écrire en toute confidentialité au conseil en recrutement de SIRCA sous la référence 344 877M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

attaché de direction
PARIS - BOSTON
Débutant ou 1 ou 2 ans d'expérience

1784

THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON recherche un jeune attaché de direction. Après une période de formation au sein des différents services de notre banque à Paris, notre collaborateur participera durant 6 à 9 mois à un **"development program" à Boston (U.S.A).** A son retour, il prendra progressivement la charge de "LOAN OFFICER".

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Po. etc.) les candidats que nous rencontrerons seront débutants ou auront eu une courte expérience bancaire.

Ils seront imaginatifs, pragmatiques et réalistes. La maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions sous réf. BB 30 au Conseil à qui nous avons confié cette recherche et qui traitera les dossiers en toute discrétion.

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy 75012 PARIS

OSENCA — Organisation et Publicité

wonder

Implanté internationalement, le **GROUPE WONDER, NUMERO UN FRANÇAIS** de la pile en notoriété recherche pour accompagner la rénovation de ses structures administratives, comptables et financières, un :

CADRE FINANCIER ET COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Collaborateur direct du directeur financier, il supervisera l'ensemble des activités de cette direction. Ce cadre diplômé HEC, ESSEC ou ESCP (option finances et comptabilité) de 30 ans environ, devra justifier d'une bonne expérience comptable ainsi que de l'exercice effectif de responsabilités dans le domaine financier. Si vous êtes prêt à rejoindre un groupe en pleine mutation, adresser C.V. détaillé avec photo et rémunération souhaitée, sous pli confidentiel à : SOCIETE WONDER - Direction des Relations Humaines - 77, rue des Rosiers 93403 ST-OUEN.

Laboratoire de produits biologiques recherche

INFORMATICIEN
expérience minimum 4 ans
sur IBM 34 pour :

- Responsabilité du fonctionnement journalier en assistance des utilisateurs.
- Maintenance et amélioration du système.
- Anglais indispensable du fait de relations avec service informatique étranger.

DISPONIBILITÉ RAPIDE INDISPENSABLE.

Env. C.V. et prétentions, sous enveloppe confidentielle à : Mme JACQUELIN SYLVIE, 1, rue Louis-Pouey, 92800 PUTEAUX.

Le secrétariat général d'une organisation internationale organise un concours d'aptitude en vue de recruter :

UN TRADUCTEUR DE LANGUE MATCC9163E ESPAGNOLE

Les candidats doivent justifier d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins trois années d'études supérieures et de bonnes connaissances en français et en anglais pour traduire à partir de ces deux langues.

Le concours aura lieu au secrétariat général le 8 avril 1983.

Lettre de candidature, C.V. détaillé, photo, devront parvenir avant le 28 mars 1983 à : OIPC Service du personnel B.P. 205, 92212 SAINT-CLOUD CEDEX.

Office National d'Etudes et de Recherches Aérospatiales recherche

INGENIEURS AERODYNAMICIENS
(ENSAE - ESCP - ENSMA, ...)
pour recherches appliquées à l'aéronautique (Avions, Hélicoptères, missiles)

INGENIEURS OPTICIENS
ESO ou équivalent
pour laboratoire de recherche en optique appliquée à l'aéronautique.

INGENIEURS EN MECANIQUE ET DYNAMIQUE DES STRUCTURES
pour études élasto-acoustique et aéro-élastique et essais en souffleries.

INGENIEURS EN TRAITEMENT DU SIGNAL
pour études avancées de systèmes radars.

Adresser C.V. et photo à ONERA 29, avenue de la Direction Leclerc 92320 CHATILLON-SOUS BAGNEUX.

Etudiants, Etudiantes,
prévoyez votre rentrée 83/84.

L'Office Universitaire de Presse recherche

60 RESPONSABLES DE CENTRE (Paris/Province)

LEUR MISSION : Recruter, former et animer une équipe de vente étudiante chargée de promouvoir 300 offres d'abonnement presse en milieu universitaire et scolaire.

CONDITIONS :
- Statut étudiant - 19/25 ans
- 20 heures/semaine
- Voiture/téléphone
- Contrat 6 mois fixe + intéressement
- Formation assurée
- Candidatures traitées par ordre d'arrivée

OFUP — Adressez C.V. + lettre avant le 30 avril à Thierry PRUD'HOMME - OFUP 70, rue Mouffetard - 75255 PARIS Cedex 05

STÉ COSMÉTIQUES à PARIS recherche pour Laboratoire shampooings & produits soins capillaires :

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

ayant bonnes connaissances théoriques et pratiques des produits tensioactifs. Envoyez lettre manuscrite et C.V. à C.G.P. (réf. R3), 14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS, qui transmettra.

Un concours pour le recrutement

D'INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

sera ouvert le 25 avril 1983 à L'ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS. Inscriptions jusqu'au 18 mars 83. Rens. : Direct. du Personnel Bureau des concours 2, r. St-Martin, 75004 PARIS Tél. : 277-11-22, p. 4405.

SOCIÉTÉ HORLOGÈRE FRANÇAISE recherche

VENDEUR VENDEUSE

SECTEUR PARIS
Pour vendre en comité d'entreprise. Se présenter : SOCIÉTÉ LIP, 8, rue de Richelieu, PARIS-1er, 4e étage. Téléphone : 296-20-80. VÉHICULE INDISPENSABLE

GROUPE MORNAY
RETRAITES ET PRÉVOYANCE (Métro gare de Lyon) recherche pour son service documentation et commissionnement.

UN(E) JURISTE
(STATUT MAITRISE)

titulaire d'une licence ou maîtrise en droit pour des travaux d'études.

Des connaissances en droit privé (assurances) et comptabilité seront très appréciées.

De solides qualités rédactionnelles un esprit d'analyse et de synthèse seront nécessaires.

Sal.brut annuel 107.000 F. Poste fonctionnel à pourvoir rapidement.

Env. lettre manus. C.V. et photo à : SERVICE DE RECRUTEMENT 5/9 Rue Van Gogh 75591 Paris cedex 12

Société Expertise comptable recherche

STAGIAIRES ou COLLABORATEURS

Expérience cabinet souhaitée. Envoyer C.V. et prétentions à AUDIT DE FRANCE SODIP 60, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris.

ADMINISTR. Imm. 17e, rech.

EMPLOYÉE QUALIFIÉE
SERVICE PAIE

C.A.P., aide-comptable dactylo, connaissance législation du travail, pratique de la dactylo. Ecrire C.V. et photo nº 610 PUBLIALE GR, 27, fg Montmartre, Paris-9e.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J. F., SECRÉTAIRE DIRECTION COMMERCIAL. Bonne présentation. Parfaite sténodactylo, 10 ans expérience secteur parfumerie : dispatching et rédaction courrier, classement relations clients, organisation de réunions, mise en place programmes stagiaires avec représentants.
RECHERCHE : poste à responsabilités dans secteur parfumerie exclusivement Paris (section BCO/DK 335).

J. F., 31 ans, CADRE JURIDIQUE. 8 ans d'activité de conseil, de négociation et de rédaction de contrats au sein de cabinets : traitement des problèmes juridiques et administratifs les plus divers (baux, recouvrement de créances, assurances) et spécialement ceux de l'immobilier et des sociétés. Rigueur et méthode. Sens des contacts. Disponibilité.
RECHERCHE : poste de conseil et d'assistance auprès direction générale ou secrétariat général, Paris, R.P. (section BCO/JCB 336).

F., 35 ans, CADRE COMMERCIAL EXPORT, 2a Licence en droit. Anglais courant. Dynamique, fonceuse, sens des contacts, 12 ans expérience internationale dans secteurs prêt-à-porter, produits alimentaires, industrie du jouet.
RECHERCHE : situation similaire dans toute entreprise exportatrice désirant renforcer présence en Europe (de préférence), Amérique Afrique, Océanie, Extrême-Orient (section BCO/JCB 337).

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT T.C.E., 43 ans, ingénieur A. et M., 20 ans expérience dans la construction de bâtiments de toute nature (conduite du génie civil, coordination et pilotage, administrations et gestion de chantier, études de marchés, prospection, lancement...).
RECHERCHE : au sein d'une société d'ingénierie ou de promotion poste de direction dans le secteur étude et réalisation de tous les bâtiments industriels et commerciaux, Paris, R.P. (section BCO/JCB 338).

ANPE
ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél : 285-44-40, poste 33 ou 26.

secrétaires

Quartier Madeleine
SECRÉTAIRE
BONNE STÉNO-DACTYLO

Bilingue anglais
Minimum 35 ans, expérimentée, connaissant télex, classement. Pour secteurs d'activité variés. Inscrite ANPE et répondant aux conditions embauche dans cadre contrat solidarité. Libre, urgent.

Env. C.V., manuscrit et prét. sous le nº T 038861 M RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Pr SAINT-OUEN-L'AUMONE
SECRÉTAIRE TRILINGUE
ANGLAIS-ALLEMAND ESPAGNOL
pour services administratif et juridique

Ecrire avec C.V. et prét. à TELMA, B.P. 692 95004 CERGY Cedex.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

- RENAULT 5 TS
- Année 80, 47.000 km ;
- Equipée SPOILER.

Prix : 25.000 Francs. T. Bur. 331-05-93 après 20 h. 665-72-44. M. DESHAYES.

COLLABORATEUR VEND PEUGEOT 104 GL, nov. 1982 Beige antilope, intérieur marron, 5.500 km, feux arrière de recul, lun. arr. chauff., garantie 6 mois. Prix 32.000 F. M. SETTBON, tél. 990-48-99, après 19 h., bureau 773-22-73.

de 8 à 11 C.V.

PEUGEOT 504 COUPÉ
Boîte automatique, jante alum. 105.000 km, année 1974. Tél. : 822-21-13.

divers

CONCESSIONNAIRE
ROVER - JAGUAR

Magnifique coupé JAGUAR

4,2 1976	50.000 F
JAGUAR 4,2 77, bleu	48.000 F
JAGUAR 5,3 80, noir	89.000 F
JAGUAR 4,2 80, bleu	90.000 F
DAIMLER 4,2 80, bord	110.000 F
JAGUAR 4,2 83, noir	117.000 F
ROVER 2000 S. 83, bl.	75.000 F
ROVER 2400 D. Turbo SDL 83, gris métal	96.000 F

Téléphone : (6) 422-31-88.

DATSUN
bizot
AUTOMOBILES
35, av. M. BIZOT 75012 PARIS
Tél. : (1) 340.80.47

LANCIA AUTOBIANCHI
nouvelle génération
DELTA
1300-1500-1600
Spéciale Pâques
PARIS 14e
539-57-33+

SAAB
GRANDE ARMEE
500.25.42
29, Avenue de la Grande Armée PARIS 16e

représentation demandes

J'ai 34 ans, 8 ans d'expérience comme représentant pour un éditeur universitaire, chez un éditeur parascolaire, pour un grand de la littérature. Huit ans au contact des libraires, je cherche un poste de représentant exclusif Paris-banlieue.
Ecr. s/nº 934 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

perdu - trouvé

Perdu le 2 mars à Noisy-le-Sec, ONDINE, chienne genre griffon, petite taille, grise. Dame âgée et cardiaque souhaite la retrouver; récompense. Téléphone : 843-01-88.

propositions diverses

Gagnez plus...
avec notre activité lucrative. Possibilité de recyclage. TESSON. Téléphone : (40) 22-43-09 ou (6) 072-02-22.

L'ETAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) Boîte Postale 402.09 PARIS.

travaux à façon

Ch. travaux, plomberie, chf., électricité, maçonnerie, carrelage, peinture, agréé E.D.F. - G.D.F. Téléphone : 833-58-63.

capitaux propositions commerciales

Négociant meuble dés. rencont. indust. pr créat. gde surface cle. Partic. garant. immobil. et partic. banque. Style de France. CP 203 GENÈVE 1227.

emplois régionaux

P.M.E. du groupe ELF AQUITAINE
recherche pour son siège social à PAU (64)

INGÉNIEUR MÉCANICIEN
DÉBUTANT
dégagé des O.M.

- Arts et Métiers PARIS ;
- INSA, TOULOUSE, LYON (Génie mécanique) ;
- ENS de mécanique de NANTES :
- ENS de mécanique et d'aérotechnique de POITIERS :
- ENS d'électricité et de mécanique de NANCY.

Ecr. avec C.V. à Nº 63.381 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Groupe important cherche CONCESSIONNAIRES RÉG. Pour diffusion matériel pédagogique des établissements scolaires. Marché en pleine expansion. Gains importants. Env. C.V. détaillé à : EREL CONSEIL qui transm. s/réf. 298 A/83, B.P. 681 57011 METZ Cedex.

Organisme de formation rech. pour une semaine

TRADUCTEUR SIMULTANÉ

Anglais électronique appliqué à la télécommunication. Tél. : 296-14-24 ou écrire sous référence TS à VALENS CONSEIL, B.P. 359, 75064 PARIS Cedex 02.

Revue économique spécialisée Afrique, recherche pour situation permanente Paris, J.H. min. 25 ans, dégagé obligations militaires, bonne éducation, cultivé, sérieux, dynamique, lisant couramment anglais, intéressé par questions économiques Afrique. Présenter candidature manuscrite avec C.V. et réf. à : SPIMEC, 190 BD HAUSSMANN, 75008 PARIS, qui transmettra.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche INGÉNIEURS ET INFORMATICIENS CONFIRMÉS Réalisation en PASCAL sur Motorola 68 000
- Logiciel de base ;
- simulation ;
- Téléphonie.

Ecrire ou téléphoner : 78-80, avenue Gallieni, Tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET Cedex 360-13-54/55/56.

GROUPE IMPORTANT
Chiffre d'affaires de 300.000.000 de francs, recherche pour PARIS ou VERSAILLES

COLLABORATEURS
CIAUX, HMES, FMES

- très bonne présentation ;
- goût des contacts haut niveau ;
- sens des responsabilités ;
- rémunération motivante ;
- formation permanente ;
- marché porteur.

Tél. pour rendez-vous : 500-24-03, poste 31.

Recherche compositeur typographe qualifié, travaux de ville. Tél. pour r.-v. 721-11-94.

Centre pour parents et adolescents en difficultés, ouvert 24 h sur 24. recherche

ACCUEILLANT

Motivé par collaboration avec adhérents bénévoles. Exp. de travail social auprès des familles souhaitée.

Ecrire à POINT JEUNES 121, boulevard Diderot, 75012 PARIS.

H., 27 ANS, EXPANSIF Cherche emploi divers. Fertil. cité des Trois-Bornes, 75011 Paris. Tél. 806-67-71.

ANIMATRICE, 21 ans, exp., ch. empl. de centre social, foyer, ass. tourist. Rég. indif. Tél. : 16-20 91-11-34, dem. : C. BRICHE.

OFFSHORE PETROLIER RESPONSABLE SÉCURITÉ
Etudes, travaux, production, stockage, chargement. 40 ans, format. ingénieur. Expér. 12 ans mer du Nord, golfe de Guinée. Langues étrangères. Libre été 83, étud. ttes prop. Ecr. s/nº 931 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Urgent. J.F., 30 ans, bonne présentation cherche emploi de nuit, standard ou restauration. Tél. mardi et jeudi de 20 h à 22 h au 829-82-15.

LITTÉRAIRE
J.F., agrégée de lettres, expérience enseignement, édition, journalisme, critique et secrétariat littéraires, cultivée, possédant qualités intellectuelles, sachant écrire. Examine toute proposition de travail lui permettant de mettre en œuvre ses compétences. Disponible de suite. Ecr. s/nº 968 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF DE PUBLICITÉ
F., 38 ans, entière maîtrise gestion budgets, fabrication, achat d'espace, photo, vente par correspondance, 18 ans expérience, rech. poste similaire à responsabilités ou orienté vers l'une de ces disciplines. Libre de suite. Ecr. s/nº 6.474 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre, 40 ans, ch. emploi de responsab. ou de chef de serv. Écrire : Monsieur Éberlé, 20, rue Van-Gogh, 95140 Garges-lès-Gonesse.

JEUNE FEMME, 32 ans, cherche emploi de dactylo standardiste, 15 ans d'expérience dans les secteurs publicité et tourisme. Dynamique et esprit d'initiative. Étudie toutes propositions sur Paris et Hauts-de-Seine. Ecr. s/nº 6.470 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SECRÉTAIRE effectuerait trav. en langue all., écrire 63.860 Contesse 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

J.F. 27 ans, CAP dessin industriel, notions information, expérience composphère, recherche emploi stable. Service commercial. Écrire : le Monde, nº 6.473, 5, rue des Italiens, 75427 Paris, qui transmettra.

J.F. 20 ans, danoise, ch. travail au pair de préférence dans une famille scandinave, s'adr. à Kirsten Ehlers, 155, Legindvej DK-7752 Snedsted. Tél. : 19-45-793-90-32.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

FORUM HALLES bel imm. pierre studio 150.000 F. 2 P. 400.000 F. 3/4 P. tt cft 800.000 F. 508-41-35.

2e arrdt

SENTIER
2 p., cuis., bains, 200 000 F. Tél. 344-11-94.

3e arrdt

THORIGNY, imm. rénové GD STUDIO, 37 m² TOUT CONFORT, CALME. 350.000 F. Tél. : 233-58-45.

MARAIS BEAUBOURG
Beaux studios et 2 pces 48 m², ref. neufs, bel imm. classé. Prix 295.000 F. et 530.000 F. Téléphone : 280-06-94.

BEAUBOURG
Avantages fiscaux imm. classé. Plus vieille maison de Paris 2 Pièces – Prix 660.000 F. Tél. : 522-17-76.

4e arrdt

CŒUR DU MARAIS
dans GD HOTEL PARTIC. TTES SURFACES à rénover PROPRIÉTAIRE. 766-03-18.

ILE SAINT-LOUIS
dans bel imm. 1643 à vendre 2 P. tout confort – boiserie – cheminée, occupé dame 82 ans Téléphone : 500-54-00.

RUE QUINCAMPOIX
Dans bel imm., petit studio, tt cft. Px 200.000 F. Treval : 277-62-23.

Mo SULLY-MORLAND imm. pierre de T. 1984. TT CONFT. séjour, 2 ch., 86 m², bon plan. Park., 1.050.000 F. 531-51-10.

CITE, RARE
Séj., 2 chbres, tout confort. Px : 850.000 F. T. 325-48-82.

5e arrdt

NEUF CONSTRUCTION EN COURS
IMM. TRÈS GRAND LUXE DE 29 APPARTEMENTS
Livraison 1er trimestre 1983

JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU

DU 2 AU 5 PIÈCES et DUPLEX-TERRASSES

Prix moyen 15.000 F le m² Ferme et définitif

APPARTEMENT TÉMOIN
Tous les jours 14 h à 19 h sauf mercredi et dimanche

A.W.I. Tél. : 267-37-37.

JARDIN DES PLANTES
2 P. CONFORT. 4e asc. 320 000 F. 526-54-61.

CENSIER imm. tt cft Beau studio CALME 290 000 F. 233-58-45.

PORT-ROYAL Pl. sud, 2 ch. serv., vue dégagée. 175.000 F. 325-97-16.

JUSSIEU, immeuble ancien studio tt cft, rez de chaus. sur cour, jardin, 130.000 F. S.P.E.I Téléphone : 325-89-35.

STUDIO D'ARTISTE BORDURE 5e
Volume magnifique Grand séjour + mezzanine 85 m² – Prix 900.000 F. Tél. : 522-17-76.

6e arrdt

SAINT-SULPICE
90 m², charme, 354-42-70.

RASPAIL 4/5 P.
Impecc. 136 m² env. 1 450 000 F. 222-08-19.

30, RUE MAZARINE
LUXUEUSE RENOVATION de l'HOTEL DES POMPES asc., jdin, terrasse, STUDIOS, 2 p. et 3 p. de 25 à 70 m². Visite vend., sam., dim. 14-18 h.

SAINT SULPICE
Appartement de caractère living cathédrale, 2 chambres, salle de bains, charme. Prix 980.000 F. Téléphone : 522-17-76.

8e arrdt

MONCEAU
7/8 PIÈCES, 300 m²
+ 3 services, 4e ét., asc., balc., pl. soleil, gd stand., divisible. 2.700.000. N.J.H. 535-05-09.

MADELEINE
2 beaux duplex 65 et 85 m², dernier ét., asc., entièrement éq. soleil. 650 et 850.000 F. Téléphone : 280-06-94.

9e arrdt

Rue Lamtonnet Pierre de taille ascenseur 5 Pièces 96 m² libre, 4 Pièces 81 m² occupé Tél. : 380-75-20.

ST-GEORGES
Appt 2 p. d'angle, soleil à saisir, 240 000 F. 526-46-75.

10e arrdt

RUE PARADIS
Pptaire vend avec GD BALCON, 2 P., cft. 315.000 F. Studio, 224.000 F. 553-91-45.

11e arrdt

OBERKAMPF, imm. bourgeois, 2e ét., rue, studio 17 m². 87.000 F. 554-74-85.

PH. AUGUSTE, imm. 1965, 9e ét., beau 5 pces, 125 m² + terr. pl.-pied 48 m², vue, park.
LARGIER, 265-18-83.

BD RICHARD-LENOIR
dans bel imm., asc., magnifique
6 PIÈCES
2e étage, Sud. 634-13-18.

12e arrdt

PRÈS PL. NATION
Propriétaire vd, dans immeuble entièrement rénové avec grand jardin intérieur, 2 pièces et 3 pièces. Tout confort, soleil, calme. Faibles charges. Téléphone : 572-05-51.

DAUMESNIL bel imm. ravalé, stud., cuis., tt cft. Px 185. 000. 345-88-53.

12e MAGNIFIQUE
gd living, balcon, 2 chbres tt cft, 850.000 F. 344-07-13.

MICHEL BIZOT vaste 2 p. tt cft, pche bois, très agréable, 183 000, C.T.I.M., 585-57-53.

MARCHÉ DES NOTAIRES
2 P., tt cft, stand., 48 m², rue et jard., balc. et terrasse, calme, park. Tél. 555-07-64.

13e arrdt

ATELIER LOFT
Clair, calme 200 m² à aménager sur 2 niveaux, possibilité diviser. Directement propriétaire 325-33-08 (après 19 h, 326-13-00).

Av. d'ITALIE, près place petit 3 p. à rénov., soleil, calme. 215 000 F, COGEFIM, 347-57-07.

BLANQUI DUPLEX 195 m² Terrasse 145 m², imm. récent 2 parkings. Tél. 522-05-96.

14e arrdt

MONTPARNASSE
Neuf s/jard., reste 2 P. + balc. 640.000 F. 225-32-25.

15e arrdt

PLAISANCE
Imm. récent, séj. + 3 chbres, 95 m² + balcon + parking. Px : 800.000 F. 522-13-09.

STUDIO MOTTE-PICQUET
TOUT CFT REFAIT NEUF
Bel imm. 210.000 F. 783-47-19.

Mo EMILE ZOLA
117, RUE DU THÉATRE
PETIT IMMEUBLE NEUF GRAND STANDING
2 PCES à partir de 13.800 F le m²
BUREAU DE VENTE
s/place 14-19 h, tous les jours sauf mercredi. Tél. : 579-84-42 ou
MICHEL LAURENT S.A. 723-63-12.

AV. DE BRETEUIL
dans immeuble rénové pptaire vend studio à aménager 27 m² Téléphone : 500-54-00.

MOTTE-PIQUET studio tout cft, asc., standing, grand séjour. 340 000 C.T.I.M. 557-61-37.

CECOGI construit
329, RUE LECOURBE
IMM. GRAND STANDING
STUDIOS, 2, 3, 4 PCES
Px moyen 12 800 F, le m². Renseignements 575-62-78.

MÉTRO DUPLEIX
Maison individuelle, 140 m² s/ jardin privatif, séjour dble, 4 chambres, 2 bains, 2 w.c., entièrement aménagée à la demande, prix finie, 1.450.000 F. Téléphone : 280-06-94.

FÉLIX FAURE
TRÈS BEAU 4 PIÈCES SUR JARDIN-CALME-SOLEIL Parking. Tél : 562-16-40.

16e arrdt

AV. FOCH EXCEPTION.
appt 200 m², intérieur luxe, terrasse, balc., 2 gar., chbre serv. Gardiennage jour et nuit, TRÉVAL 277-62-23.

16e EXCEPTIONNEL
S/PARC, CALME, SOLEIL, IMM. TRÈS GRD STANDING
6 PIÈCES 230 m²
A RÉNOVER
+ studio service et parking
PRIX : 2.900.000 F
Division possible en 4 et 2 P. Ce jour de 14 h à 18 h : 14, RUE DU CONSEILLER-COLLIGNON, ou 723-91-22, heures bureau.

XVIe ARRONDISSEMENT
25, rue Le Marois
SINVIM CONSTRUIT
petit immeuble de classe, 22 appts, balcons, terrasses. Prix de souscription Tél. : 534-81-71 du jeudi au lundi, de 14 h à 19 h.

TROCADÉRO
Emplacement exceptionnel Vue sur Seine et Tour Eiffel. 200 m², 6e ét., 2 chbres serv. APPARTEMENT D'ANGLE GARBI, 567-22-88.

AVENUE BUGEAUD, 60 m² living + chambre, imm. récent 3e étage. 825.000 F. GARBI - 567-22-88.

AV. FOCH, BEAU 107 m².
GD LIVING + CHBRE S/JARDIN cuis., bains, cave, park., ss-sol.
ST-PIERRE 563-11-88.

EXELMANS
Immeuble début siècle studios à partir 320.000
2 Pièces 450.000
3 Pièces 580.000
Occupés Loi 48 à partir 210.000 – Visite 14/17 H. 9, rue Chardon-Lagache.

17e arrdt

45, AV. VILLIERS
Mo MALESHERBES
DUPLEX avec MEZZANINE de 2, 4, 5 P. et STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITATION
Vis. jeudi-vendredi 13/18 h.

Avenue des Ternes, petit studio 1er étage sur cour, calme et clair. 766-32-11.

AVENUE DES TERNES
Très bel immeuble p. de taille, 1er ét., salon, salle à manger, 3 chbres, cuis., w.-c., 2 bains, 130 m² + 2 chbres services. 1.390.000 F. CBS. 524-40-08.

VILLIERS
entre Brésil et Pereire dans imm. pierre de t., bel appt, 145 m², 6 pces bon état, 1er ét. clair, possib. libérales. 1.500.000 F. 260-30-15.

Près SQUARE EPINETTES Charmant 2 p. Soleil. PETITE TERRAS. + BALCON 330.000 F Tél. : 587-33-34.

18e arrdt

Proche MARCADET vaste 3 p. tt cft, bel imm. pierre, état impeccable, urgent 265 000 F. C.T.I.M. 239-47-48.

RUE CAULAINCOURT
Luxueux 2-3 P., tt cft, asc. P. de T., 650 000. 254-71-93.

CECOGI construit
Résidence « Mairie du 18e »
53, RUE DU SIMPLON
23 APPARTS de standing
STUDIOS, 2, 3 P., PARK.
Px moyen 11.600 F, le m². Renseignements 575-62-78.

Métro Anvers, Montmartre, près jardin, 2 pces, entrée, cuis., bains, w.-c. Prix placement exceptionnel. 878-41-65.

Mairie 18e bel immeuble ancien à rénover, 2 pces, cuis, W.C. 199.000 F. IMMO MARCADET Téléphone : 252-01-82.

Mairie 18e Bel imm. ancien 2 pièces tout cft. 233.000 F IMMO MARCADET 252-01-82.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT
S/PARC luxueux 180 m² séj. dble 4 chbr. prof. lib. 53, rue Manin, vendredi, samedi, dimanche de 14 h à 17 heures.

78-Yvelines

LE PECQ, 86 m², gde récept. Sud et Ouest, 2 chbres, cuis. équip. 595.000 F. 451-28-02.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 5' RER, dans bel hôtel part., duplex de 180 m², 4 chbres, 3 bns, gde terrasse de 80 m². CALME ET ENSOLEILLÉ 1.600.000 F. Tél. 451-28-02.

LE MESNIL-LE-ROI
dans résidence de standing 101 m² + balcon, 3 chambres, 2 bains, BOX, CALME. 689.000 F. Tél. : 451-28-02.

4 KM. PARLY II
gd standing, appt 92 m² + 180 m. de jardin Sud-Ouest, calme, séj. 36 m², 2 chbres, cuis. équip., décoration luxueuse. 790.000 F. 043-58-27 ap. 20 h 045-59-27.

91 - Essonne

Cause départ, particulier vend à Grigny (91), appartement 5 pièces, 2 salles de bains, 2 loggias, nombx rangements, cave, parking. Proximité gare, écoles, centre commercial PRIX : 320.000 F. Téléphone : 943-18-05 (après 19 h, et w.-e).

92 Hauts-de-Seine

SÈVRES, 6/7 PIÈCES
+ 2 bains, impeccable + parking. 950.000 F. 287-18-33.

MEUDON
300 m de la gare, maisons de ville neuves, disponibles de suite dans petite résidence. 6 pièces, 2 bains, garage. Prêts conventionnés possibles s/place, 29, rue Jean-Brunet, l'après-midi, du jeudi au dimanche. Tél. : 534-81-71.

BOULOGNE
251 bis, bd Jean-Jaurès
Grand 4 pièces ensoleillé. Proximité commerces, bus. Imm. 1963, tt cft. 755.000 F. Sinvim & Cie - 501-78-67.

ISSY-LES-MOULINEAUX
rue Jean-Pierre-Timbaud
2 P., 44 m² + terrasse 15 m² tt cft. Imm. 1969. 415.000 F. Sinvim & Cie. 501-78-67.

BOULOGNE, RÉCENT
Séjour double, 2 chbres, tt cft, 82 m² + balc. 710.000 F. CBS : 524-40-08.

VILLE-D'AVRAY (92)
Partic. vend à partic. dans résidence F3, 80 m², r.-de-ch., balcon exposé sud, en bord forêt. Prix 450.000 F disponible. Tél. : bureau 501-54-15, p. 2637, domicile 605-97-86.

BOULOGNE
RÉSIDENCE 1977 S/JARDIN
EXCEPTIONNEL
6.900 F/m²
2 P., 50 m² ..... 345.000 F
2 P., 55 m² ..... 379.500 F
2 P., 58 m² ..... 400.000 F
+ parking. Tél. 294-11-33.

ISSY-LES-MOULINEAUX
Mo Corentin-Celton
Chambre 15 m², s. d'eau, cave, park. Constr. 1973, 185.000 F. Sinvim & Cie, 501-78-67.

NEUILLY
CHAMPERRET
dans bel imm. stand., soleil. TRÈS BEAU 4 P., étage élevé cave, box. Tél. : 575-82-78.

NEUILLY SABLONS
Bel. imm. 1900. 1er s/r., calme. Appt 4 p. 90 m². 920.000 F. O.R.P.I., 288-27-45.

NANTERRE UNIVERSITÉ
Face au R.E.R., dans résidence de 4 étages, particulier vend, 1er étage, pl. sud, appt 43 m², 2 pièces, cuisine, salle de bains + w.-c., cave, tél., vide-ordures sur palier, chauffage central collectif, antenne télé, parking de résidence. Prix 280.000 F. Tél. 622-55-63.

94 Val-de-Marne

VINCENNES, résidentiel Près BOIS. Tout confort.
4 PCES, 93 m². 700.000 F.
3/4 PCES, 101 m². 780.000 F.
4/5 PCES, 115 m². 880.000 F.
Téléphone : 233-58-45.

VINCENNES, Mo BÉRAULT
PLACEMENT EXCEPTIONNEL
2 PCES, cuis., w.-c., s. d'eau. Prix 208.000 F, 345-88-53.

CHARENTON-ÉCOLES
Imm. réc., 3/4 p., cuis., tt cft, 7e asc. 425.000 F, 345-88-53.

L'HAY-LES-ROSES
2 p., 48 m², dans imm. pierre de t. 1973, vue très dégagée, état excellent, 360.000 F. Sinvim & Cie, 501-78-67.

VINCENNES
Immeuble standing, récent 6 pces, dernier étage, état impeccable, 140 m², 1.200.000 F. Exclusivité L.M.G., 265-55-44.

CHARENTON, près Bois, beau 5 pces, cft. 100 m², 2e ét., s/jard., imm. 1900. 760.000 F. S/place, SAMEDI de 14 à 18 h. 4, rue du Parc. Tél. 736-70-87.

95- Val-d'Oise

CENTRE VILLE
95 MONTMORENCY
Particulier vend appart. F2, coquet, 44 m², en partie meublé + cave, chauff. individ. au gaz, 3e et dernier étage. Refait neuf. PRIX 260.000 F. 964-45-59 (après 20 h 30).

CERGY-LES PLANTS
Appartement 75 m², 4e étage, 2 chambres, s. de bns, w.-c., séjour double, grande cuisine, 5 minutes de la gare Cergy, 30 minutes de Saint-Lazare. Prix : 265.000 F. Tél. : 030-39-64.

Province

NIMES (GARD)
Cœur ville, petit immeuble de 3 étages dans parc. A vendre très beaux appartements. Studios, 2/3/4 pièces, (prêts conventionnés). Téléphone : (66) 62-14-18. (67) 65-61-05.

COTE D'AZUR, Cros de Cagnes : dans immeuble neuf, livraison avril 83. Appt. vacances 2 P. Rez de jardin, terrasse + jardin privé. 30 m de la mer, 100 m des commerçants. Très bien situé. Prix : 385.000. Tél. : (93) 20-45-99.

immobilier information

ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR.
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27, avenue de Villiers.
75017 PARIS. 227-44-44.

immeubles

JE SOUHAITE ACQUÉRIR UN IMMEUBLE
Paris, banlieue. Lib. ou occupé. Intermédiaire souhaité.
Pierre AMANOU : 328-71-87.

appartements achats

COTIMO rech. d'urgence pour sa clientèle appts ttes surfaces RIVE GAUCHE. 5e, 16e, 17e. Boulogne. Paiement comptant. Téléphone : 567-42-70.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet (15e). 566-00-75. Recherche pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt, appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

Collaborateur journal souhaite acheter appartement 4 Pièces à Montmartre. Téléphone : 367-44-47.

MALESHERBES 73
PARIS-8e : 522-05-96.
Pour Consulats ou Ambassades rech. appartements toutes surf. Hôtels particuliers et Bureaux.

MARNIER 222-69-50
UN NOM... une garantie
207, bd St-Germain. Paris 7e.

appartements occupés

SUR FG ST-HONORÉ
2 APPTS CIAUX OCCUPÉS
locataires 1er ordre
85 m² et 56 m² bel imm. cft. Téléphone : 562-49-89.

locations non meublées offres

Région parisienne

APPTS A LOUER
3 à 5 P., PARC MONCEAU. Villa avec piscine, 4.800 F. 504-91-11.

APPTS A LOUER
de 3.000 à 8.000 Francs
Belles villas, piscine.
Téléphone : 504-91-11.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES
Louez vite et sans frais
ENTRE PARTICULIERS
OFFICE DES LOCATAIRES
Téléphoner au : 296-58-10.

Cherche appt 3 pces ou pièces dans 13e, 14e, 15e. Tél. 532-31-00, après 19 h.

Région parisienne

Pour Sté européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

Célibataire recherche studio, dans le centre de Paris. M. PHILIPPE : Tél. 930-04-96.

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus, 281-10-20.

échanges

CARRIÈRES-SUR-SEINE
A 10 minutes de la gare Grand pavillon 1966, 160 m², 4 chambres, cheminée, téléphone, 700 m² terrain, 6.200 F par mois. Tél. : 968-70-90.

bureaux

Locations

SECRÉTARIAT
PARIS FLASH BUREAU
825-11-90.

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 3 à 6 BUREAUX
Excellentes adresses ccia les.

BUILDING ÉLYSÉES BUREAUX
vous accueille
BUREAUX MEUBLÉS
Services Secrétariat
DOMICILIATION 600 F,
66, CHAMPS-ÉLYSÉES
B.E.B. Tél. 562-66-00.

fonds de commerce

Ventes

Tabacs, journaux, loto, bimbeloterie, gros chiffre d'affaires. Prix 1.300.000. Ag. Vauban, 36, bd Vauban, 26000 Valence. Tél. (16-75) 43-29-56.

BÉZIERS (Hérault) vend PRESSING, centre-ville, 70 m², Maté. neuf. Urg. cause matern. H. Bur. (67) 62-11-05 heures repas (67) 31-51-59.

locaux commerciaux

Locations

R. LA FAYETTE, Boutique 25 m² + ss-sol 70.000 F/an + cession, 280-38-06.

fermettes

150 KM PARIS SUD
FERMETTE style Ile de France, séj. 60 m², cuis., 5 chbres, bains, cab. toil., 3 w.-c., gar., terrasse piscine chauffée. Maison de gardien. 4 p. s. d'eau, w.-c., maison d'amis 3 p. s. d'eau, w.-c. Gd garage, gdes dépendances. Le tout sur 12 ha, parc, 3 étangs, terres. Px 2.000.000 F, crédit 80 %. THYRAULT St-Fargeau. 89170. Tél. : (86) 74-08-12 ou après 20 h. (38) 31-13-93.

propriétés

Vends 30 km BORDEAUX
Propriété 5 ha dont mais. bourg. 10 p. + dép. 12 p., 1.200 m² couv., le tout clôturé moellons. Prix 1.800.000 F. Conv. pour hôtellerie, maison repos, etc. Tél. heures repas (56) 27-17-78.

Entre MEULAN et PONTOISE, jolie maison longue et basse, living, 4 chambres, 2 salles de bains, jardin, 9.400 m², vue
LARGIER, 265-18-83

Moulin avec dépendances sur 15.000m² ruisseau à truites, ville touristique du Lot 650.000 F. T. 656-80-66.

LA CROIX VALNERT (Var)
à vendre PROPRIÉTÉ
1 maison maître 17 pces, + une maison 5 pces + 4400 m² + terrain + garage + piscine. Px très intéres. cause urgence. H.B (16-92) 21-22-84.

Urgent vd au plus offrant à 40' de la mer, splendide maison pierre, 8 p. 200 m² habitables, tt cft, valeur 1.200.000 F. T. : (96) 26-11-91 h./repas

terrains

Terrain de 32.700 m² environ, libre d'occupation, situé à CHARTRES et MAINVILLIERS. (Ancien dépôt des machines de CHARTRES.)
Vente par voie de consultation sur mise à prix de 270 F le m². Candidatures av. le 30 mai 1983.
Renseignements :
Division de l'Equipement, Domaine de la Région S.N.C.F. de PARIS-MONTPARNASSE, 17, boulevard de Vaugirard, 75741 PARIS CEDEX 15. Tél. : 538-52-19, p. 13-44.

Vends terrain 14.000 m², 40 km Vichy, C.U. Très bas prix. Tél. : (70) 32-44-93.

hôtels particuliers

PARIS 5e, PANTHEON
Projet de construction d'un
HOTEL PARTICULIER
avec park., terrasse (205 m² utiles), vue, terrain. 750.000 F, CECOGI. Téléphone : 575-62-78.

SAINT-CLOUD CENTRE
12 Pces, jardin, 586-52-00.

XVIe VOIE PRIVÉE
400 m² HABITABLES
Superbe hôtel part. avec joli jardin, gd salon 45 m² s/terr. Salle à manger, bureau, billard + 4 ch., 3 boxes, 1 ch. service. RAVISSANTE DÉCORATION SAINT-PIERRE. 563-11-88.

pavillons

NOISEAU (R.E.R.)
Pav. 6 pièces + gar. + jard. Px 945 000 F 287-18-33.

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de Paris Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER,
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

A VENDRE
BEYNES 78
Pavillons plain-pied, 450 m². terrain, séjour double, 3 ch., cuisine aménagée, 2 salles de bains, garage, chauffage gaz. Prix 580.000 F. Tél. 489-22-63, après 19 heures et week-end.

PAVIL. COLOMBES
8 p., avec 1.000 m², possib. accès P.L., 556-52-00.

Val-de-Loire. Mazé 49, à 20 km d'Angers, part. vd pav. T4, neuf, libre, garage, terrain 1.900 m². Tél. (55) 26-46-33.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris (11e), tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

NEUILLY VICTOR-HUGO
Gd stand., 85 m² + jard. 100 m² Occupé, calme, parking, 300.000 + rente 3.500 F/mois. FONCIAL, 266-32-35.

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e
Px rentes indexées garanties.
Etude gratuite discrète.

villas

95 HERBLAY
Maison Ile-de-France 1977. 350 m² habitables + pavillon gardien, sur 4.000 m, parc paysagé. Prix justifié. Tél heures bureau au 280-66-13.

A VENDRE, de préf. Part. à part., 1 km mer, 10 km de LA BAULE, Maison rénov., 5 pces, 130 m² (séj. 50 m²), poutres appar., cheminée pierre, salle d'eau + salle de bains, cave, 2 gar., dont un pour bateau, terrain 1.700 m², clôturé et planté avec bassin. Tél. : 588-37-38, apr. 18 h.

CHAVILLE proximité gare 8' Défense part., vd prop. 700 m², 6/8 p., tt cft, libre. Prix : 1.380.000 Francs Téléphone : (1) 750-19-24.

TOULON, environs près mer, vend belle villa 255 m² cuisine living room 70 m² 5 chambres, 3 salles de bains 1 salle d'eau avec douche, bureau, lingerie, 2 WC, terrasse 65 m² service 100 m², garage 4 voitures chff. air conditionné chaud et froid, piscine, terrain boisé 4500 m² cèdres, pins, oliviers. Ecrire sous le no T 038599 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

maisons de campagne

Vends petite maison campagne, toit neuf, 40 km Vichy. Tél. (70) 32-44-93.

ROUSSILLON, part. vd maison village rénové, vue magnif., 7 p., 2 chemin., cuis. équipée, grand ss-sol, jardin + terr., 5.000 m² bois, fruits, cabanon citerne, 520.000 F. Ecr. Forestas, Taulis 66100 Amélie-les-Bains.

70 KM OUEST PARIS
CHOIX DE 50 PROPRIÉTÉS A LA VENTE
M.G.N. NOGENT-LE-ROI
Face église (37) 43-44-34
Bureau Paris : 387-71-66.

ADMINISTRATEUR SOCIETE rech. de juin à septembre inclus
MAISON DE CAMPAGNE AVEC PISCINE
100/150 km PARIS. 651-02-78.

Particulier vend, HAUTE-NORMANDIE, près DIEPPE, CHAUMIÈRE RESTAURÉE 18e, bordure forêt 60 m² sur deux niveaux, terrain 1 800 m², beau verger. Px 220 000 F. S'adresser : CUZOL, 30, avenue du Vieux-Colombier, parc Conte-Perdrix, 06130 Grasse (93) 70-12-79.

villégiature

Louons chalet pour groupes 40 pl. Savoie, vacances Pâques, renseignements (31) 86-51-14.



L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
296-15-01

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vte s/licit. au Palais de Justice de Paris, le LUNDI 21 MARS 1983 à 14 heures
EN UN SEUL LOT :
UN APPARTEMENT et UNE CAVE
Dans un immeuble sis à PARIS (11e)
8, RUE PACHE
Mise à prix : 50.000 F
S'ad. à Me André VALENSI, avocat à Paris-5e, 72, r. Gay-Lussac, 633-74-51; Me Charly BENSARD, avoc. à Paris-7e, 179, bd St-Germain, 544-55-95.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'AUXERRE le vendredi 18 mars 1983 à 14 heures
ANCIEN MOULIN, DIT MOULIN CADOUX
Belle propriété avec terrain d'un hectare à
MAGNY près AVALLON (89)
MISE A PRIX : 300 000 FRANCS
Consignation pour enchérir chèque certifié 15 000 F, ench. pr. avt.
S'adresser SCP d'avocats Barbe Gomot Thuault, 21, bd du 11-Novembre, 89000 Auxerre – Tél. : (86) 52.51.24

Vente Palais Justice NANTERRE, mercredi 23 mars 1983 – 14 heures
LEVALLOIS-PERRET (92) 62, rue Marius AUFAN
BATIMENT A USAGE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
MISE A PRIX : 150 000 F - S'adresser à Me BOISSEL
Avocat à Paris, 14, rue Sainte-Anne, tél. : 261.01.09



AFFAIRES

250 MILLIONS DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 1983

Transpac a une taille comparable à celle des grands réseaux américains de transmission de données informatiques

Avec un chiffre d'affaires de 150 millions de francs en 1982, la société Transpac, filiale des P.T.T., accède au peloton de tête des sociétés de transmission de données informatiques. Ce succès consacre la réussite de la technique de *« transmission par paquets »*, choisie par la France (1).

Partie la plus en pointe de l'industrie française de télécommunications, le réseau public Transpac créé en 1978 à l'initiative des P.T.T. a atteint une taille comparable, dans sa technologie, à celles des grands américains Tymnet et Telenet. *« Nous sommes tout près d'eux du point de vue du nombre d'accès offerts aux clients et très supérieur en trafic »*, affiche avec satisfaction M. Lebars, son P.-D.G. Les comparaisons en terme de chiffre d'affaires sont plus délicates parce que les sociétés américaines s'intègrent dans des groupes (Tymnet est filiale de Tymshare et Telenet de General Telephone and Electronics) qui vendent des matériels, tandis que Transpac limite son rôle à la gestion du réseau. Selon divers analystes, néanmoins, Transpac devrait à la fin de cette année rejoindre les Américains avec 250 millions de chiffre d'affaires et quinze mille accès.

Le succès a fait école à l'étranger puisqu'une quinzaine de pays se sont dotés de réseaux publics de transmission de données *« par paquets »* sur la norme X 25 adoptée par la France puis reconnue internationalement. Les industriels français (SESA, SAT, ou la filiale de Philips T.R.T.) en ont profité largement pour exporter leur savoir-faire ; dans huit pays pour la SESA. Rançon de la réussite, les délais de raccordement sont jugés trop longs (six mois en moyenne) par les clients, et nombreux sont ceux – en particulier les P.M.E. – qui s'en plaignent. Pour M. Lebars, *« ces P.M.E. achètent en même temps un ordinateur et un boîtier de raccordement à Transpac. Comme nos délais de livraison sont inférieurs à ceux des constructeurs informatiques, ce n'est pas Transpac qui est en retard »*. Les critiques ne seraient donc pas fondées.

Pourtant Transpac va accélérer ses investissements en 1983... pour faire face à cette pression de la demande. 300 millions de francs sont prévus cette année pour porter le nombre des points d'accès de 10 000 à 15 000. Un effort particulier serait fait sur les accès « indirects » (par ligne téléphonique) en faveur de petits clients. Par ailleurs, 1 500 accès de norme vidéotex seront ouverts pour suivre les premiers développements de la télématique professionnelle, (interrogation de banques de données). Si le marché *« répond comme prévu »*, entre 200 et 300 000 terminaux vidéotex seront en fonctionnement à la fin de 1984.

L'essentiel du trafic de la télématique, devrait néanmoins s'écouler sur le réseau classique du téléphone, dont la capacité est progressivement aménagée à cet effet (passage à 1 200 « bits » par seconde en début de 1982). Transpac n'est en effet qu'une des solutions offertes par les pouvoirs publics pour transmettre des données informatiques : le réseau « commuté » téléphonique, les lignes spécialisées et le futur satellite Télécom 1 – consacré théoriquement aux forts débits. M. Lebars se déclare *« favorable »* à cette concurrence interne au service public qui permet au client *« de combiner les différentes solutions au gré de ses besoins »*.

Quand d'autres pays *« déréglementent »* les télécommunications (États-Unis et Grande-Bretagne) avec pour idée que la libération des forces du marché constitue l'unique solution pour casser les monopoles (d'A.T.T. ou de British Telecom) et pour baisser les prix, la France compte sur une concurrence organisée dans le cadre du service public, quitte à filialiser Transpac comme cela a été fait pour lui donner une souplesse commerciale.

Ce choix du maintien du monopole dicté par l'indépendance nationale (ne pas tomber sous l'emprise des réseaux américains) donne bien entendu à l'État la responsabilité d'effectuer les lourds investissements *« à temps »*. Après des débuts difficiles qui ont fait craindre le pire, le succès actuel de Transpac est-il alors celui du modèle français ? Jusqu'ici la réponse est positive. Les prix de la téléinformatique française étaient sensiblement supérieurs à ceux pratiqués aux États-Unis il y a encore deux ans. Aujourd'hui (avec la hausse du dollar il est vrai) ce n'est plus le cas.

Et cette mise à niveau ne s'est pas faite aux dépens de la rentabilité du service public. Transpac du point de vue financier est *« au-dessus de son objectif »*, qui – inscrit dans une convention de douze ans en 1978 avec les P.T.T. – *lui donne* l'obligation de rembourser les sommes avancées avec la même rentabilité que celle du téléphone sur la période, c'est-à-dire entre 14 et 18 %. Transpac est aussi une bonne affaire.

E. L. B.

(1) Le flux des données d'ordinateurs à transmettre est découpé en tranches, mis en « paquets » avec d'autres puis transmis. Chaque paquet est ensuite trié et le flux reconstitué avant sa conception pour que le destinataire le reçoive.

MIS EN CAUSE POUR TRANSFERTS DE FONDS ILLICITES

M. Georges Tranchant, député R.P.R. d'Asnières réfute les accusations du *Canard enchaîné*

Selon un article du *Canard enchaîné* publié dans son édition du mercredi 9 mars, M. Georges Tranchant, député R.P.R. d'Asnières et membre de la commission des finances à l'Assemblée nationale, ferait actuellement l'objet d'une enquête de la Direction nationale des enquêtes douanières à propos de transferts d'argent effectués en Suisse par une société dans laquelle il détenait des intérêts. M. Tranchant a réfuté les accusations du journal.

Cinq jours avant l'élection de M. Mitterrand, explique notre confrère, M. Tranchant a commencé à opérer des transferts de fonds vers la société suisse Léoniva, une quinzaine d'opérations du même genre devant intervenir au cours des six mois suivants pour un montant total de quelque 11,9 millions de francs.

Selon les douanes, rapporte *le Canard enchaîné*, cette société Léoniva serait une entreprise *« de complaisance »* au fonctionnement *« fictif »*, sa seule utilité étant de recevoir des fonds destinés à la banque suisse Darier et Cie, qui a la particularité, outre celle de figurer parmi les principales banques privées helvétiques, d'être domiciliée à la même adresse que la société Léoniva, au 4 rue de Saussure, à Genève.

Ainsi, M. Tranchant, *« qui entretient depuis des années les meilleures relations avec la banque Darier »*, rapporte notre confrère, s'est vu signifier en décembre dernier les infractions de *« transferts irréguliers »* et de *« constitution d'avoirs à l'étranger »*.

Interrogé sur ce document, le ministère du budget, qui coiffe la Direction nationale des enquêtes douanières, se refuse à tout commentaire comme il est de tradition dans ce genre d'affaire.

Un « faux scandale politique »

De son côté, M. Tranchant invoque la coïncidence entre la publication de cet article et la proximité du second tour des élections municipales pour faire état d'un *« faux scandale politique sur une prétendue affaire qui mourra de sa belle mort »*, le député soulignant le fait que *« la Rue de Rivoli s'est bien gardée de déposer une plainte contre lui »*.

Sur le fond du dossier, M. Tranchant tient à nous préciser que ce n'est pas une seule enquête qui a été diligentée contre lui, mais *« au moins une quinzaine de procédures de cette nature en l'espace de dix-huit mois, visant à la fois son patrimoine personnel, mais également ses anciennes activités industrielles »*.

Tout remonte à une dizaine d'années, explique-t-il, lorsqu'à la tête du groupe industriel qui portait son nom (1), il avait vendu à la société suisse Léoniva, *« une société qui existait depuis plusieurs années »*, la quasi-totalité (98 %) des parts civiles que son groupe détenait dans une S.C.I. (société civile immobilière) de droit français, la société Desdeux. Cette opération devait permettre au groupe Tranchant, qui éprouvait alors « quelques problèmes avec la firme japonaise Sony », de résoudre des difficultés financières « passagères ». Etant assimilée à un transfert d'investissements au regard du contrôle des changes, elle avait été effectuée *« tout à fait normalement »* à la fin de l'année 1972, après que les notaires de M. Tranchant *« eurent obtenu toutes les autorisations nécessaires auprès de la Banque de France »*, précise le député d'Asnières.

Depuis, M. Tranchant précise qu'il ne s'est plus occupé de cette affaire qui ne lui appartenait plus.

En 1981, les actionnaires suisses de la S.C.I. Desdeux décidaient de vendre les deux immeubles qui constituaient le seul patrimoine de cette société – ce qui entraînait *de facto* la dissolution de la S.C.I., désormais sans objet social. Ce qui fut fait, et le produit de cette vente (11,9 millions de francs environ) fut ensuite transféré, « entre juin 1981 et décembre 1981 », à la firme propriétaire de cette S.C.I. dissidente, la société suisse Léoniva. *« C'est moi qui me suis occupé de cette dernière opération de désinvestissement sur le plan administratif »* reconnaît M. Tranchant, tout en affirmant que les transferts incriminés *« ne concernent ni ma personne ni mon patrimoine immobilier »*, son intervention étant simplement motivée par le fait que le gérant de la S.C.I. (propriétaire de 1 % à 2 % des parts sociales) appartenait au groupe Tranchant.

Rejetant en bloc toutes les accusations, M. Tranchant se borne à indiquer qu'il a adressé *« depuis plusieurs mois »* à la direction des enquêtes douanières *« un mémoire de synthèse »* démontrant, selon lui, que ces transferts concernent une société dans laquelle il n'a plus aucun intérêt depuis plus de dix ans et qu'ils *« ont été effectués en toute légalité »*.

SERGE MARTI.

(1) M. Georges Tranchant, qui était à la tête d'un important groupe industriel comprenant, notamment, la société Tranchant Distribution (et sa filiale Tranchant Électronique, regroupée par la suite) spécialisée dans l'importation de matériel japonais, a vendu *« dès qu'il a vu la gauche arriver au pouvoir »* un nombre important des participations qu'il détenait dans plusieurs sociétés. De même, il a vendu à la fin de l'année 1982 à M. Bernard Tapie – pour un franc symbolique – sa société Tranchant Distribution (120 millions de francs de chiffre d'affaires annuel réalisé avec une centaine de personnes) qui avait accusé, en 1981, un déficit voisin de 15 millions de francs alors qu'elle était bénéficiaire l'année précédente.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –		Rep. + ou Dép. –	
$ E.-U.	6,8725	6,8800	+ 210	+ 250	+ 445	+ 505	+1215	+1335
$ can.	5,6065	5,6140	+ 129	+ 169	+ 316	+ 372	+ 875	+ 985
Yen (100)	2,8961	2,9005	+ 138	+ 163	+ 300	+ 335	+ 889	+ 955
DM	2,8659	2,8703	+ 184	+ 209	+ 386	+ 419	+1114	+1181
Florin	2,5885	2,5923	+ 178	+ 199	+ 374	+ 402	+1053	+1110
F.B. (100)	14,5419	14,5624	–2052	–1836	–2031	–1724	–1931	–1497
F.S.	3,3402	3,3463	+ 258	+ 286	+ 541	+ 580	+1551	+1640
L (1 000)	4,8026	4,8146	–1105	– 800	–1450	– 823	–2267	–2112
£	10,3685	10,3847	+ 129	+ 207	+ 324	+ 431	+1132	+1337

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 3/4	9 1/8	8 7/8	9 1/4	8 15/16	9 1/4	9 1/16	9 7/16
DM	5 1/8	5 1/2	4 15/16	5 1/4	4 15/16	5 1/4	4 15/16	5 1/4
Florin	4 1/2	5	4 7/16	4 13/16	4 7/16	4 13/16	4 9/16	4 15/16
F.B. (100)	18	22	27 11/16	29 13/16	19 15/16	21 5/16	15 1/16	15 7/8
F.S.	4 3/8	5 1/8	3 3/8	3 3/4	3 3/8	3 3/4	3 7/16	3 13/16
L (1 000)	35	60	39	43 3/4	31 1/8	33 7/8	22 3/4	24 3/4
£	11	11 1/2	11 1/8	11 1/2	11 1/16	11 7/16	10 7/8	11 1/4
F. franç.	40	80	80	85	46	51	26 1/2	30

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

L'accord Thomson-Telefunken remet en cause la stratégie européenne envers le Japon

L'Office des cartels allemand, qui a mis son veto à la prise de contrôle de Grundig par Thomson, ne s'opposerait pas au nouveau projet du groupe français de racheter 75 % de Telefunken Fernseh und Rundfunk (T.F.R.), filiale du conglomérat allemand A.E.G.-Telefunken, qui regroupe ses activités dans l'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes, hi-fi, etc.), nous indique notre correspondant à Bonn.

A Paris, Thomson et le ministère de la recherche et de l'industrie sont également convaincus d'une réponse positive de l'Office fédéral. *« T.F.R. et Thomson mis ensemble n'atteignent pas 30 % du marché européen, seuil qui déclenche le veto de l'Office »*. On ajoute que *« les Allemands ne peuvent pas dire deux fois non »*. Reste que cet accord bouleverse la stratégie européenne envers le Japon.

Thomson avait approché l'an passé A.E.G.-Telefunken, qui connaît de nombreuses difficultés depuis plusieurs années. Soutenu par les banques puis par le gouvernement allemand, le conglomérat avait été placé en règlement judiciaire. Un plan d'assainissement, qui consistait à se débarrasser de nombreuses filiales et à de nombreux licenciements, a été engagé (quatre-vingt-deux mille personnes en 1984 contre cent cinquante-huit mille en 1979) et l'on estimait qu'A.E.G.-Telefunken, qui a perdu 980 millions de deutschemarks en 1982, devrait redevenir bénéficiaire en 1984.

Fait significatif à ce propos : on apprenait à Francfort, mercredi 9 mars, que 99,5 % des créanciers d'A.E.G.-Telefunken avaient donné leur accord au plan d'assainissement et que le dossier, de ce fait, était en voie de règlement. La vente de T.F.R. ne pourrait que conforter les créanciers puisque cette société déficitaire (100 millions de deutschemarks en 1982) ne trouvait pas preneur. A.E.G. avait un moment négocié avec... Grundig, mais ce dernier devait renoncer à la mi-février 1983.

Le ministère de la recherche et de l'industrie juge que la solution T.F.R. présente des avantages et des inconvénients par rapport à la solution Grundig. L'inconvénient est celui de la taille. Son chiffre d'affaires ne représente que 40 % de celui de Grundig. Néanmoins, avec 20 % du marché européen, le groupe Thomson a *« désormais la dimension européenne »*. L'avantage, pour les autorités françaises, est que *« T.F.R. a déjà été restructuré »*, alors que ce n'est pas le cas de Grundig. Or certaines estimations font état de dix mille personnes en surnombre sur les trente mille qu'emploie la société... S'y ajoute le prix du rachat *« sensiblement moindre que celui demandé par M. Grundig pour les 75,5 % des actions qu'il détient »* (800 millions de deustchemarks environ). A ce propos, le ministère a déclaré que Thomson paiera T.F.R. avec ses propres deniers. On se souvient que l'achat de Grundig devait être financé *« hors contrat de plan »*, c'est-à-dire une rallonge spéciale de l'État.

Les avantages de la solution Telefunken par rapport à la solution Grundig avancés par les autorités françaises ne sont, en effet, pas négligeables. Il en existe d'autres. L'industrie de l'électronique allemande, déjà mal en point, se trouve, en effet, dans une situation difficile. Grundig ne peut vivre seule, malgré les déclarations contraires de son président après le renoncement de Thomson. Dès lors, ses parts de marché pourraient être – en partie – reconquises par Thomson-T.F.R. Un calcul qu'on évoque en France en ajoutant cyniquement : *« Tant pis pour les Allemands, ils l'ont cherché. »*

Peut-être. Mais doit-on vraiment s'en réjouir ? Ne faut-il pas s'inquiéter de toute déconfiture d'une société européenne, sachant que – l'histoire de l'industrie électronique le prouve – ce sont les Japonais (ou dans d'autres secteurs les Américains) qui en tirent les plus gros bénéfices ?

Si l'on examine l'opération d'un point de vue mondial, la solution T.F.R. présente des inconvénients certains parce qu'elle rapproche encore plus Thomson des Japonais, puisque T.F.R. construit des magnétoscopes du groupe J.V.C. Dès lors, la constitution d'un front commun utilisant des « technologies » européennes – aspect déterminant dans l'électronique à long terme – se trouve fortement compromise. Rien n'est joué, sans doute.

La question européenne se pose donc désormais en termes nouveaux. Philips, en grande partie responsable de l'échec de l'opération sur Grundig, a démontré qu'il s'opposait à la constitution d'un « second pôle » européen à ses côtés. Il entend être l'Europe à lui tout seul, et refuse une alliance égalitaire avec Thomson. Une partie de l'opinion allemande, d'autre part, a révélé au cours de cette affaire une profonde aversion pour les firmes nationalisées françaises et au-delà, pour le gouvernement socialiste.

ERIC LE BOUCHER.

AUTOMOBILE

AU SALON DE GENÈVE

Les constructeurs français sont bien présents

De notre envoyé spécial

Genève. – Peu offensifs au dernier Salon de Paris – avec tout de même l'exception de la BX Citroën, – les constructeurs français se rattrapent au *Salon de Genève* qui ouvre ses portes ce 10 mars. M. Calvet, président, et M. Boilot, directeur général d'Automobiles Peugeot, sont venus présenter les nouvelles 205. M. Hanon, P.-D.G. de la Régie, tout sourire, a présidé à la présentation des nouvelles Renault 11. *« L'interprétation par l'opinion des effets de nos difficultés sociales nous a porté préjudice*, a déclaré en substance entre deux flashes Bernard Hanon, *il serait temps de parler moins de nos troubles syndicaux et de s'intéresser un peu plus aux voitures de qualité que nous fabriquons. De bons résultats des ventes, des succès sportifs en rallye ou en formule 1 doivent être la réplique à ceux qui dénigrent actuellement la fiabilité de nos voitures. Nous maîtrisons une technologie de pointe et les bonnes autos que nous fabriquons sont à l'étranger nos ambassadeurs. »*

Pour l'heure, en Suisse, 1982 a révélé un certain tassement des ventes de voitures françaises qui comptaient pour 15,1 % du marché (soit 44 092 voitures) (contre 16,4 % en 1981) au profit des ventes de voitures allemandes (42 % du marché contre 39 % en 1981), le Japon perdant un peu moins d'un point (26,6 % contre 27,2 % en 1981). Or le marché suisse (290 890 voitures en 1982), qui donne lieu à une concurrence locale très agressive à laquelle se livrent les différentes firmes, *est un marché, test car* l'acheteur y est roi. C'est dire l'intérêt que portent les marques à son évolution.

Parmi les premières mondiales au Salon de Genève, relevons la présence de la dernière Austin Maestro, une Escort Ford break, la Volvo 760 turbo à essence avec un moteur de 2 316 cm3et la toute nouvelle gamme des voitures tout terrain Land Rover 110. Bien entendu, il reste que les vedettes seront ici néanmoins les 205 déjà lancées en France, les R 11, mais aussi la 505 turbo essence de Peugeot qui sort 150 chevaux à 5 200 tours, une voiture hélas gourmande mais pleine de qualités.

Il apparaîtra au fil de la visite des stands une fois encore que l'électronique prend de jour en jour plus de place dans l'automobile. Même si pour le grand public l'intervention d'un synthétiseur à parole annonçant par haut-parleur les pannes peut ne paraître que gadget (sur la 505 turbo, sur la R 11 haut de gamme, sur l'Austin Maestro) il traduit en fait l'apparition désormais familière de l'électronique sous les capots. – C.L.

La pénétration étrangère demeure élevée en France

Les marques étrangères ont poursuivi leur offensive sur le marché français en février dernier, et ont réalisé une pénétration de 34,1 %, en léger retrait toutefois sur celle de janvier (36 %). Le marché est lui-même en retrait (de 3,1 % par rapport à février 1981), mais *« demeure convenable à cette époque de l'année (...) du fait que la clientèle reste dans l'attente de nouveaux modèles que les constructeurs français présentent en ce moment et qui font l'objet de nombreuses commandes »*, souligne la Chambre syndicale des constructeurs.

En février, seul Citroën, bien que touché par l'agitation sociale, a accru ses immatriculations par rapport à février 1982 (20 379 voitures, soit + 3,7 %). En revanche, les ventes de Peugeot (18 442) ont baissé de 3,7 %, celles de Talbot de 25,4 % (6 627) et celles de Renault (55 055) de 12,4 %.

Malgré le fort taux de pénétration des « étrangères », la Chambre syndicale reste optimiste. *« Les nouvelles gammes françaises démontrent que notre industrie, si la production suit, est de taille à riposter.*

LA COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES ANNONCE UNE PERTE CONSOLIDÉE

La Compagnie française de raffinage (C.F.R.), filiale de la Compagnie française des pétroles, a annoncé une perte nette pour 1982 après amortissement et provision de 1,828 milliard de francs (contre une perte de 1,179 milliards en 1981). Par le jeu de la provision pour fluctuation de cours, la C.F.R. présente toutefois un résultat nul.

Les difficultés du raffinage sont à l'origine de cette évolution. Les ventes de la C.F.R. ont baissé de 13,9 % et de 6,9 % sur le marché intérieur. Les quantités de pétrole brut traitées ont chuté de 21,7 %.

Malgré des résultats positifs de la maison mère (une marge brute d'autofinancement de 3,590 milliards de francs contre 2,679 milliards en 1981 et un résultat net de 441 millions), le groupe va présenter pour 1982 – et pour la première fois – un résultat net consolidé *« très déficitaire »*.

SOCIAL

CONFLITS SOCIAUX

Cinq heures de harcèlement à Strasbourg entre la police et les ouvriers de La Cellulose

Les problèmes que connaissent les entreprises en difficulté sont à l'origine de plusieurs conflits, notamment à Strasbourg (Bas-Rhin), où une cinquantaine d'ouvriers C.G.T. et F.O. de la société La Cellulose (trois cent soixante salariés) ont tenté, dans la soirée du mercredi 9 mars, d'interrompre la circulation entre la France et l'Allemagne.

Vers 19 h 30, les manifestants ont dressé des barricades de planches et de déchets de scierie sur le principal axe routier entre les deux pays, et ont également bloqué les accès de leur usine. Un véritable rodéo s'est produit entre les engins de chantier et les véhicules de police aux abords du pont de l'Europe, et ce harcèlement, qui n'a donné lieu à aucun incident grave, a duré cinq heures. Les ouvriers venaient d'apprendre que *les négociations menées mercredi* à Paris au CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle) n'avaient pas abouti, et que l'entreprise La Cellulose – qui avait cessé son activité fin 1982 – avait cessé d'exister. Selon les syndicats, les papetiers auraient remis en cause des engagements antérieurs qui devaient déboucher sur le redémarrage de l'usine le 1er mars (*le Monde* du 9 février).

En gare de Montauban (Tarn-et-Garonne), le Capitole Toulouse-Paris a été bloqué pendant une heure, mercredi soir, par des ouvriers de l'usine sidérurgique du Saut-du-Tarn. Le personnel de cette entreprise (sept cent quatre-vingt-neuf salariés), en grève depuis le 2 mars, veut empêcher la liquidation judiciaire de l'établissement, qui a déposé son bilan en décembre 1981 : le tribunal de commerce de Paris doit se prononcer le 24 mars.

A Besançon (Doubs), les ouvriers de l'usine d'affinage de fromage Juradou (cent trente salariés), en dépôt de bilan depuis le 3 mars, ont séquestré, mercredi, les cinq *directeurs de l'entreprise pour obtenir*, notamment, la prise en charge par le Fonds national de garantie de l'emploi de dix-huit personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans.

Perturbations à la S.N.C.F.

Quelques perturbations étaient prévues à la S.N.C.F., dès jeudi 10 mars à midi, jusqu'au samedi 12 mars à la même heure, en raison de la grève des agents de conduite du syndicat autonome. Des solutions étaient envisagées, notamment pour le T.G.V. Paris-Marseille de 14 h 26, remplacé par un train classique. Pour le reste, ce mouvement pourrait affecter faiblement la banlieue parisienne, notamment du sud-ouest.

A LONGWY

Le grand combat des faïencières de la SCOP des Récollets

De notre correspondant

Metz. – Metz-Longwy compte aujourd'hui quatre faïenceries : la Société des faïenceries et émaux (maison mère), *la Manufacture Saint-Jean l'Aigle*, l'Atelier du Bois des seigneurs et la SCOP des Récollets.

Cette dernière, créée le 1er février 1983, a pour célébrer sa naissance, présenté à l'hôtel de ville de Longwy une exposition des cent premières pièces réalisées.

La nouvelle Société coopérative de production Récollets est le fruit du conflit social qui éclata le 15 décembre 1981 à la Société des faïenceries et émaux de Longwy (quarante-cinq salariés à cette date). L'annonce, ce jour-là, de quinze à vingt licenciements pour raison économique par le P.-D.G., M. André Dadoun, donnait *le coup d'envoi à une crise* conduisant l'entreprise à déposer son bilan le 28 janvier 1982. Le personnel en grève occupa l'usine jour et nuit du 16 décembre 1981 au 8 avril 1982.

Barricadées dans leurs ateliers, à l'ombre des hautsfourneaux d'Usinor, les faïencières, soutenues par la C.F.D.T., poursuivaient néanmoins la production pour leur propre compte et faisaient *découvrir aux visiteurs* (cent quatre-vingts par jour en moyenne) leur savoir-faire dans la fabrication des émaux cloisonnés sur faïence. Le P.-D.G. ne désarma pas et porta le combat sur le plan juridique.

Le tribunal de grande instance de Briey ordonna, le 24 février 1982, l'expulsion des grévistes. Un jugement *resté longtemps inappliqué* en dépit des démarches de la direction auprès des autorités. En fait, après avoir exploré toutes les voies légales, les pouvoirs publics ne voulaient pas prendre une décision de nature à troubler l'ordre public. *« La république des syndicats*, déclarait à l'époque M. Dadoun, *leur permet de faire disparaître une société, sa direction, son conseil d'administration, et de s'approprier tous ses actifs, pour zéro franc. L'appareil politique a pris le pas sur le juridique, au risque de tuer l'entreprise, compte tenu de l'inertie des pouvoirs publics, pour faire respecter la liberté du travail. »* Le bouillant P.-D.G. ne s'en tint pas à ces déclarations fracassantes : il porta plainte contre X pour vol de *matières premières et d'énergie*, accusant les grévistes d'avoir amassé, *« au mépris des lois, un trésor de 800 000 à 1 million de francs »*. A cette accusation, Mme Di Filippo, trente-six ans d'ancienneté, déléguée du personnel, et prête comme les autres faïencières à faire *« des sacrifices pour gagner ce combat »*, rétorquait avec vigueur : *« Dites bien qu'on a promis à notre patron de lui payer les matières premières. »* De son côté, M. Jean-Claude Feite, représentant de l'union interprofessionnelle régionale C.F.D.T., estimant, fort de l'appui des élus communistes et socialistes : *« Le travail est réalisé dans l'illégalité, mais il revêt un caractère de légitimité. »*

Après l'évacuation des locaux, le 8 avril 1982, le travail a repris progressivement avec du personnel nouveau, la société bénéficiant d'un concordat. *Les motifs traditionnels* sur fond bleu ayant contribué à la notoriété des faïenceries et émaux de Longwy depuis la création de l'entreprise en 1798 refleurissaient au grand jour. De leur côté, les faïencières licenciées poursuivaient leurs efforts pour constituer une SCOP. Celle-ci a vu le jour le 1er février 1983 sous l'égide des sociétés coopératives ouvrières de production. Travaillant avec des moyens de fortune (un four à essais rudimentaire d'une *valeur de 10 000 F, un local provisoire* mis à leur disposition par la C.F.D.T.), les responsables de la SCOP, dont le capital est de 50 000 F, comptent obtenir 700 000 F de primes à la création d'entreprise, permettant notamment *l'acquisition d'un four plus important* (150 000 F) et l'embauche du personnel licencié. L'objectif annoncé est de trente emplois à l'horizon 1985.

J.-L. THIS.

● **O.I.T. : la Chine fait son entrée parmi les dix membres permanents du conseil d'administration.** – Douze ans après son admission aux Nations unies, en 1971, la Chine populaire siégera à la Conférence internationale du travail en juin 1983. Elle entendait notamment passer au crible les conventions de l'O.I.T. signées par les précédents représentants de la Chine, à savoir ceux de Taïwan. Le conseil d'administration a admis la Chine parmi les dix Etats qui *« ayant l'importance industrielle la plus considérable »* disposent d'un siège permanent en son sein. Les neuf autres pays sont les suivants : l'Allemagne fédérale, le Brésil, les Etats-Unis, la France, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et l'U.R.S.S. La Chine populaire remplacera le Canada. – *(A.F.P., Reuter.)*

LE FINANCEMENT DE LA RETRAITE A SOIXANTE ANS

Les points de vue des partenaires sociaux se rapprochent

Les derniers obstacles auxquels se heurte l'application de l'accord du 4 février sur la retraite complémentaire à soixante ans pourraient être en partie levés, vendredi 11 mars, et donner lieu, la semaine prochaine, à une série d'accords : entre le *C.N.P.F.* et les syndicats sur les carrières courtes et l'harmonisation des régimes ; entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux sur *« la structure financière »* prévue pour une période de sept ans à propos des retraites de soixante à soixante-quatre ans.

Trois réunions ont eu lieu sur cette *« structure financière »* : la dernière en date s'est tenue le 8 mars. La prochaine, plus solennelle, en présence de M. Bérégovoy, pourrait déboucher, le 18 mars, sur un accord. Les négociateurs, qui ont reçu un projet d'accord en six articles, se heurtent cependant à quelques problèmes, d'inégale importance.

Ce projet de *« convention financière entre l'Etat et les partenaires sociaux »* a pour but d'assurer pendant sept ans – ou au moins sept ans – la trésorerie du régime intermédiaire, chargé de financer à la fois les préretraites et les retraites complémentaires de soixante à soixante-quatre ans. L'Etat a accepté de verser à cette *« structure financière » « une contribution annuelle de 10 milliards de francs, valeur 1983 »*, qui représente le tiers de ce qu'elle verse à l'UNEDIC.

Le problème est de savoir comment cette somme sera, chaque année, réévaluée : selon l'indice des prix, propose le gouvernement ; selon le salaire-plafond de la Sécurité sociale, propose le C.N.P.F. (ce qui représenterait un bonus de 1 % à 2 % par an). Autre divergence : les pouvoirs publics demandent que cette *« structure financière »* prenne en charge le tiers de l'emprunt (environ 6 milliards de francs) souscrit par l'UNEDIC en 1981 et 1982 ; les partenaires sociaux seraient prêts, à l'exception du C.N.P.F., à accepter cette clause, si la durée de la convention était supérieure à sept ans. Pour que M. Bérégovoy accepte cette prolongation de la convention, encore faut-il qu'il ait le feu vert du ministre du budget. En fait, le compromis consisterait à prévoir, dans la convention, *« une prolongation éventuelle »*.

Reste la clause la plus délicate à appliquer : celle qui prévoit, pour les premières années, *« des emprunts de trésorerie »*, qui *« seront souscrits notamment par les caisses de retraite de l'ARRCO et de l'AGIRC » (1)*, l'Etat s'engageant à *« faciliter leur souscription »*. Il s'agira surtout pour les partenaires sociaux, de convaincre les multiples caisses de retraite, qu'elles doivent mobiliser une partie non seulement des réserves dites de solidarité au niveau de l'ARRCO et de l'AGIRC, mais aussi des *« réserves propres »* de chaque caisse. Selon les divers partenaires sociaux, la plupart de ces obstacles pourraient être levés le 18 mars, permettant ainsi la signature de la convention.

Autre négociation : celle qui doit avoir lieu, vendredi, entre syndicats et C.N.P.F. sur les modalités d'application de l'accord du 4 février. Si les syndicats apprécient la concession du C.N.P.F. sur les carrières courtes (2), *ils se heurtent encore* au double refus patronal de prendre en charge les « partis » (ceux qui ont trente-sept années et demie de cotisation, mais ne sont plus salariés) et d'harmoniser tout de suite et globalement les règles de fonctionnement des caisses de l'ARRCO pour garantir une retraite égale à 20 % du salaire moyen de carrière. *Comme le temps presse, si l'on veut* appliquer la retraite à soixante ans à partir du 10 avril et dans la mesure où les demandes de renseignements des candidats au repos commencent à affluer en nombre dans les centres d'information de l'ARRCO (3), un compromis pourrait être trouvé.

Les syndicats feraient provisoirement leur deuil des *« partis »*. En revanche, *ils proposeraient, comme* l'a suggéré F.O., pour le problème de l'harmonisation, que le C.N.P.F. s'engage par écrit à régler cette délicate question avant la fin mai. Une telle acceptation, le 11 mars, par le C.N.P.F., qui devrait ensuite obtenir un mandat officiel de ses mandants – lundi prochain, – permettrait d'aboutir à la signature d'un accord dès *la semaine prochaine* et de donner enfin la possibilité aux caisses de retraite complémentaire de calculer puis de verser les retraites à tous ceux qui veulent bénéficier, dès avril du nouveau droit à la retraite au taux plein à soixante ans. Un échec des négociations retarderait la mise en place de la retraite à soixante ans et mécontenterait davantage encore *une population âgée qui depuis* des mois attend des précisions sur le montant effectif des pensions.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Association des régimes de retraite *complémentaire* (ARRCO) *et* Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC).

(2) Pour les candidats qui n'ont pas trente-sept années et demie de cotisation, le projet d'accord prévoit le choix entre deux formules de calcul de leur pension (âge ou choix de cotisation) ; au lieu d'être de 22 %, l'abattement de la retraite complémentaire à soixante ans sera par exemple de 4 % par année *manquante*.

(3) Dont un tiers environ de « partis ».

AGRICULTURE

Le Conseil européen devra se saisir du dossier des productions méditerranéennes

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Les chefs de gouvernement des Dix, soucieux d'écarter les obstacles qui freinent la négociation d'adhésion avec l'Espagne et le Portugal, auront à étudier, les 21 et 22 mars, les problèmes que pose l'aménagement de la réglementation communautaire applicable aux fruits et légumes et à l'huile d'olive. La France, avec l'idée de donner une plus grande sécurité aux producteurs méditerranéens de l'actuelle Communauté et en particulier, bien sûr, à ses propres producteurs, estime que le renforcement de cette réglementation doit être acquis avant d'engager le volet agricole de la négociation avec l'Espagne.

Compte tenu de cette position de Paris, le Conseil européen de décembre avait insisté auprès des ministres de l'agriculture pour qu'ils accélèrent leurs travaux. Ils ont échoué. La réunion qu'ils viennent de consacrer, *lundi et mardi, au dossier des* fruits et légumes et à l'huile d'olive n'a guère permis de rapprocher les points de vue des pays méditerranéens de la C.E.E. (France, Italie, Grèce), de ceux des pays de l'Europe du Nord. Il a donc été décidé de soumettre aux chefs de gouvernement un rapport faisant l'inventaire des principaux points en suspens, en *espérant obtenir* de leur part un arbitrage politique de nature à débloquer la discussion. On verra alors si la R.F.A., le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Danemark sont prêts à payer un certain prix pour faciliter l'adhésion de l'Espagne qu'ils disent tant souhaiter.

Mme Cresson soupçonne les Allemands de vouloir lier le débat sur les fruits et légumes et l'huile d'olive et celui sur l'ajustement annuel des prix agricoles : ils feraient quelques concessions sur la première série de questions à condition d'être dispensés, au moment de la fixation des nouveaux prix, d'une réduction substantielle des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) qu'ils appliquent dans les échanges. Le ministre français se déclare, par avance, opposé à un tel marchandage.

Les Dix n'ont pas abordé le différend agricole euro-américain. M. Shultz, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis, à qui M. Thorn, le président de la Commission, avait adressé une lettre lui suggérant une *rencontre au niveau ministériel* (ministres américains, commissaires européens) afin de procéder à une « évaluation politique » du contentieux, a répondu qu'il était favorable à un tel projet, mais à condition que ce soit pour aboutir à des résultats concrets.

Les Etats-Unis sont-ils disposés à engager des négociations ou en restent-ils à l'idée de faire plier les Européens ? Quel est l'objectif que ces derniers s'assignent et comment *veulent-ils y parvenir ? Les dangers* d'une escalade semblent communément admis. Mais apparemment, des deux côtés de l'Atlantique, on tâtonne sur l'exacte démarche à suivre. Mme Cresson semble considérer comme inévitable la vente de produits laitiers américains à l'Egypte, tant les prix offerts sont avantageux. C'est donc un nouveau marché traditionnel de la C.E.E. qui serait pris par les Etats-Unis. *« Cet affrontement euro-américain a cependant eu l'avantage de débloquer la possibilité de reprendre les ventes de beurre communautaire à l'U.R.S.S. »*, a-t-elle observé. La *Commission a, en effet, décidé de ne* plus soumettre l'octroi de subventions pour l'exportation vers l'U.R.S.S. à des modalités particulières. *« Je ne sais pas si les Russes sont acheteurs, mais c'est un geste politiquement important de supprimer la discrimination qui leur était appliquée dans ce seul secteur agricole de manière tout à fait illogique »*, a ajouté le ministre.

PHILIPPE LEMAIRE.

● *M. Gaston Thorn, président de la Commission européenne a rencontré mercredi 9 mars, M. Mitterrand.* – L'entretien portait sur la préparation du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra à Bruxelles les 21 et 22 mars. Il n'a pas été question, au cours de cette conversation, de réalignement monétaire, a indiqué M. Thorn à sa sortie de l'Elysée. Le *renforcement* du marché intérieur européen, la lutte contre le chômage et les perspectives d'élargissement de la C.E.E. surtout, ont été les thèmes de cette entrevue. M. Thorn avait déjà rencontré lundi 7 mars, MM. Cheysson et Chandernagor.

ÉTRANGER

En Italie

UN DÉFICIT BUDGÉTAIRE DE PRÈS DE 350 MILLIARDS DE F

Le déficit budgétaire italien atteindra dans l'hypothèse la plus favorable la somme de 71 200 milliards de lires (près de 350 milliards de francs) en 1983, a-t-on appris mercredi 9 mars à la lecture d'un document du ministère italien du *Trésor*.

Le déficit courant devrait atteindre la somme de 78 600 milliards de lires, selon les dispositions législatives adoptées à ce jour, mais le gouvernement se propose de le réduire prochainement de 7 400 milliards de lires (36 milliards de francs), lit-on dans le document présenté au Parlement italien. La part du service de la dette publique, en augmentation de 32 % par rapport à 1982, devrait représenter quelque 44 000 milliards de lires (210 milliards de francs) en 1983. – *(A.F.P.)*

Aux Etats-Unis

LA CHAMBRE ADOPTE LE PLAN DE SAUVETAGE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Washington *(A.F.P.)*. – La Chambre des représentants a adopté, mercredi 9 mars, un plan de sauvetage de la sécurité sociale, techniquement en état de faillite depuis la fin de l'année dernière. Fruit d'un compromis entre le président *Reagan et les dirigeants du Congrès* (*le Monde* du 18 janvier), ce plan, adopté par 282 voix contre 148 et qui doit être approuvé par le Sénat, prévoit notamment que l'âge de la retraite (soixante-cinq ans) sera porté à soixante-sept ans le siècle prochain. Au total, 165,3 milliards de dollars d'économies et de ressources supplémentaires sont dégagés afin d'assurer la solvabilité du système jusqu'en 1990.

La Social Security, l'un des sujets les plus épineux de la politique intérieure est, pour l'essentiel, un système de retraites dont bénéficient *trente-six millions d'Américains*. Depuis octobre 1982, la caisse de retraites a dû emprunter 17,5 milliards de dollars pour pouvoir verser ses chèques mensuels aux bénéficiaires du système.

LOGEMENT

Les mises en chantier ont baissé de 14,25 % en 1982

1982 a été une année noire pour la construction, le bâtiment et les travaux publics. La baisse d'activité enregistrée est sans précédent depuis 1974 : avec 343 000 logements mis en chantier, contre 400 000 en 1981 (– 14,25 %), on atteint, semble-t-il, le creux de la vague. Les experts de la direction des affaires économiques et internationales (D.A.E.I.) du ministère de l'urbanisme et du logement estiment que les perspectives de 1983 sont *« plus favorables »* et escomptent 365 000 mises en chantier de logements neufs.

Ce relatif optimisme est basé, tout d'abord, sur le fait que le dernier trimestre de 1982 a connu une reprise, prolongée en janvier 1983, mais trop tardive pour compenser les effets de trois trimestres de chute rapide d'activité.

Pour les conjoncturistes du ministère, *« l'ampleur de la baisse totale enregistrée en 1982 s'explique par le fait que, pour la première fois, sont venus s'ajouter au cours d'une même période les éléments d'une crise déjà ancienne de la construction collective et ceux d'un accident conjoncturel propre au financement de la construction individuelle »*. On n'a, en effet, mis en chantier que 124 000 logements ou immeubles collectifs (contre 149 000 en 1981) *et 219 000 maisons individuelles* (contre 251 000 en 1981).

Par mode de financement, les chiffres sont encore plus révélateurs. Si on a commencé 55 000 logements grâce à des prêts locatifs aidés ou P.L.A. (53 000 en 1981), 115 000 grâce à des prêts à l'accession à la propriété ou P.A.P. (contre 118 000 en 1981), 81 000 grâce à des prêts conventionnés (contre 82 000), le « secteur libre » – sans aucune aide de l'État, ni à la pierre, ni à la personne – explique à lui seul l'ampleur du phénomène constaté : 33 000 maisons individuelles contre 64 000 un an plus tôt, 59 000 logements en immeubles collectifs contre 83 000 en 1981, en tout 92 000 mises en chantier contre 147 000 en 1981. La baisse, là, n'est plus de 14,25 %, mais de 37,41 %.

L'optimisme des experts de la DAEI ne repose pas sur une reprise de la construction dans le secteur libre, dont ils attendent tout au plus un léger tassement supplémentaire : 300 000 maisons individuelles, 55 000 appartements en immeubles collectifs, en tout 85 000 logements, soit une nouvelle baisse de 7,6 %. Leur espoir repose sur la reprise des constructions dues aux prêts conventionnés (105 000 logements, soit une progression de 29,6 %), et aux P.A.P. (120 000 logements, soit + 4,3 %), cette réussite semblant dépendre surtout de *« possibilités d'ajustement des taux d'intérêt à la baisse, suffisantes pour compenser les effets du renforcement de la politique de lutte contre l'inflation »*.

L'activité globale du B.T.P., qui a baissé de 2,3 % en 1982, devrait ainsi décroître de 1,8 % en 1983. L'augmentation des prix en 1982 a été de 12,5 % pour le bâtiment, de 13,2 % pour les travaux publics, mais ne devrait être que de 8,5 % en 1983. Ces professions ont perdu cinquante mille emplois entre octobre 1981 et octobre 1982 (– 3,4 %), tandis que le nombre des demandeurs d'emploi à fin décembre 1982 était de deux cent quarante-cinq mille, en augmentation de 18 % sur 1981.

Ile-de-France

Les budgets des sept départements représentent près de 15 milliards de francs

Priorité aux transports et à la sécurité routière

Les départements de la région Ile-de-France ont tous voté leurs budgets primitifs pour 1983. Le total des recettes et des dépenses votées par les sept conseils généraux (non compris Paris) est de plus de 14,6 milliards de francs (1). C'est beaucoup, si l'on rapproche ce chiffre de celui du budget de la région, qui est de 3,05 milliards, mais c'est peu si on fait la comparaison avec le budget de la Ville de Paris, qui s'élève à 13,6 milliards de francs pour 1983.

C'est l'Essonne qui voit son budget s'accroître le plus fortement : une augmentation de 22 % cette année par rapport à l'an passé, pour atteindre près de 1,54 milliard. Ce département est celui où augmentent le plus les impôts directs (+ 35,7 %) payés par les particuliers et les entreprises. La raison de cette forte hausse est simple. Il s'agit pour les nouveaux responsables du conseil général de *« remettre les compteurs à zéro »*, après avoir hérité en mars 1982 d'un « trou » de trésorerie de plus de 200 millions de francs (*le Monde* du 13 juillet 1982).

Le budget qui augmente le plus faiblement est celui du Val-d'Oise : une hausse de 8,30 % pour un montant d'un peu moins de 1,5 milliard. Trois budgets s'approchent des 3 milliards : ceux de la Seine-Saint-Denis (2,95 milliards), des Hauts-de-Seine (2,90 milliards) et du Val-de-Marne (2,6 milliards). Les budgets des Yvelines et de la Seine-et-Marne s'élèvent respectivement à 1,7 et 1,4 milliard.

La plus grosse part des finances départementales est consacrée au fonctionnement, en moyenne 80 %, au lieu de 20 % à l'investissement. Si la défense nationale et l'éducation pèsent beaucoup sur le budget de l'Etat, si l'équipement et les transports sont les grands chapitres des dépenses régionales, au plan des départements on note que les dépenses d'aide sociale absorbent jusqu'à 60 % des budgets de fonctionnement.

La palme de l'investissement revient cette année au département des Yvelines (21 % du budget), qui a décidé de poursuivre son effort en faveur de la sécurité routière, de l'équipement (248 millions de francs, soit près de 15 % du budget total), des espaces verts et de l'activité des entreprises. Une contrepartie : le montant des impôts directs augmentera de 21 %.

Mêmes priorités dans les Hauts-de-Seine, où 198 millions de francs seront consacrés cette année à la sécurité routière. Cent soixante millions iront à la construction de l'hôtel du département ; 34 millions, aux stages de formation professionnelle et à l'aide aux entreprises, et 30 millions aux espaces verts. En Seine-et-Marne, où, comme dans les Hauts-de-Seine, les investissements dépassent pour la première fois la barre des 20 % du budget, trois grands chantiers draineront l'essentiel des efforts : la cité judiciaire de Meaux (87 millions), le lycée d'enseignement professionnel de La Rochette (50 millions) et l'aménagement de la route nationale 36 Melun-Meaux (30,6 millions sur quatre ans).

Grands chantiers aussi dans l'Essonne, où 130 millions de francs seront investis dans la construction afin de réaliser l'extension de l'hôtel du département et des bureaux pour la direction de l'assistance sanitaire et sociale. En Seine-Saint-Denis, qui verra ses impôts directs augmenter le plus faiblement en 1983 (6,35 %), la priorité a été donnée aux transports collectifs (*le Monde* du 5 janvier), au sport, avec la réalisation du parc des sports de la Motte, à Bobigny, à la protection phonique des riverains du boulevard périphérique et, enfin, à l'amélioration des conditions de travail et à la défense de l'emploi.

Même priorité aux transports en Val-de-Marne, ainsi qu'à la sécurité routière, à l'assainissement et à la défense contre les inondations. On n'a pas oublié le logement social et les îlots sensibles (11 millions de francs). l'enseignement technique (12,5 millions) et la formation professionnelle (10 millions). Triste constat dans le Val-d'Oise : les investissements y ont reculé de 10 % environ. Ils seront consacrés principalement à l'amélioration de la voirie et de l'assainissement ainsi qu'au financement de contrats emplois-formation et à l'aide aux personnes âgées.

Partout, on a constaté la même inquiétude des élus, qui s'interrogent sur la hausse relativement faible de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) versée par l'Etat. Chacun attend désormais de connaître le montant de la dotation globale d'équipement (D.G.E.), que certains ont déjà estimé et inclus dans leur budget et que d'autres n'ont pas mentionné. Mais, dans l'ensemble, les élus ont choisi la rigueur et la transparence budgétaire dans une raisonnable continuité.

(1) Les présidents des conseils généraux sont les suivants : *Hauts-de-Seine*, M. Paul Graziani (R.P.R.) ; *Val-de-Marne*, M. Michel Germa (P.C.) ; *Seine-Saint-Denis*, M. Jean-Louis Mons (P.C.) ; *Yvelines*, M. Paul-Louis Tenaillon (C.D.S.) ; *Essonne*, M. Jean Simonin (R.P.R.) ; *Val-d'Oise*, M. Pierre Salvi (C.D.S.) ; *Seine-et-Marne*, M. Paul Seramy (C.D.S.).

● **Des coupures d'eau dans Paris ?** — Les fontainiers C.G.T. du service des eaux de la Ville de Paris menacent de *« durcir leur action »*, c'est-à-dire de procéder à des coupures d'eau dans la capitale, en raison du *« mépris »* que manifeste, selon eux, M. Chirac pour leurs revendications. Ces agents C.G.T. (ils sont près d'une centaine), avaient déjà brandi cette menace il y a une quinzaine de jours. Mais jusqu'à présent, ils se sont limités à des arrêts de travail sans conséquences pour la distribution d'eau.

L'absente

Un mois et demi après le départ de Mme Yvette Chassagne, seule femme commissaire de la République, de la préfecture de Loir-et-Cher, un mois après l'appel de M. Defferre demandant que des candidatures de femmes se manifestent pour occuper des postes de préfet, un jour après la célébration de la Journée internationale des femmes, le conseil des ministres a raté l'occasion de mettre ses actes en accord avec les déclarations gouvernementales : aucune femme n'a été nommée à un poste de haut fonctionnaire le 9 mars.

Il reste aux électeurs, dimanche, à réparer cette erreur. Actuellement, 3 % seulement des trente-six mille quatre cent trente-trois maires sont des femmes...

F. G.

● PRÉCISION : *le Conseil d'Etat et la centrale de Cruas.* — Le titre consacré à la décision du Conseil d'Etat, relative à la centrale nucléaire de Cruas (Ardèche) (*le Monde* du 9 mars), ne correspondait pas parfaitement, au plan juridique, avec le contenu de l'article. Il fallait lire : *« La construction de la centrale nucléaire de Cruas a été légalement déclarée d'utilité publique. »*

SCRUTIN MUNICIPAL ET DÉCENTRALISATION

L'enjeu occulté

La vivacité de ton de la campagne, l'engagement sans réserve de nombreuses personnalités, les commentaires qui ont suivi les résultats du premier tour et qui précèdent le second ; tout concourt à faire des élections municipales un enjeu politique essentiel et un test national. Les choses n'auraient guère été différentes, pour une large partie de l'opinion, s'il s'était agi d'un scrutin législatif.

Mais les bornes de la politisation n'ont-elles pas été dépassées, puisque la nature même et l'enjeu réel de la consultation semblent avoir été quasiment oubliés ? Sans doute est-il nécessaire que, dans les mairies, comme hier dans les départements et demain dans les régions, s'installent des contre-pouvoirs pour contrebalancer le poids de l'Etat — et c'est d'ailleurs toute la philosophie des réformes actuelles de décentralisation. Mais, au-delà de la question de savoir s'il valait mieux faire passer une liste de droite plutôt qu'une liste de gauche, ou l'inverse, l'autre question importante était celle-ci : Quelle équipe, quel maire apparaissent le plus capables de gérer la commune ? Une commune s'apparente à une entreprise : elle dépense, économise, prête, vend éventuellement, paye des salaires, passe des marchés, gère des associations à caractère social, est impliquée dans la politique de l'emploi, négocie avec des syndicats, passe contrat avec l'Etat, mène parfois une politique extérieure.

Le maire, « patron » de la vie quotidienne

Combien de citoyens, dimanche dernier, étaient conscients — dans ces villes de plus de trente mille habitants qui tiennent la vedette — que leur geste allait désigner le « patron » de leur vie quotidienne ? Mal informés du contenu des premières lois de décentralisation qui vont pourtant « révolutionner » le métier et l'art d'être maire, les électeurs des grandes et moyennes villes ont voté davantage pour ou contre un parti que pour un maire. Plus pour l'engagement politique du sortant ou du challenger que pour les mérites avérés ou supposés de leur gestion.

Il est pourtant nécessaire de rappeler le poids des communes, et donc la responsabilité des maires : six cent mille fonctionnaires, des budgets de 220 milliards de francs, des impôts directs de 62 milliards, l'organisation des transports, des réseaux d'assainissement, les équipements culturels, la politique sportive, l'aide sociale et, depuis quelques années, l'aide aux entreprises en difficulté, la promotion économique, le soutien à l'emploi...

Pour ne prendre qu'un exemple, le maire de Carmaux se sent autant impliqué dans la crise du charbon que le président des Charbonnages de France ou que le ministre de l'industrie, et il doit orienter son discours et son comportement en conséquence. Pour la majorité des Français, le maire est leur compagnon proche et naturel de la vie quotidienne. Il n'est pas sûr qu'au moment de mettre leur bulletin dans l'urne tous l'aient compris.

Cette incompréhension et cette déviation risquent, passé le 13 mars, d'avoir de fâcheuses conséquences. Après la défaite de la gauche dans plusieurs villes, le gouvernement va-t-il mettre un frein à la décentralisation ? L'opposition, le vent en poupe, sera fondée à lui reprocher le moindre atermoiement dans ce domaine, comme elle l'avait déjà fait au lendemain des élections cantonales. Les objectifs ont pourtant été énoncés, le calendrier a été annoncé, les engagements ont été pris, et il sera difficile pour M. Mauroy ou son successeur, sauf à se renier, d'enrayer la mécanique.

Le paradoxe de ces élections municipales aura voulu que la décentralisation apporte à l'opposition, sur un plateau d'argent, des pouvoirs et des prérogatives qu'elle n'avait pas demandés, qu'elle avait même combattus au Parlement. Et cela en plus de l'aura politique qui entoure désormais ses dirigeants et, singulièrement, le premier maire de France, celui de la capitale.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

TRANSPORTS

Les armateurs lancent un cri d'alarme à propos de leurs charges

« Une conjoncture qui se dégrade et des charges qui s'aggravent », tel est, en peu de mots, le sombre tableau que le Comité central des armateurs de France (C.C.A.F.) a brossé de l'activité de la marine marchande en 1982, au cours de son assemblée générale du 8 mars.

La conjoncture a, en apparence, été moins défavorable aux armements français qu'à la flotte mondiale (qui compte 13 % de tonnage désarmé et 50 % d'excédent pour les pétroliers). Mais le C.C.A.F. s'inquiète de l'avenir : *« la flotte éprouvera les pires difficultés pour survivre à un niveau raisonnable »*, estime son délégué général, M. Pierre de Demandolx, qui redoute que sa compétitivité se dégrade du fait, principalement, de la hausse des coûts de revient.

Les charges de ce secteur continuent en effet de s'alourdir. Les entreprises ont consenti des *« sacrifices très importants »* pour sauvegarder l'emploi, tandis que les nouvelles mesures sociales accroissaient, en un an, les dépenses d'équipage de 16 %. Aussi, le C.C.A.F. demande-t-il aux pouvoirs publics et aux partenaires sociaux *« une réelle prise de conscience de la gravité de la situation »* pour favoriser l'adoption de mesures permettant de résister à la crise.

Les armateurs souhaitent que les deux prochaines années soient mises à profit pour assainir la situation par un allégement des charges et par un soutien financier.

Pour les cinq années d'application du IX[e] Plan, le C.C.A.F. propose quatre objectifs : la recherche de l'équilibre de la balance des transports maritimes (actuellement déficitaire), une meilleure insertion du secteur dans le tissu économique et les rouages de décision du pays, le développement du fonds de commerce et l'« enrichissement » du dialogue social.

J. S.

M. JEAN BERTHIER EST NOMMÉ DIRECTEUR DES ROUTES

M. Jean Berthier, directeur du service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) a été nommé au conseil des ministres du 9 mars directeur des routes au ministère des transports. Il succède à M. Michel Fève, nommé récemment directeur adjoint de la S.N.C.F.

[Né le 7 décembre 1933 à Montagny-près-Louhans (Saône-et-Loire), M. Jean Berthier, polytechnicien, ancien élève de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, est d'abord ingénieur d'arrondissement dans le département de l'Aisne en 1959, avant de devenir adjoint au directeur du laboratoire central des ponts et chaussées.

En septembre 1973, il est affecté au service régional de l'équipement de la région parisienne en qualité de directeur de la division de l'exploitation et de la sécurité routières et des études techniques. En janvier 1977, il devient directeur du service d'études techniques des routes et autoroutes, à la direction de la sécurité et de la circulation routière du ministère des transports.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 9046/DIV.

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

APPAREILS TÉLÉIMPRIMEURS

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie, département Approvisionnements et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir, sous double pli cacheté et recommandé, au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel d'offres international Nº 9046/DIV. confidentiel. A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26 mars 1983, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 0458/1K/MF

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

CABLES DE FORAGE (WIRE ROPE) DE DIFFÉRENTS DIAMÈTRES

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 du *11 février* 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : *Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue* du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie, département Approvisionnements et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir, sous double pli cacheté et recommandé, au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel d'offres international Nº 0458/1K/MF, confidentiel. *A ne pas ouvrir* ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26 mars 1983, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 9046.A4/MF

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

BLOW OUT PREVENTER (B.O.P.) ET PIÈCES DE RECHANGE

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie, département Approvisionnements et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir, sous double pli cacheté et recommandé, au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel d'offres international Nº 9046.A4/MF, confidentiel. A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26 mars 1983, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

DIVISION COMMERCIALISATION
DIRECTION PÉTROCHIMIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un appel d'offres national et international est lancé pour la fourniture en 1983 de :

- 1) Mélanges de caoutchoucs synthétiques pour *gommes à mâcher.*
- 2) Caoutchoucs thermoplastiques pour la fabrication de *semelles injectées.*
- 3) Composition d'accélérateurs de vulcanisation.
- 4) *Plaques de caoutchouc microcellulaire et caoutchouc mousse.*
- 5) Plaques de *caoutchouc vulcanisé non durci pour* gomme à effacer.

Cet appel d'offres s'adresse aux producteurs et fabricants à l'exclusion des représentants et intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 du 11 avril 1978, relatives au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les offres accompagnées des documents repris dans le cahier des charges devront parvenir sous enveloppe cachetée avant le 20 mars 1983 (date limite) à l'adresse suivante :

SONATRACH - DIVISION COMMERCIALISATION
DIRECTION PÉTROCHIMIE - DÉPARTEMENT ÉLASTOMÈRES
ROUTE DES DUNES - CHERAGA (ALGER)

L'*enveloppe comportera les mentions* « *A ne pas ouvrir,* appel d'offres COM/PEC/EL/02/83. EX - CAOUTCHOUCS EN MÉLANGES - THERMOPLASTIQUES ACCÉLÉRATEURS DE VULCANISATION - GOMME A EFFACER - CAOUTCHOUC CELLULAIRE ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de trois (3) mois à compter de la clôture du présent appel d'offres.

Le cahier des charges peut être retiré à l'adresse sus-indiquée.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 0121/OK/MEC

L'*Entreprise nationale des travaux aux puits* lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Lot nº 1 : Compresseur d'air - 14 bars.
- Lot nº 2 : Compresseur Westinghouse.
- Lot nº 3 : Compresseur Wisconsin.
- Lot nº 4 : Pièces de rechange pour moteurs Mercedes.
- Lot nº 5 : Pièces de rechange pour moteurs Lombardini.
- Lot nº 6 : Pièces de rechange pour compresseurs Worthington.
- Lot nº 7 : Pièces de rechange pour compresseurs Westinghouse.
- Lot nº 8 : Pièces de rechange pour compresseurs Gorman-Rupp.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production *à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres* intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 *du 11 février* 1978, *portant monopole de l'Etat sur le commerce* extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie, département Approvisionnements et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions *établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir*, sous double pli cacheté et recommandé à : l'attention du chef D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. *L'enveloppe extérieure, strictement* anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel d'offres international Nº 0121/OK/MEC, confidentiel. A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26 mars 1983, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) *jours* à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 9047.A4/MF

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

UNITÉS ACCUMULATEURS

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie, département *Approvisionnements et transports* à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir, sous double pli cacheté et recommandé, au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, *strictement anonyme, sans en-tête*, portera la mention « Appel d'offres international Nº 9047.A4/MF, confidentiel. A ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26 mars 1983, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 9049.A4/MF

L'Entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

MANIFOLDS

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi nº 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, Alger, Algérie, département Approvisionnements et transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir, sous double pli cacheté et recommandé, au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « Appel d'offres international Nº 9049/A4/MF, *confidentiel. A ne pas ouvrir* ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26 mars 1983, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des travaux publics

LABORATOIRE D'ÉTUDES MARITIMES

1, avenue de l'Indépendance, ALGER

AVIS DE PRÉSÉLECTION

Le L.E.M. *doit procéder, début avril 1983,* au lancement d'une consultation internationale en vue de la mise à sa disposition, pour une durée de deux années, *d'un certain nombre d'ingénieurs et de spécialistes en* engineering maritime. Les bureaux d'études désireux de prendre part à cette consultation sont priés de faire parvenir à l'adresse sus-indiquée un dossier portant sur leurs références et leurs capacités techniques et financières.

La date limite de remise de ces dossiers est fixée au 15 mars 1983 à 16 heures.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'hydraulique

AVIS DE PRÉQUALIFICATION INTERNATIONAL

Le ministère de l'hydraulique lance un avis de préqualification international pour la réalisation du système de production d'eau de KEDDARA, destiné à l'alimentation en eau potable du Grand Alger.

Le projet se compose de quatre (4) lots :

LOT Nº 1 Barrage de BENI-AMRANE avec un volume de remblai de 400 000 m^3.

LOT Nº 2 Une station de pompage d'un débit de 6 m^3/s et d'une puissance installée de 15 MW.

LOT Nº 3 105 km de conduites de diamètre 1400 mm à 2000 mm.

LOT Nº 4 Une station de traitement d'eau brute d'une capacité de 570 000 m^3.

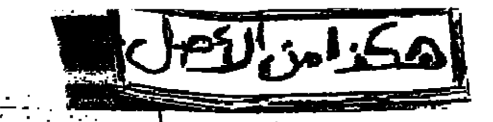
Les travaux, dont la durée de réalisation est estimée à 36 mois seront lancés courant 1984.

Ce projet est susceptible d'être en partie financé par la Banque *Mondiale.*

Les Entreprises et Groupements d'entreprises intéressés pourront retirer le dossier de *préqualification* auprès de la Direction générale des infrastructures hydrauliques, ministère de l'hydraulique - *KOUBA (ALGER).*

Les offres de candidatures devront être déposées le 14 AVRIL 1983 avant 12 heures au ministère de l'hydraulique - Direction générale de l'administration (Bureau des marchés) - KOUBA (ALGER).





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

9 mars

L'équilibre

Obstinément collé au niveau 0, l'indicateur instantané n'a guère bougé tout au long de la séance de mercredi. De l'avis des professionnels, cet équilibre du marché parisien était compromis en avant-séance au vu des ordres de vente en carnet et seul le léger « coup de pouce » imprimé par quelques « zinzins » a permis à la cote de ne pas être « dans le rouge » à l'ouverture et de gagner 0,1 % par la suite. Pour importante qu'elle soit, la forte baisse de Wall Street (moins 21,96 points mardi soir) n'a pas eu d'effet particulier sur la cote, si ce n'est que ses motivations (la perspective de hausse des taux d'intérêt, surtout à long terme, avancée par le président du « Fed », M. Paul Volcker) ont davantage retenu l'attention des boursiers. Le ton est nettement plus calme sur la scène monétaire mais nul ne se fait d'illusion sur les ajustements de trajectoire – intérieure et extérieure – qui interviendront sans doute après le second tour des élections municipales, dimanche prochain.

A plus court terme, les observateurs attendent avec impatience l'issue de la réunion des treize pays membres de l'OPEP qui se poursuit sans résultat à Londres. A l'approche du son de cloche final, la seule information en provenance de la capitale britannique était l'annonce d'une brève interruption de séance sans qu'on en sache exactement la raison. Cette absence d'accord sur le front du pétrole a contribué à freiner un peu les initiatives.

Paradoxalement, Pétroles B.P. figure en tête des hausses (+ 6,9 %), suivie de Bic et Saulnes (+ 4 % environ).

Sur le marché de l'or, le cours du métal fin est grimpé de 417,50 la veille à 424,25 dollars l'once à Londres tandis qu'à Paris le lingot cédait 300 F, à 94 500 F, et le napoléon 5 F, à 725 F.

Le dollar-titre s'est négocié à 8,80-8,90 F contre 9 F la veille.

NEW-YORK

Redressement

Au plongeon de début de semaine a succédé mardi un redressement des cours. Ce revirement n'a pas été aussi spectaculaire que le précédent.

Le Dow Jones a regagné la moitié seulement de ses pertes de la veille pour s'établir à 1 132,64 (+ 12,87 points). Quant au bilan global de la séance, positif certes, il n'en a pas moins été entaché d'irrégularité. Sur 1967 valeurs traitées, 997 ont monté, 594 ont baissé et 376 n'ont pas varié.

Notons que le mouvement de hausse s'est amorcé en cours de séance après un nouveau repli initial. Ce sont essentiellement les rumeurs sur l'imminence d'un accord sur les prix entre les pays producteurs de pétrole qui ont relancé le marché. Selon les analystes, un accord sur un abaissement des prix du brut éviterait une tension sur les taux d'intérêt et les pressions inflationnistes seraient atténuées. Il reste que Wall Street ne s'est pas encore complètement remis du choc émotionnel que lui avaient causées les récentes déclarations de M. Paul Volcker, président du Fed, sur la possibilité d'une réescalade du loyer de l'argent si une trop forte reprise économique favorisait une hausse des prix. L'activité a porté sur 84,25 millions de titres contre 79,4 millions.

VALEURS	Cours du 8 mars	Cours du 9 mars
Alcoa	35 3/8	36
A.T.T.	65 3/8	65 3/4
Boeing	36	37 5/8
Chase Manhattan Bank	53	52 3/8
Du Pont de Nemours	40 3/4	41 1/4
Eastman Kodak	84 3/4	85 3/4
Exxon	30 1/4	30 3/4
Ford	39 3/8	40 1/2
General Electric	104	106 5/8
General Foods	40 1/8	40 1/2
General Motors	59 1/2	61 1/8
Goodyear	30 5/8	30
I.B.M.	100 7/8	101 5/8
I.T.T.	35 1/2	35 7/8
Mobil Oil	28 5/8	28 3/8
Pfizer	75 3/4	75 5/8
Schlumberger	42	43
Texaco	32 1/2	32 1/4
U.A.L. Inc.	33 1/8	33 7/8
Union Carbide	61	61 1/4
U.S. Steel	23 1/2	23 3/8
Westinghouse	47 1/2	47 5/8
Xerox Corp.	39 7/8	40 3/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PHILIPS. – La société néerlandaise annonce, pour l'exercice 1982, un bénéfice net de 433 millions de florins, en augmentation de quelque 21 % par rapport aux résultats de l'année précédente (357 millions de florins), la société prévoyant de distribuer un dividende inchangé de 1,80 florin par action.

Au vu des chiffres (provisoires) du dernier exercice, le groupe a enregistré une progression de 1 % seulement de son chiffre d'affaires, lequel s'est établi à 42,9 milliards de florins. Le résultat d'exploitation a régressé à 2,13 milliards de florins contre 2,19 milliards de florins en 1981.

CRÉDIT LYONNAIS. – Cet établissement bancaire vient de créer au Nigéria une nouvelle banque commerciale, la Commercial Bank Ltd, afin de soutenir financièrement et de développer les exportations françaises vers ce pays, indique un communiqué de la banque.

Le Crédit lyonnais apportera son assistance technique à cette banque nigériane et détiendra 40 % de son capital fixe à 5 millions de nairas, soit environ 50 millions de francs.

CONSOLIDATED GOLDFIELDS. – Le bénéfice net du groupe pour les six premiers mois de son exercice, qui s'achèvera le 30 juin prochain, baisse de 67,1 %, à 13,9 millions de livres. Ce recul est surtout imputable à la constitution de provisions exceptionnelles (effet de stocks, dépréciation des titres de la filiale américaine Skytop Brewster). Mais il est dû aussi à la baisse des revenus, le bénéfice d'exploitation revenant de 81 à 52,6 millions de livres. Pour l'exercice entier, le groupe s'attend à des résultats sensiblement diminués si les cours des principales matières produites ne s'améliorent pas. Les perspectives pour le second semestre sont néanmoins meilleures. Le dividende intérimaire est maintenu à 8,5 pence par action.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	7 mars	9 mars
Valeurs françaises	109,9	110
Valeurs étrangères	116,2	111,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	8 mars	9 mars
Indice général	109,1	108,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 10 mars .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9 mars	10 mars
1 dollar (en yens)	238,10	237,70

BOURSE DE PARIS Comptant 9 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	....	1 315	De Dietrich	295	295	Naval Worms	107	109	B. N. Mexique	7 25	....
5 %	....	0 507	Degremont	110 50	110 50	Navig. (Nat. de)	65	69 60 d	B. Régl. Internat.	41200	41000
3 % amort. 45-54	....	1 816	Delalande S.A.	140	134 40	Nicolas	307 20	311	Barlow Rand	93	85
4 1/4 % 1963	102 10	2 082	Delmas-Vieljeux	490	490	Nodet-Gougis	67 20	64 50	Bell Canada	171	175
Emp. N. Eq. 6 % 67	114 40	4 636	Dév. Rég. P.d.C (Li)	118 80	118 90	OPB Paribas	95	93	Blyvoor	136	130
Emp. 7 % 1973	8615	..	Didot-Bottin	267	265	Optorg	83	82	Bowater	28	....
Emp. 8,80 % 77	107 02	7 016	Dist. Indochine	340	340	Origny-Desvroise	127	127	British Petroleum	42 50	40 70
9,80 % 78/93	88 60	6 471	Drag. Trav. Pub.	186	187 20	Palais Nouveauté	296	295	Br. Lambert	290	....
8,80 % 78/86	86 70	2 122	Duc-Lamothe	175	....	Paris-Orléans	98 50	95	Caland Holdings	91	98 30
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

9/3	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	174 86	166 74
Actions-Investiss.	221 57	211 52
Actions sélectives	254 31	242 78
Aedificandi	299 78	286 19
A.G.F. 5000	211 67	202 07
Agfimo	311 91	297 77
Alcali	222 45	212 36
A.L.T.O.	190 85	182 20
[illegible]	[illegible]	[illegible]
U.A.P. Investiss.	284 45	271 55
Unifrance	213 06	203 40
Unifoncier	573 08	547 09
Unigestion	509 42	486 32
Uni-Japon	762 84	728 [illegible]
Unirente	1637 39	1583 56
Univar	11677 48	11677 48
Valoren	321 04	306 48
Valreal	117355 27	117238 03
Worms Investiss.	602 90	575 56

◆ : prix précédent

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Petrofigaz	379	....
Pronuptia	133	....
Ratier Forest G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	632	625
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Sicomer	195	200
S.K.F. (Applic. méc.)	60	60
S.P.R.	95	95
Total C.F.N.	69 30	....
Ufinex	200	....
Voyer S.A.	1 35	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	110	200 d
Akzo	185	178
Alcan Alum.	299	295
Algemeine Bank	1200	1170
Am. Petrofina	465	466
Arbed	174	....
Asturienne Mines	47 50	47
Bco Pop Espanol	76	77

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1973	2045	2049	2049	2030
3030	C.N.E. 3 %	2960	2961	2950	2925
505	Agence Havas	508	504	504	504
580	Facom	612	630	627	618
736	Fichet-Bauche	710	720	725	715
151	Financial	153	154	154	155 80
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	Vallourec	90	90	90	88 20
	V. Clicquot-P.	1140	1160	1160	1180
	Viniprix	645	642	642	630
	Elf-Gabon	933	950	950	931
	Amax Inc.	216	217 90	219	218 50
	Amer. Express	525	507	507	513
	Amer. Teleph.	608	598	600	600
	Anglo Amer. C.	158	157 50	160	157 10
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
445	Ericsson	429	420	415	412
280	Exxon Corp.	279	272	272	276
360	Ford Motors	367	358	357 50	360
480	Free State	391	390 50	398	384
265	Gencor	228	229	229	231
230	Gén. Belgique	241	241	241	241
900	Gén. Electr.	973	941	943	948
550	Gen. Motors	551	538	538	545
73	Goldfields	68 50	66 50	67 40	65 20
225	Harmony	178	179 50	184	180
30	Hitachi	29 70	29	29 10	29 10
460	Hoechst Akt.	500	487	495	490
51	Imp. Chemical	54 60	54 40	54 40	54
113	Inco. Limited	118 40	114 30	114 30	112 30
880	IBM	935	912	916	919
44	Ito-Yokado	45 50	44 20	44 20	41 50
285	ITT	331	324	324	326 40
44	Matsushita	46 60	45 10	45 95	45 95
736	Merck	779	766	766	777
670	Minnesota M.	732	707	705	700
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
380	Schlumberger	387	373 50	375	370
59	Shell transp.	56 30	55 80	56	55 20
980	Siemens A.G.	1087	1080	1079	1089
120	Sony	130 60	127	127	127 60
158	T.D.K.	164	164 60	165	166
650	Unilever	719	679	675	....
585	Unit. Techn.	595	578	579	588
1100	Vaal Reefs	947	938	960	938
560	West Deep	487	479	488	473
515	West Hold.	456	440	455	440
330	Xerox Corp.	366	355	356	361
3 49	Zambia Corp.	3 25	3 28	3 28	3 28

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/3	Cours des billets aux guichets – Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 837	6 850	6 700	7 080
Allemagne (100 DM)	285 750	284 450	282	298
Belgique (100 F)	14 500	14 432	13 150	14 250
Pays-Bas (100 fl.)	257 900	256 870	253	267
Danemark (100 krd)	79 480	78 960	76	82
Norvège (100 k)	95 520	95 190	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 280	10 315	10 100	10 900
Grèce (100 drachmes)	8 200	8 175	7 500	9 500
Italie (1 000 lires)	4 811	4 802	4 700	5 100
Suisse (100 fr.)	333 370	332 870	328	348
Suède (100 krs)	91 940	91 760	89	95
Autriche (100 sch)	40 680	40 520	40 400	42 100
Espagne (100 pes.)	5 200	5 201	5 100	5 550
Portugal (100 esc.)	7 380	7 380	6 600	7 800
Canada ($ can 1)	5 580	5 592	5 500	5 770
Japon (100 yens)	2 876	2 881	2 800	2 940

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9/3
Or fin (kilo en barre)	94750	94900
Or fin (en lingot)	94800	94500
Pièce française (20 fr)	730	725
Pièce française (10 fr)	330	....
Pièce suisse (20 fr)	688	701
Pièce latine (20 fr)	697	681
Souverain	838	849
Pièce de 20 dollars	4005	4025
Pièce de 10 dollars	1947 50	1910
Pièce de 5 dollars	1005	....
Pièce de 50 pesos	4250	4275
Pièce de 10 florins	720	730

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

LES NÉGOCIATIONS DE LONDRES SUR LE PÉTROLE

Les pays de l'OPEP s'efforcent de parvenir à un accord sur le niveau de production

Londres. — *Les treize ministres* du pétrole de l'OPEP reprennent ce *jeudi 10 mars à 18 heures leurs laborieuses* négociations. Mercredi, une ébauche de compromis semblait pouvoir se dessiner autour d'un nouveau prix de référence situé entre 29 et 30 dollars par baril (contre 34 dollars par baril actuellement). Plusieurs ministres, notamment, M. Subroto, ministre indonésien et son collègue libyen, ont déclaré que des progrès importants avaient été faits. Quelques heures auparavant, M. Yamani, ministre saoudien de l'énergie, avait assuré qu'il pensait qu'un accord pourrait être conclu rapidement sur les prix, puis sur les problèmes de production. La plupart des *délégations attendaient qu'un* accord général puisse être négocié *jeudi soir, après que les ministres* auront consulté leurs gouvernements *sur les propositions de compromis* avancées, après aussi que des réunions auront été tenues *par* groupes de pays.

En dépit de l'opposition de plusieurs pays à une baisse des prix officiels, notamment l'Iran, et surtout l'Algérie — vendeur de brut, mais surtout de gaz, dont les contrats sont indexés sur les prix officiels de l'OPEP — une proposition de compromis semble pouvoir être adoptée sous certaines conditions. Le prix de référence (« *marker price* ») serait diminué, mais la baisse serait limitée à 5 dollars au maximum, ce qui porterait le nouveau prix de référence à *29 dollars par baril* au moins. Dans cette hypothèse, le Nigéria, *qui a pris les devants en abaissant* unilatéralement, le 20 février *ses prix de 35,5 dollars par* baril à 30 dollars, serait exceptionnellement autorisé à conserver le prix de 30 dollars, prix relativement très bas compte tenu de l'excellente qualité de ce pétrole.

En revanche, l'Algérie et la Libye, qui ont des bruts de qualité *équivalente*, n'abaisseraient leur prix qu'à 30,50 dollars par baril, de façon à respecter le différentiel

De notre envoyée spéciale

considéré comme « *normal* » par rapport au brut de référence. Ainsi favorisé par rapport à ses concurrents, le Nigéria renoncerait, en contrepartie, à suivre, comme il avait affirmé qu'il le ferait désormais, les prix annoncés par la Grande-Bretagne pour le pétrole de la mer du Nord. En cas de nouvelle baisse des prix britanniques, hypothèse probable dans la mesure où ces prix, négociés périodiquement entre la Compagnie nationale britannique (B.N.O.C.) et les compagnies privées clientes, sont directement *liés à l'évolution du marché* mondial, les pays de l'OPEP *seraient convenus* de se réunir à nouveau pour décider de la réaction à adopter collectivement.

Cet accord sur les prix serait toutefois inutile si les pays de l'OPEP ne s'entendent pas pour limiter leur production. Seul un plafonnement efficace correspondant au niveau *effectif de la demande permettra*, sinon à très court terme, du moins *d'ici à l'automne, d'enrayer la chute* des cours. L'exercice est aussi ardu *que le précédent, compte tenu de la* demande et de la difficulté à prévoir *exactement son évolution dans les* mois à venir. Tout dépend, notam*ment*, des perspectives de reprise mondiale et de l'évolution des stocks réels détenus par les compagnies et les pays consommateurs. Les pays de l'OPEP discutent actuellement de plafonds extrêmement bas : 15 millions de barils par jour, voire 14,5 millions pour la période, toujours critique, allant de mars à septembre. L'accord est loin d'être fait sur la répartition, pays par pays, des quotas nécessaires pour tenter d'appliquer ce plafond. L'affrontement entre l'Iran et l'*Arabie Saoudite* est essentiel sur ce point. *Jusqu'ici*, les *pays du Golfe ont apparemment* réussi à isoler l'Iran sur ses posi*tions*. Rien *ne* permet de penser qu'ils pourront le faire jusqu'au *bout*.

Un point semble certain : tous les pays producteurs présents à *Londres* souhaitent par-dessus tout qu'un accord soit conclu pour *mettre fin à la* situation actuelle. L'expectative de ces dernières *semaines a gelé le marché*, la plupart des compagnies se *contentant d'enlever les quantités* contractuelles, obligatoires, les *échangeant en cas* de besoin contre d'autres cargaisons d'origine diffé*rente*. Le résultat est un effritement des cours, lent mais continu, qui, si *rien n'est fait*, mettra les pays de l'OPEP dans une situation impossible au printemps et au début de l'été lorsque la demande sera au plus bas. Rien n'est encore cependant acquis. La partie qui se joue est plus politique que jamais et c'est sur cet obstacle que l'OPEP a toujours buté.

VÉRONIQUE MAURUS.

GRANDE FERMETÉ DU MARK

A l'avant-veille du week-end, le mark a fait preuve d'une grande fermeté, tant vis-à-vis du dollar, revenu à Francfort de 2,41 DM à 2,3950 DM, que du franc suisse, de la livre sterling, du yen, et du franc français.

A Paris, en effet, le cours de la monnaie allemande, qui était revenu, mercredi 9 mars, à 2,8450 francs contre *2,89 francs au début de la semaine, est* remonté à 2,87 francs. Les achats de marks ont donc repris, ce qui affaiblit le franc.

Apparemment, la spéculation sur un réajustement du système monétaire européen n'a pas désarmé. Si la perspective d'un tel réajustement est écartée pour le prochain week-end (le taux de *l'eurofranc* à deux jours a chuté brusquement de 70 % à 13 %), les opéra*teurs à découvert* la jouent pour le week-end suivant, le taux de l'eurofranc réclamé pour la période s'étendant du mardi 15 mars au mardi 22 mars atteignant 250 % et même 300 %.

LA MORT DE PAUL GÉRALDY

L'insouciance du marivaudage

Paul Géraldy, l'auteur de *Toi et Moi* (1913) est mort dans la nuit de mercredi 9 à jeudi 10 mars à l'hôpital américain de Neuilly (Hauts-de-Seine). Il venait d'avoir quatre-vingt-dix-huit ans — il était né le 6 mars 1885 — et était l'un des plus âgés des écrivains français.

Les dictionnaires de la littérature française qui retiennent le nom de Paul Géraldy le classent généralement parmi les auteurs faciles et de bon ton. Il est vrai qu'il avait choisi — une fois pour toutes — de se cantonner dans un marivaudage fait de finesse, et un peu gracile.

Il était né à Paris le 6 mars 1885. Son père se nommait Paul-Marie-Georges Lefèvre. Il était journaliste, et il s'était forgé un nom au théâtre principalement pour une traduction de *Roméo et Juliette* présentée à l'Odéon en 1890. Notre auteur adopta le nom de sa mère : Géraldy, et se fit, dès 1913, une réputation dans la poésie. C'est à cette date en effet qu'il publia trente-deux poèmes groupés sous le titre de *Toi et moi*. *Ces vers issus de la poétique d'*Henry Bataille, mais sans atteindre la qua*lité* de leur modèle, devinrent l'un des succès les plus fameux de la librairie.

En 1960, publiant *Vous et moi*, *Paul Géraldy voulut donner une suite* à son recueil célèbre : la mode avait changé, et la verve de l'auteur s'était amoindrie. Le succès ne suivit pas.

Le véritable terrain de Paul Géraldy, son espace d'élection, fut le théâtre. On lui doit dix-sept pièces, qui connurent des fortunes diverses. son baptême à la scène date de 1908, lorsque *Antoine accepta, pour* l'Odéon, sa *Comédie des Familles. Suivirent Les Noces d'argent* (1917), *la princesse* (1919), *Aimer*, une de *ses meilleures* (1921), *DO MI SOL DO* (1934) et *Ainsi soit-il* (1946). Paradoxalement, la réussite théâtrale de Paul Géraldy fut une adaptation : celle de *Duo* de Colette. Cette pièce connut de nombreuses reprises et fut représentée sur diverses scènes. On trouvera l'essentiel des œuvres théâtrales de Paul Géraldy dans trois volumes : *Tragédies légères*, en deux tomes, chez Julliard, publiés respectivement en 1950 et en 1952 ; et *Trois comédies sentimentales*, chez Stock, en 1967.

Paul Géraldy écrivit également deux romans : *Le Prélude* en 1923 et *Clindindin* (Calmann-Lévy, 1947). On lui doit enfin des recueils d'aphorismes : *Maximes sur l'amour* (1929), *Voir, écouter, sentir* (1934), *L'Homme et l'amour* (1954), *Vous qui passez* (1974). Paul Géraldy avait épousé la cantatrice Germaine Lubin (1890-1979), dont il avait divorcé.

L'auteur de *Toi et moi* n'avait aucune prétention. Il disait avec distinction les petites choses qui appartiennent à l'amour mondain. Il y mettait une certaine grâce. Il fit le bonheur d'au moins deux ou trois générations de jeunes filles. Durant la première guerre mondiale, lorsque les écrivains de l'Arrière furent appelés à soutenir l'effort de guerre, il donna aux éditions Crès un ouvrage charmant, qui n'avait de belliqueux que les ornements : *la Guerre, madame...*

Il a été le témoin d'un temps révolu : celui d'un plaisir à fleur de peau. Le succès fabuleux de *Toi et moi* indique que ses contemporains ne s'y étaient pas trompés et qu'ils retrouvaient dans ces poésies fugaces leur légèreté et leur insouciance.

HUBERT JUIN.

APRÈS LA TENTATIVE D'ATTENTAT DE MARSEILLE

Le préfet de police de Marseille met en cause « les milieux de droite »

Deux identités, une inculpation, un mandat de recherche et l'ébauche d'une piste... *L'enquête sur l'explosion d'un engin, à bord d'une* 504, rue Dragon à Marseille, dans la nuit de lundi à mardi, tuant les deux hommes qui *le manipulaient*, progresse. *Il est établi que les auteurs* de ce qui paraît avoir été un attentat manqué contre la grande synagogue provenaient des milieux du banditisme, petits truands « *travaillant pour le plus offrant* », selon les enquêteurs. Reste a en connaître les commanditaires : dans le climat passionné des derniers jours de campagne électorale, l'hypothèse d'une action isolée d'anciens membres du Service d'action civique (SAC), dissous le *28 juillet 1982*, commence à prendre corps. Quand au préfet de police, il met en cause « les milieux de droite ».

Les deux victimes de leur propre machine infernale, nous signale *notre correspondant* à Marseille, Jean Contrucci, sont Daniel Scotti, *trente et un ans, originaire* du Vaucluse, libéré en janvier de la *centrale de Poissy* (Yvelines) où il purgeait une peine de neuf ans de *réclusion* à la suite d'un hold-up, et Jean Chicin, dit « Johnny », trente-deux ans, lui aussi connu des services de police pour des faits de banditisme. C'est grâce, entre autres, à la découverte de la carte d'identité d'un barman d'Avignon, Jean-Claude Kraft, retrouvée sur le corps de Daniel Scotti, que ces identifications ont pu être réalisées rapidement.

Interpellé dès mardi matin, Jean-Claude Kraft, trente-quatre ans, a d'abord déclaré avoir perdu ses papiers d'identité et avoir « oublié » de déclarer cette perte à la police. Dans un deuxième temps, il admettait connaître les deux hommes tués par l'engin explosif, ce qui permettait aux policiers de procéder à plusieurs interpellations dans la région d'Avignon, à Orange et Carpentras. Ainsi, notamment, celle de Gérard Privat, en compagnie de qui Jean-Claude *Kraft avait été interpellé le* 7 février, lors d'un contrôle routier à *Villeneuve-lès-Avignon*, à bord d'une voiture où les pliciers avaient découvert un pistolet 357 magnum, un fusil de chasse et un bâton de *dynamite. Jean-Claude Kraft a été* inculpé, mercredi soir 9 mars, de « *complicité de tentative de destruction par explosif d'édifice public* » par Mlle Bernadette Augé, juge d'instruction, chargé du dossier de l'explosion.

Les enquêteurs semblent *particulièrement* intéressés par une « connaissance » de Kraft et Privat, un certain Marc Monges, originaire de Carpentras (Vaucluse), qui fait l'objet d'un mandat de recherche. Le 14 avril 1979, à la sortie d'un restaurant d'Orange, Marc Monges avait été pris pour cible par des tireurs non identifiés qui l'avaient atteint de quatre balles. Le corps de son propre père avait été découvert calciné et lardé de coups de couteau le 18 octobre 1977 dans la région lyonnaise celui-ci était également, comme son fils, connu des services de police de Carpentras. Il avait été question, à l'époque, de règlement de comptes entre colleurs d'affiches de formations politiques rivales...

C'est la personnalité de Monges ainsi que celle de son père qui nourrissent l'hypothèse d'un « contrat » commandité par des membres de l'ex-SAC. Selon des sources bien informées, Monges et son père ont appartenu à cette organisation. Jusqu'à une période *récente, le fils* aurait fréquenté un bar marseillais à l'enseigne anglo-saxonne, en compagnie de colleurs d'affiches de l'opposition *ainsi que d'un élu local du* R.P.R. Scotti et Chicin auraient été aussi des *clients réguliers de* l'établissement.

Ces informations encore imprécises sont évidemment utilisées dans la campagne électorale en cours. Ainsi le délégué *départemental du R.P.R.* dans le Vaucluse, M. Jacques Bérard, a-t-il tenu à « *démentir formellement l'appartenance au R.P.R.* » des *personnes issues de son département* impliquées dans cette affaire. Ce faisant, il répond au quotidien marseillais *le Soir*, très lié au maire sortant : « *Ce journal appartenant à M. Gaston Defferre*, estime M. Bérard, *les Marseillais et les Provençaux ne seront pas dupes de la manœuvre politique grossière échafaudée par un candidat en perdition.* »

Néanmoins, le préfet de police des Bouches-du-Rhône, M. Bernard Patault, a tenu à confirmer, mercredi, l'existence d'une « *piste politique et raciste. Les gens qui ont monté cette affaire étaient en relations relativement étroites avec des politiciens de droite dans le Vaucluse et à Marseille* ». Analyse qu'il maintenait jeudi : « *Les gens interpellés ou recherchés évoluent dans les milieux de droite* », nous a-t-il déclaré, précisant même que ce ne serait pas tant le R.P.R., mais « *plutôt l'U.D.F.* »...

A Nice

Une information pour « assassinat » est ouverte après la mort d'un officier des services de renseignements

(De notre correspondant régional.)

Nice. — *Le lieutenant-colonel* Bernard Nut, quarante-sept ans, agent de la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E. ex-S.D.E.C.E.), *trouvé mort* d'une balle dans la tête, le mardi 15 février, près de Puget-Théniers (Alpes-Maritimes), ne se serait pas suicidé, mais aurait été assassiné. Au vu des résultats de l'expertise balistique, le parquet de Nice a en effet pris des réquisitions supplétives visant à l'ouverture d'une information contre X pour « assassinat », qui se substitue à celle décidée primitivement pour « recherche des causes de la mort ».

Plusieurs points obscurs contredisaient depuis le début de l'enquête la thèse du suicide, qui avait cependant été présentée par la police judiciaire niçoise comme « *la plus séduisante* ». Les résultats des expertises confiées au laboratoire scientifique du S.R.P.J. de Marseille n'ont pas été rendus publics. Plusieurs éléments d'information étaient déjà connus. Les policiers avaient notamment confirmé que le test de la paraffine s'était révélé négatif, en faisant remarquer toutefois que les traces de poudre, qui auraient dû être décelées sur les mains de M. Nut s'il s'était donné la mort, auraient pu être effacées par la neige. Les examens approfondis effectués par les experts ont apporté des renseignements permettant d'écarter définitivement l'hypothèse *d'un suicide*.

Il semble désormais établi qu'aucune trace de poudre n'a été découverte au point d'impact de la balle, *qui a pénétré* à l'arrière de la tête. Aucune présence de poudre n'a pu *être mise en évidence non plus sur* la veste de l'officier. Conclusion évidente : le coup de feu n'a donc pas été tiré à bout touchant. La balle ayant éclaté en plusieurs fragments, il n'a pas été possible cependant d'en déterminer avec précision le calibre. On ignore si elle a pu être tirée avec l'arme de M. Nut, un Smith and Wetson de calibre 11,43.

L'autopsie n'a pas apporté d'éléments décisifs. Elle a simplement confirmé que M. Nut avait absorbé de la nourriture et de l'alcool trois heures environ avant l'heure supposée de sa mort. Dans quel lieu l'officier de la D.G.S.E. s'est-il restauré ? Mystère. On sait seulement qu'il n'a pas fait halte à l'auberge située à environ 500 mètres de l'endroit où il a été découvert près de son véhicule. Plusieurs points troublants subsistent. Cinq témoins auraient affirmé avoir vu la voiture en stationnement entre 20 heures 30 et 22 heures 45. L'un d'eux aurait déclaré avoir aperçu un homme à l'intérieur, affaissé sur son volant. Selon les témoignages recueillis auprès d'employés travaillant dans les environs, aucune trace de lutte ni de pas n'aurait été visible dans la neige fraîche tombée pendant le nuit. On ne s'explique pas enfin, que le véhicule ait été en panne d'essence.

GUY PORTE

PRÈS DE TROIS CENTS MORTS EN CHINE A LA SUITE D'UN ÉBOULEMENT DE TERRAIN

Pékin *(A.F.P.-U.P.I.)*. — Un éboulement de terrain a fait trois cents morts dans le nord-ouest de la Chine, a annoncé mercredi 9 mars l'agence Chine nouvelle.

La catastrophe s'est produite lundi à Dongxiang, à 50 kilomètres au sud-ouest de Lanzhou, la capitale de la province du Gangsu, a précisé l'agence.

Plus de deux cent soixante-dix personnes ont été tuées, après qu'une « *masse de terre et de rochers* » eut dévalé une montagne.

● *Échecs* : Gary Kasparov a repris la tête dans le match des quarts de finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs qui l'oppose à Alexandre Beliavsky. Kasparov mène 3 à 2.

Le numéro du « Monde » daté 10 mars 1983 a été tiré à 509 799 exemplaires